100e ANNÉE
VOL. 100

N° 8
1253

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 24 février 1968

Quebec, Saturday, February 24, 1968

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to the Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to the Queen's Printer, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach the Queen's Printer not later than ***Wednesday*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, the Queen's Printer reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify the Queen's Printer before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by Queen's Printer personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

A. B. C. Démolition & Entreprises ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gilles Duchesne, 2218, Auclair, Laval, Richard Barbeau, 5925, Honoré-Mercier, Saint-Léonard, et Jean Geoffrion, 30, avenue Elmwood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et en démolition, sous le nom de « A. B. C. Démolition & Entreprises ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Julie, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 198-68

L'Accueil Boyer

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Éliane Delage, secrétaire, épouse de Roland Delage, 8058, St-Hubert, Madeleine Dupont, secrétaire, épouse de Roland Dupont, 1311, Villeray, Janine T. Saint-Aubin, secrétaire, épouse de Pierre Saint-Aubin, 7677, Iberville, Ninon Thibault, 11120, Paris, Nicole Auger,

Letters Patent

A. B. C. Démolition & Entreprises ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Duchesne, 2218 Auclair, Laval, Richard Barbeau, 5925 Honoré-Mercier, Saint-Léonard, and Jean Geoffrion, 30 Elmwood, Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in demolition, under the name of "A. B. C. Démolition & Entreprises ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Julie, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 198-68

L'Accueil Boyer

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Éliane Delage, secretary, wife of Roland Delage, 8058 Saint-Hubert, Madeleine Dupont, secretary, wife of Roland Dupont, 1311 Villeray, Janine T. Saint-Aubin, secretary, wife of Pierre Saint-Aubin, 7677 Iberville, Ninon Thibault, 11120 Paris, Nicole Auger, 2357 French, both

2357, French, toutes deux secrétaires, filles majeures, Louis Duval, avocat, 3165, Maplewood, tous six de Montréal, et Pierrette Pageau, secrétaire, fille majeure, 1320, Lombard, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir, administrer et diriger une oeuvre dont le but serait d'accueillir, pour une période relativement courte, des enfants ayant besoin de protection et de garde temporaire, sous le nom de « L'Accueil Boyer ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5349-67

Agence de Distribution Populaire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Serge Desrochers, 732, rue Wilder, Outremont, Jean Legault, 6999, Terrace Sagamo, tous deux avocats, et Georges-A. Pouliot, avocat et conseil en Loi de la reine, 2266, Seneca, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Agence de Distribution Populaire inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1130, Lagauchetière est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 50-68

Agence de Recouvrement et d'Administration Laurentienne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Poirier, gérant de crédit, 2843, St-Narcisse, Giffard, Denise Lacroix, secrétaire, fille majeure, 6720, 7e avenue est, Charlesbourg, et Jean-Marc Gagné, comptable, 49, 23e rue, Val Saint-Michel, pour les objets suivants:

Agir comme agents de recouvrement et d'administration, sous le nom de « Agence de Recouvrement et d'Administration Laurentienne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1026, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 218-68

Aladin Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier, 1967, constituant en corporation: John Mardakis, Efthimios Mardakis, tous deux de 12016, St.

secretaries, spinsters of the full age of majority, Louis Duval, advocate, 3165 Maplewood, all six of Montreal, and Pierrette Pageau, secretary, spinster of the full age of majority, 1320 Lombard, Mont-Royal, for the following purposes:

To organize, maintain, manage and direct a charitable society with an aim to keep, for a relatively short period of time, children in need of protection and temporary care, under the name of "L'Accueil Boyer".

The amount to which the immovables which may be acquired and owned by the corporation are limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5349-67

Agence de Distribution Populaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 732 Wilder Street, Outremont, Jean Legault, 6999 Terrace Sagamo, both advocates, and Georges-A. Pouliot, advocate and Queen's Counsel, 2266 Seneca, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders, and other similar businesses, under the name of "Agence de Distribution Populaire inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and into 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1130 Lagauchetière East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 50-68

Agence de Recouvrement et d'Administration Laurentienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Poirier, credit manager, 2843 St-Narcisse, Giffard, Denise Lacroix, secretary, spinster of the full age of majority, 6720, 7th Avenue East, Charlesbourg, and Jean-Marc Gagné, accountant, 49, 23rd Street, Val Saint-Michel, for the following purposes:

To act as collecting and directing agents, under the name of "Agence de Recouvrement et d'Administration Laurentienne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1026 St-Jean Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 218-68

Aladin Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Mardakis, Efthimios Mardakis, both of 12016 St. Everett, and Peter Kanatse-

Everett, et Peter Kanatselis, 11819, avenue Grenet, tous trois restaurateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Aladin Restaurant Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 114-68

Ameublement Leger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Menashe Broder, 5715, Leger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 4652, Vezina, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410 A, tous trois avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250, Ellendale, app. 214, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles et nouveautés d'ameublement de toutes descriptions, en faire le commerce, sous le nom de « Ameublement Leger inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 82-68

Arber Sales Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 4950, Ponsard, Mortimer Chaikelson, étudiant en droit, 5893, avenue Clanranald, et Fay Reta Ross, secrétaire, célibataire, 2850, avenue Kent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers, voyageurs de commerce, agents à commission et représentants de ventes, sous le nom de « Arber Sales Agencies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1460, rue McGregor, appartement 902, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 93-68

Association canadienne des Journalistes et Écrivains du Tourisme

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: André Boily, 474, Place Jetté, Repentigny, Jean LaBoissière, 32, Bellevue Circle, Pierrefonds, Louis-Martin Tard, 3500, avenue de Vendôme, Montréal, tous trois journalistes, Lucien Bergeron, 1572, boulevard Gouin est, Montréal, et

lis, 11819 Grenet Avenue, all three restaurateurs, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Aladin Restaurant Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 114-68

Ameublement Leger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Menashe Broder, 5715 Leger, Côte Saint-Luc, C. Joshua Borenstein, 4652 Vezina, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410 A, all three advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Apt. 214, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Ameublement Leger inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 82-68

Arber Sales Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 4950 Ponsard, Mortimer Chaikelson, law student, 5893 Clanranald Avenue, and Fay Reta Ross, secretary, spinster, 2850 Kent Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as brokers, commercial travellers, commission agents and sales representatives, under the name of "Arber Sales Agencies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1460 McGregor Street, Apartment 902, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 93-68

Association canadienne des Journalistes et Écrivains du Tourisme

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Boily, 474 Place Jetté, Repentigny, Jean LaBoissière, 32 Bellevue Circle, Pierrefonds, Louis-Martin Tard, 3500 de Vendôme Avenue, Montreal, all three journalists, Lucien Bergeron, 1572 Gouin Boulevard East, Montreal, and M.-

M.-Louis Paré, 405, Rockland, Mont-Royal, ces deux derniers fonctionnaires, pour les objets suivants:

L'étude et la réalisation des moyens propres à assurer à ses membres l'exercice de leur mission dans des conditions répondant au rôle qu'ils devront jouer pour obtenir les solutions adéquates aux problèmes touristiques, sous le nom de « Association canadienne des Journalistes et Écrivains du Tourisme ».

Le monant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4819-67

L'Association des Anciens de Rouyn-Noranda inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455, McCarthy, Saint-Laurent, Marcel Paquette, 1320, Chanteclerc, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, app. 38, et Micheline Villeneuve, 10736, des Prairies, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et opérer un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et leurs invités, sous le nom de « L'Association des Anciens de Rouyn-Noranda inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 104-68

Association des Entrepreneurs Forestiers du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Michael M. Bone, comptable agréé, 46, rue Beaumont, Maurice Gilbert, dentiste, 34, rue Maisonneuve, et Lucien Dallaire, avocat, 412, rue St-Louis, tous trois de La Tuque, pour les objets suivants:

Grouper les personnes qui s'occupent de l'abattage, de la coupe, du débusquage, du débordage, du transport du bois en forêt, du chargement et du déchargement de pulpe ou bois, sous le nom de « Association des Entrepreneurs Forestiers du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $250,000.

Le siège social de la corporation est à Grand' Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5373-67

Louis Paré, 405 Rockland, Mount Royal, the latter two functionaries, for the following purposes:

The study and realization of proper means to assure its members of the exercise of their mission in conditions answering to the part they must play to obtain adequate solutions to touristic problems, under the name of "Association canadienne des Journalistes et Écrivains du Tourisme".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $2,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4819-67

L'Association des Anciens de Rouyn-Noranda inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without sahre capital: Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Louis-A. Toupin, 3455 McCarthy, Saint-Laurent, Marcel Paquette, 1320 Chanteclerc, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, Apt. 38, and Micheline Villeneuve, 10736 des Prairies, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the recreation and relaxation of the mind and body of its members and their guests, under the name of "L'Association des Anciens de Rouyn-Noranda inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 104;68

Association des Entrepreneurs Forestiers du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michael M. Bone, chartered accountant, 46 Beaumont St., Maurice Gilbert, dentist, 34 Maisonneuve St., and Lucien Dallaire, advocate, 412 St-Louis St., all three of La Tuque, for the following purposes:

To group together those persons employed in the felling, cutting, removal, trimming, transportation of wood in the forest, in the loading and unloading of pulp or wood, under the name of "Association des Entrepreneurs Forestiers du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $250,000.

The head office of the corporation is at Grand' Mère, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5373-67

Association des Hommes d'affaires du Nord-Ouest inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Claude, 277, rue DuPont, Gérard Prévost, 15216, rue Théorêt, tous deux de Sainte-Geneviève, Gaétan Lavoie, 4971, rue Lavoie, Jean-Louis Paiement, 4862, rue Paiement, tous quatre marchands, et Roger Thivierge, contrôleur, 15363, Boischatel, ces trois derniers de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Grouper les hommes d'affaires de la région du nord-ouest de Montréal, sous le nom de « Association des Hommes d'affaires du Nord-Ouest inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est 15216, rue Théorêt, Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5320-67

Association des Professeurs d'arts plastiques du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Côté, 173, Je me souviens, Laval, Frère Joseph Girard, 1640, 8e avenue, Québec, Soeur Pauline Chartrand, Couvent Ste-Marie-des-Anges, 5350, boulevard Henri-Bourassa, Charlesbourg, et Nicole Fortin, fille majeure, 2682, Châteaufort, app. 101, Sainte-Foy, tous quatre professeurs, pour les objets suivants:

S'intéresser particulièrement à l'avancement des arts plastiques, sous le nom de « Association des Professeurs d'arts plastiques du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5399-67

Au Grand Salon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Réjean-T. Lepage, 6630, De Renty, Montréal, Gilles Lepage, 8380, Place Chanceaux, Anjou, tous deux marchands, et Lindor Brodeur, avocat, 1555, Girouard, Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exploiter des stations-service, garages et faire le commerce de véhicules automobiles, moteurs, ainsi que de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Au Grand Salon ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Association des Hommes d'affaires du Nord-Ouest inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Paul Claude, 277 DuPont Street, Gérard Prévost, 15216 Théorêt Street, both of Sainte-Geneviève, Gaétan Lavoie, 4971 Lavoie Street, Jean-Louis Paiement, 4862 Paiement Street, all four tradesmen, and Roger Thivierge, inspector, 15363 Boischatel, the latter three of Pierrefonds, for the following purposes:

To group businessmen from the northwest region of Montreal, under the name of "Association des Hommes d'affaires du Nord-Ouest inc.".

That amount to which the immovables that may be acquired and owned by the corporation are limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at 15216 Théorêt Street, Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5320-67

Association des Professeurs d'arts plastiques du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Arthur Côté, 173 Je me souviens, Laval, Brother Joseph Girard, 1640, 8th Avenue, Quebec, Sister Pauline Chartrand, Ste-Marie-des-Anges Couvent, 5350 Henri-Bourassa Boulevard, Charlesbourg, and Nicole Fortin, spinster of the full age of majority, 2682 Châteaufort, Apt. 101, Sainte-Foy, all four professors, for the following purposes:

To particularly interest one's self in the advancement of plastic arts, under the name of "Association des Professeurs d'arts plastiques du Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Félix-du-Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5399-67

Au Grand Salon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réjean-T. Lepage, 6630 De Renty, Montreal, Gilles Lepage, 8380 Place Chanceaux, Anjou, both merchants, and Lindor Brodeur, advocate, 1555 Girouard, Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To operate service stations, garages and to deal in motor vehicles, motors and their parts and accessories, under the name of "Au Grand Salon ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 6630, rue De Renty, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 213-68

Auréa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Grimard, imprimeur-pressier, Nicole Boisvert, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Grimard, tous deux de 6377, 3e avenue, et Ginette Bergeron, secrétaire, fille majeure, 6352, De Lorimier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, directement ou comme agent, importer et exporter des cosmétiques, lotions, produits de beauté, préparations pharmaceutiques et toutes autres espèces de produits et articles connexes ou semblables, sous le nom de « Auréa inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 80-68

Autobus St-Louis incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Léopold St-Louis, homme d'affaires Émérilda Vallée, ménagère, épouse commune en biens dudit Léopold St-Louis, et Claude Jourdain, avocat, tous trois de Cap-Chat, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Autobus St-Louis incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-Chat, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 122-68

Bégin transport limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: David Bégin, camionneur, Lydya Germain, ménagère, épouse commune en biens dudit David Bégin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Bégin, camionneur, tous trois de 208, Iberville est, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Bégin transport limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 208, rue Iberville est, Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 179-68

The head office of the company is at 6630 De Renty St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 213-68

Auréa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Grimard, printer-pressman, Nicole Boisvert, housewife, wife separate as to property of said Jean-Guy Grimard, both of 6377, 3rd Avenue, and Ginette Bergeron, secretary, spinster of the full age of majority, 6352 De Lorimier, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in, directly or as an agent, in the importation and exportation of cosmetics, lotions, beauty products, pharmaceutical preparations and all other kinds of products similar or related thereto, under the name of "Auréa inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 80-68

Autobus St-Louis incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léopold St-Louis, businessman, Émérilda Vallée, housewife, wife common as to property of the said Léopold St-Louis, and Claude Jourdain, advocate, all three of Cap-Chat, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Autobus St-Louis incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Cap-Chat, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 122-68

Bégin transport limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David Bégin, truck driver, Lydya Germain, housewife, wife common as to property of said David Bégin, and duly authorized by him for the presents, and Jean Bégin, truck driver, all three of 208 Iberville East, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Bégin transport limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 208 Iberville Street East, Rouyn, judicial dsitrict of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 179-68

Marcel Bélisle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marcel Bélisle, 6435, 11e avenue, Roland Bergeron, 7056, rue Bordeaux, tous deux vendeurs, et Michel Tremblay, administrateur, 4211, rue Chapleau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'huile à chauffage de toutes sortes, sous le nom de « Marcel Bélisle inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5256-67

Bernier Brake & Clutch Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Bernier, commerçant, Suzanne Carrière, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Bernier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 8774, Boyce, Montréal, et Gilles Bernier, commis, 425, Cartier, app. 5, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation de freins et de systèmes ou appareils d'embrayage (clutch) ainsi que tous leurs accessoires, sous le nom de « Bernier Brake & Clutch Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5353-67

Bertoldi's Grinding Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Bertoldi, mécanicien, 170 est, Fleury, Jack Boidman, 5320, MacDonald, tous deux de Montréal, etMoe Ackman, 3128, 3e Rue, Laval, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une boutique de broyage, sous le nom de « Bertoldi's Grinding Shop Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1860, rue Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 113-68

Roland Binette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roland Binette,

Marcel Bélisle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Bélisle, 6435, 11th Avenue, Roland Bergeron, 7056 Bordeaux Street, both vendors, and Michel Tremblay, director, 4211 Chapleau Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in heating oils of all kinds, under the name of "Marcel Bélisle inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5256-67

Bernier Brake & Clutch Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Bernier, trader, Suzanne Carrière, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Bernier, and duly authorized by him for these presents, both of 8774 Boyce, Montreal, and Gilles Bernier, clerk, 425 Cartier, Apt. 5, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, and to deal in and repair brakes and clutch systems or appliances, as well as their accessories, under the name of "Bernier Brake & Clutch Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5353-67

Bertoldi's Grinding Shop Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Bertoldi, mechanic, 170 Fleury East, Jack Boidman, 5320 MacDonald, both of Montreal, and Moe Ackman, 3128, 3rd Street, Laval, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a grinding shop, under the name of "Bertholdi's Grinding Shop Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1860 Amherst Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 113-68

Roland Binette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Binette, contractor, Wee-

entrepreneur, Weedon, Gilles Fontaine, et Michel Pinard, ces deux derniers avocats, de 165, Wellington nord, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Roland Binette inc. », avec un capital total de $65,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 150 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Weedon, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 22-68

Blue Haven Pastry & Delicatessen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Georges Buzelan, négociant, Annette Buzelan, ménagère, épouse dudit Georges Buzelan, tous deux de 4152, rue Mackenzie, et Menahem Touaty, agent d'assurances, 3330, chemin Bedford, app. 6, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce des marchandises se rattachant à la boulangerie, à la boucherie et à la charcuterie fine, sous le nom de « Blue Haven Pastry & Delicatessen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3693, Montée Saint-Jean, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 158-68

Bon-Mar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, 3650, Mountain, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous trois avocats, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de textiles, tissus et produits d'iceux, sous le nom de « Bon-Mar Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8400, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5330-67

La Boutique Rigaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Lalonde, administrateur, Carmen Lalonde, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacques Lalonde, tous deux de 121, St-Pierre, Rigaud, et Jacques Faubert, administrateur, Dragon, pour les objets suivants:

don, Gilles Fontaine, and Michel Pinard, the two latter advocates, of 165 Wellington north, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Roland Binette inc.", with a total capital stock of $65,000, divided into 200 common shares of $100 each, 150 preferred class "A" shares of $100 each and 300 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Weedon, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 22-68

Blue Haven Pastry & Delicatessen Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Buzelan, merchant, Annette Buzelan, housewife, wife of the said Georges Buzelan, both of 4152 Mackenzie Street, and Menahem Touaty, insurance agent, 3330 Bedford Road, Apt. 6, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise relating to a bakery, butchery and delicatessen business, under the name of "Blue Haven Pastry & Delicatessen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3693 Montée St-Jean, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 158-68

Bon-Mar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hilliard Ginsberg, 3650 Mountain, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of textiles, fabrics and fabric products, under the name of "Bon-Mar Inc.", with a total capital stock of $20,000. divided into 1,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8400 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5330-67

La Boutique Rigaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Lalonde, administrator, Carmen Lalonde, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacques Lalonde, both of 121 St-Pierre, Rigaud, and Jacques Faubert, administrator, Dragon, for the following purposes:

Faire le commerce de nouveautés, articles de sport, cadeaux et spécialités connexes, sous le nom de « La Boutique Rigaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 323-68

Breault & frère (Granby) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Breault, agent, Clarisse Gervais, infirmière, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Breault, tous deux de 348, rue Laurier, Hervé Breault, entrepreneur en plomberie et chauffage, et Stella Enright, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hervé Breault, ces deux derniers de 10, boulevard Pie IX, tous quatre de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, de tuiles et de tous autres articles ou matériaux utilisables pour couvrir les planchers, les murs et les plafonds, sous le nom de « Breault & frère (Granby) inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 199-68

La Cabane Ronde inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Frank Bush, machiniste, Mary Isabel Gould, ménagère, épouse dudit Frank Bush, tous deux de 15, Centre Road, John H. Walsh, restaurateur, Walsh Road, tous trois de Terrebonne Heights, John Robert Walsh, conducteur d'autobus, et Doris Violet Fookas, ménagère, épouse dudit John Robert Walsh, ces deux derniers de 6274, Chateaubriand, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « La Cabane Ronde inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Henri-de-Mascouche, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5436-67

Carnaby Property Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Earl Kruger, 595 Carlyle, Mont-Royal, Norman Levy, 7915, Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, tous deux notaires, Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, et John Rea Howard, secrétaire, célibataire, 1420, rue Towers, app. 703, Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business dealing in novelties, sports equipment, gifts and related specialties, under the name of "La Boutique Rigaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Rigaud, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 323-68

Breault & frère (Granby) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Breault, agent, Clarisse Gervais, nurse, wife separate as to property of the said Jean-Paul Breault, both of 348 Laurier St., Hervé Breault, plumbing and heating contractor, and Stella Enright, housewife, wife separate as to property of the said Hervé Breault, the two latter of 10 Pie IX Blvd., all four of Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in carpets, tiles and all other articles or materials used to cover floors, walls and ceilings, under the name of "Breault & frère (Granby) inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 199-68

La Cabane Ronde inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frank Bush, machinist, Mary Isabel Gould, housewife, wife of said Frank Bush, both of 15 Centre Road, John H. Walsh, restaurant keeper, Walsh Road, all three of Terrebonne Heights, John Robert Walsh, bus driver, and Doris Violet Fookas, housewife, wife of said John Robert Walsh, the latter two of 6274 Chateaubriand, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "La Cabane Ronde inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Henri-de-Mascouche, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5436-67

Carnaby Property Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Earl Kruger, 595 Carlyle, Mount Royal, Norman Levy, 7915 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, both notaries, Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, and John Rea Howard, secretary, spinster, 1420 Towers Street, Apt. 703, Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Carnaby Property Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 217-68

Chez Gargantua inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Constance Desmarais, 1735, Henri-Bourassa est, Pauline Marandola, 3453, Orléans, et Mariel Desmarteau, 4522, Duquesne, tous trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Chez Gargantua inc. », avec un capital divisé en 500 actions ordinaires sans valeur nominale et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 118-68

Celtic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Pierre Lemelin, étudiant, route rurale numéro 1, Robert Lesage, avocat, 120, Plage St-Laurent, tous deux de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et Maurice Leroux, conseiller en information, 1505, Côte de l'Église Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et conseillers en publicité, sous le nom de « Celtic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $1 chacune, 395 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 300 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 71, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 127-68

Centre des Mots croisés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: René Lachance, notaire, 247, rue De Bellefeuille, Françoise Théoret, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Jérôme, 91, rue De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de « Centre des Mots croisés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

To carry on the business of a construction and investment company, under the name of "Carnaby Property Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 217-68

Chez Gargantua inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constance Desmarais, 1735 Henri-Bourassa east, Pauline Marandola, 3453 Orléans, and Mariel Desmarteau, 4522 Duquesne, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, inn-keepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Chez Gargantua inc.", with a capital stock divided into 500 common shares of no nominal value and 750 preferred shares of a nominal value of $50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial dsitrict of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 118-68

Celtic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Lemelin, student, Rural Route Number 1, Robert Lesage, advocate, 120 Plage St-Laurent, both of Saint-Félix-du-Cap-Rouge, and Maurice Leroux, information counsellor, 1505 Côte de l'Église, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as publicity agents and counsellors, under the name of "Celtic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $1 each, 395 preferred class "A" shares of $100 each and into 300 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 71 St-Pierre Street, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 127-68

Centre des Mots croisés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lachance, notary, 247 De Bellefeuille Street, Françoise Théoret, secretary, wife separate as to proterty of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille Street, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Two Mountains, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers, bookbinders and other similar businesses, under the name of "Centre des Mots croisés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 92-68

Centre du Pneu de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Eugène Lavoie, 495, St-Augustin, Chicoutimi, Charles Gingras, rue Dion, Beauville, tous deux vendeurs, Julien Lessard, gérant, 3471, Ste-Foy, Québec, et Guy Lessard, industriel, 28, de Paris, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pneus et tous autres accessoires pour les véhicules automobiles de tous genres, sous le nom de « Centre du Pneu de Chicoutimi inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions classe « A » de $100 chacune et en 300 actions classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5205-67

Century Plating Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, 4950, avenue Ponsard, Mortimer Chaikelson, étudiant en droit, 5893, Clanranald, et Fay Ross, secrétaire célibataire, 2850, avenue Kent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exécuter toutes sortes d'opérations métallurgiques, placage, fournitures, produits en métal, ceintures, boucles, anneaux de reliure, anneaux de bourse et tous autres produits, en faire le commerce, sous le nom de « Century Plating Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 370, rue Beauharnois, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 4797-67

Cercle sportif S. H. Rosemont

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Hébert, 6429, 3e Avenue, Marcel Catellier, 510, Faillon, app. 12, Richard Émond, 5720, 12e Avenue, tous trois représentants, Rhéal Bolduc, professeur, 6603, Louis-Hémon, Maurice Piperno, étudiant, 5440, 9e Avenue, Georges Laverdière, ferblantier, 5979, Louis-Hébert, Harry Ouellette, journalier, 6603, Louis-Hémon, Jean Laverdière, soudeur, 1284, St-Zotique est, et Maurice Trépanier, plombier, 6391, Cartier, tous les neuf de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Cercle sportif S. H. Rosemont ».

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 92-68

Centre du Pneu de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Eugène Lavoie, 495 St-Augustin, Chicoutimi, Charles Gingras, Dion Street, Beauville, both salesmen, Julien Lessard, manager, 3471 Ste-Foy, Quebec, and Guy Lessard, industrialist, 28 de Paris, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To deal in tires and all other accessories for motor vehicles of all kinds, under the name of "Centre du Pneu de Chicoutimi inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" shares of $100 each and into 300 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5205-67

Century Plating Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, 4950 Ponsard Avenue, Mortimer Chaikelson, law student, 5893 Clanranald, and Fay Ross, secretary, spinster, 2850 Kent Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and processes of metal, plating, metal findings, metal products, belts, buckles, binder rings, purse rings and all other products, under the name of "Century Plating Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $1 each, 1,000 class "B" shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 370 Beauharnois Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 4797-67

Cercle sportif S. H. Rosemont

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Serge Hébert, 6429, 3rd Avenue, Marcel Catellier, 510 Faillon, apt. 12, Richard Émond, 5720, 12th Avenue, all three representatives, Rhéal Bolduc, professor, 6603, Louis-Hémon, Maurice Piperno, student, 5440, 9th Avenue, Georges Laverdière, tinsmith, 5979 Louis-Hébert, Harry Ouellette, workman, 6603 Louis-Hémon, Jean Laverdière, welder, 1284 St-Zotique, East, and Maurice Trépanier, plumber, 6391 Cartier, all nine of Montreal, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Cercle sportif S. H. Rosemont".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 6429, 3e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 176-68

Clinique Familiale St-Vincent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Paul Chevalier, Gérald Beaudry, Patrice Gauthier, Blaise Drapeau, Gaston Masson, Jean Belle Isle, Jean-Denis Dufresne, Toussaint Bouchard, Fernand Tanguay, Jacques Bourque, Jean Thibodeau, Jean Darche, Jean-Pierre Tremblay, Alexandre Mignault, Léo Langis, Louis Hébert, Jacques Beaudry, Yvan Blouin et Alexander Kindy, tous médecins, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Établir, maintenir, posséder, administrer et diriger une ou plusieurs cliniques médicales et chirurgicales, sous le nom de « Clinique Familiale St-Vincent inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 280, rue King est, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 107-68

Cloverdale Service Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jirair A. Andreassiani vendeur, Siranoush Ghazarian, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Jirair A. Andreassian, tous deux de 10822, boulevard L'Acadie, Montréal, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, de moteurs, de machines et autres pièces et accessoires, sous le nom de « Cloverdale Service Centre Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9050, boulevard Lalonde, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 162-68

Le Club de Golf Monica inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jos Leroux, ingénieur, 18, Bord de l'Eau, Repentigny, Didier Leroux, avocat, 10755, Esplanade, et Claire Laferrière, secrétaire, fille majeure, 10602, Bruchési, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at 6429, 3rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 176-68

Clinique Familiale St-Vincent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Chevalier, Gérald Beaudry, Patrice Gauthier, Blaise Drapeau, Gaston Masson, Jean Belle Isle, Jean-Denis Dufresne, Toussaint Bouchard, Fernand Tanguay, Jacques Bourque, Jean Thibodeau, Jean Darche, Jean-Pierre Tremblay, Alexandre Mignault, Léo Langis, Louis Hébert, Jacques Beaudry, Yvan Blouin, and Alexander Kindy, all physicians, of Sherbrooke, for the following purposes:

To establish, maintain, possess, administer and direct one or several medical and surgical clinics, under the name of "Clinique Familiale St-Vincent inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, 100 preferred class "A" shares of $100 each and 100 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at 280 King St. East, Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 107-68

Cloverdale Service Centre Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jirair A. Andreassian, salesman, Siranoush Ghazarian, marchande publique, wife separate as to property of the said Jirair A. Andreassian, both of 10822 L'Acadie Boulevard, Montreal, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as garage owners and to deal in automobiles, motors, machines and their parts and accessories, under the name of "Cloverdale Service Centre Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 9050 Lalonde Boulevard, Pierrefonds, judicial dsitrict of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 162-68

Le Club de Golf Monica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jos Leroux, engineer, 18 Bord de l'Eau, Repentigny, Didier Leroux, advocate, 10755 Esplanade, and Claire Laferrière, secretary, spinster of the full age of majority, 10602 Bruchési, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Exploiter, agrandir et améliorer un parcours de golf, sous le nom de « Le Club de Golf Monica inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

22417-o 115-68

Club Les Kass inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Hénault, cameraman, Rejean Gardner, machiniste, et Paul Chassé, avocat, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Club Les Kass inc. ».

Le montant auquel sont limitée les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 278-68

Club social Colonial inc.
Colonial Social Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Morin, 7305, Jean-Bourdon, Rosaire Desbiens, 8760, boulevard St-Michel, et Jude Parent, 3025, Linton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club social Colonial inc.— Colonial Social Club Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 11, Lafleur, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5348-67

Le Club social de Lachute

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Réal Lépine, 1, rue des Cèdres, Conrad Gagné, 245, rue Mary, tous deux contremaîtres, Jacques Ouimet, monteur, 90, chemin de Brownsburg, app. 3, Hervé Lamoureux, chauffeur d'autobus, 444, rue Catherine, Marcel Bélanger, commerçant, 183, rue St-Julien, Maurice Miron, nettoyeur, 167, rue Principale, Roger Guimond, gérant, 352, boulevard Bédard, Jacques Poitras, comptable, 92, rue Laurier, et Jean-Lys Lepage, vendeur, 155, rue Hammond, tous neuf de Lachute, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social et sportif, sous le nom de « Le Club social de Lachute ».

To operate, enlarge and ameliorate a golf course, under the name of "Le Club de Golf Monica inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 115-68

Club Les Kass inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Hénault, cameraman, Rejean Gardner, machinist, and Paul Chassé, advocate, all three of Drummondville, for the following purposes:

To form and operate a social and sports club, under the name of "Club Les Kass inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 278-68

Club social Colonial inc.
Colonial Social Club Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Serge Morin, 7305 Jean-Bourdon, Rosaire Desbiens, 8760 St-Michel Boulevard, and Jude Parent, 3025 Linton, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club social Colonial inc.— Colonial Social Club Inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $50,000.

The head office of the corporation is at 11 Lafleur, LaSalle, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5348-67

Le Club social de Lachute

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Réal Lépine, 1 des Cèdres St., Conrad Gagné, 245 Mary St., both foremen, Jacques Ouimet, producer, 90 Brownsburg Road, apt. 3, Hervé Lamoureux, autobus driver, 444 Catherine St., Marcel Bélanger, trader, 183 St-Julien St., Maurice Miron, cleaner, 167 Main St., Roger Guimond, manager, 352 Bédard Blvd., Jacques Poitras, accountant, 92 Laurier St., and Jean-Lys Lepage, salesman, 155 Hammond St., all nine of Lachute, for the following purposes:

To establish and operate a social and sports club, under the name of "Le Club social de Lachute".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 223-68

Comimpex International Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marc Latraverse, administrateur, 5525, boulevard Marie-Victorin, app. 8, Brossard, Michelien Chablat, 1150, rue Bélanger est, app. 505, et Michèle Latraverse, 2348, rue Hingston, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Comimpex International Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 74-68

Compagnie de Gestion de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Paul Chevalier, Gérald Beaudry, Patrice Gauthier, Blaise Drapeau, Gaston Masson, Jean Belle Isle, Jean-Denis Dufresne, Toussaint Bouchard, Fernand Tanguay, Jacques Bourque, Jean Thibodeau, Jean Darche, Jean-Pierre Tremblay, Alexandre Mignault, Léo Langis, Louis Hébert, Jacques Beaudry, Yvan Blouin et Alexandre Kindy, tous médecins, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Compagnie de Gestion de Sherbrooke inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 19,850 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe "B" de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 280, rue King est, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 108-68

Composita inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roland Colette, journaliste, 100, rue du Boulevard, app. 3, Léo Robidoux, publicitaire, 452, rue Dufort, app. 4, tous deux de La Prairie, et Lucien Paquette, marchand, 24, rue Lapalme, Delson, pour les objets suivants.

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 223-68

Comimpex International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Latraverse, executive, 5525 Marie-Victorin Boulevard, apt. 8, Brossard, Micheline Chablat, 1150 Bélanger Street, East, apt. 505, and Michèle Latraverse, 2348 Hingston Street, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority Montreal, for the following purposes:

To import, export and deal in all products, articles and goods, under the name of "Comimpex International Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 74-68

Compagnie de Gestion de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Chevalier, Gérald Beaudry, Patrice Gauthier, Blaise Drapeau, Gaston Masson, Jean Belle Isle, Jean-Denis Dufresne, Toussaint Bouchard, Fernand Tanguay, Jacques Bourque, Jean Thibodeau, Jean Darche, Jean-Pierre Tremblay, Alexandre Mignault, Léo Langis, Louis Hébert, Jacques Beaudry, Yvan Blouin, et Alexandre Kindy, all physicians, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Compagnie de Gestion de Sherbrooke inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 19,850 class "A" preferred shares of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 280 King Street East, Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 108-68

Composita inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Colette, journalist, 100 du Boulevard Street, Apt. 3, Léo Robidoux, publiciste, 452 Dufort Street, Apt. 4, both of La Prairie, and Lucien Paquette, tradesman, 24 Lapalme Street, Delson, for the following purposes:

Éditer des journaux, revues et autres publications et exploiter une agence de publicité, sous le nom de « Composita inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 159-68

To publish newspapers, magazines and other publications and operate an advertising agency, under the name of "Composita inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 159-68

Le Comptoir d'assurances J. P. Boisvert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gilles Perreault, 2968, rue de Francheville, Yvon Martineau, 1695, rue Gaudet, tous deux comptables, de Trois-Rivières, et Roland Milot, comptable, Yamachiche, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Le Comptoir d'assurances J. P. Boisvert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maskinongé, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5079-67

Le Comptoir d'assurances J. P. Boisvert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Perreault, 2968 de Francheville Street, Yvon Martineau, 1695 Gaudet Street, both accountants, of Trois-Rivières, and Roland Milot, accountant, Yamachiche, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Le Comptoir d'assurances J. P. Boisvert inc.", with a total capital stock of $40 000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Maskinongé, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5079-67

Confections Marie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Yvon Perras, avocat et conseil en Loi de la reine, 135, Sherbrooke est, Solanges Laperle, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Yvon Perras, 10930, Frigon, et Fernand Levesque, avocat, 170, Dorchester est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Confections Marie inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5860, rue Des Écores, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 201-68

Confections Marie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Perras, advocate and Queen's Counsel, 135 Sherbrooke East, Solanges Laperle, secretary, wife separate as to property of said Yvon Perras, 10930 Frigon, and Fernand Levesque, advocate, 170 Dorchester East, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Confections Marie inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and into 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5860 Des Écores Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 201-68

Contact Cervex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Yves Rouleau, 955, Plymouth, Mont-Royal, André Drouin, 2275, Jean-Talon est, tous deux avocats, et Marcel Charbonneau, secrétaire, 578, William-David, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Contact Cervex inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Contact Cervex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Rouleau, 955 Plymouth, Mount Royal, André Drouin, 2275 Jean-Talon East, both advocates, and Marcel Charbonneau, secretary, 578 William-David, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publicity contractors and counsellors, under the name of "Contact Cervex inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Roxboro, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 53-68

Clément Cyr inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Clément Cyr, marchand, Thérèse Grenier, ménagère, épouse dudit Clément Cyr, et Jean Grenier, commis, tous trois de Saint-Elzéar, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Clément Cyr inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Elzéar, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 21-68

Danville Hosiery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gaétan Boucher, commerçant, Gisèle Perreault, ménagère, épouse dudit Gaétan Boucher, tous deux de 31, Principale, Danville, et Georges-Yvon Gouin, avocat, 790, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de beauté, cosmétiques et toutes sortes d'articles en nylon et leurs accessoires, sous le nom de « Danville Hosiery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 31, rue Principale, Danville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 102-68

Data Processing Staff Finders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Alexander S. Konigsberg, 7920, Côte Saint-Luc, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, et Jacques Lemaître-Auger, 8462, Drolet, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseils et agents pour toutes sortes d'entreprises commerciales ou pour des organismes industriels dans la recherche, la sélection et le placement du personnel, sous le nom de « Date Processing Staff Finders Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1242, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 207-68

The head office of the company is at Roxboro, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 53-68

Clément Cyr inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Cyr, merchant, Thérèse Grenier, housewife wife of said Clément Cyr, and Jean Grenier, clerk, all three of Saint-Elzéar, county of Beauce, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Clément Cyr inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Elzéar, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 21-68

Danville Hosiery Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaétan Boucher, trader, Gisèle Perreault, housewife, wife of the said Gaétan Boucher, both of 31 Main St., Danville, and Georges-Yvon Gouin, advocate, 790 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in beauty products, cosmetics and all other objects made of nylon and their accessories, under the name of "Danville Hosiery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 31 Main St., Danville, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 102-68

Data Processing Staff Finders Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexander S. Konigsberg, 7920 Côte St-Luc, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, and Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and agents for any commercial enterprise or for any industrial organization in the search, selection and placement of personnel, under the name of "Data Processing Staff Finders Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1242 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 207-68

De Carufel, Gagnon, Bélair & associés incorporée
De Carufel, Gagnon, Bélair & Associates Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: G.-Marc de Carufel, 10715, Esplanade, Pierre-Y. de Carufel, 50, Place Crémazie, suite 1010, tous deux comptables agréés, Gérard Bélair, économiste-conseil, 10505, Tanguay, tous trois de Montréal, Marcel Gagnon, chimiste, 340, Green, Saint-Lambert, et Gérard L'Espérance, comptable agréé, 1260, Croissant de Callières, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration pour toutes personnes, corporations, compagnies ou autres, sous le nom de « De Carufel, Gagnon, Bélair & associés incorporée — De Carufel, Gagnon, Bélair & Associates Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 133-68

Desla Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gilles Bertrand, avocat, 5640, avenue Decelles, Marie Gazo, 1931 est, rue Sauriol, et Jacqueline Thibaudeau, 9415, Basile-Routhier, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, sous le nom de « Desla Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 612 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5426-67

Dimac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Basil Danchyshyn, 6612, Des Érables, Montréal, J.-Bernard Bulteau, 316, 11e Avenue, Saint-Eustache, et Germain Champagne, 343, Goineau, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de matières plastiques de toutes sortes et de tous genres, sous le nom de « Dimac Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,750 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5120-67

De Carufel, Gagnon, Bélair & associés incorporée
De Carufel, Gagnon, Bélair & Associates Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: G.-Marc de Carufel, 10715 Esplanade, Pierre-Y. de Carufel, 50 Place Crémazie, suite 1010, both chartered accountants, Gérard Bélair, consulting economist, 10505 Tanguay, all three of Montreal, Marcel Gagnon, chemist, 340 Green, Saint-Lambert, and Gérard L'Espérance, chartered accountant, 1260 Croissant de Callières, Laval, for the following purposes:

To carry on business as management consultants for all persons, corporations, companies or others, under the name of "De Carufel, Gagnon, Bélair & associés incorporée — De Carufel, Gagnon, Bélair & Associates Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 133-68

Desla Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bertrand, advocate, 5640 Decelles Avenue, Marie Gazo, 1931 Sauriol Street East, and Jacqueline Thibaudeau, 9415 Basile-Routhier, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Desla Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 612 St. James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5426-67

Dimac Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Basil Danchyshyn, 6612 Des Érables, Montreal, J.-Bernard Bulteau, 316, 11th Avenue, Saint-Eustache, and Germain Champagne, 343 Goineau, Laval, all three lawyers, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic substances of every kind and description, under the name of "Dimac Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $10 each and 3,750 preferre shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5120-67

Dubois & Nadeau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gérard Nadeau, rembourreur, 1435, boulevard Foucault, Drummondville, Jean-Guy Dubois, rembourreur, 1360, Goupil, Roland Dubois, comptable, 1197, Goupil, et Roger Dubois, gérant, 1855, Daniel, ces trois derniers de Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Dubois & Nadeau inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5414-67

Dubois & Nadeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Nadeau, upholsterer, 1435 Foucault Boulevard, Drummondville, Jean-Guy Dubois, upholsterer, 1360 Goupil, Roland Dubois, accountant, 1197 Goupil, and Roger Dubois, manager, 1855 Daniel, the latter three of Drummondville-South, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Dubois & Nadeau inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5414-67

École Normale du Bon-Pasteur

Avis est donné qu'en vertu de l'article 14 de la Loi concernant l'« Asile du Bon-Pasteur de Québec », 5-6 Elizabeth II, chapitre 157, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 19 décembre 1967, constituant en corporation « École Normale du Bon-Pasteur ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23432-o 27-67 — 1404/34

École Normale du Bon-Pasteur

Notice is hereby given that under section 14 of the Act concerning "l'Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date December 19, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating "École Normale du Bon-Pasteur".

The head office of the corporation is situated in the city of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23432 27-67 — 1404/34

École Normale Stella Matutina

Avis est donné qu'en vertu de l'article 14 de la Loi concernant l'« Asile du Bon-Pasteur de Québec, 5-6 Elizabeth II, chapitre 57, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 19 décembre 1967, constituant en corporation « École Normale Stella Matutina ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Matane.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23433-o 28-67 — 1404-35

École Normale Stella Matunina

Notice is hereby given that under section 14 of the Act concerning the "Asile du Bon-Pasteur de Québec", 5-6 Elizabeth II, chapter 157, letters patent, bearing date December 19, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating "École Normale Stella Matutina".

The head office of the corporation is situated in the city of Matane.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23433 28-67 — 1404-35

Electromed Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Wolfe M. Friedman, avocat, 5750, avenue Smart, Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, Palmer, tous deux de Côte Saint-Luc, et Simon Gulden, avocat, 5181, Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des appareils pour la médecine, les hôpitaux, des instruments servant à la biologie, électro-médecine et la biophysique, des machines, machinerie et pièces d'icelles, en faire le commerce, sous le nom de « Electromed Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A », d'une valeur au pair de $1 chacune, 10,000 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Electromed Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wolfe M. Friedman, advocate, 5750 Smart Avenue, Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer, both of Côte Saint-Luc, and Simon Gulden, advocate, 5181 Bourret, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in medical equipment, hospital equipment, biological and electromedical and biophysical instruments, machines, machinery and parts thereof, under the name of "Electromed Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 class "A" shares of a par value of $1 each, 10,000 class "B" shares of a par value of $1 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 257-68

Les Élevages du Saguenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jules Tremblay, mécanicien, Réal Tremblay, conseiller technique, et Jean-Claude Tremblay, cultivateur, tous trois de Larouche, pour les objets suivants:

Faire l'élevage de troupeaux de boeufs, de moutons et faire le commerce de toutes sortes de viandes, sous le nom de « Les Élevages du Saguenay inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Larouche, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 76-68

Eskay Plastics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Henri-Wilfred Laurier, 110, Brixton, David Harry Wood, 760, Casgrain, tous deux de Saint-Lambert, et William Sanville Aaron, 555, Cardinal, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits de toute sorte en plastique, sous le nom de « Eskay Plastics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 168-68

Europe Canada Delicatessen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Willy Grigat, marchand, Hamelore Malunat, ménagère, épouse dudit Willy Grigat, et Ruth Silevicius, marchande célibataire, tous trois de 1905, ouest rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de viandes, produits alimentaires, confiserie, produits laitiers, articles d'épicerie, y compris la vente de la bière et acquérir des terrains et édifices à des fins de négoce ou de placement, sous le nom de « Europe Canada Delicatessen Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5449-67

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 257-68

Les Élevages du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Tremblay, machinist, Réal Tremblay, technical adviser, and Jean-Claude Tremblay, farmer, all three of Larouche, for the following purposes:

The breeding of herds of oxen and sheep, and dealing in meats of all kinds, under the name of "Les Élevages du Saguenay inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 350 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Larouche, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 76-68

Eskay Plastics Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Wilfred Laurier, 110 Brixton, David Harry Wood, 760 Casgrain, both of Saint-Lambert, and William Sanville Aaron, 555 Cardinal, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic products of all kinds, under the name of "Eskay Plastics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 168-68

Europe Canada Delicatessen Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Willy Grigat, merchant, Hamelore Malunat, housewife, wife of the said Willy Grigat, and Ruth Silevicius, merchant, spinster, all three of 1905 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in meats, foodstuffs, confectionery, dairy and grocery articles including the sale of beer and to acquire land and buildings for trading or investment purposes, under the name of "Europe Canada Delicatessen Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5449-67

Fantetti Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Mario Fantetti, commerçant, Carmela Fantetti, ménagère, épouse séparée de biens dudit Mario Fantetti, tous deux de 3841, Concorde, Laval, et Giuseppe Montanaro, commerçant, 10477, boulevard St-Michel, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fantetti Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4850, Forest, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5334-67

Fantetti Construction Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mario Fantetti, trader, Carmela Fantetti, housewife, wife separate as to property of said Mario Fantetti, both of 3841 Concorde, Laval, and Giuseppe Montanaro, trader, 10477 St-Michel Boulevard, Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Fantetti Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and into 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 4850 Forest, Montreal-North, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5334-67

Fédération de Volley-Ball du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Brunet, comptable, 9950, avenue Christophe-Colomb, Frère Raoul Olivier, professeur, 1935, boulevard Desmarchais, tous deux de Montréal, et Jean-Pierre Dame, comptable, 276, rue de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Promouvoir l'intérêt, la participation et le niveau d'habilité au « Volley-Ball », sous le nom de « Fédération de Volley-Ball du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 1935, boulevard Desmarchais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4905-67

Fédération de Volley-Ball du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Richard Brunet, accountant, 9950 Christophe-Colomb Ave., Brother Raoul Olivier, professor, 1935 Desmarchais Blvd., both of Montreal, and Jean-Pierre Dame, accountant, 276 de l'Épée St., Outremont, for the following purposes:

To promote interest, participation and the standard of skill in the game of Volley-Ball, under the name of "Fédération de Volley-Ball du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at 1935 Desmarchais Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4905-67

R. J. Flannery inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roland-J. Flannery, commerçant, Huguette Flannery, ménagère, épouse commune en biens dudit Roland-J. Flannery, tous deux de 8, Bourgjoly, Sainte-Adèle, et Jeannine Barbe, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Antoine Forcioni, 7001, Sagard, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, véhicules, moteurs, outils, instruments, accessoires et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « R. J. Flannery inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6521, Des-Angevins, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 210-68

R. J. Flannery inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland-J. Flannery, tradesman, Huguette Flannery, housewife, wife common as to property of the said Roland-J. Flannery, both of 8 Bourgjoly, Sainte-Adèle, and Jeannine Barbe, housewife, wife contractually separate as to property of Antoine Forcioni, 7001 Sagard, Montrea , for the following purposes:

To deal in machines, venicles, motors, tools, instruments, accessories and hardware of all kinds, under the name of "R. J. Flannery inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6521 Des Angevins, Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 210-68

Foothills Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-H. Lafleur, 442, Woodlea, Mont-Royal, Guy Gagnon, 5703, Durocher, tous deux avocats, et Jeanne Cardinal, secrétaire, fille majeure, 5423, Gatineau, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Foothills Development Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 120-68

Jacques Forget ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Forget, marchand, Nicole Lafrenière, ménagère, épouse dudit Jacques Forget, tous deux de 3600, chemin Comtois, Saint-Louis-de-Terrebonne, et Wilfrid Forget, rentier, Sainte-Anne-des-Plaines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits habituellement vendus dans les marchés d'alimentation, sous le nom de « Jacques Forget ltée », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,520 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMÔND DOUVILLE.

23417-o 36-68

Fortin & Larochelle ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lucien Fortin, menuisier, Jeanne-d'Arc Munger, ménagère, épouse dudit Lucien Fortin, tous deux de 300, rue Angers, Réal Larochelle, menuisier, et Ruth Tremblay, ménagère, épouse dudit Réal Larochelle, ces deux derniers de 424, rue Notre-Dame, tous quatre de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Fortin & Larochelle ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 424, rue Notre-Dame, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5209-67

Foyer de Loretteville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Foothills Development Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-H. Lafleur, 442 Woodlea, Mount-Royal, Guy Gagnon, 5703 Durocher, both advocates, and Jeanne Cardinal, secretary, spinster of the full age of majority, 5423 Gatineau, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Foothills Development Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 120-68

Jacques Forget ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Forget, merchant, Nicole Lafrenière, housewife, wife of the said Jacques Forget, both of 3600 Comtois Road, Saint-Louis-de-Terrebonne, and Wilfrid Forget, annuitant, Sainte-Anne-des-Plaines, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products usually sold in food markets, under the name of "Jacques Forget ltée", with a capital stock divided into 400 common shares of no nominal value and 1,520 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 36-68

Fortin & Larochelle ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Fortin, carpenter, Jeanne-d'Arc Munger, housewife, wife of said Lucien Fortin, both of 300 Angers Street, Réal Larochelle, carpenter, and Ruth Tremblay, housewife, wife of said Réal Larochelle, the latter two of 424 Notre-Dame Street, all four of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Fortin & Larochelle ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 424 Notre-Dame Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5209-67

Foyer de Loretteville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1967, have been issued by

patentes, en date du 13e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Martineau, agent d'assurance, boulevard des Étudiants, Paul-André Cantin, secrétaire-trésorier, 141, Giroux, Jeanne-Marie Tremblay, ménagère, épouse de Eugène Pépin, 27, des Laurentides, Jean-Marie Beaulieu, fonctionnaire, 32, Parent, et Léopold Larochelle, docteur, 250, du Parc, tous cinq de Loretteville, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de Loretteville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4722-67

the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Martineau, insurance agent, des Étudiants boulevard, Paul-André Cantin, secretary-treasurer, 141 Giroux, Jeanne-Marie Tremblay, housewife, wife of Eugène Pépin, 27 des Laurentides, Jean-Marie Beaulieu, civil servant, 32 Parent, and Léopold Larochelle, physician, 250 du Parc, all five of Loretteville, for the following purposes:

To give old couples and old people of both sexes a home enabling them to live in complete security and in a real family life atmosphere, under the name of "Foyer de Loretteville inc.".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation are limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Loretteville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4722-67

Fung Wong Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lise Quirion, secrétaire, épouse séparée de biens de Réjean Quirion, 8047, Henri-Julien, Serge Hamel, technicien, 7398, St-Denis, tous deux de Montréal, et Gérard Lamontagne, vendeur, 11180, London, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et exercer les opérations d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Fung Wong Restaurant Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Pierre-Boucher, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4934-67

Fung Wong Restaurant Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lise Quirion, secretary, wife separate as to property of Réjean Quirion, 8047 Henri-Julien, Serge Hamel, technician, 7398 St-Denis, both of Montreal, and Gérard Lamontagne, salesman, 11180 London, Montreal-Borth, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, and to act as an investment and holding company, under the name of "Fung Wong Restaurant Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Place Pierre-Boucher, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4934-67

G. L. Interior Displays & Designs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jason Ruby, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin 5754, rue Lockwood, Montréal, tous deux avocats, et Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, avenue MacDonald, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents, dessinateurs et manufacturiers d'expositions et d'étalages pour l'intérieur et l'extérieur, sous le nom de « G. L. Interior Displays & Designs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7101, boulevard Sauvé, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 81-68

G. L. Interior Displays & Designs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood Street, Montreal, both advocates, and Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald Avenue, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as agents, designers and manufacturers of interior and exterior exhibits and displays, under the name of "G. L. Interior Displays & Designs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 7101 Sauvé Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 81-68

G. P. Communications Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jean Geoffrion, avocat et conseil en Loi de la reine, 30, Elmwood, Outremont, Christine Stenger, avocate, célibataire, 3477, Drummond, et Blondell Walters, secrétaire, célibataire, 1193A, Mackay, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger et exploiter un commerce comme constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « G. P. Communications Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5416-67

Gadeg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, Céline Trudeau, et Christiane Beaudet, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de marchandises et articles employés à la maison ou à la ferme et faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Gadeg inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1950, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 64-68

Gatien électrique inc.
Gatien Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: André Perreault, 4680, Montclair, Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrot, tous deux avocats, et Anne Lecavalier, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 3767, St-André, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et la réparation de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Gatien électrique inc.— Gatien Electric Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10671, boulevard St-Michel, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4831-67

G. P. Communications Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Geoffrion, advocate and Queen's Counsel, 30 Elmwook, Outremont, Christine Stenger, advocate, spinster, 3477 Drummond, and Blondell Walters, secretary, spinster, 1193A Mackay, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "G. P. Communications Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5416-67

Gadeg inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Ave., Westmount, Jean Gluskik, Céline Trudeau, and Christiane Beaudet, the three latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5 Place Ville Marie, suite 445, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of merchandise and articles used in the home or on a farm, and to act as an investment company, under the name of "Gadeg inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1950 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 64-68

Gatien électrique inc.
Gatien Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Perreault, 4680 Montclair, Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrot, both advocates, and Anne Lecavalier, secretary, spinster of the full age of majority and using her rights, 3767 St-André, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and repair all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Gatien électrique inc.— Gatien Electric Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10671 St-Michel Boulevard, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4831-67

Gatineau Asphalte limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Victor Pilon, Albert Pilon, tous deux hommes d'affaires, de case postale 435, et Germaine Forcier, ménagère, veuve non remariée de feu Armand Pilon, route rurale #2, tous trois de Maniwaki, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Gatineau Asphalte limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 89-68

Gatineau Asphalte limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Victor Pilon, Albert Pilon, both businessmen, of Post Office Box 435, and Germaine Forcier, housewife, unremarried widow of the late Armand Pilon, Rural Route #2, all three of Maniwaki, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and construction of all kinds, under the name of "Gatineau Asphalte limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Maniwaki, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 89-68

D. Généreux & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Charles Généreux, Armand Généreux, Oscar Généreux et Jean Généreux, tous quatre commerçants, de Nominingue, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « D. Généreux & fils inc. », avec un capital total de $120,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nominingue, district judiciaire de Labelle.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 263-68

D. Généreux & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Généreux, Armand Généreux, Oscar Généreux and Jean Généreux, all four traders, of Nominingue, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "D. Généreux & fils inc.", with a total capital stock of $120,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Nominingue, judicial districtof Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 263-68

Granada Vending Machines Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Michel Macryllos, Gerassimos Stamatelatos, tous deux marchands, 699 ouest, rue Liège, et Gerald Friedlansky, notaire, 5947, avenue du Parc, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des machines distributrices pour la vente de produits liquides, des bonbons, de la confiserie, des produits du tabac, des produits alimentaires et laitiers et de tous autres produits de toutes sortes et genres, en faire le commerce sous le nom de « Granada Vending Machines Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 699 ouest, rue Liège, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 215-68

Granada Vending Machines Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Macryllos, Gerassimos Stamatelatos, both merchants, of 699 Liège Street West, and Gerald Friedlansky, notary, 5947 Park Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with machines for the vending of liquid products, candy, confectionery, tobacco products, food and dairy products and all other products of any kind and nature, under the name of "Granada Vending Machines Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 2,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 699 Liège Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 215-68

Grimard assurances inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Grimard assurances inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by

patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Charles-E. Grimard, courtier d'assurances, Reine Tessier, ménagère, épouse dudit Charles-E. Grimard, et Maurice Grimard, courtier d'assurances, tous trois de 1104, rue Notre-Dame, Donnacona, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Grimard assurances inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1104, rue Notre-Dame, Donnacona, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 240-68

R. J. Guérin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Léonard Guérin, marchand, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Michel Campbell, camionneur, 80, St-Patrick sud, Farnham, et Lauréat Tardif, comptable agréé, 633, rue Bell, Cowansville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « R. J. Guérin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 160-68

H. B. D. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, 5710, avenue Wolseley, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, chemin Kingsley, tous deux de Côte Saint-Luc, et Susan Argintaru, secrétaire, épouse séparée de biens de Pinchas Argintaru, 3440, place Decelles, Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter des ateliers de construction mécanique, sous le nom de « H. B. D. Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 139-68

Hébert & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul Denoncourt, secrétaire, 336, rue Ménard, Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, Monseigneur Latulipe ouest, tous deux de Rouyn, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, Noranda, pour les objets suivants:

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles-E. Grimard, insurance broker, Reine Tessier, housewife, wife of said Charles-E. Grimard, and Maurice Grimard, insurance broker, all three of 1104 Notre-Dame Street, Donnacona, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Grimard assurances inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1104 Notre-Dame Street, Donnacona, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 240-68

R. J. Guérin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Guérin, trader, Saint-Ignace-de-Stanbridge, Michel Campbell, trucker, 80 St-Patrick South, Farnham, and Lauréat Tardif, chartered accountant, 633 Bell Street, Cowansville, for the following purposes:

To deal in all products, articles and merchandise, under the name of "R. J. Guérin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 160-68

H. B. D. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Abraham Shuster, advocate, 5710 Wolseley Avenue, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley Road, both of Côte Saint-Luc, and Susan Argintaru, secretary, wife separate as to property of Pinchas Argintaru, 3440 Decelles Place, Montreal, for the following purposes:

To own and operate machine shops, under the name of "H. B. D. Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 3,500 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 139-68

Hébert & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Denoncourt, secretary, 336 Ménard St., Julienne Pilon, secretary, spinster of the full age of majority, 169 Monseigneur Latulipe west, both of Rouyn, and Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th St., Noranda, for the following purposes:

Exercer le commerce d'un marchand général, sous le nom de « Hébert & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 172-68

Hôtel Bella Vista inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gaston Beaulac, gérant, 383, 6e Rue, Alfred Bélanger, homme d'affaires, 2303, St-Marc, Raymond Desaulniers, garagiste, 2402, Laval, tous trois de Shawinigan, Claude Desaulniers, hôtelier, Mont-Carmel, et Maurice St-Louis, comptable agréé, 970, Arthur-Bettez, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Bella Vista inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 110 actions ordinaires de $10 chacune et en 489 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Flore, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5304-67

Immeubles Finlay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Jacques Thibaudeau, rentier, 62, avenue Rosemount, Westmount, Léon Boulanger, fonctionnaire, 3057, avenue de Boulogne, et Maurice Audette, négociant, 2420, Marie-Victorin, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie d'immeuble et de perception, sous le nom de « Immeubles Finlay inc. », avec un capital total de $218,200, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 1,515 actions privilégiées classe « A » ou premier rang d'une valeur nominale de $100 chacune et en 657 actions privilégiées classe « B » ou second rang d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 51-68

Institution des Sourds de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Crevier, 497, chemin Côte Ste-Catherine, Outremont, Pierre Legrand, 1435, Cap Éternité, Laval, L.-Yves Fortier, 40, avenue Arlington, Westmount, Michel-A. Gagnon, 939, Côte Vertu, Jacques Laurent, 195, rue Marcotte, tous deux de Saint-Laurent, Claude Fontaine, 616, avenue Victoria, Saint-Lambert, tous les six avocats, et André Guertin, commis, 222, rue Lacharité, LaSalle, pour les objets suivants:

To carry on business as general merchants, under the name of "Hébert & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 172-68

Hôtel Bella Vista inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Beaulac, manager, 383, 6th Street, Alfred Bélanger, businessman, 2303 St-Marc, Raymond Desaulniers, garageman, 2402 Laval, all three of Shawinigan, Claude Desaulniers, hotel-keeper, Mont-Carmel, and Maurice St-Louis, chartered accountant, 970 Arthur-Bettez, Trois-Rivières, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Bella Vista inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 110 common shares of $10 each and 489 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sainte-Flore, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5304-67

Immeubles Finlay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Thibaudeau, annuitant, 62 Rosemount Ave., Westmount, Léon Boulanger, civil servant, 3057 de Boulogne Ave., and Maurice Audette, dealer, 2420 Marie-Victorin, the two latter of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and collection company, under the name of "Immeubles Finlay inc.", with a total capital stock of $218,200 divided into 10 common shares of a nominal value of $100 each, 1,515 preferred class "A" or first class shares of a nominal value of $100 each and 657 preferred class "B" or second class shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 51-68

Institution des Sourds de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December 1967, have been issued by the Lieusenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Raymond Crevier, 497 Côte Ste-Catherine Road, Outremont, Pierre Legrand, 1435 Eternity Cape, Laval, L.-Yves Fortier, 40 Arlington Avenue, Westmount, Michel-A. Gagnon, 939 Côte Vertu, Jacques Laurent, 195 Marcotte Street, both of Saint-Laurent, Claude Fontaine, 616 Victoria Avenue, Saint-Lambert, all six advocates and André Guertin, clerk, 222 Lacharité Street, LaSalle, for the following purposes:

Diriger, administrer et opérer un centre de réadaptation sociale pour personnes souffrant de surdité, sous le nom de « Institution des Sourds de Montréal ».

Le montant de la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra acquérir ou posséder est limité à $10,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5177-67

To conduct, administer and operate a centre of social readaptation for persons suffering from deafness, under the name of "Institution des Sourds de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $10,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5177-67

The Interchange Hospitality Club Inc.
Le Club d'hospitalité Interchange inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, tous deux avocats, et Jovitte Dmuchalsky, secrétaire, épouse séparée de biens de Stephen Dmuchalsky, 581, Ladouceur, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à accorder et mettre en rapport avec d'autres, les personnes qui voyagent ou vont en vacances, sous le nom de « The Interchange Hospitality Club Inc.—Le Club d'hospitalité Interchange inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 119-68

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade, Saint-Laurent, Harvey Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, both advocates, and Jovitte Dmuchalsky, secretary, wife common as to property of Stephen Dmuchalsky, 581 Ladouceur, the latter two of Laval, for the following purposes:

To carry on the business of matching and introducing persons travelling and vacationing to other persons, under the name of "The Interchange Hospitality Club Inc.— Le Club d'hospitalité Interchange inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 119-68

Jacob & Ratté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lionel Jacob, 226, boulevard Pie XII, Émilien Ratté, 1007, boulevard Manicouagan, tous deux entrepreneurs en construction, et Lydie-L. Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jacob & Ratté inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 147-68

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Jacob, 226 Pie XII Boulevard, Émilien Ratté, 1007 Manicouagan Boulevard, both building contractors, and Lydie-L. Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Jacob & Ratté inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 147-68

Aurélien Jacques ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Aurélien Jacques, entrepreneur, Agathe Corriveau, ménagère, épouse dudit Aurélien Jacques, et Philippe Vachon, comptable agréé, tous trois de Sainte-Marie, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aurélien Jacques, contractor, Agathe Corriveau, housewife, wife of said Aurélien Jacques, and Philippe Vachon, chartered accountant, all three of Sainte-Marie, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Aurélien Jacques ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Marie, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 153-68

Joy Bake Shops Ltd.
Les Boulangeries Joy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Max Cohen, homme d'affaires, 2115, Scott, Bennie Sandler, boulanger, 2160, St-Louis, tous deux de Saint-Laurent, et Moe Carsley, homme d'affaires, 1250, Lombard Crescent, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs, et fabricants de biscuits, sous le nom de « Joy Bake Shops Ltd.— Les Boulangeries Joy ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5630, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5360-67

Kruger Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tissus et textiles de toutes sortes, sous le nom de « Kruger Textiles Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 206-68

Laboratoire A. René Boily ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Arthur-René Boily, rebouteur, Yvonne Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Arthur-René Boily, tous deux de 3457, rue Sherbrooke est, et Claude Boyer, avocat, 2783, rue Joseph-Nolin, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Aurélien Jacques ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Marie, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 153-68

Joy Bake Shops Ltd.
Les Boulangeries Joy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Cohen, businessman, 2115 Scott, Bennie Sandler, baker, 2160 St. Louis, both of Saint-Laurent, and Moe Carsley, businessman, 1250 Lombard Crescent, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Joy Bake Shops Ltd.— Les Boulangeries Joy ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5630 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22417-o 5360-67

Kruger Textiles Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, both advocates, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textile fabrics of all kinds, under the name of "Kruger Textiles Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 206-68

Laboratoire A. René Boily ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur-René Boily, bone-setter, Yvonne Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of said Arthur-René Boily, both of 3457 Sherbrooke Street East, and Claude Boyer, advocate, 2783 Joseph-Nolin Street, all three of Montreal, for the following purposes:

Fabriquer, vendre et faire le commerce en gros de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Laboratoire A. René Boily ltée », avec un capital total de $45,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3196, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4804-67

Lambert & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Joachim Lambert, menuisier, Pauline Caron, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joachim Lambert, tous deux de 928, Victoria, Jacques-Cartier, et Marcel Hamel, comptable agréé, 201, Churchill, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Lambert & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 829, Victoria, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 85-68

Laurentian Inn Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la proviace a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Willard M. C. Steeves, avocat, 78, chemin Brownsburg, Willard M. Steeves, retraité, 732, rue Main, Denise Tessier, secrétaire, fille majeure, 232, rue Hamford, tous trois de Lachute, et Robert Armstrong, courtier en assurances, 365, Maple South, Brownsburg, pour les objets suivants:

Diriger un hôtel, une taverne, un café, un restaurant ou une combinaison de ces commerces, sous le nom de « Laurentian Inn Inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Route rurale numéro 1, Calumet, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5169-67

Lionel Lemieux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Lionel Lemieux, commerçant, Jeanne-d'Arc Métivier, ménagère, épouse commune en biens dudit Lionel Lemieux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Achille Pinard, comptable, tous trois de Kingsey Falls, pour les objets suivants:

To manufacture, sell and deal in the wholesale trade of medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Laboratoire A. René Boily ltée", with a total capital stock of $45,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3196 Ste-Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4804-67

Lambert & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joachim Lambert, carpenter, Pauline Caron, housewife, wife separate as to property of said Joachim Lambert, both of 928 Victoria, Jacques-Cartier, and Marcel Hamel, chartered accountant, 201 Churchill, Greenfield Park, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Lambert & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 829 Victoria, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 85-68

Laurentian Inn Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Willard M. C. Steeves, lawyer, 78 Brownsburg Road, Willard M. Steeves, retired, 732 Main Street, Denise Tessier, secretary, fille majeure, 232 Hamford Street, all three of Lachute, and Robert Armstrong, insurance broker, 365 Maple South, Brownsburg, for the following purposes:

To operate hotel, tavern, public house, restaurant or any combination thereof, under the name of "Laurentian Inn Inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 400 common shares of the par value of $100 each and 400 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 1, Calumet, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5169-67

Lionel Lemieux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Lemieux, trader, Jeanne-d'Arc Métivier, housewife, wife common as to property of the said Lionel Lemieux, and duly authorized by him for these presents, and Achille Pinard, accountant, all three of Kingsey Falls, for the following purposes:

Faire le commerce de papier et produits de papier de toutes sortes, sous le nom de « Lionel Lemieux inc. », avec un capital divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale et en 1,520 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Kingsey Falls, district judiciaire de Drummond.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 15-68

To carry on business dealing in paper and paper products of all kinds, under the name of "Lionel Lemieux inc.", with a capital stock divided into 200 common shares of no nominal value and 1,520 preferred shares of $25 each.

The head office of the company is at Kingsey Falls, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 15-68

Les Lignes du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Laurent Gauthier, 2667, Roussel, Chicoutimi-Nord, Clément Fleury, 15, du Quai, Saint-Coeur-de-Marie, et Roland Savard, 36, Bellevue, Kénogami, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Les Lignes du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1180, rue Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 7-68

Les Lignes du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Laurent Gauthier, 2667 Roussel, Chicoutimi-North, Clément Fleury, 15 du Quai, Saint-Coeur-de-Marie, and Roland Savard, 36 Bellevue, Kénogami, all three traders, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Les Lignes du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 1180 Ste-Geneviève St., Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 7-68

Ligue Citoyens St-Hubert comté de Taillon inc.
St. Hubert Citizens League County of Taillon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Régis, 990, rue Martin, Adrien Sirois, 1730, Caumartin, Guy Pommainville, 5250, Joseph, tous trois vendeurs, Claude Cazes, directeur des incendies, 820, Coderre, et Vincent Chatigny, contrôleur, 3085, Paré, tous cinq de Saint-Hubert, comté de Chambly, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des propriétaires et locataires, sous le nom de « Ligue Citoyens St-Hubert comté de Taillon inc.— St. Hubert Citizens League County of Taillon Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 990, rue Martin, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4631-67

Ligue Citoyens St-Hubert comté de Taillon inc.
St. Hubert Citizens League County of Taillon Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Régis, 990 Martin St., Adrien Sirois, 1730 Caumartin, Guy Pommainville, 5250 Joseph, all three salesmen, Claude Cazes, fire department director, 820 Coderre, and Vincent Chatigny, comptroller, 3085 Paré, all five of Saint Hubert, county of Chambly, for the following purposes:

To promote and uphold the interests of proprietors and tenants, under the name of "Ligue Citoyens St-Hubert comté de Taillon inc.— St. Hubert Citizens League County of Taillon Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at 990 Martin St., Saint Hubert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4631-67

Les Liqueurs Leduc ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Gérard Le Duc, industriel, Juliette Dolbec, ménagère, épouse dudit Gérard Le Duc, et Louis Le Duc, comptable, tous trois de Saint-Casimir, pour les objets suivants:

Les Liqueurs Leduc ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Le Duc, industrialist, Juliette Dolbec, housewife, wife of the said Gérard Le Duc, and Louis Le Duc, accountant, all three of Saint-Casimir, for the following purposes:

Faire le commerce de tous genres de liqueurs ou breuvages non alcoolisés, sous le nom de « Les Liqueurs Leduc ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Casimir, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5432-67

To carry on business dealing in all kinds of non-alcoholic liquors or beverages, under the name of "Les Liqueurs Leduc ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Casimir, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5432-67

Armand Lizotte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de novembre 1967, constituant en corporation: Armand Lizotte, foregeron, Émilienne Boisvert, ménagère, épouse dudit Armand Lizotte, tous deux de 1975, Georges, et Rosaire Drolet, comptable, 666, 4e Rue, tous trois de Shawinigan, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forges, fondeurs et ouvriers en métaux, sous le nom de « Armand Lizotte inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1975, rue Georges, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4961-67

Armand Lizotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Lizotte, blacksmith, Émilienne Boisvert, housewife, wife of the said Armand Lizotte, both of 1975 Georges, and Rosaire Drolet, accountant, 666, 4th Street, all three of Shawinigan, for the following purposes:

To carry on business as iron-master, founders and metal-workers, under the name of "Armand Lizotte inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1975 Georges Street, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4961-67

Location de garages Olivier, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Joseph Olivier, commerçant, Thérèse Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit Joseph Olivier, et Micheline Olivier, commis de bureau, fille majeure, tous trois de 136, de la Fabrique, Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce et la location de bâtiments préfabriqués ou non, sous le nom de « Location de garages Olivier, inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 136, rue de la Fabrique, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5042-67

Location de garages Olivier, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Olivier, trader, Thérèse Côté, housewife, wife separate as to property of said Joseph Olivier, and Micheline Olivier, office clerk, spinster of the full age of majority, all three of 136 de la Fabrique, Saint-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, and to deal in and rent buildings which are prefebricated or not, under the name of "Location de garages Olivier, inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 136 de la Fabrique Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5042-67

Les Loisirs Météor de Pointe-Jaune inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Ulric Laflamme, Jean-Charles Joncas, tous deux fonctionnaires, et Yvan Laflamme, opérateur, tous trois de Pointe-Jaune, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir la pratique des sports sous toutes ses formes, sous le nom de « Les Loisirs Météor de Pointe-Jaune inc. ».

Les Loisirs Météor de Pointe-Jaune inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Ulric Laflamme, Jean-Charles Joncas, both civil employees, and Yvan Laflamme, operator, all three of Pointe-Jaune, for the following purposes:

To organize and promote the practice of sports in all its forms, under the name of "Les Loisirs Météor de Pointe-Jaune inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social dela corporation est à Pointe-Jaune, comté de Gaspé-Nord, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4749-67

Maison a b c inc.
a b c House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre, 1967 constituant en corporation: Céline Trudeau, Lise Quesnel, toutes deux secrétaires, célibataires, et Donald James Johnston, avocat, tous trois de 5, place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des maisons et autres structures privées et publiques et exploiter la fabrications d'utilités de toutes sortes, sous le nom de « Maison a b c inc. — a b c House Inc. », avec un capital-actions divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5, place Ville Marie, suite 445, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5456-67

Maisonneuve Tower Ltd.
Tour Maisonneuve ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Mitchel Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel S. Miller, 5714, Edgemore, Côte Saint-Luc, Alan Z. Golden, 625, Milton, Montréal, tous trois avocats, Maureen Montgomery, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, et Anne Scaroni, 3484, Aylmer, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Acquérir par achat une certaine propriété immobilière en la ville de Montréal située au coin nord-est de la rue St. Matthew et Maisonneuve, et y construire un édifice à appartements et/ou autres édifices, sous le nom de « Maisonneuve Tower Ltd.— Tour Maisonneuve ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacunel

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 154-68

Marak Textile Mill and Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Ela Rajzman, manufacturier, 5982 MacDonald, Moses H. Myerson, avocat, 5235, chemin Côte Saint-Luc, et Bessie Solomon, secrétaire, célibataire, 5550, Trent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $100,000.

The head office of the corporation is at Pointe-Jaune, county of Gaspé-North, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4749-67

Maison a b c inc.
a b c House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Céline Trudeau, Lise Quesnel, both secretaries, spinsters, and Donald James Johnston, advocate, all three of 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, for the following purposes:

To manufacture homes and other private and public structures and to operate manufacturing facilities of all kinds, under the name of "Maison a b c inc.— a b c House Inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without par value and 80,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

22417-o 5456-67

Maisonneuve Tower Ltd.
Tour Maisonneuve ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore, Côte Saint-Luc, Alan Z. Golden, 625 Milton, Montreal, all three advocates, Maureen Montgomery, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, and Anne Scaroni, 3484 Aylmer, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To acquire by purchase a certain immovable property in the city of Montreal located at the northeast corner of St. Matthew Street and Maisonneuve, and to construct thereon apartment buildings and/or other structures, under the name of "Maisonneuve Tower Ltd.— Tour Maisonneuve ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 154-68

Marak Textile Mill and Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ela Rajzman, manufacturer, 5982 MacDonald, Moses H. Myerson, advocate, 5235 Côte St. Luc Road, and Bessie Solomon, secretary, spinster, 5550 Trent, all three of Montreal, for the following purposes:

Manufacturer, vendre, importer et exporter des articles de filature, sous le nom de « Marak Textile Mill and Products Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 79-68

Mayfair Wallpaper and Paint Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Montreal, Jason Ruby, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, et John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et marchands généraux de peinture, draperies, papiertenture, décoration intérieure et extérieure, sous le nom de « Mayfair Wallpaper and Paint Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6705 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 157-68

Media Mosaic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Louis Schiff, avocat, 5747, Blossom, Côte Saint-Luc, Sarah Ackerman, 2525, Ekers, et Nicole Brunet, 631, St-Arsène, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes d'émission radiophonique et/ou de télégraphie sans fil et des postes récepteurs, et faire affaires d'un commerce général de publicité et de réclame, sous le nom de « Media Mosaic Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5228-67

Meubles B. N. L. inc.
B. N. L. Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Pageau, avocat, Gisèle-Yolande Ménard, commis de bureau, épouse de Gérard Desjardins, tous deux de 6455, 9e avenue, et Marcel Nieri, évaluateur, 2334, St-Zotique, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

To manufacture, sell, import and export spinning products, under the name of "Marak Textile Mill and Products Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 79-68

Mayfair Wallpaper and Paint Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, attorney and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Montreal, Jason Ruby, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, and John Michelin, 5754 Lockwood, Côte Saint-Luc, the latter two attorneys, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and general merchants of paints, draperies, wallpaper, interior and exterior decorators, under the name of "Mayfair Wallpaper and Paint Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 6705 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 157-68

Media Mosaic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Schiff, advocate, 5747 Blossom, Côte Saint-Luc, Sarah Ackerman, 2525 Ekers, and Nicole Brunet, 631 St. Arsene, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To operate radio and/or wireless broadcasting and receiving stations and to carry on a general advertising and publicity business, under the name of "Media Mosaic Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 80,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5228-67

Meubles B. N. L. inc.
B. N. L. Furniture Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Pageau, advocate, Gisèle-Yolande Ménard, office clerk, wife of Gérard Desjardins, both of 6455, 9th Avenue, and Marcel Nieri, apparaiser, 2334 St-Zotique, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Meubles B. N. L. inc.— B. N. L. Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 61-68

Antoine Michaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul-Arthur Gendreau, avocat, 446, Place Monseigneur Langis, Danielle Proulx, secrétaire, épouse de Florent Proulx, 41, 14e rue ouest, et Béatrice Desrosiers, secrétaire, veuve d'Ernest Desrosiers, 87, 14e rue, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Antoine Michaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 100 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 200 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Fabien, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 212-68

Thomas Mignault & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Mignault, Jean-Yves Mignault et Thomas Mignault, tous trois marchands, de Saint-Philippe-de-Néri, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Thomas Mignault & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Philippe-de-Néri, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 220-68

Mobilart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, Jean McNicoll, 2529, Gregg, et Ghislain Levasseur, 772, de Norvège, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, accessoires de bureaux, tentures, tapis et autres objets décoratifs, sous le nom de « Mobilart inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

To carry on business dealing in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Meubles B. N. L. inc.— B. N. L. Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 61-68

Antoine Michaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Arthur Gendreau, advocate, 446 Place Monseigneur Langis, Danielle Proulx, secretary, wife of Florent Proulx, 41, 14th St. West, and Béatrice Desrosiers, secretary, widow of Ernest Desrosiers, 87, 14th St., all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Antoine Michaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 100 preferred class "A" shares of $100 each and 200 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Fabien, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 212-68

Thomas Mignault & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Mignault, Jean-Yves Mignault and Thomas Mignault, all three merchants, of Saint-Philippe-de-Néri, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of merchandise, under the name of "Thomas Mignault & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Philippe-de-Néri, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 220-68

Mobilart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, Jean McNicoll, 2529 Gregg, and Ghislain Levasseur, 772 de Norvège, the two latter of St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, office furnishings, draperies, carpets and other decorative objects, under the name of "Mobilart inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 2370, boulevard Hamel ouest, Duberger, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 324-68

Les Mir construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Adrien Miron, Raymond Miron, tous deux de 100, rue Sommerville, Georges Lesage, 1295, rue Everett, Vincent Mirons, Marcel Miron, tous deux de 2500, boulevard Gouin ouest, Gilbert Miron, 12460, rue Jasmin, tous six industriels, de Montréal, et Jean Girard, gérant, 3, Place Bellerive, app. 2403, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les Mir construction inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11175, boulevard Métropolitain est, Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 155-68

Mobergé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Henry De La Myre Mory, homme d'affaires, 5640, Decelles, Alexis-Pierre Bergeron, étudiant, 2147, Vendôme, Georges-Albert Roy, avocat, 1745, avenue Cedar, tous trois de Montréal, et Yvette Marcoux, secrétaire, fille majeure, 7182, Dollier, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'objets pouvant être employés pour la décoration, l'ameublement et la jouissance d'un habitat quelconque, sous le nom de « Mobergé inc. », avec un capital divisé en 600 actions ordinaires sans valeur nominale et en 340 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5445-67

Motel-Hôtel Astoria inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Marc Fortin, hôtelier, Monique Poulin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marc Fortin, tous deux de Vallée-Jonction, et Andréa Latulippe, comptable agréé, Saint-Joseph-de-Beauce, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Motel-Hôtel Astoria inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 2370 Hamel Blvd. West, Duberger, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 324-68

Les Mir construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien Miron, Raymond Miron, both of 100 Sommerville Street, Georges Lesage, 1295 Everett Street, Vincent Miron, Marcel Miron, both of 2500 Gouin Boulevard West, Gilbert Miron, 12460 Jasmin Street, all six industrialists of Montreal, and Jean Girard, manager, 3 Place Bellerive, Apt. 2403, Laval, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Les Mir construction inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 11175 Métropolitain Boulevard East, Montreal East judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 155-68

Mobergé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry De La Myre Mory, businessman, 5640 Decelles, Alexis-Pierre Bergeron, student, 2147 Vendôme, Georges-Albert Roy, advocate, 1745 Cedar avenue, all three of Montreal, and Yvette Marcoux, secretary, fille majeure, 7182 Dollier, Saint-Léonard, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles that can be used for decorating, furnishing and improving living conditions in all and any dwelling, under the name of "Mobergé inc.", with a capital stock divided into 600 common shares with no nominal value and into 340 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5445-67

Motel-Hôtel Astoria inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Fortin, hotel keeper, Monique Poulin, housewife, wife separate as to property of said Marc Fortin, both of Vallée-Jonction, and Andréa Latulippe, chartered accountant, Saint-Joseph-de-Beauce, for the following purposes:

To operate motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Motel-Hôtel Astoria inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Vallée-Jonction, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5440-67

Motel-Hôtel Les Cascades (1968) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques-L. Turgeon, Claude Turgeon, tous deux courtiers, de 864, John West, Sainte-Foy, et Antoine Gauthier, comptable agréé, 724, Salazar, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter un motel-hôtel, sous le nom de « Motel-Hôtel Les Cascades (1968) inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est boulevard Pie XII, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 418-68

Multi-Mecanic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Roger Bernier, 6e avenue, Terrebonne, Roger Limoges, 10450, de la Roche, tous deux ferblantiers, et Sylvio Caron, chauffeur, 7304, Bordeaux, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la réparation et le service sur tout système ou appareil électrique, de ventilation, de chauffage et de réfrigération, sous le nom de « Multi-Mecanic Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5458-67

National Burlesque Academy Ltd.
Académie Nationale de Burlesque ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Claude Beauregard, 311, Parkwood Circle, Dorval, Henri Messier, 3531, Wellington, Verdun, et Joseph-Hector-R. Messier, 1595, Lajoie, Outremont, tous trois notaires, pour les objets suivants:

Diriger une école de chorégraphie et de danse artistique, exotique et populaire, sous le nom de « National Burlesque Academy Ltd.— Académie Nationale de Burlesque ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 259 est, rue Saint-Catherine app. 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 68-68

The head office of the company is at Vallée-Jonction, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5440-67

Motel-Hôtel Les Cascades (1968) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques-L. Turgeon, Claude Turgeon, both brokers, of 864 John West, St. Foy, and Antoine Gauthier, chartered accountant, 724 Salazar, Chicoutimi, for the following purposes:

To operate a motel-hotel, under the name of "Motel-Hôtel Les Cascades (1968) inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Pie XII Boulevard, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 418-68

Multi-Mecanic Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Bernier, 6th Avenue, Terrebonne, Roger Limoges, 10450 de la Roche, both tinsmiths, and Sylvio Caron, chauffeur, 7304 Bordeaux, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in, repair and service all electrical, ventilation, heating and refrigerating systems or appliances, under the name of "Multi-Mecanic Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5458-67

National Burlesque Academy Ltd.
Académie Nationale de Burlesque ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Beauregard, 311 Parkwood Circle, Dorval, Henri Messier, 3531 Wellington, Verdun, and Joseph-Hector-R. Messier, 1595 Lajoie, Outremont, all three notaries, for the following purposes:

To operate a school of artistic, exotic and popular dances and of choreography, under the name of "National Burlesque Academy Ltd.— Académie Nationale de Burlesque ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 259 Ste-Catherine Street East, apt. 1, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 68-68

Omnium Canadien d'importation française inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme exportateur et importateur général et faire le commerce dans les marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Omnium Canadien d'importation française inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1454, rue de la Montagne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5030-67

Omnium Canadien d'importation française inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on a general exporting and importing business and to deal in merchandise of all kinds, under the name of "Omnium Canadien d'importation française inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1454 Mountain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5030-67

Opera Holding Limited Gestion Opera limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Opera Holding Limited — Gestion Opera limitée », avec un capital total de $1,500,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 30,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,465,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 72-68

Opera Holding Limited Gestion Opera limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Opera Holding Limited — Gestion Opera limitée", with a total capital stock of $1,500,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of $1 each, 30,000 preferred class "A" shares of a nominal value of $1 each and into 1,465,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 72-68

Pageau, Morel, Lefebvre inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Helen Michaud, 807, rue Duluth est, Nicole Viau, 6834, rue des Écores, et Ginette Murray, 2351, rue Bellechasse, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, entreprendre, effectuer et surveiller toutes sortes de travaux publics et privés, sous le nom de « Pageau, Morel, Lefebvre inc. », avec un capital composé de 4,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 8585, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5462-67

Pageau, Morel, Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Helen Michaud, 807 Duluth Street East, Nicole Viau, 6834 des Écores Street, and Ginette Murray, 2351 Bellechasse Street, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To study, undertake, carry out and supervise all kinds of public and private works, under the name of "Pageau, Morel, Lefebvre inc.", with a capital stock composed of 4,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 8585 St-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5462-67

W. Paquin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Wilfrid Paquin, 6, Place Dufort, Repentigny, Roger Lalonde, 2155, Jeanne-d'Arc, Montréal, tous deux épiciers, et Gabriel Leathead, comptable, 780, Carré Thibault, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers, sous le nom de « W. Paquin ltée », avec un capital total de $125,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 203-68

W. Paquin ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wilfrid Paquin, 6 Dufort Place, Repentigny, Roger Lalonde, 2155 Jeanne d'Arc, Montréal, both grocers, and Gabriel Leathead, accountant, 780 Thibault Square, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as grocers-butchers, under the name of "W. Paquin ltée", with a total capital stock of $125,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $100 each and 5,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 203-68

Parem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Boileau, 570, rue Robertson, Saint-Laurent, Michel-E. Robillard, 6230, rue Chatelain, tous deux notaires, et Denise Laperrière, secrétaire, fille majeure, 818, boulevard St-Joseph est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Parem inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 188-68

Parem inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Boileau, 570 Robertson St., Saint-Laurent, Michel-E. Robillard, 6230 Chatelain St., both notaries, and Denise Laperrière, secretary, spinster of the full age of majority, 818 St-Joseph Blvd. East, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Parem inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 188-68

Pâtisserie Poulin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, secrétaire, fille majeure, 1011, McManamy, et Nicole Racine, secrétaire, épouse séparée de biens de Yves Racine, 630, boulevard Jacques-Cartier nord, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de gâteaux, pâtisseries, pains et tous autres articles d'alimentation et faire affaires comme compagnie de gestion, de portefeuille (holding) et de placement, sous le nom de « Pâtisserie Poulin inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 500 actions privilégiées « A » de $100 chacune, 470 actions privilégiées « B » de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées « C » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-de-la-Providence, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 125-68

Pâtisserie Poulin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy North, Françoise Fouquet, secretary, spinster of the full age of majority, 1011 McManamy, and Nicole Racine, secretary, wife separate as to property of Yves Racine, 630 Jacques-Cartier Boulevard North, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in cakes, pastries, bread and all kinds of food products, and to carry on business as a management, holding and investment company, under the name of "Pâtisserie Poulin inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 500 preferred "A" shares of $100 each, 470 preferred "B" shares of $100 each and into 2,000 preferred "C" shares of $1 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-de-la-Providence, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 125-68

Paulcor Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Michael Awada, 11230, Joseph-Casavant, Montréal, George Bey, 336, Ballantyne, Montréal-ouest, tous deux avocats, et Madeleine Noël, secrétaire, célibataire, 6366, Fabre, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Paulcor Holdings Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 2,969 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5421-67

Perron automobiles (Chicoutimi) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Raoul Perron, garagiste, Candide Guay, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raoul Perron, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gilles Perron, vendeur, tous trois de 38, Des Érables, Rivière-du-Moulin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Perron automobiles (Chicoutimi) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5381-67

Photopro inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Michel Gosselin, photographe, Louise Bergeron, ménagère, épouse dudit Michel Gosselin, tous deux de 37, rue Montcalm, Gilles Demers, 8, rue Grondin, Jacques Auger, 35, rue Salaberry, tous deux notaires, tous quatre de Lévis, Micheline Jacques, secrétaire, épouse de Raymond Grondin, Saint-Louis-de-Pintendre, Huguette Caron, 443, rue Dollard, et Aline Fortier, 1392, 2e avenue, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Photopro inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 37, rue Montcalm, Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 186-68

Paulcor Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Awada, 11230 Joseph-Casavant, Montreal, George Bey, 336 Ballantyne, Montreal West, both advocates, and Madeleine Noël, secretary, spinster, 6366 Fabre, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Paulcor Holdings Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 2,969 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5421-67

Perron automobiles (Chicoutimi) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raoul Perron, garage keeper, Candide Guay, housewife, wife separate as to property of said Raoul Perron, and duly authorized by him for the presents, and Gilles Perron, salesman, all three of 38 Des Érables, Rivière-du-Moulin, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Perron automobiles (Chicoutimi) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5381-67

Photopro inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Gosselin, photographer, Louise Bergeron, housewife, wife of the said Michel Gosselin, both of 37 Montcalm St., Gilles Demers, 8 Grondin St., Jacques Auger, 35 Salaberry St., both notaries, all four of Lévis, Micheline Jacques, secretary, wife of Raymond Grondin, Saint-Louis-de-Pintendre, Huguette Caron, 443 Dollard St., and Aline Fortier, 1392, 2nd Ave., the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to reproduce pictures and photographs of all kinds, under the name of "Photopro inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 37 Montcalm St., Lévis, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 186-68

Paul Pigeon & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul Pigeon, industriel, Ida Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Paul Pigeon, et Fernand Pigeon, machiniste, tous trois de Saint-Raphaël, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul Pigeon & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Raphaël, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 241-68

Les Placements Claire France, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Claude Messier, commerçant, 798, Marie-Victorin, Aimé Racicot, hommes d'affaires, 666, Marie-Victorin, tous deux de Boucherville, et Denis Gosselin, comptable, 2581, Lepailleur, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Claire France, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune, 3,940 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 798, boulevard Marie-Victorin, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 43-68

Les Placements Francis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean Gagnon, 715, Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 5480, Lavoie, Montréal, tous deux avocats, et Cécile Paumier, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Paumier, 510, 27e avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Francis inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 235-68

Placements Lafleur limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Paul Pigeon & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Pigeon, industrialist, Ida Roy, housewife, wife separate as to property of the said Paul Pigeon, and Fernand Pigeon, machinist, all three of Saint-Raphaël, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Paul Pigeon & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Raphaël, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 241-68

Les Placements Claire France, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Messier, tradesman, 798 Marie-Victorin, Aimé Racicot, businessman, 666 Marie-Victorin, both of Boucherville, and Denis Gosselin, accountant, 2581 Lepailleur, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Claire France, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each, 3,940 preferred class "A" shares of $10 each and 500 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 798 Marie-Victorin boulevard, Boucherville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 43-68

Les Placements Francis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gagnon, 715 Closse, Saint-Lambert, Guy Dupré, 5480 Lavoie, Montreal, both advocates, and Cécile Paumier, secretary, wife separate as to property of Jean Paumier, 510, 27th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Francis inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 40,000 common shares of $1 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 235-68

Placements Lafleur limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December 1967, have been issued by

patentes, en date du 21e jour de décembre 1967, constituant en corporation: René Lafleur, administrateur, 114, Duchastel, Hentiette Fournelle, administratrice, épouse séparée de biens d'Émile Fournelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 51, Beloeil, tous deux d'Outremont, et Marie-Marthe Lafleur, administratrice, fille majeure, 2797, chemin Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Lafleur limitée », avec un capital total de $2,050,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune, 200,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 40,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3600, rue Barclay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5355-67

Les Placements Marcoux, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roland Marcoux, courtier en assurances, Jeannette Lalancette, ménagère, épouse dudit Roland Marcoux, et Monique Marcoux, secrétaire, fille majeure, tous trois de 917, Roland, Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Placements Marcoux, ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 50 actions ordinaires de $10 chacune, 24,933 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 170 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 917, rue Roland, Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 135-68

Les Placements Réal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Réal-L. Charland, homme d'affaires, 1770, Sauvé est, app. 15, Charles Robinson, comptable, 8202, avenue Peterborough, et Louise Brisebois, puéricultrice, fille majeure, 1, chemin Côte Ste-Catherine, app. 805, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Placements Réal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 111-68

Plomberie St-Claude inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Lafleur, executive, 114 Duchastel Henriette Fournelle, executive, wife separate as to property of Émile Fournelle, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 51 Beloeil, both of Outremont, and Marie-Marthe Lafleur, executive, spinster of the full age of majority, 2797 SCathe-te-rine Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Placements Lafleur limitée", with a total capital stock of $2,050,000, divided into 10,000 common shares of $1 each 200,000 class "A" preferred shares of $10 each and 40,000 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 3600 Barclay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5355-67

Les Placements Marcoux, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Marcoux, insurance broker, Jeannette Lalancette, housewife, wife of said Roland Marcoux, and Monique Marcoux, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 917 Roland, Roberval, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les Placements Marcoux, ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 50 common shares of $10 each, 24,933 preferred class "A" shares of $10 each and into 170 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 917 Roland Street, Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 135-68

Les Placements Réal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal-L. Charland, businessman, 1770 Sauvé east, apt. 15, Charles Robinson, accountant, 8202 Peterborough Ave., and Louise Brisebois, authority on infant welfare, spinster of the full age of majority, 1 Côte Ste-Catherine Road, apt. 805, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Placements Réal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 111-68

Plomberie St-Claude inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by

patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: André Lefebvre, plombier, Réjane Côté, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Lefebvre, tous deux de 46, Proulx, et Jean-Jacques Côté, plombier, 114, Conrad, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Plomberie St-Claude inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 114, rue Conrad, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 12-68

Prestige Industries Ltd.
Les Industries Prestige ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Arthur A. Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Terry Schwartz, 4670, Linton, app. 6, Delphine Matthew, 3455, Aylmer, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, et Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, Finchley, Hampstead, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, travailleurs en électricité, électronique, radio et radar, sous le nom de « Prestige Industries Ltd. — Les Industries Prestige ltée », avec un capital total de $120,000, divisé en 20,000 actions catégorie « A » de $1 chacune, 50,000 actions catégorie « B » de $1 chacune, 20,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9850, rue Meilleur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 78-68

Prestige Sales Inc.
Les Ventes Prestige inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marvin Riback, 5621, Palmer, Côte Saint-Luc, Barry Biberman, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, et Jack Lightstone, 4505, Maplewood, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, fabrique, importer, exporter toutes sortes d'aliments, de boissons, de cosmétiques, de jouets, de la quincaillerie et des tissus, sous le nom de « Prestige Sales Inc.— Les Ventes Prestige inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 59 ouest, rue Saint-Jacques chambre 600, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 252-68

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lefebvre, plumber, Réjane Côté, housewife, wife separate as to property of said André Lefebvre, both of 46 Proulx, and Jean-Jacques Côté, plumber, 114 Conrad, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie St-Claude inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 114 Conrad Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 12-68

Prestige Industries Ltd.
Les Industries Prestige ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur A. Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Terry Schwartz, 4670 Linton, Apt. 6, Delphine Matthew, 3455 Aylmer, both secretaries, spinter of the full age of majority, all three of Montreal, and Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finch ey, Hampstead, for the following purposes:

To carry on business as electricians, electrical workers, electronic, radio and radar workers, under the name of "Prestige Industries Ltd. — Les Industries Prestige ltée", with a total capital stock of $120,000, divided into 20,000 class "A" shares of $1 each, 50,000 class "B" shares of $1 each, 20,000 class "A" preferred shares of $1 each and 3,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 9850 Meilleur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 78-68

Prestige Sales Inc.
Les Ventes Prestige inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marvin Riback, 5621 Palmer, Côte Saint-Luc, Barry Biberman, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Jack Lightstone, 4505 Maplewood, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export all types of food, liquor, cosmetics, toys, hardware and soft goods, under the name of "Prestige Sales Inc.— Les Ventes Prestige inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 59 St. James Street West, Room 600, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 252-68

Provincial Air Ducts Cleaners Inc.
Nettoyeur Provincial de Conduit d'air inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: André Boisvert, homme d'affaires, Marie-Paule Boisvert, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Boisvert, tous deux de 7344, Rondeau, Anjou, et Hélène Hamel, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Hamel, 3579, Perreault, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et réparer, nettoyer, dégraisser les systèmes de ventilation, d'air conditionné, d'air chaud, de foyer et cheminée et autres appareils mécaniques tant résidentiels que commerciaux, sous le nom de « Provincial Air Ducts Cleaners Inc.— Nettoyeur Provincial de Conduit d'air inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1815, de la Salle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5368-67

Provincial Air Ducts Cleaners Inc.
Nettoyeur Provincial de Conduit d'air inc.

Notice is given that under Part 1 of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Boisvert, businessman, Marie-Paule Boisvert, housewife, wife separate as to property of the said André Boisvert, both of 7344 Rondeau, Anjou, and Hélène Hamel, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Hamel, 3579 Perreault, Laval, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to repair, clean, and remove oily substances from ventilation, air conditioning, hot air systems, from fireplaces, and chimneys and other mechanical aparatus whether residential or commercial, under the name of "Provincial Air Ducts Cleaners Inc.— Nettoyeur Provincial de Conduit d'air inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1815 de la Salle, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5368-67

Qualtex Limited
Qualtex limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Charles Alexander Phelan, 1780, chemin Dumfries, Mont Royal, Robert Alexander Hope, 562 avenue Grosvenor, Westmount, Richard John Forrest Bowie, 952, Grou, Saint-Laurent, et Clifford Stephen Cheasley, 3440, rue Peel, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de « Qualtex Limited — Qualtex limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5333-67

Qualtex Limited
Qualtex limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Alexander Phelan, 1780 Dumfries Road, Mount Royal, Robert Alexander Hope, 562 Grosvenor Avenue, Westmount, Richard John Forrest Bowie, 952 Grou, Saint-Laurent, and Clifford Stephen Cheasley, 3440 Peel Street, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Qualtex Limited — Qualtex limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $1 each and 36,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5333-67

Quebec Frame Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Réal Gilbert, garagiste, Colette Houle, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Gilbert, tous deux de 127, rue Hémond, Jacques-Cartier, et Alain Poirier, débosseleur, route rurale numéro 2, Victoriaville, pour les objets suivants:

Administrer des garages, magasins, entrepôts et autres lieux pour redresser les châssis d'automobilles et en général la réparation et le service de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Quebec Frame Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Quebec Frame Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Gilbert, garage-keeper, Colette Houle, housewife, wife separate as to property of the said Réal Gilbert, both of 127 Hémond St., Jacques-Cartier, and Alain Poirier, car body repairman, rural route number 2, Victoriaville, for the following purposes:

To administer garages, stores, warehouses and other places to straighten automobile frames, and, in general, to repair and service all kinds of vehicles, under the name of "Quebec Frame Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 127, rue Hémond, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 86-68

R. & H. Enterprises Ltd.
Les Entreprises R. & H. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, et James Galileo, 1607, Massenet, ces deux derniers de laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles de sport, de vêtements et d'équipement de sport de toutes sortes, sous le nom de « R. & H. Enterprises Ltd. — Les Entreprises R. & H. ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 235 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 152-68

Real Peat Moss Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean Marier, 3045, La Forest, Sainte-Foy, Jean Belleau, 1091, Ploërmel, et Jean Richard, 2504, de la Falaise, ces deux derniers de Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce des produits de la ferme, y compris la tourbe et la tourbière de toutes sortes, sous le nom de « Real Peat Moss Corporation », avec un capital total de $50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Antonin, district judiciaire de Kamouraska.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 137-68

Reliable Cartage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Moe Herskovitz, camionneur, 1055, Mill Hill, Laval, Laizer Sirota, avocat, 2475, Major, Saint-Laurent, et Carmelita Mercado, secrétaire, célibataire, 3627, Decarie, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires, d'une façon générale, dans le domaine du camionnage et du transport de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Reliable Cartage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 127 Hémond St., Jacques-Cartier, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 86-68

R. & H. Enterprises Ltd.
Les Entreprises R. & H. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, and James Galileo, 1607 Massenet, the latter two of Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in sporting goods, sports clothing and sporting equipment of all kinds, under the name of "R. & H. Enterprises Ltd. — Les Entreprises R. & H. ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 235 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 152-68

Real Peat Moss Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Marier, 3045 La Forest, Sainte-Foy, Jean Belleau, 1091 Ploërmel, and Jean Richard, 2504 de la Falaise, the latter two of Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To deal in farm products, including peat or peat moss of all kinds, under the name of "Real Peat Moss Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 4,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Antonin, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 137-68

Reliable Cartage Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Herskovitz, carter, 1055 Mill Hill, Laval, Laizer Sirota, advocate, 2475 Major, Saint-Laurent, and Carmelita Mercado, secretary, spinster, 3627 Decarie, Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Reliable Cartage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 12, rue Rachel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5469-67

Le Renfort inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Cloutier, optométriste, 530, Lamarche, Roger Cinq-Mars, marchand, 545, Normandie, tous deux de Saint-Jean, et Rosaire Mathieu, travailleur social, Saint-Baile-le-Grand, pour les objets suivants:

Organiser, maintenir et développer une oeuvre en faveur des enfants physiquement ou mentalement handicappés, de seize ans et moins, sous le nom de « Le Renfort inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $600,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Luc, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 620-68

Restaurant et Taxis du Terminus Central inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Alexandre Testa, chauffeur de taxi, 79, Le Roy, Repentigny, Vincenzo Testa, évaluateur de prix, et Licia Testa, assistante-comptable, fille majeure usant de ses droits, ces deux derniers de 4226, 42e rue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et exploiter une station de taxis, sous le nom de « Restaurant et Taxis du Terminus Central inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 229, Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5278-67

Restaurant Services Management Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: John Ciaccia 5, est, Gables Court, Beaconsfield, Bernard Reis, 95, chemin Dufferin, Hampstead, et David Katznelson, 5526, avenue Ashdale, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de lunch, des restaurants, des cafés salles de café et de thé, cafeteria, comptoirs de repas légers, et faire le commerce d'aliments et provisions de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Restaurant Services Management Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions ordinaires de $100 chacune et 360 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 12 Rachel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5469-67

Le Renfort inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérald Cloutier, optometrist, 530 Lamarche, Roger Cinq-Mars, tradesman, 545 Normandie, both of St-John's, and Rosaire Mathieu, social worker, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

Organize, maintain and develop an institution to help physically and mentally handicapped children up to sixteen years old, under the name of "Le Renfort inc.".

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $600,000.

The head office of the corporation is at Saint-Luc, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 620-68

Restaurant et Taxis du Terminus Central inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexandre Testa, taxi driver, 79 Le Roy, Repentigny, Vincenzo Testa, cost appraiser, and Licia Testa, assistant accountant, spinster of the full age of majority in use of her rights, the two latter of 4226, 42nd St., Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, and to operate a taxi stand, under the name of "Restaurant et Taxis du Terminus Central inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 229 Notre-Dame, Repentigny, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5278-67

Restaurant Services Management Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Ciaccia, 5 East Gables Court, Beaconsfield, Bernard Reis, 95 Dufferin Road, Hampstead, and David Katznelson, 5526 Ashdale Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate lunchrooms, restaurants, cafés, tea and coffee rooms, cafeterias and snack bars, and to deal in foods and provisions of every kind and description, under the name of "Restaurant Services Management Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and 360 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1121, ouest, rue Ste-Catherine, suite 500, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 150-68

Peter E. Rhodes et associés (Québec) limitée
Peter E. Rhodes and Associates (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: John Anthony Nolan, 55, Franklin, Mont-Royal, George W. Hall, 130 nord, avenue Ballantyne, Montréal ouest, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et John Donald Geddes, gérant de bureau, 310, boulevard Queen, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Agir comme experts-conseils et conseillers auprès de la direction et des administrateurs d'entreprises commerciales, industrielles ou minières, ou auprès de l'autorité ou d'un corps gouvernemental ou municipal, sous le nom de « Peter E. Rhodes et associés (Québec) limitée — Peter E. Rhodes and Associates (Quebec) Limited », avec un capital divisé en 4,000 actions ordinaires sans valeur au pair et en 3,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2120 est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 197-68

Roland Robitaille inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Roland Robitaille, commerçant, Louisette Hamel, ménagère, épouse dudit Roland Robitaille, tous deux de 1440, rue St-Jacques, L'Ancienne-Lorette, et Patrick Brown, comptable, 1341, Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Construire, entretenir et exploiter des stations d'essence et d'huile, sous le nom de « Roland Robitaille inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1440, rue St-Jacques, L'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 242-68

Rosa Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Georges Bey, 336, Ballantyne, Montréal Ouest, Michael Awada, 11230, Joseph-Casavant, tous deux avocats, et Madeleine Noël, secrétaire, célibataire, 6366, Fabre, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 1121 St. Catherine Street West, suite 500, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 150-68

Peter E. Rhodes et associés (Québec) limitée
Peter E. Rhodes and Associates (Quebec) Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Anthony Nolan, 55 Franklin, Mount Royal, George W. Hall, 130 Ballantyne Avenue North, Montreal West, both advocates and Queen's Counsels, and John Donald Geddes, office manager, 310 Queen's Boulevard, Saint-Lambert, for the following purposes:

To act as consultants and advisers to the management and executives of any commercial, industrial or mining enterprise or any governmental or municipal body or authority, under the name of "Peter E. Rhodes et associés (Québec) limitée — Peter E. Rhodes and Associates (Quebec) Limited", with a capital stock divided into 4,000 common shares without par value and 3,600 preferred sharse of the par value of $10 each.

The head office of the company is at 2120 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 197-68

Roland Robitaille inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roland Robitaille, trader, Louisette Hamel, housewife, wife of said Roland Robitaille, both of 1440 St-Jacques Street, L'Ancienne-Lorette, and Patrick Brown, accountant, 1341 Oak, Sillery, for the following purposes:

To build, maintain and operate oil and gas stations, under the name of "Roland Robitaille inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1440 St-Jacques Street, L'Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 242-68

Rosa Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Bey, 336 Ballantyne, Montreal West, Michael Awada, 11230 Joseph-Casavant, both advocates, and Madeleine Noël, secretary, spinster, 6366 Fabre, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme société de placement et de portefeuille, sous le nom de « Rosa Holdings Inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, en 3,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et en 2,969 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5420-67

Jean Roy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre1967, constituant en corporation: Germaine Matte, ménagère, veuve de Maurice Roy, Jean Roy, entrepreneur, tous deux de 170, Seigneuriale, Beauport, et Pierre Blouin, avocat, 2000, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Jean Roy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, avenue Seigneuriale, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5207-67

Roulottes & Transport du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Arthur Routhier, industriel, Aline Brodeur, ménagère, épouse dudit Arthur Routhier, tous deux de 523, de la Salle, Québec, et Claude LaBrosse, comptable général agréé, 1341, avenue Oak, Sillery, pour les objets suivants:

Aménager des espaces de stationnement pour roulottes et faire la location et le transport de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Roulottes & Transport du Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 523, de la Salle, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 239-68

Marcel Rousseau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Marcel Rousseau, homme d'affaires, Suzanne Poliquin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Rousseau, tous deux de 52, Upper Edison, et Georges LaBrosse, vendeur, 312, Walnut, tous trois de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Marcel Rous-

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Rosa Holdings Inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 100 common shares of the par value of $1 each, 3,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each and 2,969 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5420-67

Jean Roy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Germaine Matte, housewife, widow of Maurice Roy, Jean Roy, contractor, both of 170 Seigneuriale, Beauport, and Pierre Blouin, advocate, 2000 Royale Ave., Courville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Jean Roy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 170 Seigneuriale Ave., Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5207-67

Roulottes & Transport du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Routhier, industrialist, Aline Brodeur, housewife, wife of said Arthur Routhier, both of 523 de la Salle, Quebec, and Claude LaBrosse, general chartered accountant, 1341 Oak Avenue, Sillery, for the following purposes:

To arrange parking lots for trailers and to rent and transport vehicles of all kinds, under the name of "Roulottes & Transport du Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 523 de la Salle, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 239-68

Marcel Rousseau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Rousseau, businessman, Suzanne Poliquin, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Rousseau, both of 52 Upper Edison, and Georges LaBrosse, salesman, 312 Walnut, all three of Saint-Lambert, for the following purposes:

To carry on business as electricians and deal in all kinds of goods, articles and merchandise, under the name of "Marcel Rousseau inc.",

seau inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chaucne et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 463, rue Victoria, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5346-67

La Rustica Restaurant Ltd.
Restaurant La Rustica ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Serkis Dogramanciyan, administrateur, Adeline Sefter, secrétaire, épouse séparée de biens de Gilbert Gasparyan, tous deux de 5011, Victoria, et Alan Davis, administrateur, 2551, est Park Row, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « La Rustica Restaurant Ltd.— Restaurant La Rustica ltée », avec un capital total de $15,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et 2,900 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5011, avenue Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 204-68

S & M Entreprises ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Seymour Luterman, 7920, Côte St-Luc, Côte Saint-Luc, Marvin Rosenhek, 335, Greenfell, Mont Royal, tous deux avocats, et Nicole Scheib, secrétaire, célibataire, 5481, chemin de la Reine Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un hotel, motel, taverne, auberge et ou restaurant ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « S & M Entreprises ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 62-68

S.O.S. Mile-End

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en cotporation sans capital-actions: Hubert Falardeau, prêtre, 5039, St-Dominique, Raymond Falardeau, courtier en valeurs, 164, Jean-Talon est, et Guy Léonard, rentier, 61, Mont-Royal est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer à des médecins ou à toute personne autorisée la jouissance de biens nécessaires à l'organisation et au fonctionnement d'une clinique médicale générale, sous le nom de « S.O.S. Mile-End ».

with a total capital stock of $50,000, divided into 250 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 463 Victoria street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5346-67

La Rustica Restaurant Ltd.
Restaurant La Rustica ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serkis Dogramanciyan, executive, Adeline Sefter, secretary, wife separate as to property of Gilbert Gasparyan, both of 5011 Victoria, and Alan Davis, executive, 2551 Park Row East, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "La Rustica Restaurant Ltd.— Restaurant La Rustica ltée", with a total capital stock of $15,000, divided into 500 common shares of $1 each and 2,900 preferred shares of $5 each.

The head office of the company is at 5011 Victoria Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 204-68

S & M Entreprises ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Seymour Luterman, 7920 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, both advocates, and Nicole Scheib, secretary, spinster, 5481 Queen Mary Road, Montreal, for the following purposes:

To operate hotel, motel, tavern, public house and or restaurant or any combination thereof, under the name of "S & M Entreprises ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 62-68

S.O.S. Mile-End

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Hubert Falardeau, priest 5039 St-Dominique, Raymond Falardeau, stock broker, 164 Jean-Talon East, and Guy Léonard, annuitant, 61 Mont-Royal east, all three of Montreal, for the following purposes:

To procure for physicians and all authorized persons the disposal of property required for the organization and administration of a general medical clinic, under the name of "S.O.S. Mile-End".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4755-67

St. Hubert Radio Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de janvier 1968, constituant en corporation: C. Joshua Borestein, 4652, Vézina, Arthur A. Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410A, tous deux avocats, et Esther Freedman, secrétaire, fille majeure, 3250 Ellendale, app. 214, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le service, réparer et faire le commerce de radios, télévisions, d'accessoires électriques et d'instruments de musique et des pièces qui les composent ainsi que des articles de la même famille, sous le nom de « St. Hubert Radio Centre Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 208-68

Séchoirs LaSalle (1968) inc.
LaSalle Dry Kiln (1968) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jacques Désormeau, Yves-A. Perron, tous deux avocats, et Roméo Boyer, comptable, tous trois de 1595, rue St-Hubert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce du bois en général, et faire les préparations et notamment le séchage et toutes les autres opérations nécessaires pour transformer et préparer le bois pour la construction d'immeuble ou pour tout autre usage, sous le nom de « Séchoirs LaSalle (1968) inc. — LaSalle Dry Kiln (1968) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 80, Montée du Moulin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 75-68

Le Service de Soins à domicile Ste-Foy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Wellie Turmel, 1087, route de l'Église, Alfred Legendre, 1077, rue Fournier, et Jean-Marie Bélanger, 802, Chanoine Scott, tous trois médecins-chirurgiens, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and possess is $200,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4755-67

St. Hubert Radio Centre Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: C. Joshua Borenstein, 4652 Vezina, Arthur A. Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410A, both advocates, and Esther Freedman, secretary, fille majeure, 3250 Ellendale, Apt. 214, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, service, repair and otherwise deal in radios, televisions, electrical appliances, musical instruments and their component parts and kindred merchandise, under the name of "St. Hubert Radio Centre Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 208-68

Séchoirs LaSalle (1968) inc.
LaSalle Dry Kiln (1968) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Désormeau, Yves-A. Perron, both advocates, and Roméo Boyer, accountant, all three of 1595 Saint-Hubert street, Montreal, for the following purposes:

The lumber trade in general, the preparation and especially the drying and all other operations necessary to convert and prepare lumber for building or any other use, under the name of "Séchoirs LaSalle (1968) inc. — LaSalle Dry Kiln (1968) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 80 Montée du Moulin, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 75-68

Le Service de Soins à domicile Ste-Foy inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Wellie Turmel, 1087 Route de l'Église, Alfred Legendre, 1077 Fournier street and Jean-Marie Bélanger, 802 Chanoine Scott, all three physician surgeons, of Saint-Foy, for the following purposes:

Procurer des meilleurs soins médicaux aux patients à domicile, sous le nom de « Le Service de Soins à domicile Ste-Foy inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $27,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4324-67

To give patients, ill at home, better medical care, under the name of "Le Service de Soins à domicile Ste-Foy inc.".

The amount to which the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is to be limited, is $27,000.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4324-67

Les Services d'inventaire inc.
Inventory Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Paul-Émile LeBrun, 502, Ste-Croix, Saint-Laurent, Raymond St-Pierre, 2585, St-Jacques ouest, Montréal, tous deux vendeurs, et Jacques Richard, avocat, 990, Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire affaires comme teneurs de livres d'inventaires et experts-évaluateurs, sous le nom de « Les Services d'inventaire inc.— Inventory Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions classe « A » de $100 chacune et en 200 actions classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 26-68

Les Services d'inventaire inc.
Inventory Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile LeBrun, 502 Ste-Croix, Saint-Laurent, Raymond St-Pierre, 2585 St-Jacques West, Montreal, both salesmen, and Jacques Richard, advocate, 990 Côte Vertu, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as inventory bookkeepers and expert appraisers, under the name of "Les Services d'inventaire inc.— Inventory Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 class "A" shares of $100 each and into 200 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 26-68

La Société générale de financement du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant « La Société générale de financement du Québec », il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes en date du 14 décembre 1967, autorisant la Société à émettre en séries 2,000,000 d'actions privilégiées de $10 chacune.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 5225-67 — 1401/123

La Société générale de financement du Québec

Notice is hereby given that pursuant to the Act incorporating "La Société générale de financement du Québec", the Lieutenant-Governor of the Province has granted letters patent dated December 14, 1967, authorizing the corporation to issue serially 2,000,000 preferred shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 5225-67 — 1401/123

Solo Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Max Slapack, 5562, Glencrest, Côte Saint-Luc, Monroe Abbey, 519, Clarke, Westmount, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, et Monroe Charlap, avocat, 2990, Soissons, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre des substances chimiques industrielles de toutes sortes, en faire le commerce, sous le nom de « Solo Chemicals Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 5820, Côte St-François, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 171-68

Solo Chemicals Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Max Slapack, 5562 Glencrest, Côte Saint-Luc, Monroe Abbey, 519 Clarke, Westmount, both advocates and Queen's Counsels, and Monroe Charlap, advocate, 2990 Soissons, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in industrial chemicals of all kinds, under the name of "Solo Chemicals Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5820 Côte St-François, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 171-68

La Spathèque ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Guy Tremblay, professeur, 369, rue St-Jules, Rénat Paradis, publiciste, 300-a, rue St-Hubert, tous deux de Jonquière, et Roger Vigneault, gérant d'affaires, 91, rue Montcalm, Kénogami, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de danse et autres places d'amusement, sous le nom de « La Spathèque ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 384, boulevard du Centenaire, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 100-68

La Spathèque ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Tremblay, professor, 369 St-Jules Street, Rénat Paradis, publicist, 300-a St-Hubert Street, all three of Jonquière, and Roger Vigneault, business manager, 91 Montcalm, Street, Kénogami, for the following purposes:

To operate dancing halls and other places of amusement, under the name of "La Spathèque ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 384 du Centenaire Boulevard, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 100-68

Stephen Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Haykazoun Sumbulian, avocat, Maw Dowling, secrétaire, veuve de feu Joseph Dowling et Sandra Doherty, secrétaire, fille d'âge majeur, tous trois de 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de robes et confectionner des articles vestimentaires, en faire le commerce sous le nom de « Stephen Children's Wear Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $20 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 67-68

Stephen Children's Wear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Haykazoun Sumbulian, advocate, Mae Dowling, secretary, widow of the late Joseph Dowling, and Sandra Doherty, secretary, spinster of the age of majority, all three of 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To own and operate a dress shop or shops and to manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Stephen Children's Wear Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $20 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 67-68

Superior Promotions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Frank Zaorini, commerçant, Andrée Ginchereau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Frank Zaorini, tous deux de 7317, Chabot, et Serge Lepage, agent vendeur, 2375, Jean-Talon est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Imprimer, publier et distribuer toutes sortes de brochures, journaux, périodiques ou communiqués, sous le nom de « Superior Promotions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2375, Jean-Talon est, suite 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 52-68

Superior Promotions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Frank Zaorini, trader, Andrée Ginchereau, housewife, wife separate as to property of said Frank Zaorini, both of 7317 Chabot, and Serge Lepage, sale agent, 2375 Jean-Talon East, all three of Montreal, for the following purposes:

To print, publish and distribute all kinds of brochures, newspapers, periodicals or official statements, under the name of "Superior Promotions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 2375 Jean-Talon East, suite 3, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 52-68

Swingtime Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gooverneur de la province a accordé des lettres

Swingtime Fashions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by

patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Peter Segal, munafacturier, 34, avenue Gazaille, Dollard-des-Ormeaux, James Khazzam, 44, Sunnyside, Westmount, Billy Mauer, 955 Plymouth, Mont-Royal, tous deux avocats, et Irwin Rudick, étudiant en droit, 5712, Whitehorne, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Swingtime Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 117-68

Taschereau Art Decor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Peter Szilagyi, 3210 Forest Hill, Maximilien Pollak, 2800, Place Darlington, et Verne H. Homeson, 5160, Decelles, tous trois marchands de tableaux, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme galerie d'art, sous le nom de « Taschereau Art Decor Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 169-68

Taxi Service Centre of Montreal Inc.
Centre de Services des Taxis de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Harold W. Ashenmil, Jon Kosorwich, tous deux avocats, du 1255, Université, et Bernard Friedman, homme d'affaires, 6630, Wilderton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une station de service ainsi qu'un immeuble et des garages pour l'entreposage, la réparation, l'entretien et la location de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Taxi Service Centre of Montreal Inc.— Centre de Services des Taxis de Montréal inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 7294-7294A, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 140-68

Monique Teasdale inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Émilien Vallée, 545,

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Segal, manufacturer, 34 Gazaille Avenue, Dollard-des-Ormeaux, James Khazzam, 44 Sunnyside, Westmount, Billy Mauer, 955 Plymouth, Mount Royal, both advocates, and Irwin Rudick, law student, 5712 Whitehorne, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Swingtime Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 117-68

Taschereau Art Decor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Szilagyi, 3210 Forest Hill, Maximilien Pollak, 2800 Darlington Place, and Verne H. Homeson, 5160 Decelles, all three art dealers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an art gallery, under the name of "Taschereau Art Decor Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Laflèche, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 169-68

Taxi Service Centre of Montreal Inc.
Centre de Services des Taxis de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold W. Ashenmil, Jon Kosorwich, both advocates, of 1255 University, and Bernard Friedman, businessman, 6630 Wilderton, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate service stations and building and garages for the storage, repairing, caring for and keeping for hire therein of vehicles of every kind, under the name of "Taxi Service Centre of Montreal Inc.— Centre de Services des Taxis de Montréal inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $10 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 7294-7294A Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 140-68

Monique Teasdale inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émilien Vallée, 545 Townshend,

Townshend, Saint-Lambert, François Chapados, 4390, Marcil, tous deux avocats, et Adrienne St-Hilaire, secrétaire, veuve, 6469, 23e avenue, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Monique Teasdale inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6595, rue Rodolphe-Mathieu, Montréal ,district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 73-68

Trans-Mediterranean Commercial & Industrial Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: James Galileo, 1607, Massenet, Laval, Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, Montréal, tous deux avocats, et Albert Malouf, avocat et sonseil en loi de la Reine, 107, Normandy Drive, Mont Royal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Trans-Mediterranean Commercial & Industrial Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et 3,100 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3492, est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 138-68

Travel Center of Westmount Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Olive A. Cleary, 1555, Richelieu, Brossard, Lisa Hotop, 400, Lansdowne, Westmount, toutes deux célibataires, et Don De Moor, 1378, Oakwood, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois agents de voyage, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents de voyage, diriger des voyages organisés et représenter les hôtels, sous le nom de « Travel Center of Westmount Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 375, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5255-67

Tremblay électrique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Guy Tremblay, entrepreneur-électricien, 48, rue Alfred-Poulin, Baie-Comeau, Guy Bernatchez, comptable agréé, 1140, avenue Gauthier, et Lydie L. Dumais,

Saint-Lambert, François Chapados, 4390 Marcil, both advocates, and Adrienne St-Hilaire, secretary, widow, 6469, 23rd Avenue, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Monique Teasdale inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6595 Rodolphe-Mathieu Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 73-68

Trans-Mediterranean Commercial & Industrial Company Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Galileo, 1607 Massenet, Laval, Michel Taddeo, 6428 Monk Boulevard, Montreal, both advocates, and Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, under the name of "Trans-Mediterranean Commercial & Industrial Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of $10 each and 3,100 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3492 Ontario Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 138-68

Travel Center of Westmount Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Olive A. Cleary, 1555 Richelieu, Brossard, Lisa Hotop, 400 Lansdowne, Westmount, both spinsters, and Don De Moor, 1378 Oakwood, Saint-Bruno-de-Montarville, all three travel agents, for the following purposes:

To carry on the trade and business of travel agents, tour operators and hotel representatives, under the name of "Travel Center of Westmount Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 375 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5255-67

Tremblay électrique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy Tremblay, electrical contractor, 48 Alfred-Poulin St., Baie-Comeau, Guy Bernatchez, chartered accountant, 1140 Gauthier Ave., and Lydie L. Dumais, secretary, wife con-

secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Dumais, 436, de la Falaise, ces deux derniers de Hauterive, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Tremblay électrique inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 221-68

Trigo construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Jean-Paul Godin, constructeur, Jeannine Morais, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Godin, tous deux de 2115, Alfred, Brossard, et Pietro Trimarchi, constructeur, 11665, Zotique-Racicot, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Trigo construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 147, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 31-68

Unibraze of Canada Ltd.
Unibraze du Canada ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Earl H. Drymer, 4465, Montrose, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, tous deux avocats, et Claudine Proutat, secrétaire, fille majeure, 3415, Girouard, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des alliages à braser et souder utilisés dans le brasage et la soudure de l'acier, du fer, du bronze, du cuivre, du laiton, de l'étain, de l'aluminium, de l'or, de l'argent et de platine, sous le nom de « Unibraze of Canada Ltd.— Unibraze du Canada ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 58-68

Univend Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Barrie Brown, 374, 44e Avenue, Lachine, Norman Souaid, 511, Le Royer, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Sandra Rice, secrétaire, célibataire, 155, avenue Brittany, Mont-Royal, pour les objets suivants:

tractually separate as to property of Yvon Dumais, 436 de la Falaise, the two latter of Hauterive, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and maintain all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Tremblay électrique inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 221-68

Trigo construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Godin, constructor, Jeannine Morais, housewife, wife of said Jean-Paul Godin, both of 2115 Alfred, Brossard, and Pietro Trimarchi, constructor, 11665 Zotique-Racicot, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Trigo construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 147 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 31-68

Unibraze of Canada Ltd.
Unibraze du Canada ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Earl H. Drymer, 4465 Montrose, Westmount, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, both advocates, and Claudine Proutat, secretary, fille majeure, 3415 Girouard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in brazing and welding alloys used in brazing and soldering steel, iron, bronze, brass, copper, tin, aluminum, gold, silver and platinum, under the name of "Unibraze of Canada Ltd.— Unibraze du Canada ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 58-68

Univend Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barrie Brown, 374, 44th Avenue, Lachine, Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-Lambert, both advocates, and Sandra Rice, secretary, spinster, 155 Brittany Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

Faire affaires comme agents de vente, sous le nom de « Univend Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1100, Marlboro Drive, chambre 101, Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5372-67

Village Grocery & Dairy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1968, constituant en corporation: Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, Michel Taddeo, 6428, boulevard Monk, tous trois avocats, de Laval, et Albert Malouf, avocat et conseil en loi de la Reine, 107, Normandy Drive, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire affaires dans l'industrie laitière et l'épicerie, sous le nom de « Village Grocery & Dairy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3677, chemin St. John's, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 65-68

Woo's House Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Guy Sang Woo, propriétaire de restaurant, Woo Chan Sue Shang, ménagère, épouse dudit Guy Sang Woo, tous deux de 761, est, boulevard Charest, Québec, et Kang Sau Woo, propriétaire de restaurant, 393, chemin Castle Peak, 4/F Kowlang, Hong Kong, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Woo's House Restaurant Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions ordinaires sans valeur au pair et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 4938-67

Xebec Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1967, constituant en corporation: Fernand Beauregard, 6437, boulevard Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, avenue Glengarry, Mont-Royal, tous deux avocats, et Alexander Biega, avocat et conseil en Loi de la reine, 105, chemin Upper Bellevue, Westmount, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce, pour usage domestique, industriel et mécanique, de toutes sortes d'adoucisseurs d'eau, filtres, déminéralisateurs, de systèmes de traitement d'air, d'eau et

To carry on business as sales agents, under the name of "Univend Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1100 Marlboro Drive, Room 101, Mount Royal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5372-67

Village Grocery & Dairy Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, Michel Taddeo, 6428 Monk Boulevard, all three advocates, of Laval, and Albert Malouf, advocate and Queen's Counsel, 107 Normandy Drive, Mount Royal, for the following purposes:

To carry on a grocery and dairy business, under the name of "Village Grocery & Dairy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3677 St. John's Road, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 65-68

Woo's House Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Sang Woo, restaurant owner, Woo Chan Sue Shang, housewife, wife of the said Guy Sang Woo, both of 761 Charest Boulevard East, Quebec, and Kang Sau Woo, restaurant owner, 393 Castle Peak Road, 4/F Kowlang, Hong Kong, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Woo's House Restaurant Inc.", with a capital stock divided into 100 common shares without par value and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 4938-67

Xebec Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Beauregard, 6437 Pie IX Boulevard, Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry Avenue, Mount Royal, both advocates, and Alexander Biega, advocate and Queen's Counsel, 105 Upper Bellevue Road, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of industrial, mechanical and domestic water softeners, filters, demineralizers, air, water and sewage treatment systems, chemical feedpumps and

d'égouts, de tuyaux d'alimentation et de séchoirs chimiques, sous le nom de « Xebec Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 5374-67

driers, under the name of "Xebec Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 5374-67

Lettres patentes supplémentaires

Champion Lanes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour de décembre 1967, à la compagnie « Champion Lanes Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 11881-60 — 1405/76

La Corporation de l'Hôpital de St-Joseph-du-Lac

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi relative à la constitution en corporation des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 11 janvier 1968, à « La Corporation de l'Hôpital de St-Joseph-du-Lac », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23434-o 745-60 — 1404-112

Lorma Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de décembre 1967 à la compagnie « Lorna Mae Fashions Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de mai 1958, 1° changeant son nom en celui de « Lorma Realty Corp. »; 2° augmentant ses pouvoirs; 3° subdivisant et convertissant ses 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 500 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $1 chacune; 4° redésignant ses actions privilégiées déjà existantes en actions privilégiées classe « B »; 5° modifiant ses droits, privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées déjà existantes.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 11569-58 — 1402/11

Supplementary Letters Patent

Champion Lanes Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Champion Lanes Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 11881-60 — 1405/76

La Corporation de l'Hôpital de St-Joseph-du-Lac

Notice is hereby given that, under the provisions of section 20 of the Act relative to the incorporation of Roman Catholic Bishops, 14 Georges VI, chapter 76, the Lieutenant-Governor of the Province has granted supplementary letters patent dated January 11, 1968, to "La Corporation de l'Hôpital de St-Joseph-du-Lac", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23434 745-60 — 1404-112

Lorma Realty Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lorna Mae Fashions Ltd.", incorporated by letters patent dated the 7th day of May, 1968, 1. changing its name to that of "Lorma Realty Corp."; 2. extending its powers; 3. subdividing and converting its 50 common shares of the par value of $10 each into 500 class "A" preferred shares of the par value of $1 each; 4. redesignating its existing preferred shares as class "B" preferred shares; 5. modifying the rights, privileges and restriction attaching to its existing preferred shares.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 11569-58 — 1402/11

Lettres patentes annulées

Avis

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la loi des compagnies le secrétaire de la province a décrété l'annulation de la charte de la compagnie dont le nom suit.

Nom de la compagnie — Centre de Pneu Baie-Comeau Inc., date des lettres patentes, le 9 septembre 1965.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o

Letters Patent Annulled

Notice

Notice is given, under Section 25 of the Companies Act, that the Provincial Secretary has decreed the annulment of the charter of the following company.

Name of the company — Baie-Comeau Tire Center Inc., date of the letters patent, Septerber 9th, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

23417-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 131

Québec, 24 janvier 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'addition de l'article 54 aux règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées (arrêtés en conseil Nos 652 du 27 juin 1956, 1211-F du 3 décembre 1958, 1834 et 1930 des 15 et 29 septembre 1965).

ATTENDU QUE la Loi des établissements industriels et commerciaux (S.R.Q. 1964, chapitre 150) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'édicter tous les règlements nécessaires pour sa mise en exécution;

ATTENDU QUE le ministère du Travail a fait, en collaboration avec le ministère de la Santé, une étude afin d'assurer une plus grande sécurité aux travailleurs du bâtiment qui utilisent le projecteur de plâtre;

ATTENDU QU'il est impérieux d'établir des normes de sécurité pour l'usage et le maniement du projecteur de plâtre, en vue d'assurer la protection des ouvriers;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'honorable ministre du Travail:

QUE les règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées soient modifiés par l'addition de l'article 54 dont le texte est ci-annexé.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlements relatifs à la protection des salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées.

Article 54 — Projecteur de plâtre:

L'utilisation du projecteur de plâtre doit se faire dans les conditions suivantes:

a) le maniement de la lance doit être confié à un compagnon plâtrier qualifié selon les dispositions de l'alinéa « *c* »;

b) le groupe motocompresseur et pompe doit être sous la surveillance constante d'un salarié qualifié selon les dispositions de l'alinéa « *c* »;

c) le porteur de lance et le surveillant du groupe motocompresseur et pompe doivent être porteurs d'un certificat d'initiation à la manoeuvre et au fonctionnement du projecteur de plâtre et de ses accessoires. L'initiation doit être faite par un organisme reconnu par le ministère du Travail, mais la délivrance du certificat est de la compétence exclusive de ce dernier;

d) s'il est fait usage du groupe motocompresseur et pompe à l'intérieur d'un bâtiment, on doit voir à y brancher des tuyaux d'échappement appropriés;

e) la réserve d'essence doit être placée en lieu sûr;

f) si le raccordement des boyaux est réalisé à l'aide de leviers à excentrique, ces derniers doivent être munis d'un verrouillage de sûreté;

g) le groupe motocompresseur et pompe, la lance et les accessoires doivent être tenus en bon état et seuls les accessoires prévus ou recommandés par le manufacturier doivent être utilisés;

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 131

Quebec, January 24, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the addition of article 54 to the regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches (Orders in Council numbers 652, dated June 27, 1956, 1211 (F), dated December 3, 1958, 1834 and 1930, dated September 15th and 29th, 1965, respectively).

WHEREAS the Industrial and Commercial Establishments Act (RSQ 1964, c. 150), employers the Lieutenant-Governor in Council to enact all regulations required for its enforcement;

WHEREAS, in co-operation with the Department of Health, the Department of Labour has studied the means of ensuring greater safety to construction workers using the plaster spray machine;

WHEREAS, so as to ensure the protection of workers, it is imperative to establish safety standards governing the use and handling of the plaster spray machine;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches be amended by adding thereto article 54, text of which follows.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulations respecting the protection of employees working in construction yards and in trenches.

Article 54 — Plaster spray machine:

The following conditions govern the use of the plaster spray machine:

(*a*) the operation of the nozzle shall be entrusted to a journeyman plasterer in accordance with the requirements of subsection "*c*";

(*b*) the compressor and pump unit shall be under the constant supervision of a qualified employee who meets the requirements of subsection "*c*";

(*c*) the nozzle operator and the operator of the compressor and pump unit shall hold a certificate attesting their knowledge of the fundamentals of the handling and operation of the plaster spray machine and its accessories. Such training shall be given by an organism recognized by the Department of Labour which has sole jurisdiction over the issuance of the certificate;

(*d*) when the compressor and pump unit is used inside a building, the proper exhaust tubing shall be provided and connected thereto;

(*e*) gasoline shall be stored in a safe place;

(*f*) if the hoses are coupled by means of eccentric levers, such levers shall be equipped with safety locking devices;

(*g*) the compressor and pump unit, the nozzle and all accessories shall be kept in good working order and only accessories listed or recommended by the manufacturer shall be used;

h) on doit adjoindre un aide au porteur de lance lorsqu'on utilise des échafauds pour la projection du plâtre et voir à ce que ces derniers soient nettoyés pour éviter tout accident;

i) le plancher de la pièce où l'on utilise le projecteur doit être débarrassé de tout objet susceptible de provoquer la clute d'un ouvrier;

j) le porteur de lance et le surveillant du groupe motocompresseur et pompe doivent porter une visière ou des lunettes protectrices, mais ils doivent toujours avoir à leur disposition un masque respiratoire approuvé par le Ministère.

23418-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 347

Québec, le 14 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'industrie de la chemise pour hommes et garçons dans la province de Québec, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 novembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1204, soit modifié comme suit:

1° Le texte de l'article 3.02, premier paragraphe, est remplacé par le suivant:

« 3.02 L'employeur doit accorder chaque jour à tous les salariés deux (2) périodes de repos obligatoires de quinze (15) minutes consécutives, l'une dans la matinée et l'autre dans l'après-midi. Ces périodes de repos incluent le moment où le salarié laisse son travail et celui où il y revient, sans perte de salaire dans le cas des salariés payés à l'heure. »

2° L'article 5 est modifié en remplaçant les articles 5.05 et suivants par les nouveaux articles suivants:

« 5.05 Le terme « ouvrier non spécialisé » désigne un salarié qui exécute les divers travaux qui se rattachent à la fabrication de tout vêtement assujetti au présent décret, tels que la distribution des paquets de marchandise aux opérateurs, aux presseurs ou aux examinateurs, ou encore le numérotage, l'empaquetage, l'enveloppement, l'emballage, l'expédition ou la réception, ainsi que tous les autres salariés dont le métier n'est pas défini par le présent article, qui exécutent une oépration ou un travail visé par le champ d'application industriel du présent décret.

5.06 Le mot « marqueur » désigne celui qui place et reproduit les patrons sur les tissus, matières ou sur papier, selon les règles de l'art, en vue de la fabrication de vêtements visés par le présent décret.

(*h*) a helper shall be assigned to the nozzle operator whenever scaffolds are used for plaster-spraying; scaffolds shall be kept clean so as to avoid any accident;

(*i*) any object likely to cause an employee to fall shall be removed from the floor of the room where the spray machine is to be used;

(*j*) the nozzle operator and the operator of the compressor and pump unit shall wear a vision shield or safety goggles; a respirator approved by the Department shall be readily available to them at all times.

23418-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 347

Quebec, February 14, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Quebec (made binding by Decree number 1204 of June 17, 1964, as amended) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of November 18, 1967;

WHEREAS, in compliance with the Act, the objections brought forth were duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said Decree number 1204 be amended as follows:

1. The first paragraph of subsection 3.02 replaced by the following:

"3.02 A compulsory rest period of fifteen (15) consecutive minutes in the morning and in the afternoon shall be granted to all employees. The rest periods include the time the employees leave and return to their place of work, without loss of wages in the case of hourly-paid employees.

2. Article 5 is amended by replacing subsection 5.05 and following by:

"5.05 The term "unskilled worker" means any employee actually performing miscellaneous factory work incidental to the manufacture of all garments subject to this decree, for example: carrying bundles of merchandise to operators, pressers or examiners; stamping, bundling, packing, wrapping, shipping and receiving. The term also means any other employees whose craft is not herein defined and who carry out an operation or work covered by the industrial jurisdiction of this decree.

5.06 The word "marker" means the person who makes markers, in a workmanlike manner, on paper or on materials used in the manufacture of garments covered by the present decree.

5.07 Le terme « coupeur au couteau à la main » désigne le salarié qui coupe au couteau à la main selon les règles de l'art, tous tissus, matières, fournitures et doublures employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

5.08 Le mot « coupeur » désigne le salarié qui, selon les règles de l'art, taille aux ciseaux, ou coupe au couteau électrique ou autrement, tous tissus ou matières employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret mais qui ne place ni ne reproduit les patrons.

5.09 Le terme « coupeur à la matrice » désigne celui qui, selon les règles de l'art, taille à l'aide d'une matrice à découper (clicker) tous tissus ou matières employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

5.10 Le mot « étaleur » désigne le salarié dont le travail est d'étendre les tissus ou matières employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret, en vue de préparer le travail du coupeur.

5.11 Le mot « assortisseur » désigne le salarié dont le travail consiste à séparer les coupes de tous tissus ou matières employés dans la fabrication des vêtements assujettis au présent décret et à les attacher en paquets par quantité et grandeur.

5.12 Le terme « chef de section » désigne toute personne qui assiste directement le contre-maître dans l'exercice de ses fonctions. »

3° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 6:

« 6.03 Dans le présent décret, les mots « gains normaux » signifient, dans le cas des salariés employés sur une base de temps, les taux de salaires payés ou dus aux salariés, plus tous les rajustements, augmentations et montants additionnels en vigueur par décret ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minimaux ci-dessous. Dans le cas des salariés à la pièce, ces mots signifient les salaires gagnés à la pièce suivant le système de l'employeur, plus tous les rajustements et augmentations en vigueur par décret ou autrement. »

4° L'article 7 est remplacé par le suivant:

« Article 7. *Salaires pour travail à l'heure ou à la pièce:*

7.01 Sous réserve des dispositions qui suivent, les taux horaires minimaux pour le travail exécuté pendant la journée ou la semaine normale, doivent être ceux qui sont indiqués ci-dessous pour les salariés qui exercent les emplois énumérés ci-après, dans leur zone respective, à compter du premier (1er) juillet 1968.

7.02 *Taux horaires minimaux garantis aux différents emplois:*

5.07 The term "hand-knife cutter" means any employee who cuts by hand with a short knife, in a workmanlike manner, all materials, trimmings and linings used in the manufacture of garments covered by this decree.

5.08 The work "cutter" means the employee who cuts, by means of shears, electric knife or otherwise, in a workmanlike manner, all materials used in the manufacture of garments covered by this decree but who does not make markers.

5.09 The term "cutter with die" means the employee who, in a workmanlike manner, and by means of cutting equipment (clicker), cuts all materials used in the manufacture of garments covered by this decree.

5.10 The work "spreader" means anyone who, as a preparation to the cutter's work, spreads out materials used in the manufacture of garments covered by the present decree.

5.11 The word "divider" means any employee whose work consists in dividing the cuts of all materials used in the manufacture of garments covered by this decree and bundling them according to quantities and sizes.

5.12 The term "section head" means anyone who directly assists the foreman in the performance of his duties.

3. The following subsection is added to article 6:

"6.03 In this decree, the words "regular earnings" mean, in the case of employees hired on a time basis, wage rates paid or due an employee plus all adjustments, increases and additional amounts enforced by decree or otherwise, although such rates may exceed the minimum rates hereinunder set forth. In the case of employees on a piece-work basis, the words mean the wages earned under their employer's piece-work system, plus all adjustments and increases enforced by decree or othrwise."

4. Article 7 is superseded by the following:

"Article 7. *Wages for work on an hourly or piece-work basis:*

7.01 Contingent upon the following provisions, the minimum hourly rates for work performed during the standard work day or work week shall be those stipulated hereunder for employees engaged in the occupations listed below in their respective zone, effective July 1, 1968.

7.02 *Guaranteed minimum hourly wage rates for various occupations:*

Zone I

Catégories Grades	*Emplois — Occupations*	*1er juil. July 1, 1968*	*1er janv. Jan. 1, 1969*	*1er janv. Jan. 1, 1970*
1	Ouvrier non spécialisé de sexe féminin — Unskilled worker (female)	$1.18	$1.23	$1.28
2	Opérateur — Operator	1.25	1.31	1.39
3	Presseur — Presser	1.25	1.31	1.39
4	Examinateur — Examiner	1.25	1.31	1.39
5	Assortisseur — Divider	1.34	1.39	1.44
6	Chef de section — Section head	1.34	1.39	1.44
7	Ouvrier non spécialisé de sexe masculin — Unskilled worker (male)	1.77	1.82	1.87
8	Étaleur — Spreader	1.77	1.82	1.87
9	Coupeur — Cutter	2.19	2.25	2.30
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clickers)	2.19	2.25	2.30
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.30	2.35	2.41
12	Marqueur — Marker	2.30	2.35	2.41

Zone II

Catégories Grades	*Emplois — Occupations*	*1er juil. July 1, 1968*	*1er janv. Jan. 1, 1969*	*1er janv. Jan. 1, 1970*
1	Ouvrier non spécialisé de sexe féminin — Unskilled worker (female)	$1.10	$1.15	$1.20
2	Opérateur — Operator	1.17	1.22	1.30
3	Presseur — Presser	1.17	1.22	1.30
4	Examinateur — Examiner	1.17	1.22	1.30
5	Assortisseur — Divider	1.25	1.30	1.35
6	Chef de section — Section head	1.25	1.30	1.35
7	Ouvrier non spécialisé de sexe masculin — Unskilled worker (male)	1.65	1.70	1.75
8	Étaleur — Spreader	1.65	1.70	1.75
9	Coupeur — Cutter	2.05	2.10	2.15
10	Coupeur à la matrice — Cutter with die (clickers)	2.05	2.10	2.15
11	Coupeur au couteau à la main — Hand-knife cutter	2.15	2.20	2.25
12	Marqueur — Marker	2.15	2.20	2.25

7.03 *Taux d'embauche et de qualification:*

À compter du premier (1er) juillet 1968, tous les salariés ont droit à la rémunération horaire minimale suivant l'expérience acquise ou qu'ils acquièrent.

7.03 *Hiring and progression rates:*

Effective July 1, 1968, all employees shall be paid to the minimum hourly wage rate based on experience acquired or being acquired.

	Zones I	*II*
1er trimestre — 1st three months	$0.96	$0.90
2e trimestre — 2nd three months	1.07	1.00
3e trimestre — 3rd three months	1.12	1.05
4e trimestre — 4th three months	1.23	1.15
5e trimestre — 5th three months	1.34	1.25
6e trimestre — 6th three months	1.44	1.35
7e trimestre — 7th three months	1.55	1.45
8e trimestre — 8th three months	1.66	1.55
9e trimestre — 9th three months	1.82	1.70
10e trimestre — 10th three months	1.98	1.85
11e trimestre — 11th three months	2.14	2.00
12e trimestre — 12th three months	2.30	2.15
13e trimestre — 13th three months	2.45	2.30
14e trimestre — 14th three months	2.73	2.55

Le salarié cesse d'être assujetti à l'échelle des taux d'embauche et de qualification dès le moment où il atteint le taux horaire minimal pour son emploi suivant les catégories d'emploi établies à l'article 7.02.

Toutefois, si un salarié est promu à un emploi supérieur, il est de nouveau assujetti à l'échelle de qualification pour la durée nécessaire à l'acquisition du salaire du nouvel emploi, à compter de la date où il commence à remplir son nouvel emploi.

Toute personne qui est rétrogradée à une fonction dont le taux de rémunération est inférieur, doit être rémunérée selon le taux de cet emploi.

Cependant, dans aucun cas, un salarié ne doit recommencer l'échelle de qualification; il ne peut que continuer vers des taux supérieurs.

The employee is no longer governed by the hiring and progression rate schedule as soon as he reaches the minimum hourly rate for his occupation, according to the grades set forth in subsection 7.02.

However, if an employee is promoted to a higher occupation, he is once again governed by the aforementioned schedule for as long as is required of him to reach the new occupation's wage rate, effective from the date he fills the new occupation.

Anyone demoted to a lower-paying occupation shall be paid according to such occupation's wage rate.

However, an employee shall never have to start the hiring and progression rates schedule over again; he may only progress towards higher rates.

7.04 *Moyenne horaire générale:* La moyenne horaire générale pour l'ensemble des salariés qui font partie des catégories 2, 3 et 4 de l'article 7.02, qui ont un (1) an et plus d'expérience dans l'industrie, doit être de:

7.04 *General hourly average:* The general hourly average for employees in grades 2, 3 and 4 of subsection 7.02, after one (1) year's experience in the industry, shall be:

	Taux horaire moyen — General hourly average À compter du — Effective			
	1er juil. July 1, 1968	*1er janv. Jan. 1, 1969*	*1er janv. Jan. 1, 1970*	*1er juil. July 1, 1970*
Zone I	$1.48	$1.65	$1.80	$1.98	$2.01
Zone II	1.28	1.45	1.60	1.78	1.81

La moyenne horaire générale pour les salariés qui ont un (1) an et plus d'expérience est calculée par usine pendant la période d'un mois.

The general hourly average for employees with one year's experience is computed by plant, over a one-month period.

Quand le groupe de salariés en question n'atteint pas la moyenne horaire générale, chaque salarié ci-dessus mentionné a droit, au cas de réclamation, à un montant d'argent égal à celui des autres salariés ainsi couverts. La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes de ce paragraphe est le quinzième (15e) jour du mois suivant.

7.05 *Montant additionnel:* À compter de la mise en vigueur du présent décret, tous les employeurs doivent continuer à payer à tous les salariés assujettis au présent décret, qu'ils soient payés à l'heure, à la semaine, à la pièce ou autrement, le montant additionnel de $0.08 pour chaque heure de travail, en sus des gains normaux de chaque salarié, établi par l'arrêté en conseil numéro 1728, section « A », du 1er septembre 1965.

Ce montant additionnel sera porté de $0.08 à $0.18 par heure à compter de l'entrée en vigueur du présent décret de modification – de $0.18 à $0.28 par heure, à compter du premier (1er) janvier 1969 – de $0.28 à $0.38 par heure, à compter du premier (1er) janvier 1970 – et de $0.38 à $0.41 par heure, à compter du premier (1er) juillet 1970.

Le paiement de ces montants doit apparaître sous une rubrique distincte dans l'enveloppe ou sur le bulletin de paie.

Tous les salariés ont droit aux montants additionnels mentionnés aux paragraphes précédents lorsqu'ils ont accompli six (6) mois de service continu chez le même employeur.

7.06 *Taux à la pièce:* Aucun taux ne peut être fixé de façon à rapporter au salarié moins que les taux horaires minimaux déterminés dans le présent décret.

7.07 *Expérience:* Tout employeur doit reconnaître les années ou les mois d'expérience qu'un salarié a acquis au service de tout employeur régi par le présent décret.

L'expérience acquise pour l'un quelconque des emplois mentionnés à l'article 7.02 est cumulative.

7.08 *Dispositions spéciales:*

Vêtements d'enfants: Les taux horaires minimaux prévus à l'article 7.02 et la moyenne horaire générale prévue à l'article 7.04 sont réduits de 10% pour tous les salariés assujettis au champ d'application industriel tant et aussi longtemps qu'ils sont affectés à la production ou à la confection de vêtements d'enfants dont la taille ou la pointure est inférieure à 6 X ans, à la condition que l'employeur tienne un registre de ce genre de travail indiquant le nombre d'heures exactes, le taux horaire ou à la pièce de tout travail exécuté, dû ou payé durant chaque journée ou semaine de travail et qu'il en fasse rapport au comité paritaire.

En aucun cas, cependant, les taux minimaux ne doivent être inférieurs à ceux payés à la date de l'entrée en vigueur du présent décret de modification, ni à ceux édictés par l'ordonnance générale numéro 4 de la Commission du salaire minimum.

7.09 *Disposition transitoire:* Les classifications d'emploi, les taux et les salaires présentement en vigueur, continuent à s'appliquer jusqu'au 1er juillet 1968, sous réserve des articles 7.04 et 7.05.

7.10 *Compensation:* Les employeurs des deux zones qui ont accordé des augmentations de salaires à leurs salariés le ou après le 14 novembre 1967 doivent bénéficier d'une compensation équivalente et proportionnelle à telles augmentations. »

When the group of employees does not reach the general hourly average, each employee covered shall be paid pari passu with all other employees covered by the general claim of the group. The due date of a claim under this paragraph is the fifteenth (15th) of the following month.

7.05 *Additional amount:* From the effective date of this decree, all employers shall continue to pay to all employees covered by the present decree, whether they are paid on an hourly, weekly, piecework basis or otherwise, the additional amount of 8¢ for each hour worked over and above the regular earnings of each employee as provided for in Order-in-Council No. 1728, Section "A", dated September 1, 1965.

This additional amount shall be raised from 8¢ to 18¢ per hour, from this amendment's effective date from 18¢ to 28¢ per hour, from January 1, 1969 – from 28¢ to 38¢ per hour, from January 1, 1970 – from 38¢ to 41¢ from July 1, 1970.

These amounts shall be paid under a separate item in or on the pay envelope or sheet.

All employees are entitled to the additional amounts mentioned in the preceding paragraphs when they have completed six (6) months of continuous employment for the same employer.

7.06 *Piece-work rates:* No piece-work rates may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum hourly rates herein stipulated.

7.07 *Experience:* The months or years of experience acquired in the service of any employer covered by the present decree must be recognized by any other employer.

Experience acquired in any operation listed in subsection 7.02 is cumulative.

7.08 *Special provisions:*

Children's garments: The minimum hourly wage rates provided for in subsection 7.02 and the general hourly average mentioned in subsection 7.04 are reduced by 10% for all employees covered by the industrial jurisdiction so long as they are assigned to the manufacturing or production of infants' and children's clothes or garments smaller than size 6X, provided the employer keeps a record of this type of work that will indicate: the exact number of hours, rate per hour or piece-work rate paid or due each working day or week. Such information shall be reported to the Parity Committee.

However, the minimum rates may never be lower than those paid on the effective date of these amendments nor than those specified in the Mininum Wage Commission's General Ordinance No. 4.

7.09 *Transitory provision:* Subject to subsections 7.04 and 7.05, the occupational classifications, wage rates and salaries now in effect shall continue to apply until July 1, 1968.

7.10 *Compensation:* Employers in both zones who have granted wage increases to their employees on or after November 14, 1967 shall be granted a compensation equivalent and proportional to such increases."

5° L'article 10 est remplacé par le suivant:

« *Article 10. Congé annuel payé:*

10.01 *Période de référence:* La période de temps pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante et s'appelle la période de référence.

10.02 Tout salarié a droit à un congé annuel d'une durée minimale de deux (2) semaines consécutives, entre le 7 juillet et le 15 août de chaque année.

10.03 L'employeur doit informer les salariés par un avis sur le tableau d'affichage, de la période exacte du congé annuel au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la date dudit congé.

10.04 Les salariés qui justifient d'au moins quinze (15) années de service continu ont droit à une troisième semaine de congé. Cette troisième (3e) semaine de congé peut être prise avant ou après la période du congé annuel prévu à l'article 10.02, à une date convenue par entente mutuelle entre l'employeur et le salarié.

10.05 L'indemnité de congé annuel due à chaque salarié est calculée de la façon suivante:

a) Les salariés qui justifient de moins de deux (2) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à deux pour cent (2%) de leur rémunération globale durant la période de référence.

b) Les salariés qui justifient d'au moins deux (2) années, de service continu chez le même employeur, doivent recevoir une indemnité égale à quatre pour cent (4%) de leur rémunération globale durant la période de référence.

c) Les salariés qui justifient d'au moins dix (10) années, de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à (5%) de leur rémunération globale durant la période de référence.

d) Les salariés qui justifient d'au moins douze (12) années de service continu chez le même employeur doivent recevoir une indemnité égale à six pour cent (6%) de leur rémunération globale durant la période de référence.

e) Les salariés qui justifient de quinze (15) années ou plus de service continu chez le même employeur, doivent recevoir un montant égal à trois (3) fois le nombre d'heures de la semaine normale de travail multiplié par leur gain horaire moyen.

10.06 L'indemnité de congé annuel de chaque salarié doit lui être remise la dernière journée de paye qui précède immédiatement le commencement de la période du congé annuel.

10.07 Si, pour quelque raison que ce soit, l'emploi d'un salarié prend fin avant que ne se termine la période de référence, ou si l'emploi commence et se termine pendant la période de référence, le salarié doit recevoir au moment de la cessation de son emploi, une indemnité compensatrice calculée d'après les dispositions de l'article 10.05.

Tout salarié doit recevoir l'indemnité de congé avant son départ en vacances. Toutefois, tout salarié qui n'a pas reçu l'indemnité compensatrice prévue à l'article 10.07 et qui, à la date du premier juin de chaque année, a été absent de l'ouvrage depuis plus d'un mois, a droit de recevoir cette indemnité de congé comme tout autre salarié, à compter du 10 juillet pour la période prévue à l'article 10.02. Cette date constitue l'échéance pour le paiement de cette somme.

5. Section 10 is replaced by the following:

"*Article 10. Annual vacation with pay:*

10.01 *Qualifying period:* The period of time during which an employee gradually becomes entitled to the full annual vacation extends from June 1st of one year to May 31st of the following year and is called the "qualifying period".

10.02 Every employee is entitled to at least two (2) weeks' annual vacation to be taken between July 7th and August 15th yearly.

10.03 The employer shall post the exact vacation dates on a bulletin board at least ninety (90) days in advance, so that employees may take note thereof.

10.04 Employees who have at least fifteen (15) years' continuous service are entitled to a third week's vacation. Such third (3rd) week's vacation may be taken before or after the annual vacation period stipulated in subsection 10.02, at a time agreed upon between employer and employee.

10.05 The vacation pay due each employee shall be computed as follows:

(*a*) Employees having less than two (2) years' continuous service for the same employer shall receive two per cent (2%) of total wages earned during the qualifying period.

(*b*) Employees having two (2) years but less than ten (10) years' continuous service with the same employer shall receive four per cent (4%) of total wages earned during the qualifying period.

(*c*) Employees having ten (10) years but less than twelve years' continuous service with the same employer shall receive five per cent (5%) of total wages earned during the qualifying period.

(*d*) Employees having twelve (12) years but less than fifteen (15) years' continuous service with the same employer shall receive six per cent (6%) of total wages earned during the qualifying period.

(*e*) Employees having fifteen (15) years or more of continuous service with the same employer shall receive an amount equal to three times the number of hours in a standard work week multiplied by their average hourly earnings.

10.06 Each employee's due vacation pay shall be paid to him on the last pay day immediately prior to the beginning of his annual vacation period.

10.07 If, for any reason whatever, an employee's service is terminated before the qualifying period has elapsed or if service begins and ends during the qualifying period, the employee shall be paid, at separation time, a compensation calculated as per the provisions of subsection 10.05.

Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation. However, every employee who has not received the compensation stipulated in subsection 10.07 and who, on June 1st of each year, has been absent from work for more than one month, is entitled to receive such vacation pay as any other employee, as of July 10th, for the period provided for in subsection 10.02. This is the due date for the payment of this amount.

10.08 Pour tout travail exécuté durant les deux (2) semaines obligatoires de son congé annuel, un salarié doit être rémunéré suivant ses gains normaux et tous montants additionnels prévus à l'article 7.05, majorés de cinquante pour cent (50%). »

6° Les articles 11.01 et 11.02 sont remplacés par les suivants:

« 11.01 Tout employeur doit accorder à tout salarié les jours fériés chômés suivants: Le premier jour de l'An, le 2 janvier, le Vendredi-Saint, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du travail, le jour d'action de grâces, le 24 décembre et le jour de Noël. Nul employeur ne peut forcer un salarié à travailler pendant les susdits jours.

11.02 Tout employeur doit payer à tous ses salariés remplissant les conditions énoncées ci-après, une indemnité égale à une journée de salaire pour chacun des jours fériés chômés suivants, peu importe le jour où tombent ces fêtes, soit: le premier jour de l'An, le lundi de Pâques, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'action de grâces et le jour de Noël, auxquels sera ajouté le Vendredi Saint, à compter de l'année 1969.

Pour avoir droit au paiement des jours fériés statutaires ci-dessus énumérés, tout salarié doit:

a) avoir accompli trois (3) mois de service continu pour le compte de son employeur;

b) avoir travaillé au cours de la période de deux (2) mois précédant immédiatement le jour férié chômé et payé.

c) avoir été au travail le jour ouvrable précédant et le jour ouvrable suivant le jour férié payé, à moins que son absence ne résulte d'une maladie ou d'un accident personnel, d'un décès dans sa famille (conjoint, père, mère, enfant, frère ou soeur), d'un licenciement par l'employeur pour manque de travail ou d'une fête religieuse ou légale. »

7° À l'article 11.04, le premier paragraphe est remplacé par le suivant:

« L'indemnité des jours fériés représente un montant égal à huit (8) fois les gains horaires moyens de chaque salarié, dans les deux zones. »

8° L'article 19.02 est remplacé par le suivant:

« 19.02 Les mentions suivantes doivent apparaître sur chaque enveloppe ou bulletin de paie:

1. les nom et prénoms du salarié;
2. la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
3. le nombre d'heures normales et supplémentaires;
4. le montant additionnel;
5. le montant du salaire brut;
6. la nature et le montant des déductions faites;
7. le salaire net dû au salarié;
8. le montant du salaire net versé au salarié.

9. À l'article 21, le Mhiffre « 1967 » est remplacé par le chiffre « 1970 », partout où il se trouve.

Le greffier du Conseil exécutif,
23418-o JACQUES PRÉMONT.

10.08 An employee shall be paid at the regular wage rate, plus additional amounts set forth in subsection 7.05, plus one-half, for all work performed during the two (2) compulsory weeks of his annual vacation.

6. Subsections 11.01 and 11.02 are superseded by the following:

"11.01 Employers shall grant their employees the following general holidays: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, December 24th and Christmas Day. No employer may compel an employee to work on the abovementioned general holidays.

11.02 Every employer shall pay each employee meeting the following requirements an amount equal to one day's wages for each of the following general holidays, regardless of the day they may fall on: New Year's Day, Easter Monday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day. Effective 1969, Good Friday shall be added to the foregoing list.

In order to be entitled to payment for the abovementioned general holidays, every employee shall:

(*a*) have three (3) months' continuous service with his employer;

(*b*) have worked during the two (2) months immediately preceding the general holiday with pay;

(*c*) have worked the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to illness, a personal accident, death in the family (spouse, father, mother, child, brother or sister), a lay-off due to lack of work, a legal or religious holiday."

7. The first paragraph of subsection 11.04 is replaced by the following:

"Holiday pay is equal to eight (8) times the average hourly earnings of each employee, in both zones."

8. Subsection 19.02 is superseded by the following:

"19.02 The following particulars shall be listed on each pay envelope or earnings statement:

1. employee's given and family names;
2. payment date and work periods corresponding thereto;
3. number of standard hours and overtime hours;
4. additional amounts;
5. amount of gross earnings;
6. type and amount of deductions made;
7. net earnings;
8. take-home pay.

9. In article 21, the date "1967" is replaced by "1970" wherever it may be found.

JACQUES PRÉMONT,
23418-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 348

Québec, le 14 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 348

Quebec, February 14, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Cartage Industry in the Montreal region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 décembre 1967;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe « *a* » de l'article 1.00, de même qu'à tout endroit où ils sont reproduits dans le présent décret, les mots « la cité de Montréal », sont remplacés par les mots « la ville de Montréal ».

2° L'article 2.00 (Champ d'application industriel) est remplacé par le suivant:

« 2.00. *Champ d'application industriel:* Sont assujettis aux dispositions du présent décret, les employeurs professionnels, les employeurs et les artisans qui sont détenteurs d'un permis de la Régie des Transports, en vertu du chapitre 228 des Statuts refondus du Québec, 1964, et de ses modifications, ou qui font du transport par camion pour autrui moyennant rémunération et sans permis de ladite Régie et qui ont leur place d'affaires ou qui exercent leurs activités dans le champ d'application territorial du présent décret. »

3° Le paragraphe « *f* » de l'article 4.00 (Définitions) est remplacé par le suivant:

« *f*) Le terme « salarié permanent » désigne un salarié qui a été à l'emploi continu du même employeur pendant une période minimale de trente (30) jours au cours de laquelle il a effectué au moins quatre-vingts (80) heures de travail. Durant cette période de trente (30) jours, le salarié est considéré à l'essai. »

4° Le nouveau paragraphe « *j* » suivant est ajouté à l'article 4.00 (Définitions):

« *j*) Le terme « chauffeur de camion tandem » désigne le conducteur d'un camion ordinaire à trois (3) essieux. »

5° L'article 5.00 (Durée du travail) est remplacé par le suivant:

« 5.00. *Durée du travail:* La semaine normale de travail ne doit pas excéder quarante-sept heures et demie (47½). Tout travail exécuté en plus de neuf heures et demie (9½) par jour, du lundi au vendredi inclusivement, ou de quarante-sept heures et demie (47½) durant la semaine, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%). Le travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de neuf heures et demie (9½) ne doit pas être compté aux fins de calcul des heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire. Le travail du samedi doit être payé au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

À compter du 1er octobre 1968, la semaine normale de travail ne devra ps excéder quarante-cinq (45) heures. Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures par jour, du lundi au vendredi

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, made obligatory by Decree number 913 of June 16, 1948 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 30, 1967;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree number 913 be amended as follows:

1. In the French version of subsection "*a*" of section 1.00 and whenever mentioned elsewhere in the French version of the present decree, the words "cité de Montréal" are replaced by the words "ville de Montréal".

2. Section 2.00 (Industrial jurisdiction) is superseded by the following:

"2.00. *Industrial jurisdiction:* All professional employers, employers and artisans who hold a permit from the Transportation Board under chapter 228 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, as amended, or who are engaged in the trucking business for payment without a permit from the said Board and who have their place of business or carry out their business in the territorial jurisdiction of this decree are subject to the provisions of this decree."

3. Subsection "*f*" of section 4.00 (Definitions) is replaced by the following:

"(*f*) "Permanent employee" means any employee who has continuously been in the service of the same employer for a minimum of thirty (30) days during which he has worked at least eighty (80) hours. During this thirty (30) day period, the employee is considered on probation."

4. The following new subsection "*j*" is added to section 4.00 (Definitions)

"(*j*) "Tandem truck driver" means the driver of a straight truck with three (3) axles."

5. Section 5.00 (Duration of work) is replaced by the following:

"5.00 *Hours of work:* The standard work week shall not exceed forty-seven and one-half (47½) hours. Time and one half shall be paid for all work performed over and above the 9½-hour day Monday through Friday or the 47½-hour week. All overtime allowed after the 9½-hour day is not to be included in the calculation of overtime in excess of the standard work week. Time and one half shall be paid for work performed on Saturdays.

Beginning October 1, 1968, the standard work week shall not exceed forty-five (45) hours. Time and one half shall be paid for all work performed over and above the 9-hour day Monday through

inclusivement, ou de quarante-cinq (45) heures durant la semaine, devra être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%). Le travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de neuf (9) heures ne doit pas être compté aux fins de calcul des heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire. Le travail du samedi devra être payé au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%). »

6° L'article 5.02 est biffé.

7° L'article 6.00 (Heures supplémentaires) est remplacé par le suivant:

« 6.00. *Heures supplémentaires:* Le travail fait en sus des neuf heures et demie (9½) normales au cours d'une journée quelconque est du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%) pour les six (6) premières heures et une majoration de cent pour cent (100%) pour toutes les heures suivantes. À la fin des heures supplémentaires, le salarié a droit à une période de repos de huit (8) heures consécutives; toutefois, un salarié a le droit de retourner au travail avant la fin de ladite période de repos de huit (8) heures, au taux effectif de son salaire, si son employeur le lui demande. À compter du 1er octobre 1968, le travail fait en sus des neuf (9) heures normales au cours d'une journée quelconque sera du travail supplémentaire et entrainera la majoration de salaire décrite plus haut. »

8° L'article 6.01 est remplacé par le suivant:

« 6.01. Tout salarié qui conduit sur une route irrégulière entre la ville de Montréal et tout point situé en dehors du champ d'application territorial du présent décret, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) après neuf heures et demie (9½) de travail. Un tel salarié a droit, avant de recommencer à travailler, à une période minimale de repos de huit (8) heures.

À compter du 1er octobre 1968, il devra être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) après neuf (9) heures de travail. »

9° L'article 7.00 (Taux de salaires) est remplacé par le suivant:

« 7.00. *Taux de salaires minimaux:* Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après:

Friday or the 45-hour week. All overtime allowed after the 9-hour day is not to be included in the calculation of overtime in excess of the standard work week. Time and one half shall be paid for work performed on Saturdays."

6. Section 5.02 is abrogated.

7. Section 6.00 (Overtime) is superseded by the following:

"6.00 *Overtime:* All time worked in excess of the 9½-hour standard work day is considered as overtime and shall be paid at time and one half for the first six (6) hours and double time for all subsequent hours. After the overtime work is terminated, the employee shall be entitled to eight (8) consecutive hours' rest. However, an employee may return to work at his regular wage rates before such eight (8) hours have elapsed, if so requested by the employer. Beginning October 1, 1968, overtime rates as specified above shall be paid for all time worked in excess of the 9-hour day."

8. Section 6.01 is replaced by the following:

"6.01 Every employee who drives over an irregular route between the city of Montreal and any point outside this decree's territorial jurisdiction shall be paid time and one-half after nine and one-half (9½) hours' work. Before resuming work, such employee is entitled to at least eight (8) hours' rest.

Beginning October 1, 1968, the employee shall be paid time and one half after nine (9) hours' work."

9. Section 7.00 (Wage rates) is superseded by the following:

"7.00 *Minimum wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid to the employees listed below:

	Taux horaires / Per hour	
	À l'embauchage / At hiring	*Après un (1) mois / After 1 month*
Aide de 18 ans et moins — Helper, age 18 and under	$1.06	$1.26
Aide — Helper	2.02	2.22
Manutentionnaire — Dockman	2.16	2.36
Manutentionnaire d'entrepôt — Warehouseman	2.16	2.36
Pointeur — Checker	2.16	2.36
Conducteur de chariot automoteur — Operator, towmotor	2.16	2.36
Chauffeur — Driver	2.22	2.42
Chauffeur de semi-remorque — Driver, semi-trailer	2.27	2.47
Chauffeur de camion tandem — Driver, tandem truck	2.27	2.47

À compter du 1er octobre 1968, les taux de salaires minima suivants devront être payés aux salariés ci-après:

Effective October 1, 1968, the following minimum wage rates shall be paid to the employees listed below:

Aide de 18 ans et moins — Helper, age 18 and under	$1.46	$1.66
Aide — Helper	2.42	2.62
Manutentionnaire — Dockman	2.56	2.76
Manutentionnaire d'entrepôt — Warehouseman	2.56	2.76
Pointeur — Checker	2.56	2.76
Conducteur de chariot automoteur — Operator, towmotor	2.56	2.76
Chauffeur — Driver	2.62	2.82
Chauffeur de semi-remorque — Driver, semi-trailer	2.67	2.87
Chauffeur de camion tandem — Driver, tandem truck	2.67	2.87

Tout salarié qui, sur l'ordre de son employeur, doit commencer son travail entre minuit et une (1) minute et 6 h du matin doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) pour chaque heure travaillée jusqu'à 6 h du matin. En dehors de cela, toute heure travaillée doit être rémunérée au taux de salaire horaire effectif du salarié pour les neuf heures et demie (9½) suivantes; cette période sera réduite à neuf (9) heures à compter du 1er octobre 1968. »

10° Les nouveaux articles 7.01, 7.02 et 7.03 suivants sont ajoutés:

« 7.01. *Équipe de nuit:* Tout salarié qui commence à travailler entre 6 h du soir et minuit doit recevoir une prime de cinq cents ($0.05) l'heure; cette prime sera portée à dix cents ($0.10) l'heure, à compter du 1er octobre 1968. Le salarié doit être payé au taux effectif de salaire majoré de cinquante pour cent (50%), après neuf heures et demie (9½); le taux majoré devra être payé après neuf (9) heures, à compter du 1er octobre 1968.

7.02. Le salarié qui conduit un fardier excédant les dimensions légales, une grue mobile ou un chariot automoteur, doit toucher une prime de sept cents ($0.07) l'heure.

À compter du 1er octobre 1968, cette prime sera portée à dix cents ($0.10) l'heure.

7.03. Un chauffeur qui transporte de l'huile brute doit recevoir une prime de dix cents ($0.10) l'heure. Pour les charges de plus de quatre-vingts (80) pieds de long, le chauffeur doit recevoir une prime de quinze cents ($0.15) l'heure en sus du taux horaire effectif. Pour les charges de plus de cent (100) pieds de long, la prime est de trente cents ($0.30) l'heure. »

11° L'article 7.01 devient l'article 7.04;
L'article 7.02 devient l'article 7.05;
L'article 7.03 devient l'article 7.06;
L'article 7.04 devient l'article 7.07;
L'article 7.05 devient l'article 7.08.

12° L'article 7.06 devient le nouvel article 7.09 suivant:

« 7.09. Lorsqu'un chauffeur est en dehors de Montréal et qu'il doit louer une chambre, il a droit de recevoir pour ses dépenses une indemnité égale à $9 pour chaque période de vingt-quatre (24) heures. S'il est en dehors de Montréal pour la nuit, mais qu'il ne loue pas de chambre, il a droit de réclamer de son employeur un montant de $1.50 par repas, jusqu'à concurrence de deux (2) repas par vingt-quatre (24) heures. Pour avoir droit à deux (2) repas, il doit s'écouler un minimum de cinq (5) heures entre les deux (2) repas. »

13° L'article 7.07 devient l'article 7.10.

14° L'article 9.00 (Jours fériés) est remplacé par le suivant:

« 9.00. *Jours fériés:* Les jours suivants sont considérés comme jours fériés chômés et payées: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi-saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de grâces et le jour de Noël. »

15° L'article 9.01 est remplacé par le suivant:

« 9.01. Toutes les heures travaillées les jours fériés énumérés à l'article 9.00 et le dimanche doivent être rémunérées au taux effectif de salaire majoré de cent pour cent (100%). Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à neuf (9) heures au taux horaire effectif de son salaire pour chaque jour férié énuméré, même s'il ne travaille pas et quel que soit le jour de la semaine où tombe le jour férié. »

16° L'article 10.00 (Rémunération du travail le dimanche) est biffé.

Any employee requested by this employer to begin work between 12.01 a.m. and 6:00 a.m. shall be paid time and one half his regular hourly rate for every hour worked up to 6:00 a.m. Any hour worked after this by the said employee shall be paid at straight time for the next nine and one half (9½) hours or the nine (9) hours that will become effective October 1, 1968."

10. The following new sections 7.01, 7.02 and 7.03 are added:

"7.01 *Night shift:* Every employee who begins work between 6:00 p.m. and midnight shall be paid a 5¢-an-hour differential and 10¢ and hour effective October 1, 1968. Time and one half shall be paid after nine and one yalf (9½) hours and nine (9) hours effective October 1, 1968.

7.02 A 7¢-an-hour bonus shall be paid to employees working on: floats that are over standard size, mobile cranes and towmotors.

Effective October 1, 1968, the bonus shall be 10¢ an hour for the aforementioned work.

7.03 While hauling bunker oil, drivers shall be paid a 10¢-an-hour bonus. They shall also be paid a 15¢-an-hour bonus for loads over 80 feet cargo length and 30¢-an-hour bonus for loads over 100 feet cargo length."

11. Section 7.01 becomes section 7.04;
Section 7.02 becomes section 7.05;
Section 7.03 becomes section 7.06;
Section 7.04 becomes section 7.07;
Section 7.05 becomes section 7.08.

12. Section 7.06 becomes section 7.09, as follows:

"7.09 When a driver is away from Montreal overnight and has to rent a room, he shall be allowed $9 as expenses for each 24-hour period. When he is away from Montreal overnight but does not rent a room, he may claim $1.50 per meal from his employer up to a maximum of 2 meals per 24-hours. In order to be paid for two meals, a minimum of 5-hours shall have elapsed between the two meals."

13. Section 7.07 becomes section 7.10.

14. Section 9.00 (Statutory holidays) is replaced by the following:

"9.00 *General holidays with pay:* The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, the Queen's birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day."

15. Section 9.01 is superseded by the following:

"9.01 Double time shall be paid for all hours worked on Sundays and the general holidays stipulated in section 9.00. Every employee shall be paid nine (9) hours at straight time for each general holiday even though he does not work on such day and regardless of the week day it may fall on."

16. Section 10.00 (Remuneration for Sunday word) is abrogated.

17° L'article 11.02 est remplacé par le suivant:

« 11.02. Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de deux (2) ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération totale durant la période qui va du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours. »

18° L'article 11.03 est remplacé par le suivant:

« 11.03. Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de dix (10) ans ou plus de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à six pour cent (6%) de la rémunération totale pendant la période qui va du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours. »

19° À l'article 14.00 (Durée du décret), les mots « 31 mars 1967 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 1968. »

Le greffier du Conseil exécutif,
23418-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 349

Québec, 14 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification à la constitution et aux règlements du Comité paritaire du Commerce de l'alimentation en gros de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), la constitution et les règlements du Comité paritaire du Commerce de l'alimentation en gros de Québec, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3157 du 16 août 1944 et subséquemment modifiés à plusieurs reprises, soient de nouveau modifiés de la façon suivante:

L'article 5 est remplacé par le suivant:

« *Article 5:* Les membres désignés par les salariés doivent être membres du Syndicat Catholique des Employés de l'Alimentation en Gros de Québec Inc., et être nommés ou élus par ce dernier syndicat. »

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
23418-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 350

Québec, le 14 février 1968.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de laiterie dans la ville de Québec et la cité de Lévis et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de laiterie dans la ville de Québec et la cité de Lévis et un rayon de (10) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai

17. Section 11.02 is replaced by the following:

"11.02 Every employee who, on each May 1st, has two (2) or more years' continuous service with the same employer shall be granted two (2) weeks, vacation. Vacation pay equals 4% of total wages earned between May 1st of the previous year and April 30th of the current year."

18. Section 11.03 is superseded by the following:

"11.03 Every employee who, on each May 1st, has ten (10) or more years' continuous service with the same employer shall be granted three (3) weeks' vacation. Vacation pay equals 6% of total wages earned between May 1st of the previous year and April 30th of the current year."

19. In section 14.00 (Duration of the Decree), the words "March 31, 1967" are replaced by the words "December 31, 1968."

JACQUES PRÉMONT,
23418-o-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 349

Quebec February 14, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the constitution and to the by-laws of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the constitution and by-laws of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee (approved by Order in Council number 3157, dated August 16, 1944, and oft-amended thereafter) be once again amended as follows:

Section 5 is superseded by the following:

"*Section 5:* The members appointed by the employees shall be members of the *Syndicat Catholique des Employés de l'Alimentation en Gros de Québec Inc.*, and shall be appointed or elected by the aforementioned union."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
23418-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 350

Quebec, February 14, 1968.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting Dairy Employees in the cities of Quebec and Lévis and a ten (10) mile radius of their limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting Dairy Employees in the cities of Quebec and Levis and a ten mile radius of their limits, made obligatory by Decree number 481 of May 5, 1949, as amended, have petitioned the Minister of Labour to submit

1949 et amendements, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 décembre 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 481, soit modifié comme suit:

1° À l'article I (Définitions):

a) Le paragraphe « *g*-1 » (Contremaître) est biffé.

b) Au paragraphe « *g*-4 » la description de la catégorie « A » est remplacée par la suivante:

« *Catégorie « A »:* désigne tout conducteur (mécanicien) de machine fixe, chauffeur de chaudière, peintre, menuisier et gardien de nuit. »

c) Au paragraphe « *g*-4 » (Hommes de service — Catégorie « D »), les mots « 30 ans » sont biffés et remplacés par « 21 ans ».

2° L'article IV est remplacé par le suivant:

« IV. *Salaires minimaux:*

Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, doit recevoir un salaire au moins égal à celui qui est fixé ci-après pour son emploi.

	Par semaine
Essayeur	$ 81.00
Préposé à la fabrication	81.00
Expéditeur	82.00
Homme de service:	
Catégorie « A »	79.00
Catégorie « B »	76.00
Catégorie « C »	75.00
Catégorie « D »	48.00

Le vendeur sur la livraison du lait qui travaille régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 55 heures ou moins, doit recevoir $44 pour les premiers 2,000 points, plus $0.02 par point additionnel pour toute vente de lait au détail, et $0.01½ par point additionnel pour toute vente de lait en gros.

Pour l'évaluation des points, une pinte de lait représente 1 point, une chopine ½ point et un demiard ¼ de point.

La commission sur le beurre doit être de $0.02 la livre sur toute vente faite au prix de détail et ½ cent la livre sur toute vente faite au gros.

La commission sur la crème doit être de $0.02½ sur chaque chopine de crème vendue au prix de détail et de $0.0½ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission forment un montant inférieur à $60 doit recevoir un salaire garanti pour ce montant.

Salaire garanti:	*Par semaine*
Vendeur de crème glacée	$ 72.00
Livreur	77.00
Aide	55.00
	L'heure
Employé occasionnel	$ 1.55

Aucun salarié ne doit subir de diminution de son salaire pour les jours de fêtes religieuses d'obligation, les jours fériés chômés et les jours de congé.

certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette* of December 30, 1967:

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said Decree number 481 be amended as follows:

1. In section I (Definitions:)

(*a*) subsection "*g*-1" (Foreman) is stricken out.

(*b*) in subsection "*g*-4", the description of Category "A" is replaced by the following:

"*Category "A":* means any stationary engineman, boiler fireman, painter, joiner and night watchman."

(*c*) in subsection "*g*-4" (Service man — Category "D"), the words "thirty (30)" are superseded by the words "twenty-one (21)";

2. Section IV is superseded by the following:

"IV. *Minimum wages:*

No employee, regardless of payment method, shall be paid less than the following wage rates:

	Per week
Tester	$ 81.00
Production worker	81.00
Shipper	82.00
Service men:	
Category "A"	79.00
Category "B"	76.00
Category "C"	75.00
Category "D"	48.00

Salesmen on a milk route who regularly works a 55-hour week or less shall be paid $44 for the first 2,000 points plus 2¢ for each additional point on retail milk sales and 1½¢ for each additional point on wholesale milk sales.

When computing points, one quart of milk equals 1 point; one pint, ½ point; one halfpint, ¼ point.

Commission on butter sales shall be 2¢ a pund on retail sales and ½¢ a pound on wholesale sales.

Commission on cream sales shall be 2½¢ a pint on retail sales and ½¢ a pint on wholesale sales.

Any salesman whose salary and commission total less than $60 a week, shall receive such guaranteed wage.

Guaranteed wage:	*Per week*
Ice cream salesman	$ 72.00
Deliveryman	77.00
Helper	55.00
	Per hour
Occasional employee	$ 1.55

No reduction in wages shall be made for religious holidays, non-working days and days off.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail exigé d'un salarié, autre qu'un employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article à moins que la diminution des heures ne soit occasionnée par des circonstances indépendantes de la volonté de l'employeur.

Si l'ordonnance générale de la Commission du salaire minimum rend obligatoires des taux de salaires supérieurs à ceux fixés par le présent décret, ceux-ci sont automatiquement ajustés à ceux établis par ladite ordonnance. »

3° L'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Heures de travail:*

a) Pour les employés vendeurs, la semaine normale de travail est de cinquante-cinq (55) heures; pour les autres salariés, la semaine normale est de quarante-huit (48) heures.

b) Tout travail effectué l'un ou l'autre des jours fériés chômés et payés doit être rémunéré au taux effectif majoré de 100%, en plus de la rémunération de la semaine normale de travail.

Cependant, lorsque dans une semaine, il y a un jour férié ou une fête religieuse d'obligation, la semaine normale établie au présent article est réduite de huit (8) heures.

Aucun employeur, salarié ou artisan ne doit livrer, sauf en cas d'urgence, de produits laitiers les dimanches et jours de fêtes religieuses à un vendeur ou artisan. »

4° L'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Heures supplémentaires:*

Tout travail effectué en plus des heures normales de travail doit être rémunéré au taux effectif majoré de 50%. Tout travail effectué le dimanche doit être rémunéré au taux effectif majoré de 100%, en plus de la rémunération hebdomadaire.

Quand dans une semaine donnée, un employé doit s'absenter de son travail pour les motifs suivants: décès d'un proche parent, mariage ou naissance, l'employeur doit réduire de la semaine normale de travail l'équivalent d'une journée ou d'une demi-journée de travail selon le cas et payer le salarié au taux effectif majoré de 50% pour tout travail effectué en plus de la semaine normale ainsi réduite par ces absences motivées. »

5° L'article VII (Clauses relatives aux petits laitiers) est remplacé par le suivant:

« VII. *Clausses relatives aux petits laitiers:*

a) *Salaires minimaux:* Tout salarié d'un petit laitier, quel que soit le mode de sa rémunération doit recevoir un salaire au moins égal à celui fixé ci-après pour son emploi:

	Par semaine
Aide	$ 55.00
Livreur	60.00

b) *Durée du travail:* La semaine régulière de travail est de cinquante-cinq (55) heures sur la livraison et de quarante-huit (48) heures pour les autres salariés. »

6° L'article VIII (Gîte et couvert) est radié.

7° À l'article XV, les mots « un dollar et vingt-cinq sous ($1.25) » sont remplacés par les mots « un dollar et cinquante-cinq cents ($1.55). »

8° À l'article XXII (Durée du décret), les mots « 1er mars 1961 » sont remplacés par les mots « 1er mars 1969 ».

Le greffier du Conseil exécutif,

23418-o JACQUES PRÉMONT.

In a given week, should the number of working hours required of an employee (other than an occasional employee) be less than the standard work week, there shall be no reduction in the wages set forth in this section, unless the shorter working hours be due to circumstances beyond the employer's control."

If the General Ordinance of the Minimum Wage Commission stipulates higher wage rates than those established by the present decree, the latter shall be automatically adjusted to those established by the said Ordinance."

3. Section V is superseded by the following:

"V. *Hours of work:* (*a*) Standard working hours in a week shall not exceed fifty-five (55) for salesmen and forty-eight (48) for all other employees.

(*b*) Besides payment for the standard work week, all work performed on a general holiday with pay shall be paid at double time.

When a general holiday or a religious holiday occurs in a given week, there shall be an 8-hour reduction in the standard work week stipulated herein.

Except in emergencies, no employer, employee or artisan shall deliver milk products to a salesman or artisan (jobber) on Sundays and religious holidays."

4. Section VI is superseded by the following:

"VI. *Overtime:* Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard working hours. Besides weekly wages, double time shall be paid for all work performed on Sundays.

When in a given week an employee must be absent from work because of the death of a close relative, a wedding or a birth, the employer shall reduce the standard work week by one or one-half day, as the case may be, and pay time and one half for all work performed over and above the standard work week so reduced."

5. Section VII (Provisions respecting unpasteurized milk dealers) is superseded by the following:

"VII. (*Provisions respecting unpasteurized milk dealers*):

"(*a*) *Minimum wages:* Regardless of payment method, no employee of an unpasteurized milk dealer shall be paid less than the following wage rates:

	Per week
Helper	$ 55.00
Deliveryman	60.00

(*b*) *Hours of work:* Standard working hours in a week shall not exceed fifty-five (55) for employees working on deliveries and forty-eight (48) for all other employees."

6. Section VIII (Room and board) is abrogated.

7. In section XV, "$1.25" is replaced by "$1.55".

8. In section XXII (Duration of the decree), the words "March 1st, 1961" are superseded by the words "March 1st, 1969".

JACQUES PRÉMONT,

23418-o *Clerk of the Executive Council.*

Avis divers

Ville de Châteauguay

Avis est par les présentes donné qu'en date du 30 janvier 1968, le Conseil municipal de la ville de Châteauguay, a adopté un règlement portant le numéro 341 pourvoyant à la fusion de la ville de Châteauguay et de la ville de Châteauguay Heights conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14 Elizabeth II, 1965).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights et créant une nouvelle municipalité sous le nom de ville de Châteauguay.

Le territoire de la ville de Châteauguay comprendra le territoire actuel de la ville de Châteauguay et celui de la ville de Châteauguay Heights, dont la description technique et le plan sont annexés au règlement de fusion. La ville de Châteauguay sera régie par la Loi des cités et villes, aura un statut de cité, et sera divisée en huit (8) quartiers, dont le plan et la description sont annexés au règlement de fusion, et elle sera administrée par un conseil composé d'un Maire et de huit (8) échevins.

La première élection générale du Maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1968, et les élections générales subséquentes auront lieu tous les trois (3) ans le premier dimanche de novembre.

Avant la première élection générale, la ville de Châteauguay sera administrée par un conseil provisoire composé d'un maire, soit le Maire actuel de la ville de Châteauguay et de dix (10) échevins, soit les échevins actuels de la ville de Châteauguay et de deux (2) membres du conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights choisis par résolution du conseil.

La première séance du conseil provisoire aura lieu le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de ville de la ville de Châteauguay, au numéro 5, rue de la Station, à 20.30.

Toutes les dispositions spéciales concernant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights sont abrogées sauf les dispositions suivantes:

La Loi 12 Georges VI, chapitre 79, article 15, la Loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 104, article 20 et la Loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 112.

Les règlements numéros 126 et 127 de la ville de Châteauguay concernant le fond de roulement s'appliqueront à toute la municipalité.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de ville de Châteauguay, au numéro 5 rue de la Station.

Les propriétaires peuvent s'apposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Châteauguay, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE HURTIBISE, C.A.

23335-7-2-o

Miscellaneous Notices

Town of Châteauguay

Notice is hereby given that on January the 30, 1968, the municipal council of the town of Châteauguay passed a by-law bearing number 341 providing for the amalgamation of the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights according to the voluntary Amalgamation of the municipalities Act (13-14 Elizabeth II, 1965).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights and creating a new municipality known as the town of Châteauguay.

The territory of the town of Châteauguay shall include the actual territory of the town of Châteauguay and of the town of Châteauguay Heights, a technical description and a plan of this territory being annexed to the by-law. The town of Châteauguay shall be a city municipality governed by the cities and towns Act, and shall be divided into eight (8) wards described on a plan annexed to the by-law, and the town of Châteauguay shall be administered by a mayor and eight (8) aldermen.

The first general election shall take place on the first Sunday of November 1968, and the following general elections shall take place every three (3) years on the first Sunday of November.

Before the first general election, the town of Châteauguay shall be administered by a provisional council including a mayor, the actual mayor of the town of Châteauguay, and ten (10) aldermen, the actual aldermen of the town of Châteauguay, plus two (2) members of the municipal council of the town of Châteauguay Heights chosen by resolution of council of this town.

The first general sitting of the provisional council shall be held on the 2nd Monday following the coming into force of the letters patent and shall take place at the Châteauguay Town Hall, at 5 Station Avenue, at 20:30 o'clock.

All special legislative provisions governing the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights are repealed except the following:

The Act 12 George VI, chapter 79, section 15; the Act 4-5 Elizabeth II, chaptre 104, section 20; and the Act 15-16 Elizabeth II chaptre 112.

By-laws number 126 and 127 of the town of Châteauguay concerning the working fund shlla apply to the entire municipality.

This by-law providing for the amalgamation of the two (2) municipalities, and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Châteauguay Town Hall, 5 Station Avenue, Châteauguay.

The property-owners of both municipalities who object to the amalgamation may, in the month following the month during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Quebec City, Province of Quebec.

Given at Châteauguay, this 9th day of February 1968.

CLAUDE HURTUBISE, C.A.,
Secretary-Treasurer.

23335-7-2-o

Ville de Châteauguay Heights

Avis est par les présentes donné qu'en date du 8 février 1968, le Conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights, a adopté un règlement portant le numéro 55 pourvoyant à la fusion de la ville de Châteauguay et de la ville de Châteauguay Heights conformément à la Loi de la fusion volontaire des municipalités (13-14 Eliz. II, 1965).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Châteauguay et la vilie de Châteauguay-Heights et créant une nouvelle municipalité sous le nom de ville de Châteauguay.

Le territoire de la ville de Châteauguay comprendra le territoire actuel de la ville de Châteauguay et celui de la ville de Châteauguay Heights, dont la description technique et le plan sont annexés au règlement de fusion. La ville de Châteauguay sera régie par la Loi des cités et villes, aura un statut de cité, et sera divisée en huit (8) quartiers, dont le plan et la description sont annexés au règlement de fusion, et elle sera administrée par un conseil composé d'un maire et de huit (8) échevins.

La première élection générale du Maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1968, et les élections générales subséquentes auront lieu tous les trois (3) ans le premier dimanche de novembre.

Avant la première élection générale, la ville de Châteauguay sera administrée par un conseil provisoire composé d'un maire, soit le Maire actuel de la ville de Châteauguay et de dix (10) échevins, soit les échevins actuels de la ville de Châteauguay et de deux (2) membres du conseil municipal de la ville de Châteauguay Heights choisis par résolution du conseil.

La première séance du conseil provisoire aura lieu le deuxième lundi suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes et elle aura lieu à l'Hôtel de ville de la ville de Châteauguay, au numéro 5, rue de la Station, à 20:30.

Toutes les dispositions spéciales concernant la ville de Châteauguay et la ville de Châteauguay Heights sont abrogées sauf les dispositions suivantes:

La Loi 12 Georges VI, chap. 79, art. 15, la Loi 4-5 Eliz. II, chap. 104, art. 20 et la Loi 15-16 Eliz. II, chap. 112.

Les règlements numéros 126 et 127 de la ville de Châteauguay concernant le fond de roulement s'appliqueront à toute la municipalité.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du Secrétaire-Trésorier à l'Hôtel de Ville de Châteauguay Heights, au numéro 70 rue Carlyle, Châteauguay Heights.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la Loi, et faire connaître les motifs de leurs opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Châteauguay Heights, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
(S.) THELMA CLARKE.

23336-7-2-o

Town of Châteauguay Heights

Notice is hereby given that on February the 8th 1968, the Municipal Council of the town of Châteauguay Heights passed a By-law bearing number 55 providing for the amalgamation of the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (13-14 Eliz. II, 1965).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights and creating a new Municipality known as the town of Châteauguay.

The territory of the town of Châteauguay shall include the actual territory of the town of Châteauguay and of the town of Châteauguay Heights, a technical description and a plan of this territory being annexed to the by-law. The town of Châteauguay shall be a city municipality governed by the Cities and Towns Act, and shall be divided into eight (8) wards described on a plan annexed to the By-law, and the town of Châteauguay shall be administered by a Mayor and eight (8) aldermen.

The first general election shall take place on the first Sunday of November 1968, and the following general elections shall take place every three (3) years on the first Sunday of November.

Before the first general election, the town of Châteauguay shall be administered by a provisional Council including a Mayor, the actual mayor of the town of Châteauguay, and ten (10) aldermen, the actual aldermen of the town of Châteauguay, plus two (2) members of the Municipal Council of the town of Châteauguay Heights chosen by resolution of Council.

The first general sitting of the provisional Council shall be held on the 2nd Monday following the coming into force of the letters patent and shall take place at the Châteauguay Town Hall, at 5 Station Avenue, at 20:30 o'clock.

All special legislative provisions governing the town of Châteauguay and the town of Châteauguay Heights are repealed except the following:

The Act 12 George VI, chapter 79, section 15; the Act 4-5 Eliz. II, chapter 104, section 20; and the Act 15-16 Eliz. II, chapter 112.

By-laws number 126 and 127 of the town of Châteauguay concerning the working fund shall apply to the entire municipality.

This by-law providing for the amalgamation of the two (2) municipalities, and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Châteauguay Heights Town Hall, 70 Carlyle, Châteauguay Heights.

The property-owners of both municipalities who object to the amalgamation may, in the month following the month during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Quebec City, Province of Quebec.

Given at Châteauguay Heights, this 9th day of February 1968.

(S.) THELMA CLARKE,
Secretary-Treasurer.

23336-7-2-o

Peter Szmuk

Peter Szmuk, résidant au 3765 Dupuis, Montréal, présentera une requête pour accorder le changement de son nom en Peter Stone.

Montréal, le 7 février 1968.

Les procureurs du requérant,
DU MESNIL, FORTIER,
23339-7-2-o MAILHOT, TARDI.

Peter Szmuk

Peter Szmuk, residing at 3765 Dupuis St. Montreal, will apply to grant the change of his surname to Peter Stone.

Montreal, February 7, 1968.

DU MESNIL, FORTIER,
MAILHOT, TARDI,
23339-7-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Mr. You Soon Jang

Avis est donné que Mr. You Soon Jang s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir que son nom soit changé en celui de M. Peter Wong et Mme Ping Ngan Jang devra changer son nom en celui de Mme Ping Ngan Wong.

Montréal, 2 février 1968.

Le procureur du pétitionnaire,
23347-7-2 A. ARNOLD LECHTER.

Mr. You Soon Jang

Notice is hereby given that Mr. You Soon Jang will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Peter Wong and Mrs. Ping Ngan Jang will change her name to Mrs. Ping Ngan Wong.

Montreal, February 2, 1968.

A. ARNOLD LECHTER,
23347-7-2-o *Attorney for Petitioner.*

Rose Tilles (Soler)

Avis est par les présentes donné, que conformément au projet de loi 31, loi concernant les changements de noms, Rose Tilles (Soler), de Montréal, Québec, sollicite du Secrétaire provincial la permission de changer son nom à Rose de Soler.

Montréal, 1er février 1968.
23348-7-2-o ROSE TILLES (SOLER).

Rose Tilles (Soler)

Notice is hereby given, pursuant to bill 31, change of name Act, that Rose Tilles (Soler), of Montréal, Quebec, is making application to the Provincial Secretary for change of name to Rose de Soler.

Montreal, February, 1 1968.
23348-7-2-o ROSE TILLES (SOLER).

Theodore Allan Wass

Avis est par les présentes donné que Theodore Allan Wass, homme d'affaires, des cité et district de Montréal, et y résidant au 3445, rue Hutchison, app. 206, fera une requête au Secrétaire de la Province de Québec pour obtenir un décret du lieutenant-gouverneur en conseil changeant son nom de Theodore Allan Wass en celui de Theodore Alan Bonder.

Montréal, le 9 février 1968.

Les procureurs du requérant,
MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER
& TAVISS
23349-7-2 Par: JOSEPH TARASOFSKY.

Theodore Allan Wass

Notice is hereby given that Theodore Allan Wass, businessman, of the city and district of Montreal, and residing therein at 3445 Hutchison Street, Apt. 206, will present a petition to the Secretary of the Province of Quebec for a decree of the Lieutenant-Governor in Council changing his name from Theodore Allan Wass to Theodore Alan Bonder.

Montreal, February 9, 1968.

MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER
& TAVISS
Per: JOSEPH TARASOFSKY,
23349-7-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Zacharia Isaac Hara

Avis est donné par les présentes que Zacharia I. Hara, résidant à 6940, Avenue Fielding, app. 503, dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Zacharie I. Hara.

Montréal, le 25 janvier 1968.

Les procureurs du requérant,
23367-7-2-o POPOVICI & POPOVICI.

Zacharia Isaac Hara

Notice is hereby given that Zacharia I. Hara, residing at 6940 Fielding Avenue, Apt. 503, in the town and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for a decree to change his name into that of Zacharie I. Hara.

Montreal, January 25, 1968.

POPOVICI & POPOVICI,
23367-7-2 *Attorneys for the petitioner.*

Jack Marcovitz

Avis est donné par ces présentes que Jack Marcovitz, gérant, de la ville de Hampstead, district de Montréal, résidant et domicilié au numéro 177 Harland, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom, demandant un changement de son nom patronymique de « Marcovitz » à « Marco ». Ce changement bénéficiera l'épouse du requérant, Dame Lillian Marcovitz, et les enfants, issues du marriage entre le requétant et son épouse, à savoir: Arlene Dianne Marcovitz, Gary Philip Marcovitz et Gerald Allan Marcovitz, tous de la même adresse que le requérant.

Les avocats du requérant,
23368-7-2-o BLANSHAY & BLANSHAY.

Jack Marcovitz

Notice is hereby given that Jack Marcovitz, food executive, of the city of Hampstead, district of Montreal, and therein residing at 177 Harland Street, will make application to the Lieutenant-Governor in council, of the province of Quebec, under the change of name act, requesting a change of surname from: "Marcovitz" to "Marco". Such change will benefit the wife of the applicant, Dame Lillian Marcovitz, and the children, issue of the marriage of the applicant and his said wife, namely: Arlene Dianne Marcovitz, Gary Philip Marcovitz and Gerald Allan Marcovitz, of the same address as the applicant.

BLANSHAY & BLANSHAY,
23368-7-2-o *Attorneys for petitioner.*

Saul Marcovitz

Avis est donnée par ces présentes que Saul Marcovitz, gérant, de la ville de Hampstead, district de Montréal, résidant et domicilié au numéro 74 Downshire Road, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom, demandant un changement de son nom patronymique de « Marcovitz » à « Marco ». Ce changement bénéficiera l'épouse du requérant, Dame Goldie Marcovitz, et les enfants, issues du marriage entre le requérant et son épouse, à savoir: Gilda Rosalyn Marcovitz et Barry David Marcovitz, tous de la même adresse que le requérant.

Les avocats du requérant,
23369-7-2-o BLANSHAY & BLANSHAY.

William Shetisky

Avis est donné que William Shetisky demeurant à 2240, Decelles, St-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de William Sherman et le nom de famille de son enfant mineur Karen Marlene Shetisky, tous résidant à la même adresse, en celui de « Sherman », lesdits noms devant servir à toutes fins légales.

Montréal, 7 février 1968.

Le procureur du pétitionnaire,
23370-7-2 MONROE A. CHARLAP.

Jozsef Lajos Abraham

Avis est donné que Jozsef Lajos Abraham, économiste, domicilié et résidant à 3614 rue St-Urbain, Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir un décret permettant de changer son nom en celui de Jozsef Lajos Alvinczy, en vertu des dispositions de la Loi du changement de nom 13-14 Elizabeth II, 1965, chapitre 77.

Montréal, 10 février 1968.

Le requérant,
23371-7-2-o JOZSEF LAJOS ABRAHAM.

Joseph, Fernand, Guy Charbonneau

Avis est par les présentes donné que Joseph, Fernand, Guy Charbonneau domicilié à 6853, rue Garnier, à Montréal, district de Montréal, présentera une requête à l'honorable Secrétaire de la Province de Québec, pour changer son nom en celui de Joseph, Fernand, Guy Rocheleau, et d'en faire bénéficier sa femme Christiane Charbonneau (née Marsan) domiciliée au même endroit.

Montréal, 5 février 1968.

Les procureurs du requérant,
PINARD, MARTEL, BRASSARD,
23312-7-2-o DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN.

Rosianne Lacroix

Avis est par les présentes donné que Mlle Rosianne Lacroix, fille majeure, sans profession, domiciliée et résidant à 4551 rue St-Denis, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour l'adoption d'un décret lui permettant de changer son nom en celui de Rosianne Parent.

Montréal, le 8 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23338-7-2-o BOURDON et BOURDON.

Saul Marcovitz

Notice is hereby given that Saul Marcovitz, food executive, of the city of Hampstead, district of Montreal, and therein residing at 74 Downshire Road, will make application to the Lieutenant-Governor in Council, of the province of Quebec, under the change of name Act, requesting a change of surname from: "Marcovitz" to "Marco". Such change will benefit the wife of the applicant, Dame Goldie Marcovitz, and the children, issue of the marriage of the applicant and his wife, namely: Gilda Rosalyn Marcovitz and Barry David Marcovitz, of the same address as the applicant.

BLANSHAY & BLANSHAY,
23369-7-2-o *Attorneys for petitioner.*

William Shetisky

Notice is hereby given that William Shetisky residing at 2240 Decelles, St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of William Sherman and the family name of his minor child Karen Marlene Shetisky, all residing at the same address, to that of "Sherman", the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, February 7, 1968.

MONROE A. CHARLAP,
23370-7-2-o *Attorney for petitioner.*

Jozsef Lajos Abraham

Notice is hereby given that Jozsef Lajos Abraham, economist, domiciled and residing at 3614 St. Urbain Street, Montreal, will apply to the Provincial Secretary in order to obtain a decree allowing him to change his name into that of Jozsef Lajos Alvinczy, pursuant to the provisions of the Change of Name Act 13-14 Elizabeth II, 1965, chapter 77.

Montreal, February 10, 1968.

JOZSEF LAJOS ABRAHAM,
23371-7-2 *Petitioner.*

Joseph, Fernand, Guy Charbonneau

Notice is hereby given that Joseph, Fernand, Guy Charbonneau domiciled at 6853 Garnier Street, in Montreal, district of Montreal, will present a petition to the Honourable Secretary of the Province of Quebec for the purpose of changing his name to that of Joseph, Fernand, Guy Rocheleau and that this change of name will also affect his wife Christiane Charbonneau (born Marsan) domiciled at the same place.

Montreal, February 5, 1968.

PINARD, MARTEL, BRASSARD,
DESCHAMPS, CANTIN & CANTIN,
23312-7-2 *Attorneys for the Applicant.*

Rosianne Lacroix

Notice is hereby given that Miss Rosianne Lacroix, spinster of full age, of majority, unemployed, residing at 4551 St-Denis, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council for an order changing her name to Rosianne Parent.

Montreal, February 8, 1968.

BOURDON et BOURDON,
23338-7-2-o *Attorneys for the applicant.*

Philip Joseph Horne

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 308, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Philip Joseph Hirschorn en celui de Philip Joseph Horne.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Eugene Ditny

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 304, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Eugenij Mnohoditnei en celui de Eugene Ditny.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Mario Revi

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 306, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Mario Verrecchia en celui de Mario Revi.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

William Thomas Bates

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 311, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de William Thomas Batt en celui de William Thomas Bates.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Long Tung Tam

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 305, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Sun Kai Lee en celui de Long Tung Tam.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Donald Matthew Lane

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 307, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Taunio Matais Lappi en celui de Donald Matthew Lane.

Québec, le 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Gail Patricia Lapierre

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 309, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Gail Patricia Barker en celui de Gail Patricia Lapierre.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Marie Blanche Lilly Flore Geoffrion

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 310, du 8 février 1968, d'effectuer le changement de nom de Marie Blanche Laure Lilly Geoffrion en celui de Marie Blanche Lilly Flore Geoffrion.

Québec, 16 février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,

23417-o RAYMOND DOUVILLE.

Philip Joseph Horne

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 308, dated February 8, 1968, to change the name of Philip Joseph Hirschorn to that of Philip Joseph Horne.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Eugene Ditny

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 304, dated February 8, 1968, to change the name of Eugenij Mnohoditnei to that of Eugene Ditny.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Mario Revi

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 306, dated February 8, 1968, to change the name of Mario Verrecchia to that of Mario Revi.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

William Thomas Bates

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 311, dated February 8, 1968, to change the name of William Thomas Batt to that of William Thomas Bates.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Long Tung Tam

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 305, dated February 8, 1968, to change the name of Sun Kai Lee to that of Long Tung Tam.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Donald Matthew Lane

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 307, dated February 8, 1968, to change the name of Taunio Matais Lappi to that of Donald Matthew Lane.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Gail Patricia Lapierre

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 309, dated February 8, 1968, to change the name of Gail Patricia Barker to that of Gail Patricia Lapierre.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Marie Blanche Lilly Flore Geoffrion

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 310, dated February 8, 1968, to change the name of Marie Blanche Laure Lilly Geoffrion to that of Marie Blanche Lilly Flore Geoffrion.

Quebec, February 16, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,

23417 *Assistant Secretary of the Province.*

Herman Bernard Korsonsky

Avis est par es présentes donné que Herman Bernard Korsonsky, gérant de bureau, domicilié à 4694, rue De la Peltrie, de la cité et du district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'adoption d'un décret changeant son nom en celui de Germain Carson, ledit changement concernant également son épouse née Marcelle Baruch, et ses filles mineures, Viviane Korsonsky et Claudette Korsonsky, toutes domici iées au même endroit.

Montréal, le 16 février 1968.

Le procureur du demandeur,

23458-8-2-o MAX COBLENTZ, C.R.

Herman Bernard Korsonsky

Notice is hereby given that Herman Bernard Korsonsky, office manager, residing at 4694 De la Peltrie Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Germain Carson, said change of name shall also benefit his wife, nee Marcelle Baruch, and his minor daughters, Viviane Korsonsky and Claudette Korsonsky, all of the same address.

Montreal, February 16, 1968.

MAX COBLENTZ, Q.C.,

23458-8-2-o *Attorney for the Applicant.*

Elliot Lifshitz

Avis est donné que M. Elliot Lifshitz, demeurant au 2820, Willowdale, ville de Montréal, présente auprès du secrétaire de la province la requête du changement de son nom en celui de Elliot Lifson.

23459-8-2-o

Elliot Lifshitz

Notice is hereby given that Mr. Elliot Lifshitz, residing at 2820 Willowdale, city of Montreal, is applying to the Provincial Secretary for leave to change his name to that of Elliot Lifson.

23459-8-2-o

Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal

Avis de rachat

Obligations de 6 5/8% du fonds d'amortissement datées du 1er avril 1967, échéance le 1er avril 1992.

Avis est par les présentes donné aux détenteurs des obligations de 6 5/8% du fonds d'amortissement du « Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal », datées du 1er avril 1967, échéant le 1er avril 1992 que, conformément aux dispositions énoncées dans lesdites obligations et sous l'autorité de la résolution dudit Bureau passée le 28 février 1967 et au chapitre 171 des Statuts refondus de Québec, 1964, les obligations suivantes s'élevant à la somme principale globale de quarate et un mille dollard ($41,000) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations d'une valeur de $5,000 portant les numéros: YVM 001, YVM 002, YVM 003 YVM 004, YVM 005.

Les obligations d'une valeur de $1,000 numérotées: YM 001, YM 002, YM 003, YM 004, YM 005, YM 006, YM 007, YM 008, YM 009, YM 010, YM 011, YM 012, YM 013, YM 014, YM 015 YM 016.

sont par les présentes appelées pour rachat le 1er avril 1968 pour les fins du fond d'amortissement à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à ladite date de rachat.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale des États-Unis d'Amérique à « The Royal Bank of Canada Trust Company « ou à « The Bank of Montreal Trust Company », en la cité de New York, New York, États-Unis d'Amérique, au choix du détenteur, sur présentation et livraison desdites obligations, avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant le 1er avril 1968. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les documents nécessaires au transfert.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur lesdites obligations cessera à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêt devant s'accroître après ladite date deviendront nuls et sans valeur.

Daté à Montréal, ce 9e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,

23502 ROBERT JAPP.

The Protestant School Board of Greater Montreal

Notice of redemption

6 5/8% Sinking Fund Bonds dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992.

Notice is hereby given to the holders of the 6 5/8% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated April 1, 1967 maturing April 1, 1992 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on February 28, 1967 and of chapter 171 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, the following bonds aggregating in principal amount forty-one thousand Dollars ($41,000) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of $5,000 numbered: YVM 001, YVM 002, YVM 003, YVM 004, YVM 005.

Bonds of the denomination of $1,000 numbered: YM 001, YM 002, YM 003, YM 004, YM 005 YM 006, YM 007, YM 008, YM 009, YM 010, YM 011, YM 012, YM 013, YM 014, YM 015, YM 016.

are hereby called for redemption on April 1, 1969 for sinking fund purposes at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America at The Royal Bank of Canada Trust Company or the Bank of Montreal Trust Company in the city of New York, New York, United States of America at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after April 1, 1968 attached. Bonds registrerd as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this 9th day of February, 1968.

ROBERT JAPP,

23502-o *Secretary-Treasurer.*

Discours du Trône

Honorables messieurs
du Conseil législatif,
Madame et messieurs
de l'Assemblée législative,

Au cours des derniers douze mois, le Québec a participé à plusieurs événements d'une très haute portée historique.

Nous avons eu la joie d'accueillir, à l'occasion de l'Exposition Universelle et Internationale de Montréal, de nombreux chefs d'État et des millions de visiteurs venus de toutes les parties du monde. Grâce au concours spontané de toute la population, grâce aussi au caractère unique que lui conférait l'apport conjugué de nos deux communautés culturelles, l'Expo 67 a été une éclatante réussite, dont nous pouvons déjà entrevoir les plus heureux prolongements.

A l'invitation du premier ministre de l'Ontario, les dirigeants des dix provinces canadiennes se sont réunis à Toronto, en novembre dernier, pour échanger leurs vues sur la « Confédération de demain ». Ce fut le début d'un fructueux dialogue qui s'est poursuivi à Ottawa ces jours derniers, lors de la conférence intergouvernementale présidée par le premier ministre du Canada.

A ces deux conférences, votre gouvernement a voulu exposer clairement l'urgence d'une constitution nouvelle, qui tienne compte à la fois de la double dimension culturelle de notre pays, des impératifs de la solidarité canadienne et des responsabilités qui incombent au Québec comme seule expression politique d'une majorité francophone.

Tous les participants ont reconnu que les Canadiens français des autres provinces doivent jouir des mêmes droits que les Canadiens anglophones du Québec. Ils ont également accepté de remettre en question les structures politiques de notre pays. Une conférence permanente et d'autres mécanismes ont été établis pour continuer en profondeur le réaménagement de la constitution canadienne, spécialement en ce qui concerne le partage des compétences entre les deux ordres de gouvernement.

La tâche est de taille, tout le monde en conviendra. Il faudra, pour en arriver à des résultats concrets dans un délai raisonnable, beaucoup de bonne foi de part et d'autre.

Tout en suivant de près les travaux de cette conférence, la Législature pourra concentrer son attention sur la constitution interne du Québec et sur les initiatives propres à accélérer le progrès culturel, social et économique de notre population.

Le temps est venu de procéder à une réforme de nos institutions parlementaires, pour en faire un instrument moderne et efficace au service de la communauté québecoise.

On vous soumettra aussi divers projets de loi pour assurer la bonne administration, l'efficacité et le dynamisme de nos institutions municipales. Il importe de sauvegarder en ce domaine la primauté du bien commun, les intérêts des contribuables et l'exercice des responsabilités civiques.

L'éducation demeure de toute évidence l'une des grandes priorités du Québec moderne. Après en avoir complété les structures jusqu'au niveau collégial inclusivement, vous aurez à vous préoccuper spécialement de la coordination de l'enseignement et de la recherche au niveau

Speech from the Throne

Honourable gentlemen
of the Legislative Council,
Members
of the Legislative Assembly

During the past twelve months Quebec participated in a number of events of great historic significance.

On the occasion of the Montreal Universal and International Exhibition we has the pleasure of welcoming many Heads of State and millions of visitors from all over the world. Thanks to the spontaneous response of all our people, and also to the unique character it derived from the joint contribution of out two cultural communities, Expo 67 was a resounding success, the felicitous consequences of which can already be foreseen.

On the invitation of the Prime Minister of Ontario, the executives of the ten Canadian provinces met in Toronto last November for an exchange of views on the "Confederation of Tomorrow". This marked the beginning of a fruitful dialogue which was recently continued at Ottawa at the Intergovernmental Conference under the chairmanship of the Prime Minister of Canada.

At both these conferences, your government forcefully pointed out the urgent need for a new constitution which would take into account, at the same time, the cultural duality of our country, the need for Canadian solidarity and the responsibilities incumbent upon Quebec as the only political expression of a French-speaking majority.

All the particpants acknowledged that French Canadians in other provinces must enjoy the same rights as English-speaking Canadians in Quebec. They also agreed to re-examine the political structure of our country. A continuing conference and other means have been set up to carry on in detail the revision of the Canadian constitution, especially with regard to the allotment of powers between the two levels of government.

That the task is enormous, none will deny. To achieve tangible results within a reasonable time will require a great deal of goodwill on both sides.

While following closely the work of this conference, the Legislature will be able to concentrate its attention on the internal constitution of Quebec and the necessary steps to be taken to accelerate the cultural, social and economic progress of out people.

The time has come to reform our parliamentary institutions and make of them a modern and effective instrument to serve the Quebec community.

Various bills will also be submitted to you in order to ensure the proper administration, efficiency and vigour of our municipal institutions. In this field it is important to safeguard the overriding priority of the common welfare, the interests of the ratepayers and the exercise of civic responsibility.

Education obviously continues to be one of the prime preoccupations of modern Quebec. When you have completed its structure up to and including the college level, you will be required to give particular attention to the co-ordination of university teaching and research. The govern-

universitaire. Le gouvernement vous proposera la création d'une autre université de langue française à Montréal et une loi-cadre sur les institutions privées.

Dans le plein exercice des droits et des pouvoirs exclusifs du Québec en matière d'éducation, vous aurez à vous pencher sur le problème de la radiodiffusion.

Sites historiques et archéologiques, monuments et musées, voilà autant d'éléments de notre patrimoine national que nous entendons protéger et mettre en valeur. Il faudra continuer à favoriser la déconcentration des moyens culturels et leur accessibilité.

La communauté québecoise doit se préoccuper également de renforcer et d'élargir les bases de son développement économique. C'est là une autre grande priorité de l'heure présente.

Déjà, notre Office de crédit industriel, créé l'an dernier, est en mesure d'apporter une contribution significative à l'expansion de notre économie. Il faudra doter le Québec de plusieurs instruments nouveaux, dont un Centre de Recherches industrielles.

La conjoncture actuelle nous commande de nous donner, dès maintenant, une politique complète et cohérente de l'énergie, embrassant les divers domaines du gaz, du pétrole et de l'électricité.

Afin de réaliser une politique d'ensemble, le gouvernement vous invitera à légiférer sur la conservation et la mise en valeur de l'eau. Le Québec est abandomment pourvu de cette richesse qui constitue un puissant facteur de progrès industriel en même temps que de bien-être. Un institut des sciences de l'eau sera créé.

Diverses mesures législatives vous seront présentées pour permettre de mieux planifier l'utilisation de notre domaine forestier.

Afin d'accélérer l'élan de notre industrie touristique, l'un des plus fermes soutiens de notre prospérité, il y aura lieu de moderniser nos lois de l'hôtellerie, des parcs provinciaux, de la chasse et de la pêche, de créer un Conseil supérieur de la faune et d'élargir les cadres du Conseil du Tourisme.

L'agriculture demeure, dans l'économie québécoise, un secteur absolument vital. Sa vigueur ou sa faiblesse rejaillissent directement sur tous les autres secteurs. La consolidation et la modernisation des fermes exigent des investissements considérables. Vous serez appelés à coordonner nos diverses lois touchant le crédit et le nantissement agricoles, afin d'en faire un outil efficace et moderne.

La stabilité économique, la paix sociale et une distribution équitable des richesses reposent sur de saines relations patronales-ouvrières. Le gouvernement vous proposera diverses modifications au Code du travail, dans le but de favoriser le règlement des différends dans la bonne foi, l'harmonie et la justice.

La prévention des accidents et des maladies industrielles, la réglementation du travail féminin, la protection du public dans l'industrie de la construction, la transformation et l'élargissement du rôle des organismes voués à la formation professionnelle, voilà autant de sujets sur lesquels vous serez appelés à légiférer.

Votre concours sera également requis pour grouper dans un ensemble logique et fonctionnel nos diverses mesures d'assistance et de bien-être et pour régionaliser les services. Une attention particulière sera accordée aux moyens de prévention et de réhabilitation.

ment will ask you to establish another French language university in Montreal and to pass a general act respecting private institutions.

In the full exercise of Quebec's exclusive rights and powers in the field of education, you will be required to apply yourselves to the problem of radio broadcasting.

Historic and archaeological sites, monuments and museums are so many ties contributing to the make-up of our national heritage, which we intend to protect and bring to the fore. We must continue to encourage the deconcentration and accessibility of cultural assets.

The Quebec community must also take steps to strengthen and broaden the bases of its economic development. This is another high priority at this time.

Our Industrial Credit Bureau, created last year, is already in a position to make a significant contribution to the expansion of our economy. Quebec will have to be provided with a number of new means, including an Industrial Research Centre.

The present situation makes it imperative for us to adopt, immediately, a comprehensive and coherent policy with respect to power, encompassing the various fields of gas, petroleum and electricity.

In order to establish a general policy, the government will ask you to legislate respecting the conservation and use of water. Quebec is abundantly endowed with this resource which is a potent factor in industrial progress and also in social welfare. An institute of sciences relating to water will be established.

Various legislative measures will be submitted to you to facilitate better planning for the use of our forests.

With a view to stimulating our tourist industry, one of the strongest bulwards of our prosperity, it will be expedient to modernize our laws respecting hotels, provincial parks and fish and game, to establish a Superior Wild Life Council and to broaden the scope of the Tourist Council.

Agriculture continues to be an absolutely vital sector of the Quebec economy. Its vigour or weakness reacts directly upon the other sectors. The consolidation and modernization of farms require large investments. You will be asked to co-ordinate our various laws respecting agricultural credit and security with a view to making of them an effective and up-to-date measure.

Economic stability, social peace and an equitable distribution of wealth depend on healthy management-labour relations. The government will propose to you certain amendments to the Labour Code designed to facilitate the just settlement of disputes in good faith and harmony.

The prevention of industrial accidents and diseases, the regulation of female labour, the protection of the public in the construction industry, and the transformation and enlargement of the rôle of vocational training institutions, are some of the subjects on which you will be asked to legislate.

Your concurrence will also be sought to group logically and functionnally our various statutes respecting social assistance and welfare, and to regionalize these services. Special attention will be given to means of prevention and rehabilitation.

Le gouvernement est désireux d'établir graduellement un système complet d'assurance maladie, au rythme des possibilités de l'économie québecoise et des moyens des contribuables. Pour ne pas imposer un fardeau démesuré, il accroîtra d'abord son aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Le gouvernement vous soumettra des mesures propres à mieux assurer, sur toute l'étendue du territoire québecois, la protection de la personne et des biens des citoyens.

Il faudra aussi adapter certaines de nos lois civiles et administratives aux besoins de notre époque, notamment en ce qui a trait au mariage civil.

Plusieurs autres projets de loi seront soumis à votre examen, dont un portant création d'un ministère de l'Immigration du Québec.

En somme, sans attendre la nouvelle constitution qu'il réclame, le gouvernement est déterminé à utiliser dans l'intérêt de la communauté québecoise la pleine mesure de ses pouvoirs.

Madame et messieurs
de l'Assemblée législative,

Les comptes publics vous seront présentés et vous serez appelés à voter les crédits nécessaires à l'administration du Québec.

Honorables messieurs
du Conseil législatif,
Madame et messieurs
de l'Assemblée législative,

Nous prions Dieu de vous éclairer dans l'exercice de vos responsabilités et de répandre ses bénédictions sur le Québec. 23501-o

The government wishes to establish by degrees a comprehensive system of sickness insurance, geared to the resources of the Quebec economy nd to the means of the taxpayers. In order not to impose too heavy a burden, it will begin by increasing its assistance to those in greatest need.

The government will submit to you appropriate measures the better to ensure the protection of the persons and property of citizens throughout the Province.

It will also be necessary to adapt certain of our civil and administrative laws to the needs of the times, especially as regards civil marriage.

Several other bills will be submitted for you consideration, including one to institute a Quebec Department of Immigration.

In short, without awaiting the new constitution to which it lays claim, the government is determined to use the full measure of its powers in the interest of the Quebec community.

Members
of the Legislative Assembly,

The public accounts will be submitted to you and you will be asked to vote the appropriations necessary for the administration of the Province of Quebec.

Honourable gentlemen
of the Legislative Council,
Members
of the Legislative Assembly,

May God enlighten you in the discharge of your duties and bless the Province of Quebec. 23501-o

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'économie des policiers provinciaux du Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des policiers provinciaux du Québec ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les policiers provinciaux du Québec.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Saint-Marie.

Québec, le 14 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23503-o LUCIEN DARVEAU.

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le district électoral de Trois-Rivières.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Trois-Rivières, Québec, dans le district électoral de Trois-Rivières.

Québec, le 20 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23504-o LUCIEN DARVEAU.

Savings and Credit Unions

Caisse d'économie des policiers provinciaux du Québec

(*Savings and Credit Union Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des policiers provinciaux du Québec".

The group from which the union will recruit its members will be the Quebec Provincial Police.

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electiral district of Saint-Marie.

Quebec, February 14, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
23503 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières".

The territory in which the union will recruit its members will be the electoral district of Trois-Rivières.

The head office of this savings and credit union is situated in Trois-Rivières, Quebec, in the electoral district of Trois-Rivières.

Quebec, February 20, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
23504 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Caisse d'épargne et d'entraide économique du Cap de la Madeleine

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'épargne et d'entraide économique du Cap de la Madeleine ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres sera le district électoral de Champlain.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé au Cap de la Madeleine, Québec, dans le district électoral de Champlain.

Québec, le 20 février 1968.

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.
23505-o

Caisse d'épargne et d'entraide économique du Cap de la Madeleine

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Provincial has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'épargne et d'entraide économique du Cap de la Madeleine".

The territory in which the union will recruit its members will be the electoral district of Champlain.

The head office of this savings and credit union is situated in Cap de la Madeleine, Quebec, in the electoral district of Champlain.

Quebec, February 20, 1968.

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province,
23505

Compagnies autorisées à faire des affaires

Giant Battery (Industrial Division) Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Giant Battery (Industrial Division) Co. Ltd. », a été aurorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Samuel Godinsky, c.r., de suite 700, Shell Tower, 1255, rue University, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1536, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23417 2-68 — 1405/95

Lockport Felt Limited

Avis est donné que, le 5e jour de janvier 1968, une nouvelle licence fut accordée par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à « Lockport Pacific Limited », l'autorisant à exercer son commerce dans ladite province, sous son nouveau nom de « Lockport Felt Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus, 1964, chapitre 282.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23417 41-66 — 1403/112

Terrex Mining Company Limited

Avis est donné que la compagnie « Terrex Mining Company Limited », a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. John Michelin, de 637, ouest, rue Craig, suite 308, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est à 637, ouest, rue Craig, suite 308, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23417 2-68 — 1405/96

Companies Licensed to do Business

Giant Battery (Industrial Division) Co. Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Giant Battery (Industrial Division) Co. Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Samuel Godinsky, Q.C., of Suite 700, Shell Tower, 1255 University Street, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1536 Labelle Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23417-o 2-68 — 1405/95

Lockport Felt Limited

Notice is hereby given that, on the 5th day of January, 1968, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Lockport Pacific Limited", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Lockport Felt Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23417-o 41-66 — 1403/112

Terrex Mining Company Limited

Notice is given that "Terrex Mining Company Limited", has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Quebec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against the said Company, is Mr. John Michelin, of 637 Craig Street West, Room 308, Montreal.

The principal office of the said Company in the Province is at 637 Craig Street West, Room 308, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23417-o 2-68 — 1405/96

Qantas Airways Limited

Avis est donné que, le 10e jour de janvier 1968, une nouvelle licence fut accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec à « Qantas Empire Airways Limited », l'autorisant à exercer son commerce dans ladite province, sous son nouveau nom de « Qantas Airways Limited », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus, 1964, chapiter 282.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417 4-65 — 1404/49

Qantas Airways Limited

Notice is hereby given that, on the 10th day of January, 1968, a new license was granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Qantas Empire Airways Limited", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Qantas Airways Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417-o 4-65 — 1404/49

Chartes — Abandon de

Cohen Holdings Inc.

Avis est donné que « Cohen Holdings Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adresera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour de février 1968.

Le secrétaire,
HYMAN COHEN.

23419

Deitcher Holdings Inc.

Avis est donné que « Deitcher Holdings Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 14e jour de février 1968.

Le secrétaire,
MME JOYCE DEITCHER.

23420

Granata Garment Contractors Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Granata Garment Contractors Ltd. », une compagnie, incorporé en vertu de la Loi des Compagnies, et ayant son siège social dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de décembre 1967.

Le secrétaire,
GÉRARD SEIDMAN.

23421-o

Harber Investments Ltd.

Avis est donné que « Harber Investments Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 13e jour de février 1968.

Les procureurs de la requérante,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN.

23422

Charters — Surrender of

Cohen Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Cohen Holdings Inc.", a corporation incorpcrated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of February, 1968.

HYMAN COHEN,
Secretary.

23419-o

Deitcher Holdings Inc.

Notice is hereby given that "Deitcher Holdings Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 14th day of February, 1968.

MRS. JOYCE DEITCHER,
Secretary.

23420-o

Granata Garment Contractors Ltd.

Notice is hereby given that "Granata Garment Contractors Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of December, 1967.

GÉRARD SEIDMAN,
Secretary.

23421-o

Harber Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Harber Investments Ltd.", a corporation constituted under the Companies' Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 13th day of February, 1968.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
Attorneys for Applicant.

23422-o

Montreal Die Works Limited

Avis est par les présentes donné que « Montreal Die Works Limited », dont le bureau principal est situé dans la ville de Montréal, Province de Québec, fera une demande au Secrétaire de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, Québec, ce 12e jour de février 1968.

Le secrétaire,
23423-o R. H. E. WALKER.

Produits Pic-Nic inc.
Pic-Nic Products Inc.

Avis est donné que « Produits Pic-Nic inc.— Pic-Nic Products Inc. », avec siège social en la ville de Montréal, Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12e jour de février 1968.

Les procureurs de la pétionnaire,
CERINI, JAMIESON, SALMON,
23424 WATSON, BROWN & SOUAID.

Tri-Vir Enterprises Inc.

Avis est par les présentes donné que «Tri-Vir Enterprises Inc. », corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Montréal, s'adressera au secrétaire de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Daté à Montréal, P.Q., ce 16e jour de février 1968.

Les procureurs de la compagnie,
STEWORT, CREPAULT,
23425-o McKANNA, WAGNER & CLERMONT.

Baris Kaplan Inc.

Avis est donné que « Baris Kaplan Inc. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
23440 EDWARD J. B. KAPLAN.

Investments Corporation Limited

Avis est donné que « Investments Corporation Limited », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 20e jour de décembre 1967.

Le secrétaire-trésorier,
23441 EDWARD J. B. KAPLAN.

Chamtel Realties Inc.

Prenez avis que « Chamtel Realties Inc. », demandera au secrétaire provincial la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
23497-o ME JEAN-MARIE BRASSARD, C.R.

Montreal Die Works Limited

Notice is hereby given that "Montreal Die Works Limited", which has its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will make application to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montréal, Quebec, this 12th day of February 1968.

R. H. E. WALKER,
23423-o *Secretary.*

Produits Pic-Nic inc.
Pic-Nic Products Inc.

Take notice that "Produits Pic-Nic inc.— Pic-Nic Products Inc.", with its head office in the city of Montreal, Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of February 1968.

CERINI, JAMIESON, SALMON,
WATSON, BROWN & SOUAID.
23424-o *Attorneys for Petitioner.*

Tri-Vir Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Tri-Vir Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, P.Q., will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, P.Q., this 16th day of February, 1968.

STEWORT, CREPAULT,
McKANNA, WAGNER & CLERMONT,
23425-o *Attorneys for the Company.*

Baris Kaplan Inc.

Notice is hereby given that "Baris Kaplan Inc.", a corporation constituted under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1967.

EDWARD J. B. KAPLAN,
23440-o *Secretary-Treasurer.*

Investments Corporation Limited

Notice is hereby given that "Investments Corporation Limited", a corporation constituted under Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of December, 1967.

EDWARD J. B. KAPLAN,
23441-o *Secretary-Treasurer.*

Chamtel Realties Inc.

Take notice that "Chamtel Realties Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

ME JEAN-MARIE BRASSARD, Q.C.,
23497 *Attorney for the company.*

A. C. L. Construction Inc.

Avis est, par les présentes donné conformément à la Loi des compagnies, que la compagnie « A. C. L. Construction Inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 7e jour de février 1968.

Le notaire,
23460-o FERNAND JOBIN.

A. C. L. Construction Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the Companies Act, the company "A. C. L. Construction Inc.", will apply for leave to surrender its charter.

Quebec, this 7th day of February, 1968.

FERNAND JOBIN,
23460 *Notary.*

Barclay Management Corporation

Prenez avis que la compagnie « Barclay Management Corporation », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
23461-o POULIN & RIVARD.

Barclay Management Corporation

Take notice that the company "Barclay Management Corporation", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

POULIN & RIVARD,
23461 *Attorneys for the Company.*

Blais & Frères inc.

Avis est donné que la compagnie « Blais & Frères inc. », de St-Honoré de Shenley, comté de Beauce, demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Signé à St-Honoré de Beauce, le 5 février 1968.

Le président,
23462-o RAOUL BLAIS.

Blais & Frères inc.

Notice is hereby given that "Blais & Frères inc.", of St-Honoré de Shenley, in Beauce County, will apply to the Secretary of the Province for leave to surrender its Charter.

Signed at St-Honoré de Beauce, February 5, 1968.

RAOUL BLAIS,
23462-o *President.*

La Compagnie d'Entretien Cimex ltée

Par les présentes, avis vous est donné que « La Compagnie d'Entretien Cimex ltée », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau-chef à Jacques-Cartier, district de Montéral, fera une demande au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des provisions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 1er jour de février, 1968.

Le secrétaire,
23463-o IRVING ROBINS.

Cimex Maintenance Company Ltd.

Notice is hereby given that "Cimex Maintenance Company Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Jacques-Cartier, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal this 1st day of February, 1968.

IRVING ROBINS,
23463-o *Secretary.*

House of Fashions Limited

Avis est donné que la compagnie « House of Fashions Limited », une corporation constituée en vertu de la loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2 février, 1968.

Par le secrétaire,
23464-o NORMA LAYMAN.

House of Fashions Limited

Notice is hereby given that "House of Fashions Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this February 2, 1968.

PER: NORMA LAYMAN,
23464-o *Secretary.*

Rivière-du-Loup Automobile inc.

Avis est, par les présentes donné conformément à la Loi des Compagnies, que la compagnie « Rivière-du-Loup Automobile inc. », demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 7 février 1968. *Le notaire,*
23465-o FERNAND JOBIN.

Rivière-du-Loup Automobile inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the Companies Act, the company "Rivière-du-Loup Automobile inc.", will apply for leave to surrender its charter.

Quebec, this February 7, 1968.
23465 FERNAND JOBIN, *Notary.*

Teldor Inc.

Avis est, par les présentes donné conformément à la Loi des compagnies, que la compagnie « Teldor Inc. » de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Québec, ce 7e jour de février 1968.

Le notaire,
23466-o FERNAND JOBIN.

Teldor Inc.

Notice is hereby given that, pursuant to the Companies Act, "Teldor Inc." of Quebec, will apply for leave to surrender its charter.

Quebec, this 7th day of February, 1968.

FERNAND JOBIN,
23466 *Notary.*

Bastion Inc.

Avis, est par les présentes, donné que la compagnie « Bastion Inc. », corporation légalement constituée et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, demandera au secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte en conformité avec les articles de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 31e jour de janvier 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
23488-o GILLES DORÉ.

Bastion Inc.

Notice is hereby given that "Bastion Inc.", a corporation legally constituted and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter, pursuant to the sections of the Companies Act.

Montreal, this 31st day of January, 1968.

(Seal) GILLES DORÉ,
23488 *Secretary.*

Les Placements L. R. Delisle inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Les Placements L. R. Delisle inc. », compagnie constituée sous la loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la ville de Montréal, Province de Québec, demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 16 janvier 1968.

Le secrétaire,
23506-o JEAN DELISLE.

Les Placements L. R. Delisle inc.

Notice is hereby given that "Les Placements L. R. Delisle inc.", a company incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Companies Act.

Montreal, January 16, 1968.

JEAN DELISLE,
23506 *Secretary.*

Divers
Compagnies

L'Association des Anciens du Collège Bourget

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 8 février 1968, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « L'Association des Anciens du Collège Bourget », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23426-o 1772-67

L'Association pour l'Éducation des Enfants Arriérés

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 7 février 1968, approuvé le règlement amendant le règlement numéro 24 de « L'Association pour l'Éducation des Enfants Arriérés », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23427-o 12832-58

Dominion Foam Corporation

Avis est donné que « Dominion Foam Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs, de 5 à 6.

Le secrétaire,
PHILIP KOHOS.
23428 5235-63

La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 février 1968, approuvé les règlements généraux de « La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
23430-o 1423-66

Miscellaneous
Companies

L'Association des Anciens du Collège Bourget

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 8, 1968, approved the by-law number 1 (general by-laws) of "L'Association des Anciens du Collège Bourget", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23426 1772-67

L'Association pour l'Éducation des Enfants Arriérés

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 7, 1968, approved the by-law, amending the by-law number 24 of "L'Association pour l'Éducation des Enfants Arriérés", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23427 12832-58

Dominion Foam Corporation

Notice is given that "Dominion Foam Corporation" has changed the number of its directors from 5 to 6.

PHILIP KOHOS,
Secretary.
23428-o 5235-63

La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 6, 1968, approved the general by-laws of "La Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
23430 1423-66

A. Ostiguy & Fils Inc.

Avis est donné que la compagnie « A. Ostiguy & Fils Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MARCEL OSTIGUY.

23429 11325-60

A. Ostiguy & Fils Inc.

Notice is given that "A. Ostiguy & Fils Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MARCEL OSTIGUY,
Secretary.

23429-o 11325-60

Society of Armenians from Istanbul

Avis est donné que la « Society of Armenians from Istanbul » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
O. KUYUMDJIAN.

23431-o 490-67

Society of Armenians from Istanbul

Notice is hereby given that the "Society of Armenians from Istanbul" has changed the number of its directors, from 6 to 7.

O. KUYUMDJIAN,
Secretary.

23431 490-67

Society of Armenians from Istanbul

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 février 1968, approuvé les règlements de la « Society of Armenians from Istanbul », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23431-o 490-67

Society of Armenians from Istanbul

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 5, 1968, approved the by-laws of the "Society of Armenians from Istanbul", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23431 490-67

Construction Aggregates Corporation

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 27 décembre 1967, dont une copie a été transmises au secrétaire de la province, M. André Desjardins, suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, a été nommé pour remplacer M. W. H. Laidley, agent principal dans cette province, de « Construction Aggregates Corporation », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province, conformément à la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23442 134-55

Construction Aggregates Corporation

Notice is hereby given, by new power of attorney date December 27, 1967, of which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 St-Pierre Street, Quebec, was appointed to replace Mr. W. H. Laidley, principal agent in this Province, of "Construction Aggregates Corporation", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province in pursuance to the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabove-mentioned, the principal office of the said company is established at Room 42, 81 St-Pierre Street, Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23442-o 134-55

Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.

Avis est donné que « Construction Nanco inc.— Nanco Construction Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARIE KAVANAUGH.

23443 3331-64

Construction Nanco inc.
Nanco Construction Inc.

Notice is given that "Construction Nanco inc.— Nanco Construction Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARIE KAVANAUGH,
Secretary.

23443-o 3331-64

Douglas-Guardian Warehouse Corporation

Avis est donné, que par une nouvelle procuradatée du 10 janvier 1968, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. André Desjardins, de suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, a été nommé pour remplacer M. W. H. Laidley, agent principal dans cette province, de « Douglas-Guardian Warehouse Corporation », une compagnie étrangère, dûment autorisée à exercer son commerce dans la province, conformément à la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le bureau de ladite compagnie est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23444 216-60

Douglas-Guardian Warehouse Corporation

Notice is hereby given, by new power of attorney date January 10, 1968, of which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec, was appointed to replace Mr. W. H. Laidley, principal agent in this Province, of "Douglas-Guardian Warehouse Corporation", an Extra-Provincial Company, duly authorized to carry on business in the Province in pursuance to the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabove-mentioned, the principal office of the said company is established at Room 42, 81, rue St-Pierre, Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23444 216-60

Dynamic Welding Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dynamic Welding Co. Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
G. GOHRT.

23445-o 3453-65

Dynamic Welding Co. Ltd.

Notice is given that "Dynamic Welding Co. Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 4.

G. GOHRT,
Secretary.

23445-o 3453-65

Électrique de Mont-Laurier, ltée

Avis est donné que la compagnie « Électrique de Mont-Laurier, ltée », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le co-secrétaire,
B. LACASSE.

23446-o 1323-35

Électrique de Mont-Laurier, ltée

Notice is given that "Électrique de Mont-Laurier, ltée", has changed the number of its directors from 3 to 5.

B. LACASSE,
Joint-Secretary.

23446 1323-35

Koppers Products, Limited

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 21 novembre 1967, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. André Desjardins, de suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec, a été nommé pour remplacer M. W. H. Laidley, agent principal dans cette province, de « Koppers Products, Limited », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province, conformément à la loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le bureau principal de ladite compagnie est établi à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23447 1862-52

Koppers Products, Limited

Notice is hereby given, by new power of attorney date November 21, 1967, of which a copy was transmitted to the Provincial Secretary, Mr. André Desjardins, of Room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec, was appointed to replace Mr. W. H. Laidley, principal agent in this Province, of "Koppers Products, Limited", an Extra-Provincial Company, duly authorized to carry on business in the Province in pursuance to the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that in pursuance to the new power of attorney hereabovementioned, the principal office of the said company is established at Room 42, 81 rue St-Pierre, Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23447-o 1862-52

Labelle Vending Service Co. (1960) Ltd.

Avis est donné que « Labelle Vending Service Co. (1960) Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 4 à 3.

Le secrétaire,
MELVIN GOLD.

23448 15611-60

Labelle Vending Service Co. (1960) Ltd.

Notice is given that "Labelle Vending Service Co. (1960) Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MELVIN GOLD,
Secretary.

23448-o 15611-60

L'Ordre des Conquérants du Nord

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 15 février 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « L'Ordre des Conquérants du Nord », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23449-o 4677-67

L'Ordre des Conquérants du Nord

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 15, 1968, approved the general by-laws of "L'Ordre des Conquérants du Nord", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23449 4677-67

Beaver Equipment Limited

Avis est donné que la compagnie « Beaver Equipment Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
BERNARD LORTIE.

23467 8397-48

Beaver Equipment Limited

Notice is given that "Beaver Equipment Limited" has changed the number of its directors from 5 to 3.

BERNARD LORTIE,
Secretary.

23467-o 8397-48

Hôpital Chibougamau limitée

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 janvier 1968, approuvé le règlement numéro 8 de la corporation « Hôpital Chibougamau limitée », et ce, en vertu de larticle 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23469-o 14479-59

Hôpital Chibougamau limitée

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 31, 1968, approved by-law number 8 of "Hôpital Chibougamau limitée", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23469 14479-59

Club Social Hydro-Québec
La Tuque — Beaumont inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du « Club Social Shawinigan Water and Power La Tuque & Beaumont inc. », tenue à La Tuque le 31 janvier 1968, le nom de ladite association a été, par résolution dûment adoptée à cette fin changé en celui de « Club Social Hydro-Québec La Tuque — Beaumont inc. ».

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-DENIS BLAIS.

23468-o 191-60

Club Social Hydro-Québec
La Tuque — Beaumont inc.

Notice is hereby given that, at a general meeting of the members of "Club Social Shawinigan Water and Power La Tuque & Beaumont inc.", held in La Tuque on January 31, 1968, the name of the said association was changed, by reslution duly adopted for this purpose, to "Club Social Hydro-Québec La Tuque — Beaumont inc.".

JEAN-DENIS BLAIS,
Secretary-Treasurer.

23468 191-60

Plage Riviera (St-Joseph) ltée

Avis est donné que la compagnie « Plage Riviera (St-Joseph) ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le secrétaire,
YVON LARIVIÈRE.

23470-o 3579-66

Plage Riviera (St-Joseph) ltée

Notice is hereby given that "Plage Riviera (St-Joseph) ltée" has changed the number of its directors from 5 to 6.

YVON LARIVIÈRE,
Secretary.

23470 3579-66

Victoriaville Specialties Company Limited

Avis est donné que « Victoriaville Specialties Company Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
CLAUDE PINARD.

23471-o 4827-43

Victoriaville Specialties Company Limited

Notice is hereby given that "Victoriaville Specialties Company Limited" has changed the number of its directors from 3 to 5.

CLAUDE PINARD,
Secretary.

23471 4827-43

Compagnie France Film

Avis est donné que la « Compagnie France Film », a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 7.

Le secrétaire,
GEORGES ARPIN.

23485-o 2213-36

Compagnie France Film

Notice is hereby given that "Compagnie France Film", has changed the number of its directors from 9 to 7.

GEORGES ARPIN,
Secretary.

23485 2213-36

The Laurentian Irish Society Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 janvier 1968, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « The Laurentian Irish Society Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23486-o 468-63

The Laurentian Irish Society Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has approved, on January 31, 1968, by-law number 1 of "The Laurentian Irish Society Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23486 468-63

Institut Canadien de Caractérologie

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 14 février 1968, approuvé les règlements généraux de la corporation « Institut Canadien de Caractérologie », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23514-o 13156-56

Institut Canadien de Caractérologie

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 14, 1968, approved the general by-laws of "Institut Canadien de Caractérologie", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23514 13156-56

Prêt et Revenu ltée
Savings and Investment Ltd.

Dans l'avis publié dans le numéro 6 de la *Gazette officielle de Québec*, du 10 février 1968, à la page 1056, concernant le changement du nombre des administrateurs de 5 à 8, au lieu de « Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investments Corporation », il faut lire « Prêt et Revenu ltée — Savings and Investment Ltd. ».

23417-o

Prêt et Revenu ltée
Savings and Investment Ltd.

In the notice published in number 6 of the *Quebec Official Gazette*, on February 10, 1968, on page 1056, concerning the change in the number of directors from 5 to 8, instead of "Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investments Corporation", the following should have been written: "Prêt et Revenu ltée — Savings and Investment Ltd.".

23417

Les Entreprises Duberger inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Duberger inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
MME RENÉ BUSSIÈRES.

23507-o 1526-65

Les Entreprises Duberger inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Duberger inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

MRS. RENÉ BUSSIÈRES,
Secretary.

23507 1526-65

Sièges sociaux

Hôtel Seville inc.

Avis est donné que la compagnie « Hôtel Seville inc. », constituée par lettres patentes sous la partie I de la Loi des compagnies en date du 3 mars 1967 et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au numéro civique Suite 2707, Édifice de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, 1155 ouest, boulevard Dorchester.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, en date du 24 mars 1967.

Le président,
CLAUDE THIVIERGE.

23435-o 937-67

S. E. Woods Sportswear Ltd.
S. E. Woods Sportswear ltée

Avis est donné que « S. E. Woods Sportswear Ltd.— S. E. Woods Sportswear ltée », a changé son siège social de 1193, carré Phillips, Montréal, à 81, rue Montcalm, Hull.

Le secrétaire-trésorier,
W. G. GOWLING.

23436 13383-61

Dynamic Welding Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Dynamic Welding Co. Ltd. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 6035, Chemin Côte de Liesse, St-Laurent.

Le secrétaire,
G. GOHRT.

23445-o 3453-65

Électrique de Mont-Laurier, ltée

Avis est donné que la compagnie « Électrique de Mont-Laurier, ltée", a changé son siège social de Mont-Laurier, au numéro 75, boulevard Dorchester ouest, Montréal.

Le co-secrétaire,
B. LACASSE.

23446-o 1323-35

St-Eustache Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « St-Eustache Transport inc. », a changé son siège social de Montréal, au numéro 367, boulevard Sauvé, St-Eustache.

Le secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS FORGET.

23450-o 1685-47

Ideal Petroleum (1959) Ltd.

Avis est donné que « Ideal Petroleum (1959) Ltd. », a changé son siège social de 231 ouest, rue St-Jacques, à 600 ouest boulevard Dorchester, Montréal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23472-o 16393-59

Head Offices

Hôtel Seville inc.

Notice is hereby given that "Hôtel Seville inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Companies Act dated as of March 24, 1967 and having its head office in Montreal, has established its office at civic number Suite 2707, Imperial Bank of Commerce Building, 1155 Dorchester Boulevard West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given in Montreal, this March 24, 1967.

CLAUDE THIVIERGE,
President.

23435-o 937-67

S. E. Woods Sportswear Ltd.
S. E. Woods Sportswear ltée

Notice is given that "S. E. Woods Sportswear Ltd.— S. E. Woods Sportswear ltée" has transferred its head office from 1193 Phillips Square, Montreal, to 81 Montcalm Street, Hull.

W. G. GOWLING,
Secretary-Treasurer.

23436-o 13383-61

Dynamic Welding Co. Ltd.

Notice is given that "Dynamic Welding Co. Ltd.", has transferred its head office from Montreal, to 6035 Côte de Liesse, St. Laurent.

G. GOHRT,
Secretary.

23445-o 3453-65

Électrique de Mont-Laurier, ltée

Notice is given that "Électrique de Mont-Laurier, ltée", has moved its head office from Mont-Laurier to number 75 Dorchester Boulevard West, Montreal.

B. LACASSE,
Joint-Secretary.

23446 1323-35

St-Eustache Transport inc.

Notice is given that "St-Eustache Transport inc.", has transferred its head office from Montreal, to 367 Sauvé Boulevard, St. Eustache.

FRANÇOIS FORGET,
Secretary-Treasurer.

23450-o 1685-67

Ideal Petroleum (1959) Ltd.

Notice is hereby given that "Ideal Petroleum (1959) Ltd.", has changed its head office from, 231 St. James Street West, Montreal to, 600 Dorchester Boulevard West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23472 o 16293-59

Lemoyne Oil Co. Inc.

Avis est donné que « Lemoyne Oil Co. Inc. », a changé son siège social de 231 ouest rue St, Jacques, à 600 ouest boulevard Dorchester Montréal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23473-o 16155-59

Sogeval inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Sogeval inc. » constituée en corporation par lettres patentes le 7 février 1968 a établi son bureau et siège social à 131 Springrove Crescent, Outremont, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau prncipal.

Montréal, le 9 février 1968.

Le secrétaire,
FRANÇOIS BOISCLAIR.

23475-o 551-68

The Bankers' Trust Company

Avis est donné par les présentes que « The Bankers' Trust Company », constituée par une loi de la Législature de la province de Québec, soit le chapitre 78 de Statuts 5 Edouard VII (1905), tel qu'amendée par le chapitre 114 des Statuts 9 Édouard VII (1907), a transporté le principal siège de ses affaires du numéro 105 rue Saint-Jacques au numéro 630 ouest Boulevard Dorchester, en la cité de Montréal.

Montréal, le 12 février, 1968.

Le secrétaire,
A. V. L. MILLS.

23489-o

Bernard Cycles Inc.

Avis est donné que la compagnie « Bernard Cycles Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la loi des compagnies en date du 23e jour de janvier, 1968, at ayant son siège social à St-Jean, district d'Iberville a établi son bureau au numéro 25 rue St-Charles, St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jean, ce 12e jour de février 1968.

(Sceau) *Le président,*
SESTO CORVINI.

23490-o 300-68

Bonjour Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Bonjour Investment Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 18 août 1959, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 5522 Mountain Sights, l'a transporté au numéro 4333 ouest, rue Ste-Catherine, suite 1, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22e jour de janvier 1968.

Le président,
ANTONIO STIVANI.

23491-o 14772-59

Lemoyne Oil Co. Inc.

Notice is hereby given that "Lemoyne Oil Co. Inc.", has changed its head office from, 231 St. James Street West, Montreal, to 600 Dorchester Boulevard West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23473-o 16155-59

Sogeval inc.

Notice is hereby given that "Sogeval inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of February 7, 1968, has established its office at 131 Springrove Crescent, Outremont, in the district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, February 9, 1968.

FRANÇOIS BOISCLAIR,
Secretary.

23475-o 551-68

The Bankers' Trust Company

Notice is hereby given that "The Bankers' Trust Company", incorporated by an Act of the Legislature of the Province of Quebec being Chapter 78 of the Statutes 5 Edward VII as (1905) amended by Chapter 114 of the Statutes 9 Edward VII (1907) has moved its chief place of business from No. 105 St. James Street to No. 630 Dorchester Boulevard West, both in the city of Montreal.

Montreal, February 12, 1968.

A. V. L. MILLS
Secretary.

23489-o

Bernard Cycles Inc.

Notice is hereby given that the "Bernard Cycles Inc.", company incorporated by letters patent, under the first part of the Quebec Companies' Act, on the 23rd day of January, 1968, and having its head office at St. Jean, district of Iberville, has established its office at No. 25 St. Charles street, St. Jean.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Jean, this 12th day of February, 1968.

(Seal) SESTO CORVINI,
President.

23490-o 300-68

Bonjour Investment Corp.

Notice is hereby given that "Bonjour Investment Corp.", a company incorporated by letters patent dated August 18th, 1959, and having its head office previously at 5522 Mountain Sights, Montreal, has changed its head office to 4333 Ste. Catherine Street West, room 1, city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the latter office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 22nd day of January 1968.

ANTONIO STIVANI,
President.

23491-o 14772-59

National Petroleum Inc.

Avis est donné que « National Petroleum Inc. », a changé son siège social de 231 ouest rue St-Jacques, à 600 ouest boulevard Dorchester, Montréal.

Le secrétaire,
ROGER S. ACKMAN.

23474-o 16154-59

Nettoyeurs Coronet inc.
Coronet Dry Cleaners Inc.

Avis est donné que la compagnie « Nettoyeurs Coronet Inc.— Coronet Dry Cleaners Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 27 décembre 1967 et ayant son siège social dans la ville de Brossard, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 5415, rue Vauclin, Brossard, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme etant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13e jour de février 1968.

La secrétaire,
MME LILLIAN HACKETT MONTMINY.

23492-o 5048-67

Lanar inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Lanar inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 23 janvier 1968, a établi son bureau principal au numéro 200 est, de la rue Notre-Dame, Victoriaville, district d'Arthabaska, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Victoriaville, ce 15e jour de février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
GASTON TARDIF.

23493-o 388-68

Place d'Armes Realty Co. Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Place d'Armes Realty Co. Ltd. », constituée en vertu de la loi des compagnies par lettres patentes datées du 20 octobre, 1959 et lettres patentes supplémentaires, a transporté le principal siège de ses affaires du numéro 105 rue Saint-Jacques, au numéro 630 ouest, boulevard Dorchester, en la cité de Montréal.

Montréal, le 12 février, 1968.

Le secrétaire,
A. V. L. MILLS.

23494-o 15815-59

Les Productions Via Le Monde, Canada inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Productions Via Le Monde, Canada inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 28 décembre 1967 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au 5355, Côte St-Luc, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 13e jour de février 1968.

Le secrétaire,
FRANÇOIS FLOQUET.

23495-o 5393-67

National Petroleum Inc.

Notice is hereby given that "National Petroleum Inc.", has changed its head office from 231 St. James Street West, Montreal, to 600 Dorchester Boulevard West, Montreal.

ROGER S. ACKMAN,
Secretary.

23474-o 16154-59

Nettoyeurs Coronet inc.
Coronet Dry Cleaners Inc.

Notice is hereby given that the Company "Nettoyeurs Coronet inc.— Coronet Dry Cleaners Inc.", incorporated by letters patent dated December 27, 1967 and having its head office in the town of Brossard, district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 5415 Vauclin Street, Brossard, P.Q.

From the date of the present notice, said office is considered by the Company as being its principal place of business.

Given at Montreal, this 13th day of February 1968.

MRS. LILLIAN HACKETT MONTMINY,
Secretary.

23492-o 5048-67

Lanar inc.

Notice is hereby given that "Lanar inc.", incorporated under Part I of the Companies Act (Quebec) by letters patent dated January 23, 1968, has established its head office at number, 200, Notre-Dame Street East, Victoriaville, district of Arthabaska, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Victoriaville, this 15th day of February, 1968.

GASTON TARDIF,
Secretary-Treasurer.

23493-o

Place d'Armes Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Place d'Armes Realty Co. Ltd.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated 20th October, 1959, and letters patent supplementary thereto, has moved its chief place of business from No. 105 St. James Street to No. 630 Dorchester Boulevard West, both in the city of Montreal.

Montreal, February, 12 1968.

A. V. L. MILLS,
Secretary.

23494-o 1581-595

Les Productions Via Le Monde, Canada inc.

Notice is hereby given that the Company "Les Productions Via Le Monde, Canada inc.", incorporated by letters patent dated December 28, 1967 and having its head office in the town and district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 5355 Côte St. Luc, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, said office is considered by the Company as being its principal place of business.

Dated at Montreal, this 13th day of February 1968.

(Seal) FRANÇOIS FLOQUET,
Secretary.

23495-o 5393-67

Agence Champigny inc.
Champigny Agency Inc.

Avis est donné que la compagnie « Agence Champigny Inc.— Champigny Agency Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous la Loi des compagnies en date du trentième jour d'octobre, 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 11720 rue Élie – Blanchard dans la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce trentième jour d'octobre, 1967.

Le président,
JEAN-GUY CHAMPIGNY.

23508-o 4524-67

Placements Del-Mor inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Placements Del-Mor inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 31 mars 1967 et ayant son siège social en la cité de Québec, a établi son bureau à 360, rue Champlain, en la cité de Québec.

Québec, ce 13 février 1968.

Le secrétaire,
GERRY DELANEY.

23499-o 1421-67

Ratelle Amusements ltée

Avis est donné que la compagnie « Ratelle Amusements ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mai 1966 et ayant son bureau principal dans la cité de Joliette, Province de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 686 de la rue St-Thomas, l'a transporté au numéro 408 de la rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Joliette, ce 16e jour de février 1968.

(Sceau) *Le secrétaire,*
SIMON CHAPUT.

23509-o 2128-66

Agence Champigny inc.
Champigny Agency Inc.

Notice is hereby given that "Agence Champigny inc.— Champigny Agency Inc.", incorporated by letters patent under the Companies Act on the thirtieth day of October, 1967, and having its head office in the city of Montreal has established its office at 11720 Élie – Blanchard Street, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this thirtieth day of October, 1967.

JEAN-GUY CHAMPIGNY,
President.

23508 4524-67

Placements Del-Mor inc.

Notice is hereby given that "Placements Del-Mor inc.", incorporated under the provisions of the Companies Act by letters patent bearing date the 31st day of March, 1967, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at 360 Champlain St., in the city of Quebec.

Quebec, February 13, 1968.

GERRY DELANEY,
Secretary.

23499 1421-67

Ratelle Amusements ltée

Notice is hereby given that "Ratelle Amusements ltée", incorporated by letters patent dated May 30, 1966, and having its principal office in the City of Joliette, Province of Quebec, were it has its office situated until today at 686 St-Thomas Street, has transferred it to 408 Notre-Dame Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Given at Joliette, this 16th day of February, 1968.

(Seal) SIMON CHAPUT,
Secretary.

23509 2128-66

Demandes à la Législature

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Avis est donné que Paul-André Robitaille, de Courville, Daniel Leclerc, de Villeneuve, Jacques Simoneau, de Giffard, Guy Ferland, de Sillery, Roger Gauvin de Vanier, Louis-Jacques Laflamme, de Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, de Les Saules, Robert Légaré, de Charlesbourg, Paul-André Cantin, de Lorretteville et Roland Miller, de l'Ancienne Lorette, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'un projet de loi les constituant en corporation sous le nom de « La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec », en français, et de « The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec », en anglais.

Les procureurs des pétitionnaires,
PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
23131-5-4-o CIMON, LESSARD & LE MAY.

Applications to Legislature

La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec

Notice is hereby given that Paul-André Robitaille from Courville, Daniel Leclerc, from Villeneuve, Jacques Simoneau, from Giffard, Guy Ferland, from Sillery, Roger Gauvin, from Vanier, Louis-Jacques Laflamme from Notre-Dame des Laurentides, Georges-Henri Légaré, from Les Saules, Robert Légaré, from Charlesbourg, Paul-André Cantin, from Loretteville and Roland Miller, from l'Ancienne Lorette will apply to the Legislative of the province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "La Corporation des officiers municipaux agréés du Québec", in french, and "The Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec, in english.

PRÉVOST, FLYNN, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LE MAY,
23131-5-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Cité de Laflèche

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Laflèche » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de confirmer et valider les règlements 270 et 271 (remplaçant par une taxe générale sur la valeur cotisée certaines taxes spéciales sur le front), 280, 299, 300, 301 et 302, qui modifient le mode de prélèvement des taxes d'égout décrétées par des règlements d'emprunts antérieurs 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 et 220, pour remplacer la base du front des immeubles par celle de leur superficie; pour confirmer et valider les règlements 304, 305, 306, lesquels modifient le mode de prélèvement des taxes d'aqueduc décrétées par les règlements 65, 84 et 112 en remplaçant la taxe sur la base de la valeur cotisée des immeubles par une taxe sur la base de leur front; pour confirmer et valider le règlement No 303 qui modifie le règlement d'emprunt No 59 changeant la taxe sur la base de la valeur cotisée par une taxe sur la base du front; pour confirmer et valider le règlement 295 constituant une Commission des Loisirs; pour confirmer et valider certaines ventes municipales pour taxes; pour autoriser l'acquisition de certaines rues et ruelles, l'expropriation d'une carrière de pierre, et autres fins.

Montréal, le 29 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23132-5-4-o ÉMILIEN BRAIS.

Cité de Sherbrooke

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sherbrooke » s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins suivantes:

1° Remplacer l'article 6 de la Loi I Georges VI, chapitre 105, aux fins de fixer une nouvelle délimitation aux quartiers de la cité;

2° Amender l'article 47 de la Loi des cités et villes tel que remplacé par l'article 7 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, aux fins d'augmenter et/ou diminuer le nombre d'échevins dans les quartiers de la cité selon qu'il serait à propos de le faire;

3° Amender l'article 48 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 12 de la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 70 pour porter à quatre ans le terme de l'élection du maire de la cité de Sherbrooke;

4° Amender l'article 49 de la Loi des cités et villes remplacé pour la cité par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

5° Remplacer l'article 10 de la Loi I, Georges VI, chapitre 105, tel qu'amendé par l'article 2 de la Loi 3-4, Elizabeth II, chapitre 70 aux fins d'instaurer le système d'élection en bloc;

6° Pouvoir pour le Conseil municipal d'instaurer un Comité exécutif pour la cité de Sherbrooke;

7° Déclarer non imposable, pour fins municipales et scolaires, la conduite d'adduction de la cité de Sherbrooke, située dans les municipalités du canton d'Ascot, de Rock Forest, de Ste-Catherine de Hatley, du canton de Magog et de la cité de Magog.

Et autres demandes.

Sherbrooke, le 26 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23133-5-4-o ALBERT RIVARD, C.R.

City of Laflèche

Public notice is hereby given that the "City of Laflèche" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special law for the purpose of confirming and validating by-laws 270 and 271 (replacing by a general tax on the value assessed certain special taxes on the front), 280, 299, 300, 301 and 302, which amend the manner of the levy of sewer taxes decreed by former loan by laws 59, 65, 84, 115, 129, 130, 137, 167 and 220, to replace the base of the front of the immovables by those of its area; to confirm and validate by-laws 304, 305, 306, which amend the manner of levy of aqueduct taxes decreed by by-laws 65, 84 and 112 by replacing the tax on the base of the value assessed of the immovables by a tax on the base of its front; to confirm and validate by-law No. 303 which amends loan by-law No. 59 changing the tax on the base of the value assessed by a tax on the base of the front; to confirm and validate by-law 295 incorporating a Recreational Commission; to confirm and validate certain municipal sales for taxes; to authorize the acquisition of certain streets and lanes, the expropriation of a stone quarry, and other purposes.

Montreal, January 29, 1968.

ÉMILIEN BRAIS,

23132-5-4 *Attorney for the petitioner.*

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the "City of Sherbrooke" shall apply to the Quebec Legislature, at its present Session, for the passing of an Act to amend its Charter, Act I, George VI, Chapter 105, and its amendments, for the purpose of:

1° Replacing article 6, Act. I, Geogres VI, Chapter 105 in order to draft a new description of the City wards;

2° Amending article 47 of the Cities and Towns act and replaced by article 7, Act. I, Geo. VI, Chapter 105 in order to increase or diminish the number of aldermen for each ward, as may be advisable;

3° Amending article 48 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by art. 12, Chapter 70, Act. 15-16, Georges VI, in order to fix at four years the mayor's term of office for the City of Sherbrooke;

4° Amending Art. 49 of the Cities and Towns Act as replaced for the City by article 9, Act I, Georges VI, Chapter 105, in order to fix at four years the aldermen's term of office for the City of Sherbrooke;

5° Replacing article 10 of Act I, Georges VI, Chapter 105, as amended by Act 3-4 Eliz. II, Chapter 70, art. 2, in order to hold general elections "en bloc" for the City of Sherbrooke.

6° Granting to the City Council the power to appoint an Executive Comittee;

7° Exempting the City of Sherbrooke from paying municipal and school taxes for its water intake from Lake Memphremagog to the City of Sherbrooke;

And other purposes;

Sherbrooke, January 26th, 1968.

ALBERT RIVARD, Q.C.,

23133-5-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal
des Caisses Desjardins

Avis est par les présentes donné que la «Société Nationale de Fiducie, La Société St-Jean Baptiste de Montréal et la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins», ayant toutes trois leur siège social dans les cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander des amendements aux lois constitutives de Société Nationale de Fiducie, aux fins de modifier les structures de ladite Société et permettre à La Fédération de Montréal des Caisses Desjardins d'acquérir une participation dans son capital-actions.

Les procureurs des requérantes,
DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE.
LAURENDEAU & LAURENDEAU.
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
23169-6-4-o GODBOUT & EMERY.

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Montréal » s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la présente session de la vingt-huitième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

1° Terres des Hommes;

2° Rues, ruelles et voies publiques;

3° Rôle des valeurs locatives;

4° Exemption d'imposition concernant les améliorations locales;

et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, Montréal, le 31 janvier 1968.

Le greffier de la ville,
23248-6-4-o R. BOUCHARD, C.R.

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Avis est donné que la « Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Master in Thermal Central of the Province of Quebec », corps politique constituée par lettres patentes en date du 4 juillet 1958 en vertu de la troisième partie de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

1° Transformer son statut corporatif de façon à ce qu'elle soit régie par une loi spéciale;

2° Faire adopter cette loi spéciale aux fins de conférer à cette Corporation ses pouvoirs et ses attributions nécessaires et autres fins.

Cette loi se présentera sous le titre de la « Loi des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec ».

Québec, ce 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23289-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

Société Nationale de Fiducie
Société St-Jean-Baptiste de Montréal
Fédération de Montréal
des Caisses Desjardins

Notice is hereby given that "Société Natio-Nationale de Fiducie, Société St-Jean Baptiste de Montréal and Fédération de Montréal des Caisses Desjardins", having their principal place of business in the city and district of Montreal will apply to the Quebec Legislature at its present coming session to request the adoption of an act granting amendments to the constitutive Laws of Société Nationale de Fiducie in order to bring about certain modifications to the structure of said company and allow Fédération de Montréal des Caisses Desjardins to acquire an interest in the capital stock of said company.

DESCHÊNES, DE GRANDPRÉ, COLAS,
GODIN, CODERRE & LAPOINTE,
LAURENDEAU & LAURENDEAU,
BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,
23169-6-4-o *Attorneys for the petitioners.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the « City of Montreal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session of the twenty-eighth Legislature, to request the authorization to present a Bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

1. Man and His World;

2. Streets, lanes and public thoroughfares;

3. Rental values roll;

4. Tax exemption concerning local improvements;

and all other matters useful for the good administration of the city's business.

City Hall, Montreal, January 31, 1968.

R. BOUCHARD, Q.C.,
23248-6-4-o *City Clerk.*

Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec
The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec

Notice is hereby given that "Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec — The Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec", body politic incorporated by letters patent dated July 4, 1958, under Part III of the Companies Act, having its head office at Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session to request the adoption of an act for the following purposes:

1. To change its corporative statute in such a such a way as to have it governed by a special act.

2. Require the adoption of this special act for the purpose of conferring to this Corporation its necessary powers and attributes and other purposes.

This act will be granted under the title of "The Masters in Thermal Central of the Province of Quebec Act.".

Quebec, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23289-6-4-o *Attorney for the petitioner.*

Cité de St-Lambert

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de St-Lambert » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant certains pouvoirs de sa charte pour les fins suivants:

Pour corriger la description d'un lot; pour appliquer les dispositions de la Loi des Cités et Villes concernant les demandes de soumissions publiques; pour louer ou opérer un terrain de golf municipal et restaurant; pour modifier le règlement No. 651 concernant l'imposition de taxes, et pour toutes autres fins.

St-Lambert, le 5 février, 1968.

Le conseiller juridique,
23249-6-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN, C.R.,

City of St.Lambert

Public notice is hereby given that the "City of St-Lambert" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session thereof for the passing of an Act amending certain powers of its charter of the following purposes:

To correct the description of a lot; to apply the provisions of the Cities and Towns' Act concerning the call of public tenders; to lease or operate a municipal golf course and restaurant; to amend By-law No. 651 concerning the imposition of taxes, and for all other purposes.

St-Lambert, February 5, 1968.

CECIL H. MACNAUGHTEN, Q.C.,
23249-6-4-o *City Sollicitor.*

Cité de Sainte-Foy

Avis est, par les présentes donné que la « Cité de Sainte-Foy », s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa présente session, pour l'adoption d'une loi, amendant sa charte, la Loi 3-4 Eliz. II, chapitre 84, aux fins suivantes:

1° Changer le nom de la « Cité de Sainte-Foy », pour « Ville de Sainte-Foy »;

2° Amender le paragraphe 3 de l'article 526-A de la Loi des Cités et Villes;

3° Demander des pouvoirs d'emprunts statutaires annuels; des pouvoirs pour consolider certaines dépenses capitales urgentes et imprévues, pour modifier la procédure du financement des travaux d'aqueduc, d'égout et de voirie lorsque ces travaux sont requis par des corps publics;

4° Modifier l'article 6 du chapitre 69 de 6-7 Eliz. II, relatif au compteur d'eau;

5° Amender l'article 173, paragraphe 8 de la Loi des Cités et Villes pour porter à quatre (4) ans le terme de l'élection du maire et des échevins de la Cité de Sainte-Foy;

6° Amender le paragraphe 6 de l'article 193 de la Loi des Cités et Villes pour remplacer les mots « au dernier recensement fédéral » par les suivants » au dernier recensement municipal décrété en vertu des dispositions de l'article 478 de la Loi des Cités et Villes »;

7° Amender l'article 517 relatif au taux d'intérêt;

8° Amender l'article 498 concernant l'homologation du rôle;

9° Demander des pouvoirs pour modifier ou approuver un plan directeur sans autres approbations que celles du Conseil de la Cité de Sainte-Foy et du ministre des Affaires municipales;

10° Demander des pouvoirs spéciaux pour statuer sur la propriété des rues et chemins actuellement ouverts à l'usage du public dans la municipalité de Sainte-Foy;

11° Pouvoir pour le Conseil municipal de la Cité de Sainte-Foy d'instaurer un Comité exécutif pour la Cité de Sainte-Foy.

12° Amender l'article 135 de la Loi des Cités et Villes pour permettre au Greffier de la Cité de Sainte-Foy de dresser la liste électorale que l'année de l'élection, sauf pour les cas d'élections partielles.

Et autres demandes.

Sainte-Foy, le 6 février 1968.

Le procureur de la requérante,
23290-6-4-o ROBERT B.-LAFRENIÈRE, avocat.

City of St. Foy

Notice is hereby given that the "City of St-Foy" will apply to the Quebec Legislature at its present session for the adoption of an act amending its charter, Act 3-4 Elizabeth II, chapter 84, for the following purposes:

1. To change the name of the "Cité de Sainte-Foy" to that of "Ville de Sainte-Foy";

2. To amend paragraph 3 of section 526-A of the Cities and Towns Act;

3. To request annual statutory loan powers; powers to consolidate certain urgent and unforseen capital expenditures, to amend the procedure for financing aqueduct, sewer and road works when these works are required by public bodies;

4. To amend section 6 of chapter 69 of 6-7 Elizabeth II concerning water meters;

5. To amend section 173, paragraph 8 of the Cities and Towns Act in order to extend to four (4) years the term of office of the mayor and aldermen of the City of St-Foy;

6. To amend paragraph 6 of section 193 of the Cities and Towns Act by replacing the words "at the last Federal census" by the following: "at the last municipal census ordered under the provisions of section 478 of the Cities and Towns Act";

7° To amend section 517 concerning rates of interest;

8° To amend section 498 concerning the homologation of the roll;

9. To request powers to amend or approve a master plan without other approval than that of the Council of the City of St. Foy and of the Minister of Municipal Affairs;

10. To request special powers to make rulings on the property of streets and roads presently open to public use in the municipality of St-Foy;

11. To request the power for the municipal Council of the City of St. Foy to establish an Executive Committee for the City of St-Foy;

12. To amend section 135 of the Cities and Towns Act in order to permit the Clerk of the City of St-Foy to prepare an electoral list only during the election year, save in the case of partial elections.

And other requests.

St-Foy, February 6, 1968.

ROBERT B.-LAFRENIÈRE, advocate,
23290-6-4 *Attorney for the petitioner.*

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Avis public est par les présentes donné que la corporation connue sous le nom de « Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi » constituée par la Loi XXIII, George V, chapitre 149, et que la corporation connue sous le nom de « L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie », constituée par la Loi XI, George V, chapitre 152, dont le nom a été successivement changé en celui de « Pensionnat St-Antoine de Padoue » par l'arrêté en conseil 319 du 3 février 1961 et en celui de « École Bellerive » par l'arrêté en conseil 1605 du 19 août 1964, s'adresseront à la Législature du Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi abrogeant les deux lois susmentionnées et pour constituer en corporation « Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé », sous le nom de « Les Antoniennes de Marie ».

Les corporations susdites s'adresseront également à la Législature du Québec pour que la nouvelle corporation « Les Antoniennes de Marie », ait son siège social en la cité de Chicoutimi et pour que ladite corporation reçoive de ladite législature les pouvoirs généraux et spéciaux nécessaires pour permettre à ses membres de poursuivre leurs fins dans les domaines de la religion de la charité et de l'éducation, « Les Antoniennes de Marie » devant obtenir tous les droits de propriété des biens meubles et immeubles des corporations susmentionnées et assumant également les obligations desdites corporations susmentionnées.

Le procureur des pétitionnaires,
23288-6-4-o PAUL E. FORTIN, C.R.

Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al*

Public notice is hereby given that the corporation known under the name of "Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi », incorporated by the Act XXIII, George V, chapter 149, and that the corporation known under the name of "L'Orphelinat Apostolique de la Malbaie", incorporated by the Act XI, George V, chapter 152, the name of which has been changed successively to that of "Pensionnat St-Antoine de Padoue" by order in council 319 dated February 3, 1961 and in that of "École Bellerive" by order in council 1605 dated August 19, 1964, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to repeal the two abovementioned acts and to incorporate "Les Soeurs Antoniennes de Marie, Reine du Clergé", under the name of "Les Antoniennes de Marie".

The aforesaid corporations will also apply to the Legislature of the Province of Quebec for the new corporation "Les Antoniennes de Marie" to have its head office in the city of Chicoutimi and for the said corporation to receive from the said Legislature the general and special powers necessary to enable its members to pursue their purposes in the fields of religion, charity and education, "Les Antoniennes de Marie" being entitled to all the property rights on movables and immovables of the abovementioned corporations and assuming also the obligations of the said abovementioned corporations.

PAUL E. FORTIN, Q.C.,
23288-6-4 *Attorney for the Petitioners.*

Cité de Lauzon

Avis est par les présentes donné que la « Cité de Lauzon » s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

abroger certaines dispositions de sa charte;

modifier l'allocation de dépenses du maire et des échevins et leur accorder un traitement annuel;

changer le jour et la date du scrutin pour l'élection du maire et des conseillers;

modifier les pouvoirs de la ville en matière de règlementation de la construction et du zonage;

permettre à la ville de construire des enceintes sportives et de conclure des ententes avec toute corporation municipale ou autres organismes à cette fin; permettre la construction et l'aménagement de telles enceintes sportives et culturelles dans la cité ou dans une municipalité voisine;

obtenir des pouvoirs additionnels concernant la construction de bordures de chaussée;

modifier les dispositions de sa charte concernant l'imposition d'une taxe d'eau sur les lots vacants, la vente des biens non réclamés et la protection de la chaussée des rues;

verser à Monsieur Mario Brousseau une pension annuelle lorsqu'il cessera d'être au service de la cité;

et pour d'autres fins.

Québec, ce 26e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
23111-5-4-o PRÉVOST ET ASSOCIÉS.

City of Lauzon

Notice is hereby given that the "City of Lauzon" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the adoption of an act for the following purposes:

to repeal certain provisions of its charter;

to modify the allocation for expenditures allowed to the mayor and the aldermen, and grant them an annual indemnity;

to change the day and date of the election of the mayor and the aldermen;

to modify the powers of the city in matters relating to the regulation of construction and zoning;

to allow the city to erect sports and cultural buildings and to enter into agreements with any municipal corporation or other organization for that purpose; to allow the erection and organization of such sports and cultural buildings in the city or in a neighbouring municipality;

to obtain additional powers concerning the construction of street curbs;

to modify the provisions of its charter relating to the imposition of a water tax on vacant lots, the sale of unclaimed property and the protection of the street pavements;

to pay to Mr. Mario Brousseau an annual pension when he shall cease to be an employee of the city;

and for other purposes.

Quebec, this 26th day of January 1968.

PRÉVOST AND PARTNERS.
23111-5-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Société des Soeurs des Saints-Apôtres

Avis est par les présentes donné que la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres », communauté religieuse, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation la « Société des Soeurs des Saints-Apôtres ».

Signé à Montréal, ce 15e jour de janvier 1968.

Les procureurs de la communauté,

23112-5-4-o LAMARRE et QUESNEL.

Succession Georges Clément Moïse Coutu

Avis public est par les présentes donné que Dame Cécile Coutu, ménagère, domiciliée au 776 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse commune en biens de Rodolphe Hébert, employé civique retraité, du même lieu, et Dame Marie Jeanne Coutu, ménagère, domiciliée au 854 boulevard Manseau, dans la cité et le district de Joliette, épouse séparée de biens de Raymond Marchand, courtier en valeurs, du même lieu, en leurs qualités d'exécutrices testamentaires conjointes de la « succession de Georges Clément Moïse Coutu », décédé le 20 décembre 1951, en son vivant, marchand, de ladite cité de Joliette, s'adresseront à la législature à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant le testament dudit Georges Clément Moïse Coutu, et autorisant lesdites exécutrices testamentaires à remettre immédiatement aux légataires universels de ladite succession, une propriété immobilière située au 433 rue Notre-Dame, à Joliette, nonobstant les termes dudit testament.

Joliette, 22 janvier 1968.

Le procureur des pétitionnaires,

23033-5-4-o GEORGES SYLVESTRE.

Cité de Shawinigan

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la « Cité de Shawinigan » s'adressera à la Législature lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la loi 8, Edouard VII, chapitre 95, aux fins suivantes:

1° Amender pour la cité de Shawinigan l'article 527 de la loi des cités et villes.

2° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de décréter la construction d'édifices pour fins de stationnement de véhicules automobiles, d'emprunter pour cette fin, de prélever une taxe spéciale pour garantir le remboursement de l'emprunt.

3° Amender sa charte, quant à la rémunération du maire et des échevins.

4° Amender sa charte quant au mode d'élection des échevins.

5° Amender sa charte concernant le droit de ne plus rendre appliquable pour la cité la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux.

6° Amender sa charte concernant le droit pour la cité de taxer les appareils de vente distributeurs de liqueurs douces.

7° Accorder à la corporation de la cité de Shawinigan le pouvoir de rendre exécutoire dans tous les districts judiciaires les mandats d'emprisonnement émis par la Cour municipale;

et pour toutes autres fins.

Shawinigan, le 30 janvier 1968.

Le procureur de la requérante,

23397-7-4-o CLAUDE GÉLINAS.

Society of the Sisters of the Holy Apostles

Notice is hereby given that the "Society of the Sisters of the Holy Apostles", religious order, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the legislature of Quebec during the present session to ask for the adoption of a law constituting in corporation the "Society of the Sisters of the Holy Apostles".

Signed in Montreal, this 15th day of January 1968.

LAMARRE and QUESNEL,

23112-5-4-o *Attorneys for the Religious Order.*

Estate Georges Clément Moïse Coutu

Public notice is hereby given that Mrs. Cécile Coutu, housekeeper, domiciled at 776 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife common as to property of Rodolphe Hébert, pensioned civic employee, of the said place, and Mrs. Marie Jeanne Coutu, housekeeper, domiciled at 854 Manseau Boulevard, in the city and district of Joliette, wife separate as to property of Raymond Marchand, investment dealer, of the same place, in their qualities of joint testamentary executors of the "estate of Georges Clément Moïse Coutu", who died on December 20th, 1951, in his lifetime merchant, of the said city of Joliette, will apply to the Legislature at its present session to obtain the adoption of a law modifying the will of the said Georges Clément Moïse Coutu and authorizing the said testamentary executors to give immediately to the universal legatees of the said estate, an immovable property situated at 433 Notre-Dame Street, in the said city of Joliette, notwithstanding the terms of the said will.

Joliette, January 22, 1968.

GEORGES SYLVESTRE,

23033-5-4-o *Attorney for the petitioners.*

City of Shawinigan

Public notice is hereby given that the corporation of the "City of Shawinigan" will apply to the Legislature at its present session to seek the adoption of an act amending its charter, Act 8, Edward VII, chapter 95, for the following purposes:

1. To amend section 527 of the Cities and Towns Act for the city of Shawinigan.

2. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to order the construction of buildings for the parking of motor vehicles, to borrow for this purpose, to levy a special tax to guarantee the reimbursement of the loan.

3. To amend its charter with respect to payment of the mayor and aldermen.

4. To amend its charter with respect to the manner of electing the aldermen.

5. To amend its charter concerning the right to withdraw application, for the city, of the Municipal Officers Dismissal Act.

6. To amend its charter with respect to the city's right to tax softdrink vending machines.

7. To grant to the corporation of the city of Shawinigan the power to enforce, in all judicial districts, prison mandates issued by the Municipal Court;

and for all other purposes:

Shawinigan, January 30, 1968.

CLAUDE GÉLINAS,

23397 *Attorney for the Petitioner.*

La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel

Avis est par les présentes donné que Nicholas Stavrides, de ville Mont-Royal, Arthanasios Kalpakis, de ville Saint-Laurent, Alexandros Zimakas, de ville Mont-Royal, Michael Argyrakis, de la cité de Montréal, Athanasios Pappas, de la ville de Beaconsfield, James Kaloheretis, de la ville de Pierrefonds, Andrew Polatos, de la cité de Laprairie, Themistoclis Manolakos, de la cité de Laval, James School, de la cité de Montréal, Christos Theophilos, de la cité de Montréal, et John Cheretis, de ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, s'adresseront à la législature provinciale, à sa présente session, aux fins d'adopter une loi se constituant en corporation ecclésiastique sous le nom en français, de « La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel », et en anglais, « The Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel ».

Montreal, le 12 février, 1968.

Le procureur des pétitionnaires,

23394-7-4-o GEORGE A. BEY.

Les Filles de la Sagesse

Avis public est, par les présentes, donné que « Les Filles de la Sagesse » s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi, aux fins suivantes: constituer en corporation les « Filles de la Sagesse », établir le siège social, définir les personnes qui deviendront membres de la corporation, les pouvoirs, droits et obligations de cette corporation, transmettre à cette nouvelle corporation les droits, pouvoirs et obligations de la corporation constituée sous la Loi 58 Victoria, chapitre 92, pourvoir à la régie interne de ses membres et à la dissolution, le cas échéant, et pour autres fins.

Montréal, le 12 février 1968.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,

23364-7-4-o PAGÉ, HÉBERT, & MAILLOUX.

La Ville de Hampstead

Avis public est, par les présentes, donné que « La Ville de Hampstead » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la Loi 4 George V, chapitre 94 et ses amendements, aux fins suivantes: abroger les articles 1 et 3 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, abroger les articles 13, 24, 25, 26 et 27 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 88, amender l'article 2 de la Loi 1 Édouard VIII, chapitre 12, augmenter le droit de passage pour l'installation des fils, enfin ratifier la vente faite par la ville, à la suite de son acquisition d'un terrain de Realty Securities Limited, le 16 février 1926, sous le No 9935 des minutes du notaire E. Godin, et pour autres fins.

Montréal le 12 février 1968.

Les procureurs,

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,

23365-7-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

Succession Henri Bernatchez

Avis est donné que La Compagnie de Prêts et de Fiducie, corps politique et incorporé ayant son siège social dans les cité et district de Québec, et Dame Henri Bernatchez, domiciliée dans la cité de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi restreignant la saisissabilité

Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel

Notice is hereby given that Nicholas Stavrides, of the town of Mount Royal, Athanasios Kalpakis, of the city of Saint Laurent, Alexandros Zimakas, of the town of Mount Royal, Michael Argyrakis, of the city of Montreal, Athanasios Pappas, of the city of Beaconsfield, James Kaloheretis, of the city of Pierrefonds, Andrew Polatos of the city of Laprairie, Themistoclis Manolakos, of the city of Laval, James School, of the city of Montreal, Christos Theophilos, of the city of Montreal and John Cheretis, of the city of Saint Laurent, and all of the district of Montreal will apply to the legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to constitute an Ecclesiastical Corporation under the name of "Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel" in English and "La Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel" in French.

Montreal, February 12, 1968.

GEORGE A. BEY,

23394-7-4-o *Solicitor for the Applicants.*

Les Filles de la Sagesse

Notice is hereby given that "Les Filles de la Sagesse" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, for the adoption of an act for the following purposes: to incorporate the "Filles de la Sagesse", to establish the head office, to define the persons who shall become members of the corporation, the powers, rights and obligations of this corporation, to assign to this new corporation the powers, rights and obligations of the corporation constituted under Act 58 Victoria, chapter 92, to provide for the internal administration of its members and to the dissolution, if necessary, and for other purposes.

Montreal, February, 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,

23364-7-4-o *Attorneys.*

Town of Hampstead

Public notice is hereby given that the "Town of Hampstead" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, the Act 4 George V, chapter 94 and its amendments, as follows: to repeal sections 1 and 3 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to repeal sections 13, 24, 25, 26 and 27 of the Act 7-8 Elizabeth II chapter 88, to amend section 2 of the Act 1 Edward VIII, chapter 12, to increase the right-of-way for the installation of wires and, to ratify the Deed of sale of lots 80-163-2 and 80-164-1 acquired from Realty Securities Limited, said deed executed before E. Godin, Notary, on February 16, 1926, under No. 9935, and for other purposes.

Montreal, February 12, 1968.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,

23365-7-4-o *Attorneys.*

Estate Henri Bernatchez

Take notice that La Compagnie de Prêts et de Fiducie, body politic and incorporated having its head office in the city of Quebec, and Mrs Henri Bernatchez domiciled in the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, ar its present session for the passing of an act restraining the attachability

et l'incessibilité des biens de la succession qu'ils administrent en leur qualité d'exécuteur et de fiduciaire du dernier testament de feu Me Henri Bernatchez.

Québec, 22 janvier 1968.

Les procureurs de la requérante,
LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
23110-5-4-o McNICOLL & LEVASSEUR.

Cité de Lévis

Avis public est par les présentes donné que la « Cité de Lévis » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Refonte de sa charte, la Loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 84;

2° Changer le nom de « la Cité de Lévis » pour « Ville de Lévis »;

3° Corriger la description territoriale de la Cité de Lévis;

4° Diviser la Cité en trois quartiers et déterminer le territoire desdits quartiers pour fins électorales municipales;

5° Définir la fonction d'estimateur;

6° À compter de 1969, prolonger de trois à quatre ans le mandat du maire et des échevins;

7° Changer la date des élections municipales, de la présentation des candidats et de la préparation de la liste électorale;

8° Réajuster les indemnités et allocations annuelles du maire et des échevins;

9° Permettre de réglementer le zonage dans les secteurs annexés sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

10° Permettre d'amender le règlement actuel de zonage dans les deux années de la sanction de la présente loi sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

11° Permettre d'amender certains règlements d'emprunts afin de rendre plus équitable la taxe spéciale imposée à certains propriétaires;

12° Permettre d'emprunter un montant égal à l'amortissement annuel de la dette sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales;

13° Permettre de conserver certaines amendes perçues par la cité;

14° Permettre de faire des ententes en matière de loisirs avec toute autre municipalité;

15° Pour toutes autres fins.

Lévis, ce 15 février, 1968.

Les procureurs de la cité,
23476-8-4-o GERMAIN, THIBAUDEAU & LESAGE.

La Corporation de la cité des Trois-Rivières

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la Cité de Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa présente Session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale afin d'abroger son pouvoir de payer une pension de retraite à ses officiers et employés permanents après un minimum de 25 ans de service, en vue de créer un fonds contributoire de pension plus avantageux pour ses employés et pour toutes autres fins jugées nécessaires dans l'intérêt de la Cité et pour la bonne administration de ses affaires.

Trois-Rivières, 20 février 1968.

Le procureur de la pétitionnaire,
23498-8-4-o JEAN MÉTHOT, C.R.

of immovable goods of the estate which they administer in their quality of executor and trustee of the last will of the late Henri Bernatchez.

Quebec, January 22, 1968.

LAZAROVITZ, BERNATCHEZ,
McNICOLL & LEVASSEUR.
23110-5-4-o *Attorneys for petitioner.*

City of Levis

Notice is hereby given that the "City of Levis" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

1. To consolidate its charter, Act 5-6 Elizabeth II, chap. 84;

2. To change the name of "the city of Levis" by "the town of Levis";

3. To correct the territorial description of the City of Levis;

4. To divide the city into three wards and to approtion the area of the said wards for municipal electoral purposes;

5. To define the assessor's charge;

6. From 1969 onward, to extend from three to four years the term of office for the mayor and aldermen;

7. To change the date of municipal elections, the nomination of candidates and the preparation of the electoral list;

8. To readjust the yearly indemnities and allowances for the mayor and aldermen;

9. To authorize to adopt by-laws respecting zoning in the annexed areas without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

10. To provide for the amendment of the existing zoning by-law within two years of the putting into force of this act without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

11. To authorize amendments to some loan by-laws in order to achieve a fairer basis of the special taxation levied against some property owners.

12. To authorize loans up to an amount equal to the annuities on the debt without any formality other than the approval of the Department of Municipal Affairs;

13. To authorize to keep some fines collected by the City;

14. To authorize to enter into agreement with other municipal bodies respecting recreational activities;

15. For any other purpose.

Levis, February 15, 1968.

GERMAIN, THIBAUDEAU & LESAGE.
23476-8-4-o *Attorneys for the City.*

The Corporation of the City of Trois-Rivières

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Trois-Rivières will apply to the Quebec Provincial Legislature at its present session to obtain the adoption of a special act repealing its power to pay a retirement pension to its permanent officials and employees after a minimum of 25 years service, for the purpose of creating a contributory pension fund which would be more advantageous for its employees, and for all other purposes deemed necessary in the interest of the city and for the proper administration of its affairs.

Trois-Rivières, February 20, 1968.

JEAN MÉTHOT, Q.C.,
23498-8-4 *Attorney for the petitioner.*

Liquidation — Avis de

Porte Électronique inc.

Avis est donné que la compagnie « Porte Électronique inc. », constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 6 décembre 1961, avec siège social à Québec, a été dissoute le 29 janvier 1968, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, Statuts refondus, 1964, chapitre 281.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23437-o 15903-61

Winding up Notices

Porte Électronique inc.

Notice is hereby given that "Porte Électronique inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated December 6, 1961, with head office in Quebec, has been dissolved on January 29, 1968, pursuant to the Winding-Up Act, Revised Statutes, 1964, chapter 281.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23437 15903-61

Ministère des Finances
Assurances

Chicago Title Insurance Company

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « Chicago Title Insurance Company », enregistrée sous le numéro 704, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 1449, qui l'autorise, à compter du 31 janvier 1968, à effectuer dans la Province des contrats relatifs à l'assurance du droit de propriété.

Le siège social de la compagnie est situé à 925, rue Walnut, Kansas City, état du Missouri, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé maître Bronson Culver, c.r., 800, carré Victoria, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 15 février 1968.

Pour le Ministre des finances de la Province,
Le surintendant des assurances,
23487-8-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Hartford Accident and Indemnity Company

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « Hartford Accident and Indemnity Company », dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec avec « Hartford Fire Insurance Company », dont le siège social est situé à Hartford, Connecticut, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 31 décembre 1967;

Attendu que « Hartford Fire Insurance Company » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « Hartford Accident and Indemnity Company » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « Hartford Accident and Indemnity Company » sont annulés à compter du 12 février 1968.

Donné au bureau du Services des assurances, Ministère des Finance, le 12 février 1968.

Pour le Ministre des finances de la province,
Le surintendant des assurances,
23510-8-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

Department of Finance
Insurance

Chicago Title Insurance Company

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "Chicago Title Insurance Company", registered under number 704, has obtained the license and certificate of registry number 1449, authorizing it, as from the 31st of January 1968, to undertake in the Province contracts of title insurance.

The head office of the company is situated at 925, Walnut Street, Kansas City, State of Missouri, United States of America.

The company has appointed Mr. Bronson Culver, Q.C., 800, Victoria Square, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 15th of February 1968.

For the Minister of Finance of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
23487-8-2-o *Superintendent of Insurance.*

Hartford Accident and Indemnity Company

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "Hartford Accident and Indemnity Company", whose head office is situated in Hartford, Connecticut, United States of America, which company was duly authorized to do business in the Province of Quebec, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "Hartford Fire Insurance Company", whose head office is situated in Hartford, Connecticut, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 31st of December 1976;

Whereas "Hartford Fire Insurance Company" is duly authorized to do business in the Province of Quebec;

Whereas "Hartford Accident and Indemnity Company" has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Hartford Accident and Indemnity Company" are cancelled as from the 12th of February 1968.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 12th of February 1968.

For the Minister of Finance of the Province.
ROGER-A. CAMARAIRE,
23510-8-2-o *Superintendent of Insurance.*

Ministère de l'Éducation

Percé (Prot.)

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Percé, dans le comté de Gaspé-Sud, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Belle-Anse dans le même comté.

Québec, le 6 février 1968.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

23343-7-2-o

Department of Education

Percé (Prot.)

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Percé, in the county of Gaspé-South, for Protestant tax-payers, only, to the Protestant school municipality of Belle-Anse in the same county.

Quebec, February 6, 1968.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

23343-7-2

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus entretenus par le ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Ste-Anne-des-Plaines paroisse, comté de Terrebonne, l'ancien chemin nord Rivière Mascouche, vis-à-vis les lots P-587, P-588 et P-589, sur une longueur de 1,354 pieds.

Dans la municipalité de St-Louis-de-Terrebonne, comté de Terrebonne, l'ancien chemin nord Rivière Mascouche, vis-à-vis les lots P-584, P-585 et P-586, sur une longueur de 3,670 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame de Lourdes paroisse, comté de Mégantic, trois parties de l'ancienne route No 49, vis-à-vis le lot 4B du rang I, les lots 4A et 5B du rang I et les lots 61 et 62 du rang III, sur une longueur de 3,870 pieds. L'ancien chemin Notre-Dame de Lourdes situé à l'est du nouveau chemin, vis-à-vis les lots P-67 et P-69 du rang III et les lots P-18 et P-19 du rang I, sur une longueur de 995 pieds.

Dans la municipalité d'Asbestos Ville, comté de Richmond, l'ancienne route No 32, de la rue du Golf en direction ouest jusqu'à la rue Jutras, sur une longueur de 9,608 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Lebel-sur-Quévillon, comté d'Abitibi-Est, le chemin d'accès à la ville, de l'intersection avec la route Senneterre-Chibougamau, vers le sud-est, jusqu'à la gare, sur une longueur de 26,330 pieds.

Dans le Canton Vasson non organisé, comté d'Abitibi-Est, la partie de l'ancienne route No 60, vis-à-vis les lots 35 et 36 du rang V, sur une longueur de 5,280 pieds.

Québec, le 5 février 1968.

Le ministre de la Voirie,
FERNAND J. LAFONTAINE.

23452-o

Department of Roads

Notice

The roads hereinafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Ste-Anne-des-Plaines parish, county of Terrebonne, the former Rivière Mascouche Road north, facing lots P. 587, P. 588, and P. 589, to a length of 1,354 feet.

In the municipality of St-Louis-de-Terrebonne, county of Terrebonne, the former Rivière Mascouche Road north, facing lots P. 584, P. 585 and P. 586, to a length of 3,670 feet.

In the municipality of Notre-Dame de Lourdes Parish, county of Megantic, three parts of former Route 49, facing lot 4B on Range I, lots 4A and 5B on Range I and lots 61 and 62 on Range III, to a length of 3,870 feet. The former Notre-Dame de Lourdes Road situated east of the new road, facing lots P. 67 and P. 69 on Range III and lots P. 18 and P. 19 on Range I, to a length of 995 feet.

In the municipality of the town of Asbestos, county of Richmond, former Route 32, from Golf St. in a westerly direction to Jutras St., to a length of 9,608 feet.

In the municipality of the town of Lebel-sur-Quévillon, county of Abitibi-East, the access road to the town, from the intersection of the Senneterre-Chibougamau Highway towards the south-east to the station, to a length of 26,330 feet.

In the township of Vasson, not organized, county of Abitibi-East, the part of former Route 60 facing lots 35 and 36 on Range V, to a length of 5,280 feet.

Quebec, February 5, 1968.

FERNAND J. LAFONTAINE,
Minister of Roads.

23452

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 10 janvier 1968.

M. Jean-Paul Boulet, avocat, membre du Barreau de la province, de La Malbaie: nommé, à compter du 10 janvier 1968, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires de Hauterive et de Saguenay, avec résidence à La Malbaie ou dans le voisinage immédiat.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 4-68

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, January 10, 1968.

Mr. Jean-Paul Boutet, advocate, member of the Bar of the Province, of La Malbaie: appointed, as from January 10, 1968, Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction to the judicial districts of Hauterive and Saguenay, with residence in La Malbaie or immediate vicinity.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 4-68

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 10 janvier 1968.

M. Maurice Rousseau, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de St-Hyacinthe: nommé en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Maurice Rousseau, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 10 janvier 1968, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23417-o 3-68

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Quebec, January 10, 1968.

Mr. Maurice Rousseau, advocate, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel, of St. Hyacinthe: appointed, pursuant to the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction in the judicial district of Montreal, with residence in the City of Montreal or vicinity. The said Mr. Maurice Rousseau, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Sessions, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, as from January 10, 1968, jurisdiction as a magistrate under Part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23417 3-68

Syndicats professionnels

Association des Principaux de Le Royer-Le Gardeur

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Principaux de Le Royer – Le Gardeur », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 30 janvier 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 14288, Dorchester est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 1er février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23439-o 80-67

Association des Principaux du Diocèse de Sherbrooke

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Principaux du Diocèse de Sherbrooke », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 janvier 1968.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 825, rue Bowen sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Québec, le 1er février 1968.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

23477-o 8-66

Professional Syndicates

Association des Principaux de Le Royer-Le Gardeur

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des Principaux de Le Royer – Le Gardeur", has been authorized by the Provincial Secretary on January 30, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 14288 Dorchester East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Quebec, February 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23439 80-67

Association des Principaux du Diocèse de Sherbrooke

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, underthe name of "Association des Principaux du Diocèse de Sherbrooke", has been authorized by the Provincial Secretary on January 29, 1968.

The head office of the said professional syndicate is situated at 825 Bowen Street South, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Quebec, February 1, 1968.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

23477 8-66

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 17-5 à 17-106 et 25-5 à 25-132 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 février 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

23496-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 17-5 to 17-106 and 25-5 à 25-132 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 8, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

23496-o

Paroisse de St-Armand-Ouest

Cadastre officiel de la paroisse de St-Armand-Ouest, municipalité de la paroisse de St-Armand-Ouest, division d'enregistrement de Missisquoi.

Avis est par la présente donné que une partie d'un chemin pbulic est annulée et le lot 387 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er février 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

23496-o

Parish of St-Armand-West

Official cadastre of the parish of St-Armand-West, municipality of the parish of St-Armand-West, registration division of Missisquoi.

Notice is hereby given that a part of Public Road is cancelled and the lot 387 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February, the 1st 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

23496-o

Paroisse de St-Joachim de Châteauguay

Cadastre officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, municipalité de la ville de Châteauguay-Centre, division d'enregistrement de Châteauguay.

Avis est par la présente donné que le lot 119-357 est remis en vigueur en virtu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 février 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

23496-o

Parish of St-Joachim de Châteauguay

Official cadastre of the parish of St-Joachim de Châteauguay, municipality of the town of Châteauguay-Centre, registration division of Châteauguay.

Notice is hereby given that the lot 119-357 is reinstated in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 12, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

23496-o

Ville de St-Germain de Rimouski

Cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, municipalité de la cité de Rimouski, Division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 13-12, une partie des lots 8-62, 8, 13 et la partie restante du lot 13-13 sont annulés et le lot 626 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 janvier 1968.

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

23496-o

Town of St-Germain de Rimouski

Official cadastre of the town of St-Germain de Rimouski, municipality of the city of Rimouski, Registration Division of Rimouski.

Notice is hereby given that the lot 13-12, one part of lots 8-62, 8, 13 and the remaining part of lot 13-13 are cancelled and the lot 626 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 25, 1968.

FERNAND BOUTIN,
Deputy-minister.

23496-o

Ministère du Travail

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 184 du 8 février 1950 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 353 du 14 février 1968. le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 18 février 1968 au 18 février 1969; cette cotisation s'execer comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 104 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $72 par semaine.

Department of Labour

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Automobile Industry of Montreal and district (established in pursuance of Decree number 184 of February 8, 1950 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree according to the conditions mentioned below. A by-law, approved by Order in Council number 353, dated February 14, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contitution period extends from February 18, 1968, to February 18, 1969. The levy carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 184 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/5 of 1% of the salary set forth in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., $72 a week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 184 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/5 de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi des décrets de Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévue du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du district, pour la période comprise entre le 18 février 1968 et le 18 février 1959.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'AUTOMOBILE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 février 1968 et le 18 février 1969.

Recettes:	
Cotisations patronales	$ 94,476.14
Cotisations ouvrières	94,476.14
Cotisations artisanales	12,167.52
Pénalités et amendes	7,157.00
Dommages: intérêts liquidés	5,347.06
Honoraires d'examen	2,766.00
Intérêts sur placements	5,117.44
Impôt fédéral	7,172.82
Impôt provincial	5,671.65
Rentes du Québec	1,490.00
Assurance-chômage	828.78
Assurance-groupe	1,380.60
Fonds de pension	3,065.00
Fiches de temps	893.00
	$242,009.15

(c) Employees governed by said Decree number 184 and amendments shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1|5 of 1% of their wages.

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all information requested by the Parity Committee must be given. Every month, the professional employer shall complete his report, sign it and forward it to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect this levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues, together with that of his employees, shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his contributions or supply necessary information, five (5) days' notice will be given him in order that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of every year.

An estimate of receipts and expenditures of the Parity Committee for the Automobile Industry of Montreal and district for the February 18, 1968 to February 18, 1969 period is given below.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE AUTOMOBILE INDUSTRY OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of receipts and disbursements for the February 18, 1968, to February 18, 1969, period.

Receipts:	
Employers' dues	$ 94,476.14
Employees' dues	94,476.14
Artisans'dues	12,167.52
Penalties and fines	7,157.00
Damages: paid-up interest	5,347.06
Examination fees	2,766.00
Interest on investments	5,117.44
Federal tax	7,172.82
Provincial tax	5,671.65
Quebec Pension Plan	1,490.00
Unemployment Insurance	828.78
Group insurance	1,380.60
Pension fund	3,065.00
Time sheets	893.00
	$242,009.15

Déboursés:

Salaire du secrétaire	$ 11,000.00
Salaires du personnel	39,923.04
Salaires des inspecteurs	63,627.72
Frais d'inspection	7,179.91
Honoraires: Bureau d'examinateurs	6,869.50
Frais: Bureau d'examinateurs	4,880.00
Loyer et taxes	25,628.30
Éclairage, chauffage, entretien	3,624.63
Frais judiciaires	8,050.00
Frais de vérification	1,250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	5,556.17
Poste, téléphone, télégramme	6,912.84
Intérêt, échange, agios	20.00
Abonnement et publicité	2,800.64
Jetons de présence (membres du comité)	2,430.00
Frais de déplacements (membres du comité)	6,135.00
Frais de délégation	200.00
Cours de formation	235.00
Rentes du Québec	2,980.00
Assurance-chômage	1,657.56
Assurance-groupe	2,761.20
Assurance caution	60.00
Assurance générales	17.25
Fonds de pension	6,130.00
Impôt fédéral	7,172.82
Impôt provincial	5,671.65
	$222,763.23
Excédent des recettes sur les déboursés prévu	$ 19,245.92
Moins subvention à la Commission d'Apprentissage	24,728.82
Déficit prévu	$ 5,482.90

Disbursements:

Secretary's salary	$ 11,000.00
Staff's salary	39,923.04
Inspector's salaries	63,627.72
Inspection expenses	7,179.91
Fees: Board of Examiners	6,869.50
Expenses: Board of Examiners	4,880.00
Rent and taxes	25,628.30
Lights, heat, maintenance	3,624.63
Legal costs	8,050.00
Auditor's fees	1,250.00
Printing, stationery, office equipment	5,556.17
Postage, telephone, telegrams	6,912.84
Interest, exchange, agio	20.00
Subscription and advertising	2,800.64
Attendance fees (Committee members)	2,430.00
Travelling expenses (Committee members)	6,135.00
Delegation expenses	200.00
Training courses	225.00
Quebec Pension Plan	2,980.00
Unemployment Insurance	1,657.56
Group insurance	2,761.20
Fidelity bond	60.00
General insurance	17.25
Pension fund	6,130.00
Federal tax	7,172.82
Provincial tax	5,671.65
	$222,763.23
Forecast surplus	$ 19,245.92
Less: Apprenticeship Commission subsidy	24,728.82
Forecast deficit	$ 5,482.90

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1968. 23418-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1968. 23418-o

Avis de prélèvement

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière, établi en exécution du décret numéro 1158 du 19 juillet 1962, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 351, du 14 février 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 5 mars 1968 au 30 juin 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1158 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that *Le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière* (established in pursuance of Decree number 1158 of July 19, 1962) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 351, dated February 14, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from March 5, 1968 to June 30, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by Decree number 1158 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for the employees subject to said decree (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1158 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon, soit $70 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1158 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des cotisations payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel oud'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de l'alimentation de Jonquière, pour la période du 5 mars 1968 au 30 juin 1969.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION DE JONQUIÈRE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 5 mars 1968 et le 30 juin 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 9,000.00
Cotisations ouvrières	9,000.00
Cotisations artisanales	588.75
Impôt fédéral	198.20
Impôt provincial	143.64
Rentes du Québec	123.50
Assurance-chômage	104.00
Assurance-vie-santé	136.25
	$19,295.34

(*b*) Artisans governed by said Decree number 1158 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary stipulated in the decree for a journeyman, i.e., $70 per week.

(*c*) Employees governed by Decree number 1158 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

2. *Collection of Dues*

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by said Parity Committee should be indicated. Every month, the professional employer shall complete, sign, and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on behalf of the Committee, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is requested. The professional employer's dues together with those of his employees, payable to the Parity Committee, must accompany said report. The Committee has the authority to request an attestation of said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give the necessary information, he shall be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial Report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and dsbursements of *Le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation de Jonquière* for the March 5, 1968 to June 30, 1969 period is given below.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION DE JONQUIÈRE

Estimate of receipts and disbursements for the March 5, 1968 to June 30, 1969 period.

Receipts:

Employers' dues	$ 9,000.00
Employees' dues	9,000.00
Artisans' dues	588.75
Federal tax	198.20
Provincial tax	143.64
Quebec Pension Plan	123.50
Unemployment Insurance	104.00
Health, life insurance	137.25
	$19,295.34

Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 5,460.00	Secretary's salary	$ 5,460.00
Salaires du personnel	3,025.00	Staff's salary	3,025.00
Frais d'inspection	3,900.00	Inspection expenses	3,900.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	80.00	Fees: Board of Examiners	80.00
Frais: Bureau des examinateurs	160.00	Expenses: Board of Examiners	160.00
Loyer et taxes	1,500.00	Rent and taxes	1,500.00
Éclairage, chauffage, entretien	100.00	Lights, heat, maintenance	100.00
Frais judiciaires	180.00	Legal costs	180.00
Frais de vérification	250.00	Auditor's fees	250.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	250.00	Printing, stationery, office equipment	250.00
Poste, téléphone, télégramme	300.00	Postage, telephone, telegrams	300.00
Intérêt, échange, agios	35.00	Interest, exchange, agio	35.00
Abonnement et publicité	200.00	Subscription and advertising	200.00
Jetons de présence (membre du Comité)	600.00	Attendance fees (Committee members)	600.00
Frais de déplacement (membres du Comité)	1,200.00	Travelling expenses (Committee members)	1,200.00
Frais de délégation	250.00	Delegation expenses	250.00
Rentes du Québec	247.00	Quebec Pension Plan	247.00
Assurance-chômage	208.00	Unemployment Insurance	208.00
Assurance-vie-santé	274.50	Health, life insurance	274.50
Assurance-caution	10.00	Fidelity bond	10.00
Assurances générales	25.00	General insurance	25.00
Impôt fédéral	198.20	Federal tax	198.20
Impôt provincial	143.64	Provincial tax	143.64
	$18,596.34		$18,596.34
Excédent des recettes sur les déboursés prévu:	$ 699.00	Forecast surplus	$ 699.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1968. 23418-o

Deputy Minister of Labour.
DONAT QUIMPER,

Department of Labour,
Québec, February 24, 1968. 23418-o

Avis de prélèvement

Le ministre du Travail, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Métiers de la Construction de Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 2970 du 31 octobre 1967, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 352 du 14 février 1968, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (SRQ 1964, ch. 143), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date d'entrée en vigueur du décret numéro 2970 au 31 janvier 1969; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 2970, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis payés).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 2970, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit $0.50 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 2970, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (RSQ 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières (established in pursuance of Decree number 2970 of October 31, 1967) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 352, dated February 14, 1968, authorizes such levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from the effective date of Decree number 2970 until January 31, 1969. The levy is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said Decree number 2970 shall the Joint Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid) for the employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said Decree number 2970 shall turn over to the Joint Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the salary stipulated in the decree for the lowest-paid journeyman, i.e., 50¢ a week.

(*c*) Employees governed by said Decree number 2970 shall pay the Joint Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses paid).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés,au moyen d'une retenue sur le slaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel etdes sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'acord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Métiers de la Construction des Trois-Rivières, pour la période se terminant le 31 janvier 1969.

4. Disposition spéciale

Les dispositions du présent règlement s'appliquent également aux employeurs professionnels et aux salariés assujettis aux décrets numéros 1247 du 4 août 1966, 1057 du 14 avril 1967 et 1575 du 14 juin 1967, relatifs à l'industrire de l'acier de structure dans la province, aux lignes de distribution d'énergie électrique dans la province et aux lignes de transport d'énergie électrique dans la province respectivement, dont la mise à exécution a été confiée au Comité paritaire susmentionné.

COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 31 janvier 1969.

Recettes:

Cotisations patronales	$ 64,000.00
Cotisations ouvrières	64,000.00
Cotisations artisanales	1,875.00
Pénalités et amendes	3,125.00
Dommages: Intérêts liquidés	2,500.00
Honoraires d'examen	1,250.00
Intérêts de banque	8,750.00

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Joint Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Joint Committee shall be given. Every month, the professional employer shall complete, sign and forward his report to the Joint Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer shall collect the levy by means of a check-off.

The professional employer shall forward his monthly report to the Joint Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is requested. The professional employer's dues, together with those of his employees, shall accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or give the necessary information, he shall be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Joint Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Joint Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st of each year.

An estimate of receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Trois-Rivières for the period ending January 31, 1969, is given below.

4. Special Provision

The provisions of the present by-law likewise apply to the professional employers and the employees subject to Decrees numbers 1247 of August 4, 1966 (Structural Steel Industry in the Province of Quebec), 1057 of April 14, 1967 (Electric Power Distribution Lines) and 1575 of June 14, 1967 (Electric Power Transmission Lines in the Province), whose application has been entrusted to the abovementioned Joint Committee.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF TROIS-RIVIÈRES

Estimate of receipts and disbursements for the period ending January 31, 1969.

Receipts:

Employers' dues	$ 64,000.00
Employees' dues	64,000.00
Artisans' dues	1,875.00
Penalties and fines	3,125.00
Damages: paid-up interest	2,500.00
Examination fees	1,250.00
Bank interest	8,750.00

Impôt fédéral	$ 8,937.00	Federal tax	$ 8,937.00
Impôt provincial	9,090.00	Provincial tax	9,090.00
Rentes du Québec	1,250.00	Quebec Pension Plan	1,250.00
Assurance-chômage	250.00	Unemployment Insurance	250.00
Congés payés en fiducie	227,000.00	Vacation pay held in trust	227,000.00
Sécurité sociale (retraite et décès)	3,750.00	Social security (retirement and death)	3,750.00
	$395,777.00		$395,777.00
Déboursés:		*Disbursements:*	
Salaire du secrétaire	$ 13,000.00	Secretary's salary	$ 13,000.00
Salaires du personnel	23,530.00	Staff's salary	23,530.00
Salaires des inspecteurs	52,650.00	Inspectors' salaries	52,650.00
Frais d'inspection	13,125.00	Inspection expenses	13,125.00
Honoraires: Bureau des examinateurs	1,250.00	Fees: Board of Examiners	1,250.00
Frais: Bureau des examinateurs	625.00	Expenses: Board of Examiners	625.00
Loyer et taxes	1,875.00	Rent and taxes	1,875.00
Éclairage, chauffage, entretien	1,125.00	Lights, heat, maintenance	1,125.00
Frais judiciaires	1,875.00	Legal costs	1,875.00
Frais de vérification	1,875.00	Auditor's fees	1,875.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	2,375.00	Printing, stationery, office equipment	2,375.00
Poste, téléphone, télégramme	1,500.00	Postage, telephone, telegrams	1,500.00
Intérêt, échange, agios	500.00	Interest, exchange, agio	500.00
Abonnement et publicité	625.00	Subscription and advertising	625.00
Jetons de présence (membres du Comité)	1,440.00	Attendance fees (Committee members)	1,440.00
Frais de déplacements (membres du Comité)	4,900.00	Travelling expenses (Committee members)	4,900.00
Frais de délégation	1,200.00	Delegation expenses	1,200.00
Rentes du Québec	1,250.00	Quebec Pension Plan	1,250.00
Assurance-chômage	250.00	Unemployment Insurance	250.00
Assurance-groupe	1,220.00	Group insurance	1,220.00
Assurance-caution	125.00	Fidelity bond	125.00
Assurances générales	375.00	General insurance	375.00
Fonds de pension	2,500.00	Pension fund	2,500.00
Impôt fédéral	8,937.00	Federal tax	8,937.00
Impôt provincial	9,090.00	Provincial tax	9,090.00
Congés payés (remboursement)	227,000.00	Vacation pay (reimbursements)	227,000.00
Sécurité sociale (retraite et décès) payée à la fiducie	1,250.00	Social security (retirement and death) paid to trust company	1,250.00
Sécurité maladie-hospitalisation payés à Cie d'Ass.	1,500.00	Hospitalization, illness premiums paid to insurance company	1,500.00
Ameublement et équipement	3,000.00	Furniture and equipment	3,000.00
	$379,967.00		$379,967.00
Excédent des recettes sur les déboursprévu:	$ 15,810.00	Forecast surplus	$ 15,810.00

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 24 février 1968. 23418-o

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, February 24, 1968. 23418-o

Proclamation

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

Le sous-procureur, général, JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU QUE les dispositions de l'article 29 de la Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools (15-16 Elizabeth II, chapitre 21), décrètent que les articles 1, 4, 5, 7, 9, 10 et 11, le paragraphe *a* de l'article 12 et les articles 13 à 16, 19 à 22, 24 et 26 de ladite loi entreront en vigueur à la date qui sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au 1er mars 1968 la date de l'entrée en vigueur desdits articles de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 321, en date du 14 février 1968, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au 1er mars 1968, la date de l'entrée en vigueur des articles 1, 4, 5, 7, 9, 10 et 11, le paragraphe *a* de l'article 12 et les articles 13 à 16, 19 à 22, 24 et 26 de la Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools (15-16 Elizabeth II, chapitre 21).

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien aimé l'honora- HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt et unième jour de février en l'année mil neuf cent soixante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
23417-o LUCIEN DARVEAU.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the provisions of section 29 of the Act to amend the Liquor Board Act (15-16 Elizabeth II, chapter 21), decrees that sections 1, 4, 5, 7, 9, 10 and 11, paragraph (*a*) of section 12 and sections 13 to 16, 19 to 22, 24 and 26 of the said Act shall come into force on the date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix March 1, 1968 as the date on which the said sections of the said Act shall come into force.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 321, dated February 14, 1968, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that March 1, 1968 be fixed as the date of the coming into force of sections 1, 4, 5, 7, 9, 10 and 11, paragraph (*a*) of section 12 and of sections 13 to 16, 19 to 22, 24 and 26 of the Act to amend the Liquor Board Act (15-16 Elizabeth II, chapter 21).

OF ALL OF WHICH all Our Loving Subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-first day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-eight, and in the seventeenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
23417 *Associate Assistant Secretary of the Province.*

Vente d'effets non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le dernier jour de novembre 1967, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à DIX heures de l'avant-midi, MERCREDI, le VINGTIÈME (20e) jour de MARS 1968, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 25 janvier 1968.

Canadian Pacific Railway Company,

Par le gérant du Service des Postes et Bagages,
23113-5-6-o W. G. WRIGHT.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the thirtieth day of November 1967, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at TEN o'clock in the forenoon, on WEDNESDAY, the TWENTIETH (20th) day of MARCH 1968, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 25, 1968.

Canadian Pacific Railway Company,

Per: W. G. WRIGHT,
Manager, Mail and Baggage Traffic.
23113-5-6-o

Ratification de titres

Foyer Ste-Luce inc.

Canada, province de Québec, district de St-François, dans la Cour Supérieure, No 4695. « Foyer Ste-Luce inc. », corps politique incorporé ayant son siège social à Disraéli, district de St-François, débitrice en liquidation, et René Lefaivre, syndic et liquidateur ayant son bureau à 105, côte de la Montagne, dans les cité et district de Québec, liquidateur, et J.-Maurice Roy, résidant et domicilié à 322, rue O'Meara, à Thetford Mines, district de Mégantic, acquéreur;

Avis suivant l'article 10 du chapitre 22 S.R.Q. 1964.

Je soussigné, Charles Lemieux, protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de St-François, atteste:

A: J.-Maurice Roy, acquéreur, a déposé au greffe de la Cour Supérieure, copie authentique de son acte d'acquisition de l'immeuble ci-après décrit, savoir:

« Un immeuble situé à Village de Disraéli, comté de Wolfe, connu et désigné au plan et au libre de renvoi officiels pour le sixième rang du canton de Garthby, dans le coté de Wolfe, comme étant les lots numéros huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf et vingt de la subdivision du lot trente-B (Nos. 30-B-8, 30-B-9, 30-B-10, 30-B-11, 30-B-12, 30-B-13, 30-B-14, 30-B-16, 30-B-17, 30-B-18, 30-B-19 et 30-B-20) et comme étant une partie du ot numéro cinq de la subdivision du lot numéro trente-B (30-B-5 ptie) mesurant un pied de profondeur par toute la largeur dudit lot et bornée comme suit, savoir: à un bout au nord par le lot numéro huit de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre, à l'autre bout au sud par le résidu dudit lot numéro cinq de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre appartenant à Marcel Couture, d'un côté à l'est par une rue étant le lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre de l'autre côté à l'ouest par le lot numéro six de la subdivision du lot numéro trente-B du susdit cadastre avec toutes les bâtisses dessus construites, y compris circonstances et dépendances, et avec et y compris droit à une servitude de vue perpétuelle contre les lots numéros cinq et six de la subdivision du lot numéro trente-B (Nos 30-B-5 et 30-B-6) du susdit cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Garthby en faveur du susdit lot numéro huit de la subdivision du lot numéro trente-B (trente 30-B-8) du susdit cadastre et contre les numéros six et sept de la subdivision du lot numéro trente-B (Nos 30-B-6 et 30-B-7) du susdit cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Garthby en faveur du susdit lot numéro vingt de la subdivision du lot numéro trente-B (No. 30-B-20) du susdit cadastre, tel que cette servitude a été établie dans un acte de servitude par Marcel Couture, Lionel Dargie et Janelle Jolicoeur en faveur de Foyer Ste-Luce Inc., exécuté devent Me Pierre Beaudoin, notaire, le quinze juin mil neuf cent soixante-et-un et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, le seize juin mil neuf cent soixante-et-un, sous le numéro 67871 ».

Confirmation of Titles

Foyer Ste-Luce inc.

Canada, province of Quebec, district of St. François, in the Superior Court, No. 4695. "Foyer Ste. Luce Inc.", a body politic and corporate, having its head office in Disraéli, district of St-François; debtor in liquidation, and René Lefaivre, trustee and liquidator, having his office at 105, Côte de la Montagne, in the city and district of Quebec; liquidator; and J.-Maurice Roy, residing and domiciled at 322 O'Meara, in Thetford Mines, district of Megantic; purchaser;

Notice according to article 10 of chapter 22, R.S.Q. 1964.

I, the undersigned, Charles Lemieux, prothonotary of the Superior Court of St. François, district, attest:

A. J.-Maurice Roy, purchaser, has filed a true copy of a deed of sale of an immovable property described as follows:

"A property situated at the village of Disraéli, county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the sixth range of the township of Garthby, in the county of Wolfe, as being lots numbers eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen and twenty of the subdivision of lot number thirty-B (Nos. 30-B-8, 30-B-9, 30-B-10, 30-B-11, 30-B-12, 30-B-13, 30-B-14, 30-B-16, 30-B-17, 30-B-18, 30-B-19 and 30-B-20) and as being part of lot number five of the subdivision of lot number thirty-B (Pt. No. 30-B-5) measuring one foot (1') in depth by the whole width of said lot and bounded as follows, to wit: At one end to the north by lot number eight of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan, at the other and to the south by the residue of said lot number five of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan belonging to Marcel Couture, on one side to the east by a street being lot number four of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan and on the other side to the west by lot number six of the subdivision of lot number thirty-B of said cadastral plan with all the building thereon erected, circumstances and dependencies, together with the right to a perpetual servitude of view against lots number five and six of the subdivision of lot number thirty-B (Nos. 30-B-5 et 30-B-6) of said cadastral plan for the sixth range of the township of Garthby in favour of said lot number eight of the subdivision of lot number thirty-B (No. 30-B-8) of said cadastral plan and against lots numbers six and seven of the subdivision of lot number thirty-B (Nos 30-B-6 and 30-B-7) of said cadastral plan for the sixth range of the township of Garthby in favour of said lot number twenty of the subdivision of lot number thirty-B (No. 30-B-20) of said cadastral plan, as said servitude was created in a Deed of Servitude by Marcel Couture, Lionel Dargie and Janelle Jolicoeur in favour of Foyer Ste-Luce Inc., executed before Me Pierre Beaudoin, notary, on the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-one and registered at the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, on the sixteenth day of June, one thousand nine hundred and sixty-one, under number 67871".

B. Cet acte d'acquisition a été reçu par Me J.-M. Roberge, notaire à Thetford, par lequel monsieur René Lefaivre, en sa qualité de liquidateur de Foyer Ste-Luce Inc., a vendu l'immeuble décrit au paragraphe précédent à J.-Maurice Roy, résidant et domicilié à 322, rue O'Meara à Thetford, district de Mégantic, par acte notarié intervenu à Thetford le 16 janvier 1968, et enregistré à Ham-Sud, sous le numéro 77288, le 17 janvier 1968.

C. L'acquéreur J.-Maurice Roy présentera une demande de ratification de son titre au Tribunal le 1er avril 1968.

D. Il appert que l'immeuble a été possédé par Foyer Ste-Luce Inc., Joseph Marmette en sa qualité de liquidateur de Foyer Ste-Luce Inc., et René Lefaivre en sa qualité de liquidateur substitué de Foyer Ste-Luce Inc., pendant les trois dernières années.

E. L'immeuble dont il s'agit est situé dans le district judiciaire de St-François.

Sherbrooke, le 5 février 1968.

Le protonotaire,
CHARLES LEMIEUX.
Les procureurs,
23334-7-2-o DORION, DORION & BERNIER.

B. Said deed of sale was passed before Mr. J.-M. Roberge notary, by which René Lefaivre, in his quality of liquidator of Foyer Ste-Luce Inc., has sold the above described immovable property to J.-Maurice Roy residing and domiciled at 322 O'Meara Street, Thetford-Mines by notarial deed executed on the 16th of January, 1968 and registered in Ham-Sud under number 77288 on the 17th of January, 1968.

C. The purchaser, J.-Maurice Roy, will present to the court an application for confirmation of this title on the 1st day of April, 1968.

D. Foyer Ste-Luce Inc., Joseph Marmette in his quality of liquidator of Foyer Ste-Luce Inc. and René Lefaivre in his quality of substituted liquidator of Foyer Ste-Luce Inc., have possessed the said immovable property during the 3 years next before the present notice.

E. The said immovable property is situated in the district of Ste-François.

Sherbrooke, February 5, 1968.

CHARLES LEMIEUX,
Prothonotary.
DORION, DORION & BERNIER,
23334-7-2-o *Attorneys.*

Soumissions

Village de Pont-Rouge
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mlle Pauline Leclerc, secrétaire-trésorier, Centre paroissial, Village de Pont-Rouge, comté de Portneuf, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 13 mars 1968, pour l'achat de $103,000 d'obligations du Village de Pont-Rouge, comté de Portneuf, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 129 — $103,000 — Centre culturel.

Pour adjudication seulement, le calcul des intérêts sera fait à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $103,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$2,500
1er avril 1970	2,500
1er avril 1971	3,000
1er avril 1972	3,000
1er avril 1973	3,500
1er avril 1974	3,500
1er avril 1975	3,500
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	4,500
1er avril 1978	4,500
1er avril 1979	5,000
1er avril 1980	5,500
1er avril 1981	5,500
1er avril 1982	6,000
1er avril 1983	6,500
1er avril 1984	7,000
1er avril 1985	7,500
1er avril 1986	8,000
1er avril 1987	8,500
1er avril 1988	9,000

Tenders

Village of Pont-Rouge
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Pauline Leclerc, secretary-treasurer, parish Centre, village of Pont-Rouge, county of Portneuf, until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 13, 1968, for the purchase of an issue of $103,000 of bonds for the village of Pont-Rouge, county of Portneuf, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No: 129 — $103,000 — Cultural centre.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $103,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$2,500
April 1, 1970	2,500
April 1, 1971	3,000
April 1, 1972	3,000
April 1, 1973	3,500
April 1, 1974	3,500
April 1, 1975	3,500
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	4,500
April 1, 1978	4,500
April 1, 1979	5,000
April 1, 1980	5,500
April 1, 1981	5,500
April 1, 1982	6,000
April 1, 1983	6,500
April 1, 1984	7,000
April 1, 1985	7,500
April 1, 1986	8,000
April 1, 1987	8,500
April 1, 1988	9,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Portneuf.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix ofiert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 mars 1968, à 8 heures du soir, au Centre paroissial, Village de Pont-Rouge, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pont-Rouge, (Comté de Portneuf), ce 14 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
MLLE PAULINE LECLERC.

Village de Pont-Rouge, comté de Portneuf, P.Q.
Téléphone: 873-4481, code 418. 23478-o

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Portneuf.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 13, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at the parish Centre, village of Pont-Rouge, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pont-Rouge, (County of Portneuf), February 14, 1968.

MISS PAULINE LECLERC,
Secretary-Treasurer.

Village of Pont-Rouge, county of Portneuf, P.Q.
Telephone: 873-4481, code 418. 23478

Ville de Pointe-Claire
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme S. C. Larue, greffier, Hôtel de Ville, 451, Montrée St-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 11 mars 1968, pour l'achat de $1,500,000 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte du tableau d'échéance apparaissant dans le présent avis.

Règlements nos: 995 — $125,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1017 — $58,000 — égouts, voirie; 1048 — $78,000 — aqueduc, égouts; 1070 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1083 — $53,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1084 — $60,000 — voirie; 1087 — $58,000 — égouts, voirie; 1089 — $12,000 — éclairage; 1090 — $47,000 — achat d'équipement; 1109 — $17,000 — éclairage; 1110 — $27,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1111 — $27,000 — voirie; 1116 — $120,000 — achat d'équipement; 1129 — $44,000 —

Town of Pointe-Claire
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Mrs. S. C. Larue, Town Clerk, Town Hall, 451 Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Monday, March 11, 1968, for the purchase of an issue of $1,500,000 of bonds for the town of Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, a different rate of interest, in addition to the initial rate of interest, may be accepted in the case of ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds, or of 20-year sinking fund bonds, provided the amounts thus issued, at this different rate, be for entire terms, taking into account the table of maturities of the present notice.

By-laws Nos: 995 — $125,000 — aqueduct, sewers, roads; 1017 — $58,000 — sewers, roads; 1048 — $78,000 — aqueduct, sewers; 1070 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads; 1083 — $53,000 — aqueduct, sewers, roads; 1084 — $60,000 — roads; 1087 — $58,000 — sewers, roads; 1089 — $12,000 — lighting; 1090 — $47,000 — purchase of equipment; 1109 — $17,000 — lighting; 1110 — $27,000 — aqueduct, sewers, roads; 1111 — $27,000 — roads; 1116 — $120,000 — purchase of equipment; 1129 —

bâtisse et terrain; 1145 — $105,000 — aqueduc, égouts; 1146 — $46,000 — aqueduc, égouts; 1207 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1208 — $67,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1209 — $52,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1245 — $40,000 — achat de terrains; 1259 — $244,000 — aqueduc, égouts; 1261 — $90,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $1,500,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 52,000
1er avril 1970	53,000
1er avril 1971	56,000
1er avril 1972	58,000
1er avril 1973	62,000
1er avril 1974	64,000
1er avril 1975	69,000
1er avril 1976	71,000
1er avril 1977	75,000
1er avril 1978	79,000
1er avril 1979	63,000
1er avril 1980	68,000
1er avril 1981	71,000
1er avril 1982	78,000
1er avril 1983	84,000
1er avril 1984	88,000
1er avril 1985	94,000
1er avril 1986	97,000
1er avril 1987	105,000
1er avril 1988	113,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour ces obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $218,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau ci-haut mentionné, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation, si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

$44,000 — building and land; 1145 — $105,000 — aqueduct, sewers; 1146 — $46,000 — aqueduct, sewers; 1207 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads; 1208 — $67,000 — aqueduct, sewers, roads; 1209 — $52,000 — aqueduct, sewers, roads; 1245 — $40,000 — purchase of lands; 1259 — $244,000 — aqueduct, sewers; 1261 — $90,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1968.

Table of redemption — $1,500,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 52,000
April 1, 1970	53,000
April 1, 1971	56,000
April 1, 1972	58,000
April 1, 1973	62,000
April 1, 1974	64,000
April 1, 1975	69,000
April 1, 1976	71,000
April 1, 1977	75,000
April 1, 1978	79,000
April 1, 1979	63,000
April 1, 1980	68,000
April 1, 1981	71,000
April 1, 1982	78,000
April 1, 1983	84,000
April 1, 1984	88,000
April 1, 1985	94,000
April 1, 1986	97,000
April 1, 1987	105,000
April 1, 1988	113,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in this case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as ten-year short-term and the other part thereof as 20-year sinking fund bonds; provided however, that this latter part be for not less than $218,000, and if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations as appearing on the above table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemably by anticipation at par on April 1st of each year, for the annual amount required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 11 mars 1968, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 451, Montrée St-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire, (Comté de Robert Baldwin), ce 21 février 1968.

Le greffier,
MME S. C. LARUE.

Hôtel de Ville, 451, Montée St-Jean,
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.,
Téléphone: 697-0770, code 514. 23517-o

La Commission scolaire régionale des Mille-Isles

Siège Social: 216, Boulevard Laval, (Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léopold Labonville, secrétaire-trésorier, École Curé Labelle, 216, Boulevard Laval, (Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 12 mars 1968, pour l'achat de $209,000 d'obligations de la commission scolaire régionale des Mille-Isles, siège social: 216, Boulevard Laval, (Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du: 22 août 1967 — $187,000 — achat de terrains et ameublement du Collège Sacré-Coeur; 19 septembre 1967 — $22,000 — modifications à l'école Curé Labelle.

Pour l'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $209,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 4,500
1er avril 1970	5,500
1er avril 1971	5,500
1er avril 1972	6,000
1er avril 1973	6,500
1er avril 1974	7,500
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	8,500
1er avril 1977	9,000
1er avril 1978	9,500
1er avril 1979	10,000
1er avril 1980	10,500
1er avril 1981	11,000
1er avril 1982	12,500
1er avril 1983	13,000
1er avril 1984	14,000
1er avril 1985	15,000
1er avril 1986	16,500
1er avril 1987	17,500
1er avril 1988	18,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 11, 1968, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 451 Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire, (County of Robert Baldwin), February 21, 1968.

MRS. S. C. LARUE,
Town Clerk.

Town Hall, 451 Montée Saint-Jean,
Pointe-Claire, (Robert Baldwin), P.Q.,
Telephone: 697-0770, code 514. 23517

The Mille-Isles Regionale School Board

Head Office: 216 Laval Blvd., (Ste-Rose), Town of Laval, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Léopold Labonville, secretary-treasurer, Curé Lavelle School, 216 Laval Blvd., (Ste-Rose), Town of Laval, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 12, 1968, for the purchase of an issue of $209,000 of bonds for the Mille-Isles Regional School Board, head office: 216 Laval Blvd., (Ste-Rose), Town of Laval, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated August 22, 1967 — $187,000 — purchase of lands and furnishing of Collège Sacré-Coeur; September 19, 1967 — $22,000 — alterations to Curé Labelle School.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $209,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 4,500
April 1, 1970	5,500
April 1, 1971	5,500
April 1, 1972	6,000
April 1, 1973	6,500
April 1, 1974	7,500
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	8,500
April 1, 1977	9,000
April 1, 1978	9,500
April 1, 1979	10,000
April 1, 1980	10,500
April 1, 1981	11,000
April 1, 1982	12,500
April 1, 1983	13,000
April 1, 1984	14,000
April 1, 1985	15,000
April 1, 1986	16,500
April 1, 1987	17,500
April 1, 1988	18,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier s le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 12 mars 1968, à 8 heures du soir, École Curé Labelle, 216, Boulevard Laval, (Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval, ce 13 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
LÉOPOLD LABONVILLE.

École Curé Labelle, 216, Boulevard Laval,
(Ste-Rose), Ville de Laval, P.Q.
Téléphone: 625-6951, code 514. 23451-o

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 12, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in Curé Labelle School, 216 Laval Blvd., (Ste-Rose), Town of Laval, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval, February 13, 1968.

LÉOPOLD LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

Curé Labelle School, 216 Laval Blvd.,
(Ste-Rose), Town of Laval, P.Q.
Telephone: 625-6951, code 514. 23451

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Fort-Chambly

Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Madame Denise Gendron, secrétaire-trésorière, École Jacques-de-Chambly, 5, rue des Voltigeurs, Chambly, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 12 mars 1968, pour l'achat de $517,500 d'obligations des Commissairse d'écoles pour la municipalité de la ville de Fort-Chambly, comté de Verchères, datées du 1er avril 1968 et remboursables pra séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 24 octobre 1967 — $517,500 — Construction d'une école élémentaire de 16 classes et 2 maternelles.

Pour adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $517,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	x$42,500
1er avril 1970	x 46,000
1er avril 1971	x 49,000
1er avril 1972	x 53,000
1er avril 1973	x 57,000
1er avril 1974	x 61,000
1er avril 1975	9,000
1er avril 1976	10,000
1er avril 1977	10,000
1er avril 1978	11,000
1er avril 1979	12,000
1er avril 1980	13,000
1er avril 1981	14,000
1er avril 1982	15,000
1er avril 1983	16,000
1er avril 1984	17,000
1er avril 1985	18,000
1er avril 1986	20,000
1er avril 1987	21,000
1er avril 1988	23,000

The School Commissioners for the Municipality of the town of Fort-Chambly

County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed tenders for bonds will be received by the undersigned Mrs Denise Gendron, secretary-treasurer, Jacques-de-Chambly School, 5 des Voltigeurs Street, Chambly, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 12, 1968, for the purchase of an issue of $517,500 of bonds for the School Commissioners for the municipality of the town of Fort-Chambly, county of Verchères, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½% nor more than 7½% payable semi-annually on April 1, and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated October 24, 1967, $517,500 — construction of a sixteen class elementary school and two kindergartens.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $517,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	x$42,500
April 1, 1970	x 46,000
April 1, 1971	x 49,000
April 1, 1972	x 53,000
April 1, 1973	x 57,000
April 1, 1974	x 61,000
April 1, 1975	9,000
April 1, 1976	10,000
April 1, 1977	10,000
April 1, 1978	11,000
April 1, 1979	12,000
April 1, 1980	13,000
April 1, 1981	14,000
April 1, 1982	15,000
April 1, 1983	16,000
April 1, 1984	17,000
April 1, 1985	18,000
April 1, 1986	20,000
April 1, 1987	21,000
April 1, 1988	23,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $342,857.15 accordé par le gouvernement provincial et payable en cinq versements annuels égaux de $57,142.85 chacun et un dernier versement de $57,142.90, de 1969 à 1974 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comgrend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 12 mars 1968 à 8 heures du soir, à l'École Jacques-de-Chambly, 5, rue des Voltigeurs, Chambly, comté de Verchères, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Fort-Chambly, (Comté de Verchères), ce 21 février 1968.

La secrétaire-trésorière,
Mme DENISE GENDRON.

École des Voltigeurs,
Chambly, (Verchères), P.Q.
Téléphone: 658-1916, code 514. 23515-o

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $342,857.15 granted by the Provincial Government and payable in five equal annual instalments of $57,142.85 each and a last instalment of $57,142.90 from 1969 to 1974 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified chéque payable at par at Chambly.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, March 12, 1968, at 8:00 o'clock p.m., at Jacques-de-Chambly School, 5 des Voltigeurs Street, Chambly, county of Verchères, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Fort-Chambly, (County of Verchères), February 21, 1968.

Mrs. DENISE GENDRON,
Secretary-Treasurer.

Des Voltigeurs School,
Chambly, (Verchères), P.Q.
Telephone: 658-1916, code 514. 23515

Ville de Gatineau
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Racicot, greffier, Hôtel de Ville, 280 est, Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 13 mars 1968, pour l'achat de $269,500 d'obligations de la ville de Gatineau, comté de Papineau, datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant un taux d'intérêt différent pourra, en plus du taux d'intérêt initial, être accepté dans le cas des obligations émises à courte échéance 10 ans ou 15 ans, ou à fonds d'amortissement 20 ans ou terme fixe 20 ans, pourvu que les montants ainsi émis, à ce taux différent, soient pour des échéances entières, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Règlements Nos: 324 — $133,000 — aqueduc, égouts; 328 (337) — $58,300 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 329 — $18,200 — voirie; 338 — $60,000 — achat d'équipement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Town of Gatineau
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Normand Racicot, clerk, Town Hall, 280 Maloney Boulevard East, Gatineau, county of Papineau, P.Q., until 8:30 o'clock, p.m., Wednesday, March 13, 1968, for the purchase of an issue of $269,500 of bonds for the town of Gatineau, county of Papineau, dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however a different interest rate could, in addition to the initial interest rate, be accepted in the case of bonds issued as 10-year or 15-year short-term bonds, or as 20-year sinking fund bonds or 20-year fixed bonds, provided that the amounts thus issued, at this different rate, be for whole terms, bearing in mind the maturity tables appearing in the present notice.

By-law Nos.: 324 — $133,000 — aqueduct, sewers; 328 (337) — $58,300 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 329 — $18,200 — roads; 338 — $60,000 — purchasing of equipment.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Tableau d'amortissement — $269,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$13,500
1er avril 1970	14,500
1er avril 1971	15,500
1er avril 1972	17,000
1er avril 1973	18,000
1er avril 1974	4,500
1er avril 1975	4,500
1er avril 1976	5,500
1er avril 1977	6,000
1er avril 1978	6,000
1er avril 1979	7,000
1er avril 1980	7,000
1er avril 1981	7,000
1er avril 1982	8,000
1er avril 1983	8,000
1er avril 1984	9,500
1er avril 1985	9,500
1er avril 1986	10,500
1er avril 1987	11,500
1er avril 1988	86,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $98,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau ci-haut mentionné, en commençant par les dernières années d'échéance. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $10,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau d'amortissement de la partie renouvelable ci-après mentionnée, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1988 au montant de $86,500 comprend un solde de $74,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er avril 1989	$ 5,500
1er avril 1990	6,000
1er avril 1991	6,000
1er avril 1992	6,500
1er avril 1993	7,000
1er avril 1994	7,500
1er avril 1995	8,000
1er avril 1996	8,500
1er avril 1997	9,500
1er avril 1998	10,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gatineau.

Table of redemption — $269,500 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$13,500
April 1, 1970	14,500
April 1, 1971	15,500
April 1, 1972	17,000
April 1, 1973	18,000
April 1, 1974	4,500
April 1, 1975	4,500
April 1, 1976	5,500
April 1, 1977	6,000
April 1, 1978	6,000
April 1, 1979	7,000
April 1, 1980	7,000
April 1, 1981	7,000
April 1, 1982	8,000
April 1, 1983	8,000
April 1, 1984	9,500
April 1, 1985	9,500
April 1, 1986	10,500
April 1, 1987	11,500
April 1, 1988	86,500

Moreover, tenders may be sent and shall be considered as 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds, maturing in 20 years; in such case, at the tenderer's option, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part thereof as 20-year sinking fund bonds, provided, however, that the latter part be for less than $98,000, and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations as appearing on the above table, beginning with the last maturities. Also, tenders shall be received and considered as 10-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed bonds, provided, however, that the latter part be for less than $10,000, and if higher than this amount, would include one or more complete annual amortizations, as appearing on the above table of redemption of the renewable part hereafter mentioned, starting by the lats maturities. However, tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1988 maturity in the amount of $86,500, includes a balance of $74,500, renewable for an additional period of 10 years, and maturing as follows.

Year	*Capital*
April 1, 1989	$ 5,500
April 1, 1990	6,000
April 1, 1991	6,000
April 1, 1992	6,500
April 1, 1993	7,000
April 1, 1994	7,500
April 1, 1995	8,000
April 1, 1996	8,500
April 1, 1997	9,500
April 1, 1998	10,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque, payable at par at Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'aux bureaux principaux de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou par séries et terme fixe 20 ans. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 mars 1968, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 280 est, Boulevard Maloney, Gatineau, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, (Comté de Papineau), ce 19 février 1968.

Le greffier,
NORMAND RACICOT.

Hôtel de Ville, 280 est, Boulevard Maloney,
Gatineau, (Papineau), P.Q.
Téléphone: 663-5371, code 819. 23516-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and 20-year fixed terms. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation at par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amount required for the purpose of amortizing the issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 13, 1968, at 8:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 280 Maloney Boulevard East, Gatineau, county of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Gatineau, (County of Papineau), February 19, 1968.

NORMAND RACICOT,
Clerk.

Town Hall, 280 Maloney Boulevard East,
Gatineau, (Papineau), P.Q.
Telephone: 663-5371, code 819. 23516

Municipalité d'Amos-Est

Comté d'Abitibi

Avis public est par les présentes donné que les soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Sylvio Turcotte, secrétaire-trésorier, bureau du secrétaire-trésorier, 442, 3e Avenue Est, Amos-Est, comté d'Abitibi, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, à l'école St-Augustin, 432, 3e Avenue Est, Amos-Est, comté d'Abitibi, P.Q., lundi, le 11 mars 1968, pour l'achat de $95,000 d'obligations de la municipalité d'Amos-Est, comté d'Abitibi, P.Q., datées du 1er avril 1968 et remboursables par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No: 91 (91-A) — $95,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $95,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$2,500
1er avril 1970	2,500
1er avril 1971	3,000
1er avril 1972	3,000
1er avril 1973	3,500
1er avril 1974	3,500
1er avril 1975	3,500
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	4,000
1er avril 1978	4,500

Municipality of Amos-East

County of Abitibi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Sylvio Turcotte, secretary-treasurer, office of the secretary-treasurer, 442, 3rd Avenue East, Amos-East, county of Abitibi, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in St-Augustin school, 432, 3rd Avenue East, Amos-East, county of Abitibi, P.Q., Monday, March 11, 1968, for the purchase of an issue of $95,000 of bonds for the municipality of Amos-East, county of Abitibi, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No.: 91 (91-A) — $95,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $95,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$2,500
April 1, 1970	2,500
April 1, 1971	3,000
April 1, 1972	3,000
April 1, 1973	3,500
April 1, 1974	3,500
April 1, 1975	3,500
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	4,000
April 1, 1978	4,500

1er avril 1979	$4,500
1er avril 1980	5,000
1er avril 1981	5,000
1er avril 1982	5,500
1er avril 1983	6,000
1er avril 1984	6,000
1er avril 1985	6,500
1er avril 1986	7,000
1er avril 1987	7,500
1er avril 1988	8,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amos.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 1 mars 1968 à 8 heures du soir, à l'école St-Augustin, 432, 3e Avenue Est, Amos-Est, comté d'Abitibi, P.Q.

Le consei se réserve le droit de n'accepter ni a plus haute ni aucune des soumissions.

Amos-Est, (Comté de Abitibi), ce 13 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
SYLVIO TURCOTTE.

Bureau du secrétaire-trésorier, 442, 3e Avenue Est, Amos-Est, (Abitibi), P.Q.
Téléphone: 732-3755,
732-4774, code 819. 23438-o

Paroisse de Saint-Germain-de-Grantham
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Armand Béliveau, secrétaire-trésorier, bureau de la corporation, 258, rue St-Pierre, St-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, et par après jusqu'à 8 heures du soir, à la salle de la Société Coopérative Agricole, rue Notre-Dame, St-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, P.Q., mercredi, le 13 mars 1968, pour l'achat de $130,000 d'obligations de la paroisse de St-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, P.Q., datée du 1er avril 1968 et remboursable par séries du 1er avril 1969 au 1er avril 1988 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6½%, ni supérieur à 7½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 298 — $130,000 — fins industrielles.

April 1, 1979	$4,500
April 1, 1980	5,000
April 1, 1981	5,000
April 1, 1982	5,500
April 1, 1983	6,000
April 1, 1984	6,000
April 1, 1985	6,500
April 1, 1986	7,000
April 1, 1987	7,500
April 1, 1988	8,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Amos.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, March 11, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in St-Augustin school, 432, 3rd Avenue East, Amos-East, county of Abitibi, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Amos-East, (County of Abitibi), February 13, 1968.

SYLVIO TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.

Office of the secretary-treasurer, 442, 3rd Avenue East, Amos-East, (Abitibi), P.Q.
Telephone: 732-3755,
732-4774, code 819. 23438

Parish of Saint-Germain-de-Grantham
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be receibed by the undersigned Armand Béliveau, secretary-treasurer, office of the corporation, 258 St-Pierre St., St-Germain-de-Grantham, county of Drummond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the hall of the Farm Cooperative Association, Notre-Dame St., St-Germain-de-Grantham, county of Drummond, P.Q., Wednesday, March 13, 1968, for the purchase of an issue of $130,000 of bonds for the parish of St-Germain-de-Grantham, county of Drummond, P.Q., dated April 1, 1968, and redeemable serially from April 1, 1969 to April 1, 1988 inclusively, with interest at a rate not less than 6½%, nor more than 7½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 298 — $130,000 — industrial purposes.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1968.

Tableau d'amortissement — $130,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er avril 1969	$ 3,000
1er avril 1970	3,000
1er avril 1971	3,500
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	4,000
1er avril 1974	4,500
1er avril 1975	4,500
1er avril 1976	5,000
1er avril 1977	5,500
1er avril 1978	6,000
1er avril 1979	6,000
1er avril 1980	6,500
1er avril 1981	7,000
1er avril 1982	7,500
1er avril 1983	8,000
1er avril 1984	9,000
1er avril 1985	9,500
1er avril 1986	10,500
1er avril 1987	11,000
1er avril 1988	12,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations seront rachetables par anticipation en tout ou en partie, à toute date d'échéance d'intérêt.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 13 mars 1968 à 8 heures du soir, à la salle de la Société Coopérative Agricole, rue Notre-Dame, St-Germain-de-Grantham, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Germain-de-Grantham, (Comté de Drummond), ce 19 février 1968.

Le secrétaire-trésorier,
ARMAND BÉLIVEAU.

Bureau de la corporation, 258, rue St-Pierre, C.P. 2, Saint-Germain-de-Grantham, (Drummond), P.Q.
Téléphone: 395-4439, code 819. 23500-o

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1968.

Table of redemption — $130,000 — 20 years

Year	*Capital*
April 1, 1969	$ 3,000
April 1, 1970	3,000
April 1, 1971	3,500
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	4,000
April 1, 1974	4,500
April 1, 1975	4,500
April 1, 1976	5,000
April 1, 1977	5,500
April 1, 1978	6,000
April 1, 1979	6,000
April 1, 1980	6,500
April 1, 1981	7,000
April 1, 1982	7,500
April 1, 1983	8,000
April 1, 1984	9,000
April 1, 1985	9,500
April 1, 1986	10,500
April 1, 1987	11,000
April 1, 1988	12,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will be redeemable by anticipation, in whole or in part, on any interest maturity date.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, March 13, 1968, at 8:00 o'clock p.m., in the hall of the Farm Cooperative Association, Notre-Dame, St., St-Germain-de-Grantham, county of Drummond.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Germain-de-Grantham, (County of Drummond), February 19, 1968.

ARMAND BÉLIVEAU,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation, 258 St-Pierre St., P.O. Box 2, Saint-Germain-de-Grantham, (Drummond), P.Q.
Telephone: 395-4439, code 819. 23500

Vente par licitation

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 737 417. { DAME ANITA LABONTÉ-LAFORCE, *et vir*, demanderesse, *vs* BEDROS DERADURIAN *et al.*, défendeurs.

a) Un certain emplacement connu et désigné comme étant la partie sud-est de la partie sud-

Sale of Licitation

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 737 417. { DAME ANITA LABONTÉ-LAFORCE, *et vir*, plaintiff, *vs* BEDROS DERADURIAN *et al*, defendants.

(*a*) A certain emplacement known and designated as being the southeast part of the south-

ouest du lot numéro un de la subdivision du lot originaire numéro trois mille deux cent cinquante-huit (3258-Ptie-S.E. de Ptie S.O. 1) au cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, comté d'Hochelaga. La propriété est située à l'intersection nord-est des rues Wellington et Hibernia, en la ville de Montréal.

Le terrain est de forme irrégulière et mesure quarante-neuf pieds et onze pouces le long de la rue Wellington, quatre-vingt-treize pieds et trois pouces le long de la rue Hibernia, et peut être plus amplement décrit comme suit: en partant d'un point qui est l'intersection de la ligne nord-ouest de la rue Wellington avec la ligne nord-est de la rue Hibernia et delà dans une direction nord-ouest le long de la ligne nord-est de ladite rue Hibernia une distance de quatre-vingt-treize pieds et trois pouces à un point qui est à une distance de vingt-deux pieds et huit pouces et demi de la ligne nord-est du lot No 3258-1, et delà formant presque un angle droit avec la rue Hibernia dans une direction nord-est le long de la face sud-est du mur de brique de la maison érigée sur la partie nord-ouest dudit lot No 3258-1, une distance de vingt pieds et trois pouces, et delà dans une direction sud-est presque parallèle à la ligne nord-est de ladite rue Hibernia, une distance de trente-quatre pieds à l'arrière du mur de brique de la propriété voisine ci-dessus décrite, delà dans une direction est et suivant le centre du mur mitoyen divisant la propriété ci-dessus décrite de la propriété voisine au nord-est à une distance de trente-trois pieds, à la rue Wellington, delà dans une direction sud-ouest le long de la rue Wellington, une distance de quarante-neuf pieds et onze pouces au point de départ.

Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 2247, 2249 et 2251 de ladite rue Wellington, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et sujet aux servitudes de vue, de passage à pieds et par véhicules et un droit de lumière et de vue comprenant le droit d'avoir des fenêtres, galeries, portes et autres ouvertures ayant vue sur un passage, le tout tel que créé dans un acte de vente par Le Synode du Diocèse de Montréal, pour une part, Peter Kersules, reçue devant Me Max Garmaise, notaire, le 13 septembre 1939, enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 462 933.

Toutes les mesures ci-haut décrites sont anglaises et plus ou moins.

Avec et sujet à une servitude réciproque de vue créée dans un acte de vente enregistrée au susdit bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 552,454.

b) Un emplacement étant la partie nord-est du lot numéro vingt-huit du lot originaire numéro quatre mille six cent quatre-vingt-sept (4687-Ptie N.E. 28) au cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant suivant le plan officiel, vingt-deux pieds et quatre pouces de largeur par une profondeur de quatre-vingts pieds et trois dixièmes de pied dans sa ligne sud-ouest et quatre-vingt-douze pieds dans sa ligne nord-est, mais par son occupation, à cause d'un surplus de terre dans la largeur et la profondeur, vingt-trois pieds et quatre pouces de front, vingt-deux pieds et quatre pouces en arrière par ladite profondeur, tel que décrit dans un certificat de localisation en date du vingt décembre mil neuf cent quarante-six (1946), préparé par W.E. Lau-

west part of lot number one of the subdivision of original lot number three thousand two hundred and fifty-eight (3258 S.E. P. of the S.W. P. 1) in the official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, county of Hochelaga. The property is situated at the northeast intersection of Wellington and Hibernia streets, in the city of Montreal.

The land is of irregular shape and measures forty-nine feet and eleven inches along Wellington St., ninety-three feet and three inches along Hibernia St., and may be more fully described as follows: starting at a point which is the intersection of the northwest line of Wellington St. with the northeast line of Hibernia St.; thence, in a northwesterly direction, along the northeast line of said Hibernia St., a distance of ninety-three feet and three inches to a point which is at a distance of twenty-two feet and eight and one-half inches from the northeast line of lot No. 3258-1; thence, almost forming a right angle with Hibernia St., in a northeasterly direction, along the southeast side of the brick wall of the house erected on the northwest part of said lot No. 3258-1, a distance of twenty feet and three inches; thence, in a southeasterly direction, almost parallel to the northeast line of said Hibernia St., a distance of thirty-four feet to the rear of the brick wall of the above-described neighboring property; thence, in an easterly direction, following the center of the common wall dividing the above-described neighboring property to the northeast, a distance of thirty-three feet, on Wellington St.; thence, in a southwesterly direction, alon Wellington St., a distance of forty-nine feet and eleven inches to the starting point.

With the buildings erected thereon, bearing civic numbers 2247, 2249 and 2251 on said Wellington St., with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovable, and subject to servitudes of view, of right of way on foot or in vehicles, and a right of light and of view including the right to have windows, galleries, doors and other openings giving a view of a passage, the whole as created in a deed of sale by the Synod of the Montreal Diocese, on the one part, Peter Kersules, received before Me Max Garmaise, notary, on September 13, 1939, registered in the office of the registration division of Montreal, under number 462 933.

All the above-given measurements are English and approximate.

With and subject to a reciprocal servitude of view created in a deed of sale registered in the aforesaid registration division of Montreal, under number 552,454.

(*b*) An emplacement being the northeast part of lot number twenty-eight of original lot number four thousand six hundred and eighty-seven (4687 N.E. P. 28) in the official cadastre of the municipality of the parish of Montreal, measuring, according to the official plan, twenty-two feet and four inches in width by a depth of eighty and three-tenths feet on its southwest line and ninety-two feet on its northeast line, but, by its location, because of a surplus of land on its width and depth, twenty-three feet and four inches in front, twenty-two feet and four inches in the rear, by the said depth, as described on a certificate of localization dated the twentieth day of December, one thousand nine hundred and forty-six (1946), drawn up by W.E. Lauriault,

riault, arpenteur-géomètre et une lettre signée par ce dernier en date du dix-huit novembre mil neuf cent quarante-huit (1948).

À distraire cependant la partie de terrain sur laquelle est élevé le mur sud-ouest, lequel est mitoyen avec la propriété érigée sur le lot numéro 4687-29, qui est la propriété de David Pring ou représentants, tel que mentionné dans un acte de vente en date du vingt août mil neuf cent quarante-six (1946), devant Me J.H.R. Messier, notaire, par David Pring à Lucien Lavigne et Rolland Lavigne, dont copie a été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 664,648; le tout, mesures anglaises et plus ou moins, et borné comme suit: en front, par le boulevard Lasalle, en arrière, par une ruelle, du côté nord-ouest, par le lot numéro 4687-27 et du côté sud-ouest, par la partie du lot 4687-28.

Avec bâtisses dessus érigées et spécialement une maison à deux étages en brique portant les numéros 7195 et 7197 dudit boulevard LaSalle en la cité de LaSalle; le mur nord-est est mitoyen et le mur sud-ouest est mitoyen pour une profondeur de vingt-six pieds seulement.

Avec le droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit emplacement;

Avec droit de vue sur le résidu ou la partie sud-ouest dudit lot 4687-28 pour les galeries et deux fenêtres en arrière, une porte, deux balcons et escaliers en front qui ont vue illégales sur la propriété voisine au sud-ouest, tel qu'établi dans un acte de vente enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 664648.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 16 février 1968. 23479-o

land-surveyor, and a letter signed by the latter on the eighteenth day of November, one thousand nine hundred and forty-eight (1948).

To be withdrawn, however, is the part of the land on which is built the southwest wall, which is common with the property erected on lot number 4687-29, which belongs to David Pring or representatives, as mentioned in a deed of sale dated the twentieth day of August, one thousand nine hundred and forty-six (1946), before Me J. H. R. Messier, notary, by David Pring to Lucien Lavigne and Rolland Lavigne, a copy of which was registered in the office of the registration division of Montreal, under number 664,648, the whole English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Lasalle Blvd., in the rear by a lane, on the northwest side by lot number 4687-27 and on the southwest side by part of lot 4687-28.

With the buildings erected thereon, and especially a two-storey brick house bearing numbers 7195 and 7197 said LaSalle Blvd., in the city of LaSalle; the northeast wall is common and the southwest wall is common to a depth of twenty-six feet only.

With a right of way in common with all others who have a right thereto in the lane at the rear of the said emplacement;

With right of view on the remainder or the southwest part of said lot 4687-28 for galleries and two windows in the rear, a door, two balconies and a flight of stairs in front which open illegally into the neighboring property to the southwest, as established in a deed of sale registered in the office of the registration division of Montreal, under number 664648.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 16, 1968. 23479

Ventes pour taxes

Municipalité scolaire protestante de Les Écores

Dans la vente pour taxes publiée le 3 février 1968, dans la *Gazette officielle de Québec*, No 5, à la page 861, cadastre de la paroisse de Saint-François, Juliver, Morris, le numéro de cadastre devrait être 87-2-259 au lieu de 97-2-59.

22984x

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillés, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1968, soit le ONZIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente; savoir:

Sales for Taxes

Protestant School Municipality of Les Écores

In the sale for taxes published on February 3, 1968, in the *Quebec Official Gazette* No. 5, on page 861, cadastre of the parish of Saint-François, Juliver, Morris, the number of the cadastre should be 87-2-259 instead of 97-2-59.

22984x

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the County of Abitibi, that the immovables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at public auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the second Thursday of the month of April, 1968, that is on the ELEVENTH dy of APRIL at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church apportionments of these immovables, unless the taxes, costs and charges are paid before the sale, and duly receipted along with the costs incurred before the sale, to wit:

Commission scolaire de Taschereau — Taschereau School Commission
Municipalité de Taschereau — Municipality of Taschereau

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Privat	11	6	Léo Héneault	$ 3.10	$ 5.93	$ 9.03
Privat	28B-29B	8	Claude Pelletier	3.30	9.20	12.50
Privat	62	4	H. Paul Poudrier	29.70	67.29	96.99
Privat	62B	5	H. Paul Poudrier	2.45	.....	2.45
Privat	44	5	Emile Provencher	7.90	17.26	25.16
Privat	45	5	Emile Provencher	3.15	3.14	6.29
Privat	44B	6	Emile Provencher	11.75	25.25	37.00
Privat	44	4	Omer Provencher	.....	5.18	5.18
Privat	21	8	Joseph Pelletier	4.76	.....	4.76
Privat	S/D53	8	Adrien Laflamme	11.75	.....	11.75

Municipalité scolaire de Lac Lemoine — School municipality of Lemoine Lake

Dubuisson	P. 69	B	Jean-Marc Turgeon	.....	$43.84	$ 43.84

Comportant un emplacement de 65′ dans ses lignes nord-sud par 90′ dans ses lignes est-ouest et borné comme suit: au nord par l'emplacement Joe Zizik; à l'est par le résidu du terrain de Joachim Lamontagne, à l'ouest par le lot 68; avec droit de passage de 10′, dans la ruelle jusqu'à la 7e rue et de 18′ dans la ruelle reconnue maintenant comme étant la 7e rue, avec les autres emplacements y ayant droit.

Including an emplacement of 65′ on its northsouth lines by 90′ on its eastwest lines and bounded as follows: on the north by the emplacement of Joe Zizik; on the east by the remainder of the land of Joachim Lamontagne, on the west by lot 68; with a right of way of 10′, on the lane to 7th Street and 18′ on the lane now known as being 7th street, with the other emplacements having a right to it.

Corporation municipale de Sainte-Anne de Roquemaure
Municipal Corporation of Sainte-Anne de Roquemaure

Roquemaure	41	3	Joseph Proulx	.....	$142.79	$142.79

Municipalité de Macamic, paroisse — Municipality of Macamic, parish
Commission scolaire de Macamic — Macamic School Commission

Royal-Roussillon	1	6	Alfred Frappier	(religieuse)	$ 7.75	$ 7.75
Royal-Roussillon	48A-48B	5	Jacques Bellerive	7.06	31.75	38.81
Royal-Roussillon	13-14-15	4	Roch Labranche	408.42	749.72	1158.14
Royal-Roussillon	4	1	Alphonse Théberge	11.28	68.78	80.06
Royal-Roussillon	3	1	Léo Marion	11.31	34.34	45.65

Commission scolaire de Saint-Maurice Dalquier — School Commission of Saint-Maurice Dalquier
Corporation municipale d'Amos Est — Municipal Corporation of Amos East

Dalquier	50	5	Aurélien Gauthier	$ 4.50	$112.76	$ 117.26
Dalquier	56	6	Jean Matte	4.00	77.33	81.33
Dalquier	57	7	Jean Matte	4.00	95.89	99.89

Corporation scolaire de Rapide Danseur — School Corporation of Rapide Danseur

Hébécourt	40	9	Marcel Lafrenière	.....	$162.34	$ 162.34

Commission scolaire de Rochebeaucourt — School Commission of Rochebeaucourt

Rochebeaucourt	15B	7	Ben Deshaies	.....	$200.84	$200.84
Lamorandière	54	8	Ben Deshaies	.....	145.87	145.87
Rochebeaucourt	8	6	Camille Mercier	.....	90.88	90.88
Rochebeaucourt	9	6	Camille Mercier	.....	39.14	39.14
Rocheveaucourt	62	10 et-				
Lamorandière	1	and 10.	Jean-Guy St-Jean	.....	113.85	113.85

Corporation municipale du canton Clermont — Municipal Corporation of the township of Clermont

Clermont	21-22	4	Romuald Pellerin	$76.79	$342.08	$ 418.87
Clermont	P. 32	4	Clovis Langevin, Succ.-Est.	9.24	107.17	116.39

Comprenant un emplacement avec chalet désigné comme étant le chalet 1B.

Including an emplacement with a chalet designated as being chalet 1B.

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
LaSarre	46	10	Léo Ste-Marie	$ 5.28	$ 54.45	$ 58.73
LaSarre	47	10	Léo Ste-Marie	13.65	187.77	201.42
LaSarre	62	9	Arthur Couture	64.50	168.40	232.90
LaSarre	62	8	Arthur Couture	2.65	16.29	18.94
LaSarre	61b-62b	10	Arthur Couture	25.30	114.02	114.02
Royal Roussillon	14	10	Arthur Couture	16.35	113.76	130.11
Royal Roussillon	15	10	Arthur Couture	47.35	289.58	336.93
Royal Roussillon	28	9	Henri Labranche	62.15	343.90	406.05
Royal Roussillon	30	9	Henri Labranche	34.25	319.99	354.24
Royal Roussillon	31	9	Henri Labranche	9.80	91.94	101.74
Royal Roussillon	27A-28A-29A	10	Henri Labranche	41.40	287.09	428.49
Chazel	9	3	Paul-Aimé Roy	49.70	227.26	276.96
Chazel	8	3	Paul-Aimé Roy	7.20	32.57	39.77

Corporation municipale de Saint-Félix Dalquier — Municipal Corporation of Saint-Félix Dalquier

Dalquier	20	5	Georges Sabourin	$ 32.96	$48.19	$ 81.15
Dalquier	23	5	Fernand Primeau	21.40	.....	21.40
Dalquier	20	6	Joseph Bacon	18.51	.....	18.51
Dalquier	21	7	Pierre Plourde	2.50	9.30	11.80
Dalquier	½E25	7	Gabriel Chénier	14.84	33.10	47.94
Dalquier	47	7	J. B. Carignan	2.50	7.52	10.02
Dalquier	11	8	René Michaud	11.69	.....	11.69
Dalquier	12	8	René Michaud	3.28	.....	3.28
Dalquier	37	8	Gaétan Brochu	3.42	7.97	11.39
Dalquier	44	8	Claude Bouchard	6.70	.....	6.70
Dalquier	9	9	Joseph Blanchette	16.17	.....	16.17
Dalquier	8	9	Joseph Blanchette	6.69	.....	6.69
Dalquier	16	9	Richard Lefebvre	11.56	32.68	44.24
Dalquier	24	9	Lucien Lamontagne	6.84	.....	6.84

Corporation municipale de Poularies — Municipal Corporation of Poularies

Poularies	19	6	André Aubin	$ 11.82	$ 32.39	$ 44.21
Poularies	20	6	André Aubin	39.51	108.08	147.59
Poularies	21	6	André Aubin	15.36	42.03	57.39
Poularies	20	7	André Aubin	29.94	82.03	111.97

Municipalité d'Amos Est — Municipality of Amos East

Figuery	52A	8	Succ.-Est Flavien Lapointe	$ 1.50	$ 1.50	$ 3.00
Comprenant le terrain sans les bâtisses dessus construites.			Including the land without buildings constructed thereon.			
Dalquier	P. 32	2	Roger Lapointe	3.50	85.00	88.50
Comprenant un emplacement de 60′ de largeur, du nord au sud, faisant partie du lot 32 rang 2 Dalquier situé immédiatement au nord de l'emplacement de Mme Lise Alarie et Jean Marc Lessard borné au sud par une ligne à 75′ de la borne du lot 32, au nord par une ligne passant à 135′ de la limite sud de l'emplacement; à l'Est par le chemin public et à l'ouest par la rivière Harricana.			Including an emplacement of 60′ in width, north to south, being part of lot 32 range 2 Dalquier situated immediately on the north of the emplacement of Mrs. Lise Alarie and Jean-Marc Lessard, bounded on the south by a line 75′ from the boundary of lot 32, on the north by a line passing at 135′ from the southern limit of the emplacement; on the east by the public road and on the west by Harricana River.			

Commission scolaire Dubuisson — Dubuisson School Commission

Dubuisson	32	A	Zotique Bizier	.....	$74.53	$ 74.53
Dubuisson	P. 21	B	Edmond Desgagné	.....	27.46	27.46
Comprenant un emplacement de 50′x100′ sur le lot plus haut décrit.			Including an emplacement of 50′x100′ on the lot hereabove described;			
Dubuisson	½ Est-East 20	A	Henri Allard	.....	87.54	87.54
Dubuisson	.....	.....	Léo Allard	.....	19.32	19.32
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 9 sis sur les bords du lac Lemoyne borné au nord par la propriété de M. René Duval.			Including a chalet designated as being chalet No. 9 situated on the shores of Lemoyne Lake, bounded on the north by the property of Mr. René Duval.			
Dubuisson	P. 27	A	Jules Baribeau	.....	60.89	60.89
Comprenant un emplacement de 100′x150′ situé à l'est de la propriété de J. M. Collin.			Including an emplacement of 100′x150′, situated on the east of the property of J. M. Collin.			

Corporation municipale du canton Privat — Municipal Corporation of the township of Privat

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Village de-of Taschereau	1C-1D	1	Léo Moreau	$19.36		$ 19.36
Village de-of Taschereau	35	4	Roger Bélanger	8.91		8.91
Village de-of Taschereau	147	11	Claude Létourneau	1.79		1.79
Village de-of Taschereau	166	12	Léo Moreau	33.63		33.63
Village de-of Taschereau	729	65	Roger Bélanger	54.68		54.68

Commission scolaire Rivière Davy — School Commission of Rivière Davy

Trécesson	43	9	Paul Lechasseur	$ 14.04	$ 93.76	$ 107.80

Corporation municipale de Lamothe — Municipal Corporation of Lamothe

Lamothe	½ sud-south 9	1	Robert Turcotte	$ 10.25	$ 74.31	$ 84.56
Lamothe	11	1	Henri Dionne	15.50	77.19	92.69
Lamothe	13	3	Gérard Demers	33.40	177.66	211.06
Lamothe	29	3	Roger Croteau	14.75	59.41	74.16
Lamothe	5	4	Jean-Yves Guay	10.60	20.35	30.95
Lamothe	25	5	Romuald Chavigny	8.25	32.92	41.17

Commission scolaire du Lac Castagnier — School Commission of Castagnier Lake

Vassal	13	1	Thomas Tremblay		$104.11	$ 104.11
Lamorandière	15	9	Bernard Proulx		55.53	55.53
Lamorandière	19	9	Jacques Bleau		158.13	158.13
Lamorandière	40A-B	9	Yvon Flamand		145.73	145.73
Lamorandière	11	10	Richard Collin		192.29	192.29
Lamorandière	17	10	Jean Clément		142.32	142.32
Lamorandière	18	10	Succ.-Est. Joseph Clément		137.99	137.99
Lamorandière	39	10	Léon Savard		245.88	245.88
Lamorandière	27	7	Robert Béliveau		123.93	123.93
Lamorandière	15	10	Maurice Denis		93.09	93.09

Commission scolaire de Preissac — School Commission of Preissac

Villemontel	9	1	Émilien Béchard		44.22	$ 44.22
Villemontel	43	2	Ls-Philippe Gagné		13.80	13.80
Villemontel	41	3	Robert Larochelle		13.81	13.81
Preissac	P. nord-north des-of lots 30-31-32-33 34	7	Succ.-Est. Paul-E. Lachance		36.03	36.03
Preissac	1	10	Succ.-Est. Robert Labrecque		127.03	127.03
Preissac	18	10	Mme-Mrs. Alfred Vallée		48.87	48.87
Preissac	P. 22B	9	Mme-Mrs Doris Robitaille		66.91	66.91
Comprenant un emplacement de 75'x125' sis au nord du lot plus haut décrit.			Including an emplacement of 75'x125' situated on the north of the lot hereabove described.			
Preissac		2	Robert Cranham		69.11	69.11
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 79 sur les bords du lac Preissac.			Including a chalet designated as being chalet No. 79 on the shores of Preissac Lake.			
La Pause		A	Marcel Rousseau		57.38	57.38
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet no 31.			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 31.			
La Pause		A	Florient Bourque		34.83	34.83
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet No 40			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 40.			
Preissac		2	Florent Dumont		26.12	26.12
Comprenant un chalet sur les bords du lac Preissac et désigné comme étant le chalet No 11E.			Including a chalet on the shores of Preissac Lake and designated as being chalet No. 11E.			
Preissac	50	1	Paul-Émile Dion et-and Gédéon Morin		46.73	46.73
Preissac	½ est-East 58	2	Léo Dion		17.58	17.58
Preissac	51	1	Robert Turcotte		25.31	25.31
Preissac	55	4	Germain Demers		22.13	22.13

Corporation municipale d'Amos Ouest — Municipal Corporation of Amos West
Commission scolaire d'Amos — School Commission of Amos

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Rang Range	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Figuery	24 sub. 4	10	Claude Delongchamp et-and Larry Farrel et syndics-and trustees	$275.80	$328.35	$ 604.15

Donné à Amos, ce 31e jour de janvier 1968.
Le secrétaire
de la corporation de comté d'Abitibi,
23333-7-2-o JEAN-P. GARIÉPY.

Given at Amos, this 31st day of January, 1968.
JEAN-P. GARIÉPY,
Secretary,
23333-7-2 *Corporation of the county of Abitibi.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No: 14,721. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur *vs* GASTON PRONOVOST, autrefois cultivateur de Clerval, comté d'Abitibi-ouest, maintenant domicilié à 57 ave. Axnitt, Elliott Lake, Ontario, défendeur.

« Le lot numéro vingt et un (21) du rang un (1) canton La Reine tel que décrit au cadastre officiel pour ledit canton avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances, distraction faite de l'emplacement vendu à la Commission Scolaire de Ste-Jeanne d'Arc, paroisse: suivant acte enregistré sous le no. 12273, à Amos. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement au Palais de Justice, à Amos, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1968, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif. DIANIS LAFRENIÈRE.
Amos, le 15 février 1968. 23480-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 38,294. ALGONQUIN CAPITAL CORPORATION LIMITED, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à 10 Place Crémazie Ouest, en les cité et district de Montréal, demanderesse *vs* ADÉLARD TREMBLAY, cultivateur, domicilié et résidant au rang 9, St-David de Falardeau, district de Chicoutimi défendeur et J.-OMER LAPOINTE, domicilié et résidant en les cité et district de Chicoutimi, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, dit district.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been siezed, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No: 14,721. THE QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff *vs* GASTON PRONOVOST, formerly farmer of Clerval, County of Abitibi-West, now residing at 57 Axnitt Avenue, Elliot Lake, Ontario, defendant.

"Lot number twenty-one (21) of range one (1) township La Reine such as described on the official cadastre for the said township with buildings and other constructions erected thereon, circumstances and dependencies, withdrawal made from the emplacement sold to the Ste-Jeanne d'Arc School Commission, Parish: according to the deed registered under No. 1273, at Amos."

To be sold at the Registry Office at the Court House, in Amos, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1968, at THREE o'clock in the afternoon.

DIANIS LAFRENIÈRE,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Amos, February 15, 1968. 23804

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Superior Court, No. 38,294. ALGONQUIN CAPITAL CORPORATION LIMITED, a corporation legally constituted, having its principal place of business at 10 Crémazie Place West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* ADÉLARD TREMBLAY, farmer, domiciled and residing in range 9, St-David de Falardeau, district of Chicoutimi, defendant, and J.-OMER LAPOINTE, domiciled and residing in the city and district of Chicoutimi, in his quality of Registrar for the Registry Division of Chicoutimi, said district.

« Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro trente-deux (lot No 32) dans le premier rang Est, au cadastre officiel du canton de Falardeau, comté et district de Chicoutimi, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au palais de justice, à Chicoutimi, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 14 février 1968. 23453-o

"An immovable known and designated as being lot number thirty-two (lot No. 32) in the first East range, on the official cadastre for the township of Falardeau, county and district of Chicoutimi, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registrar's Office of the Registry Division for Chicoutimi, at the Court House, in Chicoutimi, the TWENTY-SEVENTH day of the month of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 14, 1968. 23453

Fieri Facias

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, Cause No 39,510. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique légalement incorporé ayant siège social à Québec demandeur, *vs* GONZAGUE TREMBLAY, cultivateur, rang 10, St-Honoré, comté de Chicoutimi, défendeur.

« Les lots numéros cinquante-huit et cinquante-neuf (58 et 59) du dixième rang au cadastre officiel du canton Tremblay, avec bâtisses et dépendances.

Sauf à distraire dudit lot numéro cinquante-neuf (59) un emplacement mesurant cent cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur trois cent soixante pieds de profondeur du nord au sud, à prendre le dit emplacement le long de la ligne ouest du lot numéro cinquante-huit du même rang et canton ».

Pour être vendus « en bloc » au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de MARS 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 14 février 1968. 23454-o

Fieri Facias

District of Chicoutimi

Superior Court, Brief No. 39,510. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic legally incorporated, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* GONZAGUE TREMBLAY, farmer, range 10, St-Honoré, county of Chicoutimi, defendant.

"Lots numbers fifty-eight and fifty-nine (58 and 59) on the tenth range of the official cadastre of the township of Tremblay, with buildings and dependencies.

Save to be withdrawn from said lot number fifty-nine (59) is an emplacement measuring one hundred and fifty feet in width from east to west by three hundred and sixty feet in depth from north to south, the said emplacement to be taken along the west line of lot number fifty-eight on the same range and in the same township."

To be sold "en bloc" in the registrar's office of the registration division of Chicoutimi, in the Chicoutimi Court House, on the TWENTY-SIXTH day of the month of MARCH, 1968, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 14, 1968. 23454

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Hauterive

Cour Provinciale, No 214. LES AGENCES D'ASSURANCES DE LA CÔTE NORD INC., corps politique avec place d'affaires à Grandes Bergeronnes, demanderesse *vs* PAUL-ÉMILE DESBIENS, résidant et domicilié à Chute aux Outardes, defendeur.

« Une bâtisse sise sur le lot No six (6) rang un (R. 1) au plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Ragueneau, le fond de terrain sur lequel ladite bâtisse est construite étant la propriété de madame Edgar St-Gelais où représentants.»

Pour être vendu au Bureau du régistrateur, de la division d'enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, JEUDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi

Le shérif-adjoint,
MARCEL RODRIGUE.

23511-o

HAUTERIVE

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

Provincial Court, No. 214. LES AGENCES D'ASSURANCES DE LA CÔTE NORD INC., body politic having a business place at Grandes Bergeronnes, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE DESBIENS residing and domiciled at Chute aux Outardes, defendant.

"A building situated on lot No. six (6) range one (R. 1) on the on the plan and book of reference of the official cadastre of the township of Ragueneau, the piece of land on which the said building is constructed being the property of Mrs. Edgar St-Gelais or representatives."

To be sold at the Registrar's Office, on the registration division of the county of Saguany, at the Court House of Baie Comeau, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the morning.

MARCEL RODRIGUE,
Associate-Sheriff.

23511

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 729 688. DAME POPI EFTICHIDIS, (aussi connue comme Eftichidou), épouse divorcée de Peter Economou, demanderesse, *vs* Dame ELLI TRIANTAFYLLON, épouse séparée de corps et de biens de Theodore Apostolidis, défenderesse.

La demie de l'intérêt indivisé de ladite Dame Elli Triantafyllon dans la propriété décrite comme suit:

« Un emplacement ayant front sur l'avenue Querbes, en la cité d'Outremont, composé de:

a) Partie du sud-est de la subdivision trois cent trente-huit du lot numéro trente-trois (33-ptie s.e. ptie 338) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant dix pieds de largeur sur quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pied en profondeur, et bornée comme suit: En front par l'avenue Querbes, à l'arrière par une autre partie dudit lot No 33-338 faisant partie d'une ruelle, au sud-est par la partie du lot No 33-337 ci-après décrite, et au nord-ouest par la partie du résidu dudit lot No 33-338.

b) Partie de la partie nord-ouest de la subdivision trois cent trente-sept dudit lot numéro trente-trois (33-ptie N.O. ptie 337) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant dix pieds de largeur sur quatre-vingt-quatre pieds et deux dixièmes de pied en profondeur, et borné comme suit: En front par l'avenue Querbes, en arrière, par une autre partie dudit lot No 33-337, faisant partie d'une ruelle, au nord-ouest, par la partie du lot No 33-338 ci-dessus décrite, et au sud-ouest par une partie du résidu dudit lot No 33-337.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 725, 727 et 727A, avenue Querbes, dont les deux murs sont mitoyens avec les locaux adjacents.

Avec les droit de passage en commun avec les autres ayant droit dans la ruelle en arrière.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le VINGT-HUITIÈME jour du mois de MARS, 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 16 février 1968. 23481

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 740 068. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* CHATEAU BUILDING CORPORATION, défenderesse.

« Un emplacement situé dans la ville de Saint-Basile le Grand, de forme irrégulière, comprenant onze mille trois cent-soixante-sept pieds et neuf dixièmes de pied (11,367.9 p.c.), mesure anglaise et plus ou moins, et composé des lots de terre connus aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bruno, division d'enregistrement de Chambly, comme:

a) la subdivision du lot numéro soixante-quatre du lot originaire numéro quatre cent soixante-six (466-64); et

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 729 688. DAME POPI EFTICHIDIS, (also known as Eftichidou) divorced wife of Peter Economou, plaintiff, *vs* Dame ELLI TRIANTAFYLLON, wife separate as to bed and board of Theodore Apostolidis, defendant.

One-half undivided interest of the said Dame Elli Triantafyllon in the property described as follows:

"An emplacement fronting on Querbes Avenue, in the city of Outremont, composed of:

(*a*) Part of the southeast of subdivision three hundred and thirty-eight of lot number thirty-three (33-Pt. S.E. pt. 338) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring ten feet in width by eighty-four feet and two-tenths of a foot in depth, and bounded as follows: in front by Querbes Avenue, in rear by another part of said lot No. 33-338 forming part of a lane, to the southeast by the part of lot No. 33-337 hereinafter described, and to the northwest by the part of the residue of said lot No. 33-338.

(*b*) Part of the northwest part of subdivision three hundred and thirty-seven of said lot number thirty-three (33-Pt. N.W. pt. 337) on the said official plan and book of reference, measuring ten feet in width by eighty-four feet and two-tenths of a foot in depth, and bounded as follows: in front by Querbes Avenue, in rear by another part of said lot No. 33-337 forming part of a lane, to the northwest by the part of lot No. 33-338 hereinabove described, and to the southwest by part of the residue of said lot No. 33-337.

With the building thereon erected bearing civic Nos. 725, 727 and 727A Querbes Avenue, both side walls whereof are mitoyen, with the adjoining premises.

With the right of passage in common with others having rights therein in the lane in the rear.

All the above measurements are English measure and more or less."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 16, 1968. 23481-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No 740 068. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* CHATEAU BUILDING CORPORATION, defendant.

"An emplacement situate in the town of St. Basile le Grand, being of irregular figure containing eleven thousand three hundred and sixty-seven feet and nine tenths of a foot (11,367.9 s.f.), English measure and more or less, and composed of the lots of land known upon the official cadastral plan and in the official book of reference of the parish of St. Bruno registry division of Chambly, as:

(*a*) Subdivision lot number sixty-four of original lot number four hundred and sixty-six (466-64); and

b) la subdivision du lot numéro trente-neuf du lot originaire numéro quatre cent soixante-cinq (465-39).

Ainsi que le tout subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, principalement la maison d'habitation qu'on y construit, portant le numéro civique 18 rue Mathieu, sans aucune exception.

Avec et sujet à toutes les servitudes, actives ou passives, apparentes ou non apparentes, y attachées; principalement celle qui fut créée en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux termes d'un acte enregistré sous le numéro 225,518. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, dans la cité de Longueuil, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 16 février 1968. 23483

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: No 721 692. PRUDENTIAL TRANSPORT COMPANY LIMITED, demanderesse, *vs* AGGRITE (1962) INC., défenderesse, et LA BANQUE ROYALE DU CANADA, tierce-saisie.

« Un certain édifice(s) portant l'adresse civique 3055, boulevard St-Elizabeth, (Route 9-c) en la ville de Laprairie, district de Montréal, avec ensemble toutes les autres bâtisses appartenant au défendeur et toute la machinerie et autres choses y contenues, lesquelles ont été placées et/ou incorporées dans un but de permanence par la défenderesse et lesquels sont devenus immeubles de par leurs fins, lesdits édifice(s) et lesdits immeuble(s) de par leurs fins, étant situés sur les lots suivants, lesquels lots sont présentement en possession de la Commission de l'Hydro-Électrique de Québec et loués à la défenderesse par ladite Commission de l'Hydro-Électrique de Québec sous les termes d'un acte privé:

1° La subdivision huit du lot originaire cinq cent soixante (560-8) du cadastre de la paroisse de Laprairie, étant un lot de forme irrégulière; borné au nord-est par une partie du lot No 559; au sud par le lot 560-9 (droit de passage de l'Hydro-Québec; au sud-ouest par une partie du lot 561 et au nord-ouest par le lot No 676 (C.N.R.) mesurant huit cent soixante-deux pieds et un dixième de pied (862.1 p.) sur sa ligne nord-est; mille deux cent cinquante et un pieds et quatre dixièmes de pied (1251.4) sur sa ligne sud; trente-neuf pieds (39.0 p.) sur sa ligne sud-ouest et huit cent quarante-huit pieds (848.0 p.) sur sa ligne nord-ouest, et contenant une superficie totale de trois cent soixante-dix-neuf mille neuf cent soixante-douze pieds carrés (379,972.0 p.c.), mesure anglaise

2° La subdivision neuf du lot originaire cinq cent soixante (560-9) du cadastre de la paroisse de Laprairie, étant un lot de forme irrégulière; borné au nord-est par une partie du lot No 559; au sud-est par le lot No 690; au sud, par le lot No 560-10; et au sud-ouest par le lot No 689; au nord par le lot No 560-8; mesurant cinq cent trente-trois pieds et trois dixièmes de pied (533.3 p.) sur sa ligne nord-est; trois cent pieds et huit dixièmes de pied (300.8 p.) sur sa ligne sud-est; huit cent quatre-vingt-sept pieds et sept dixièmes de pied (887.7 p.) sur sa ligne sud; six cent quarante et un pieds (641.0 p.) sur sa

(*b*) Subdivision lot number thirty-nine of original lot number four hundred and sixty-five (465-39).

As the whole now subsists, with all its rights, members and appurtenances, mainly the dwelling house thereon under construction, bearing civic number 18 Mathieu Street, without any exception.

With and subject to, all the servitudes, either active or passive, apparent or non apparent, thereto attached; mainly the one created in favour of the Bell Telephone Company of Canada under the terms of a deed registered under the number 225,518."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, in the city of Longueuil, on the TWENTY-NINTH day of the month of MARCH 1968, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Montreal, February 16, 1968. 23483-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: No. 721 692. PRUDENTIAL TRANSPORT COMPANY LIMITED, plaintiff, *vs* AGGRITE (1962) INC., defendant, and THE ROYAL BANK OF CANADA, tierce-saisie.

"A certain building(s) bearing civic address 3055 Ste. Elizabeth Blvd., (Route 9-c) in the town of Laprairie, district of Montreal, together with all other buildings belonging to the defendant and all the machinery and other things therein contained which have been placed and/or incorporated therewith by the defendant for a permanency and which have become immovable by their destination, such building(s) and such immovable(s) by destination being situated on the following lots, which lots are presently owned by the Quebec Hydro-Electric Commission and leased to the defendant by the said Quebec Hydro Electric Commission under the terms of a private Deed:

1. Subdivision eight of original lot five hundred and sixty (560-8) of the cadastre of the parish of Laprairie, being a lot of irregular figure; bounded to the northeast by part of lot No. 559; to the south by lot No. 560-9 (right of way of Hydro-Quebec); to southwest by part of lot No. 561 and to the northwest by lot No. 676 (C.N.R.) measuring eight hundred and sixty-two feet and one tenth of a foot (862.1 ft) in its northeast line; one thousant two hundred and fifty-one feet and four tenths of a foot (1251.4 ft) in its south line; thirty-nine feet (39.0 ft) in its southwest line and eight hundred and forty-eight feet (848.0 ft) in its northwest line, and containing a total area of three hundred and seventy-nine thousand nine hundred seventy-two square feet (379,972.0 sq. ft), English measure.

2. Subdivision nine of original lot five hundred and sixty (560-9) of the cadastre of the parish of Laprairie, being a lot irregular figure; bounded to the northeast by part of lot No. 559; to the southeast by lot No. 690; to the south by lot No. 560-10; and to the southwest by lot No. 689; to the north by lot No. 560-8; measuring five hundred and thirty-three feet and three tenths of a foot (533.3 ft) in its northeast line; three hundred feet and eight tenths of a foot (300.8 ft) in its southeast line; eight hundred and eighty-seven feet and seven tenths of a foot (887.7 ft) in its south line; six hundred and forty-

ligne sud-ouest et mille deux cent cinquante et un pieds et quatre dixièmes de pied (1251.4 p.) sur sa ligne nord et contenant une superficie totale de cinq cent trente-huit mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (538,598.0 p.c.), mesure anglaise.

3° La subdivision dix du lot originaire cinq cent soixante (560-10) du cadastre de la paroisse de Laprairie, étant un lot de forme triangulaire; bornée au nord par le lot No 560-9; au sud-est et au sud-ouest, par le lot No 691; mesurant huit cent quatre-vingt-sept pieds et sept dixièmes de pied (887.7 p.) sur sa ligne nord; sept cent vingt pieds et huit dixièmes de pied (720.8 p.) sur sa ligne sud-est et deux cent soixante-quatre pieds et cinq dixièmes de pied (264.5 p.) sur sa ligne sud-ouest, et contenant une superficie totale de quatre-vingt-un mille trois cent cinquante et un pieds carrés (81,351.0 p.c.). Mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laprairie, en la cité de Laprairie, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois de MARS, 1968, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 16 février 1968. 23482

one feet (641.0 ft) in its southwest line and one thousand two hundred and fifty-one feet and four tenths of a foot (1251.4 ft) in its north line and containing a total area of five hundred and thirty-eight thousand, five hundred and ninety-eight square feet (538,598.0 sq. ft), English measure.

3. Subdivision ten of original lot five hundred sixty (560-10) of the cadastre of the parish of Laprairie, being a lot of triangular figure; bounded to the north by lot No. 560-9; to the southeast and southwest by lot No. 691; measuring eight hundred and eighty-seven feet and seven tenths of a foot (887.7 ft) in its north line; seven hundred and twenty feet and eight tenths of a foot (720.8 ft) in its southeast line and two hundred and sixty-four feet and five tenths of a foot (264.5 ft) in its southwest line, and containing a total area of eighty-one thousand three hundred and fifty-one square feet (81,351.0 sq. ft), English measure."

To be sold at the registry office of the county of Laprairie, in the city of Laprairie, on the TWENTY-NINTH day of the month of MARCH, 1968 at ELEVEN o'clock in the morning

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, February 16, 1968. 23482-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Quebec, à savoir: Cour Supérieure No 151-264. AURÈLE LESSARD, maçon, domicilié au No 15, rue Choisy, Villeneuve, et y faisant affaires sous les nom et raison sociale de Quebec Maçonnerie enr., *vs* YVON LACHANCE, domicilié à 14, rue Pie XII, Beauport, et J. C. PICHER, en sa qualité de régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec, Québec, mis-en-cause.

« Les lots Nos deux cent onze et deux cent douze, subdivisions du lot originaire No six cent quatre-vingt-dix-huit, (698-211 et 212) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 21 février 1968. 23512-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 151-552. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, corporation dûment constituée par un acte spécial du Parlement Canadien, ayant son siège social au bureau chef dans la ville d'Ottawa, Province d'Ontario et bureau d'affaires à Québec, P.Q., *vs* RENALD CÔTÉ, 7390 de Brunoy, Charlesbourg, P.Q., et LE REGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT DE QUÉBEC, P.Q., et YVES GERMAIN INC., corporation dûment constituée, ayant son siège social en la cité de Québec, P.Q.

« Un terrain ou emplacement connu et désigné comme étant la subdivision un de la subdivision deux cent deux du lot originaire numéro sept cent quarante et un (741-202-1) et la subdivision un de la subdivision trente-six du lot originaire

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court No. 151-264. AURÈLE LESSARD, mason, residing at 15 Choisy Street, Villeneuve, and carrying on business there under the name and style of Quebec Maçonnerie enr., *vs* YVON LACHANCE, residing at 14 Pie XII Street, Beauport, and J. C. PICHER, in his capacity as registrar for the registration division of Quebec, Quebec mis-en-cause.

"Lots Nos. two hundred and eleven and two hundred and twelve, subdivisions of original lot No. six hundred and ninety-eight (698-211 and 212) of the official cadastre of the parish of Beauport, registration division of Quebec, with a house constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Quebec Registry Office, in Quebec, on the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 21, 1968. 23512

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 151-552. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, a corporation duly constituted by special act of the Canadian Parliament, having its head office in the city of Ottawa, Province of Ontario, and a business office in Quebec, P.Q., *vs* RENALD CÔTÉ, 7390 de Brunoy, Charlesbourg, P.Q., and THE REGISGRATRAR OF THE QUEBEC REGISTRY DIVISION, P.Q., and YVES GERMAIN INC., a corporation duly constituted, having its head office in the city of Quebec, P.Q.

"A lot of land or emplacement known and designated as being the subdivision one of the subdivision two hundred and two of the original lot seven hundred and forty-one (741-202-1) and the subdivision one of the subdivision thirty-six

numéro sept cent quarante-cinq-A (745-A-36-1) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec. Avec la bâtisse dessus érigée au coin de la rue de Sologne et de l'Avenue Brunoy, Charlesbourg, circonstances et dépendances.

Servitude: Le mur sud-est de la maison érigée sur lesdits lots 741-202-1 et 745-A-36-1 est mitoyen avec le mur nord-ouest de la maison érigée sur les lots 741-202-2 et 745-A-36-2 du susdit cadastre. Sujet également le susdit immeuble aux servitudes d'utilités publiques pouvant exister contre ce dernier. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif-adjoint,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du shérif,
Québec, le 21 février 1968. 23513-o

of original lot number seven hundred and forty-five-A (745-A-36-1) on the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec. With building thereon erected at the corner of Sologne Avenue and Brunoy Avenue, Charlesbourg, circumstances and dependencies.

Servitude: The south-east wall of the house erected on the said lots 741-202-1 and 745-A-36-1 is mitoyen with the north-west wall of the house erected on the lots 741-202-2 and 745-A-36-2 of the aforesaid cadastre. The aforesaid immovable is also subject to the public utilities that may exist against the latter."

To be sold "en bloc" at the Registry Office of Quebec, in Quebec, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 21, 1968. 23513

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province de Québec — District de Roberval
En la Cour Supérieure de Roberval
(Séant à Alma)

No A-6. LA SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUE ET DE LOGEMENT, corporation légalement constituée ayant le siège social de ses affaires à Ottawa et une place d'affaires à Chicoutimi, district de Chicoutimi, demanderesse, *vs* EDMOND TREMBLAY, commis, domicilié et demeurant au 327 de la rue Savard-Est, Alma, comté Lac St-Jean, district de Roberval, défendeur, et RAYMOND RICHARD, en sa qualité de régistrateur de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement sis et situé à Alma étant et comprenant le lot numéro quatorze-A-cent quatre-vingt-deux (No. 14-A-182) du rang neuf (r. 9) au cadastre officiel du canton Signaï, avec bâtisse, ce lot étant une subdivision du lot originaire numéro quatorze-A (No 14-A), des mêmes rang et canton et mesure cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur.

Le tout avec bâtiments dessus érigés, circonstances et dépendances;

Sujet aux servitudes mentionnés dans le titre d'acquisition enregistré sous le numéro 74,436. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est à Notre-Dame d'Hébertville, district de Roberval, le VINGT-HUITIÈME jour de MARS, 1968, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 15 février 1968.

Le shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.
23484-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Province of Quebec — District of Roberval
In the Superior Court of Roberval
(Sitting in Alma)

No. A-6. CENTRALE MORTGAGE AND HOUSING CORP., a corporation legally constituted and having the head office of its affairs in Ottawa and a place of business in Chicoutimi, district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* EDMOND TREMBLAY, clerk, domiciled and residing at 327 Savard-East Street, Alma, county of Lake St-John, district of Roberval, defendant, and RAYMOND RICHARD, in his quality of registrar for the registry division of Lake St-John East, mis-en-cause.

"A lot of land or emplacement lying and situated in Alma, being and including the lot number fourteen-A-one hundred and eighty-two (No. 14-A-182) in range nine (R. 9) on the official cadastre for the township of Signaï, with building, this lot being a subdivision of original lot number fourteen-A (No. 14-A), of same range and township and measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

Subject to servitudes mentioned in the deed of acquisition registered under number 74,436."

To be sold at the registry office of the registration division of Lake St-John-East, in Notre-Dame d'Hébertville, district of Roberval, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1968, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, February 15, 1968.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.
23484

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

Cour Supérieure, No 25,496. DÉMERISE BOUCHARD *vs* Dame ANNA BOUCHARD.

Veillez noter que dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 10 février 1968, à la page 1123 à la fin du deuxième paragraphe, après le mot dépendances, nous lisions « avec

SAGUENAY

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

Superior Court, No. 25,496. DÉMERISE BOUCHARD *vs* Dame ANNA BOUCHARD.

Please note that in the notice published in the *Quebec Official Gazette* on February 10, 1968, on page 1123, at the end of the second paragraph, after the word dependencies, was written "with

installation de restaurant et de salle de billard et accessoires » il aurait fallu lire: à distraire une partie centre du lot deux cent soixante-quinze (Ptie C. 275) tel que le jugement rendu le 16 janvier 1968 Cour Supérieure La Malbaie portant le numéro 10,347.

La date de vente devrait aussi se lire MERCREDI, le TREIZIÈME jour de MARS 1968 au lieu de LUNDI.

Le shérif,
SYLVIO TREMBLAY.

Bureau du Shérif,
La Malbaie, le 30 janvier 1968. 23455-o

installation of a restaurant and billiard hall and accessories", whereas the following should have been written: to be withdrawn is a center part of lot two hundred and seventy-five (C. P. 275), pursuant to the judgment rendered on January 16, 1968 in the Superior Court of La Malbaie, bearing number 10,347.

The date of sale should also have read WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of MARCH, 1968, instead of MONDAY.

SYLVIO TREMBLAY,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, January 30, 1968. 23455

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Supérieure, Sherbrooke, No 33,075.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* LÉOPOLD DAIGLE, autrefois cultivateur de St-Julien, comté de Wolfe, maintenant domicilié à 100 St-Jean-Baptiste, Rigaud, P.Q., défendeur.

« Une terre sise à St-Julien, connue sous le numéro quinze A (15-A) du premier rang, au cadastre officiel du canton de Wolfestown, contenant cent acres, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous réserve: de la coupe de bois de commerce sur le susdit terrain en faveur de MM. Fortunat Fortier et Léo Morin.

Une terre connue sous les numéros quatorze C et quatorze D (14-C et 14-D) du premier rang, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Distraction faite dudit lot quatorze D: *a*) de la partie vendue par Eugène Laflamme à les Commissaires d'Écoles de la municipalité de St-Julien de Wolfestown, par acte devant le notaire Poitras, le 29 juillet 1930, dont copie a été enregistrée en la division d'enregistrement de Wolfe, le 24 juillet 1931 sous le No 37,090. *b*) de la lisière vendue par Roland Daigle à les Commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Julien de Wolfestown, par acte en date du 14 février 1957, devant le notaire Poitras, dont copie a été enregistrée en la susdite division d'enregistrement le 18 février 1957, sous le No 62,336.

Distraction faite dudit lot quatorze C d'un morceau de terre contenant douze pieds carrés renfermant une source suivant acte de bordereau par Me Jean Tétreault, notaire, devant Me Gaston Tétreault, le 7 décembre 1956, dont copie a été enregistrée en la susdite division d'enregistrement le 13 décembre 1956 sous No 62,205.

Sous réserve de la coupe de bois ci-après mentionnée: Tout le bois de quelque nature qu'il soit se trouvant sur les lots numéros 14-C et 14-D, rang 1, canton de Wolfestown étant la propriété de Léopold Daigle. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de Wolfe, à Ham Sud, JEUDI le VINGT-HUITIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sherbrooke, le 13 février 1968. 23456-o

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Superior Court, Sherbrooke, No. 33,075.

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and corporate, having head office in Quebec, plaintiff, *vs* LÉOPOLD DAIGLE, formerly a farmer of St-Julien, county of Wolfe, now domiciled at 100 St-Jean-Baptiste, Rigaud, P.Q., defendant.

"A farm lying in St-Julien, known under number fifteen A (15-A) of the first range, on the official cadastre for the township of Wolfestown, containing one hundred acres, more or less, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under reserve: of the commercial logging on the said lot of land in favor of Messrs. Fortunat Fortier and Léo Morin.

A farm known under numbers fourteen C and fourteen D (14-C and 14-D) of the first range, on the official plan and book of reference for the township of Wolfestown, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Withdrawal made from said lot fourteen D: (*a*) of the part sold by Eugène Laflamme to the School commissioners for the municipality of St-Julien de Wolfestown, by deed before Mr. Poitras, notary, on July 29, 1930, of which copy was registered in the registry division of Wolfe, the 24th of July 1931, under No. 37,090. (*b*) of the strip of land sold by Roland Daigle to the School Commissioners for the municipality of St-Julien de Wolfestown, by deed dated February 14, 1957, before Mr. Poitras, notary, of which copy was registered in the aforesaid registry division on February 18, 1957, under No. 62,336.

Withdrawal made from said lot fourteen C of a piece of land containing twelve square feet enclosing a spring pursuant to memorial deed by Me. Jean Tétreault, notary, before Me Gaston Tétreault, the 7th day of December 1956, of which copy was registered in the aforesaid registry division on December 13, 1956, under No. 62,205.

Under reserve of the logging hereinafter mentioned: all the timber of any kind subsisting on lots 14-C and 14-D, range 1, township of Wolfestown being the property of Léopold Daigle."

To be sold "en bloc" at the registry office of Wolfe, in Ham South, THURSDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sherbrooke, February 13, 1968. 23456

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, (Sherbrooke), No 33,084.

BERNARD STEINBERG, commerçant, domicilié et résidant à Sherbrooke, district de St-François, demandeur, *vs* ROGER ST-FRANÇOIS, autrefois de R.R. No 1, Sherbrooke, district de St-François, et maintenant de Drummondville, district de Drummond, défendeur.

« Ce certain immeuble sis et situé dans la cité de Sherbrooke, connu et désigné comme étant les trente-quatre pieds (34′) nord du lot numéro huit cent sept (807) sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour le quartier est de la cité de Sherbrooke, par toute la largeur dudit lot, avec bâtisses dessus construites, avec et sujet aux servitudes stipulées dans les titres antérieurs comme suit, savoir: « Avec un droit de passage dans un chemin de huit pieds de largeur devant être pris ledit chemin dans la ligne nord du résidu dudit lot huit cent sept (807) et le long du terrain ci-dessus, avec droit de vue et de fenêtres et de portes en faveur dudit terrain, tant pour les fenêtres et portes actuelles que pour toutes celles que les parties ou représentants voudraient placer soit sur les bâtisses actuelles ou dans toutes autres bâtisses à être construites à l'avenir, ledit droit de passage étant en faveur desdites parties ou de leurs représentants et devant être une servitude perpétuelle ». Ledit immeuble est borné en front à l'est par l'avenue du Parc, au nord et à l'ouest par les lignes du lot et au sud par le résidu dudit lot ».

Pour être vendu au Bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le VINGT-SEPTIÈME jour de MARS 1968, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, le 13 février 1968.

Le shérif,
DONAT JACQUES.
23457-o

Fieri Facias de Terris
District. of St. Francis

Superior Court, (Sherbrooke), No. 33,084.

BERNARD STEINBERG, trader, domiciled and residing at Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, *vs* ROGER ST-FRANÇOIS, formerly of R.R. No. 1, Sherbrooke, district of St. Francis, and now of Drummondville, district of Drummond, defendant.

"A certain immovable lying and situated in the city of Sherbrooke, known and designated as being the thirty-four (34′) north feet of lot number eight hundred and seven (807) on the official plan of the cadastre and in the book of reference for the east ward of the city of Sherbrooke, by the entire width of the said lot, with the buildings constructed thereon, with and subject to the servitudes stipulated in former deeds as follows, to wit: "With a right of way on an eight-foot wide road, said road to be taken from the north line of the remainder of said lot eight hundred and seven (807) and along the above land, with a right of view and of windows and doors in favour of the said land, for present windows and doors as well as those which the parties or representatives wish to place either on the present buildings or on any other buildings to be built in the future. The said right of way is in favour of the said parties or their representatives, and is to be a perpetual servitude". The said immovable is bounded in front, on the east, by Park Ave., on the north and on the west by the lines of the lot, and on the south by the remainder of the said lot".

To be sold in the Sheriff's Office, in the Sherbrooke Court House, on WEDNESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH, 1968, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, February 13, 1968.

DONAT JACQUES,
Sheriff.
23457

INDEX No 8

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

131 — Salariés travaillant sur les chantiers de construction et dans les tranchées, règlements relatifs à leur protection ... 1310
131 — Employees working in construction yards and in trenches, regulations respecting their protection ... 1310
347 — Chemise, hommes et garçons, province ... 1311
347 — Shirt, Men's and Boys', Province ... 1311
348 — Camionnage, Montréal ... 1316
348 — Cartage, Montreal ... 1316
350 — Employés de laiterie, ville de Québec et la cité de Lévis et un rayon de dix (10) milles de leurs limites ... 1320
350 — Dairy Employees, cities of Quebec and Levis and a ten (10) mile radius of their limits ... 1320
349 — Alimentation, Gros, Québec ... 1320
349 — Food, Wholesale, Quebec ... 1320

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Abraham, Jozsef Lajos (*Dem.-Appl.*) ... 1326
Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal (*Rachat d'obligations*) ... 1328
Bates, William Thomas (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Charbonneau, Joseph, Fernand, Guy (*Dem.-Appl.*) ... 1326
Châteauguay, ville-town (*Requête-Petition*) ... 1323
Châteauguay Heights, ville-town (*Requête-Petition*) ... 1324
Discours du Trône (*Ouverture*) ... 1329
Ditny, Eugène (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Geoffrion, Marie Blanche Lilly Flore (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Greater Montreal, p.s.b. (*Rachat d'obligations-Redemption of Bonds*) ... 1328
Hara, Zacharia I. (*Dem.-Appl.*) ... 1325
Horne, Philip Joseph (*Acc.-Grant.*) ... 1327

AVIS divers — *(suite)*

MISCELLANEOUS Notices — *(continued)*

Jang, You Soon *et al* (*Dem.-Appl.*) ... 1325
Korsonsky, Herman Bernard (*Dem.-Appl.*) ... 1328
Lacroix, Rosianne (*Dem.-Appl.*) ... 1326
Lane, Donald Matthew (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Lapierre, Gail Patricia (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Lifshitz, Elliot (*Dem.-Appl.*) ... 1328
Marcovitz, Jack (*Dem.-Appl.*) ... 1325
Marcovitz, Saul (*Dem.-Appl.*) ... 1326
Protestant School Board of Greater Montreal (The) (*Redemption of Bonds*) ... 1328
Revi, Mario (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Shetisky, William (*Dem.-Appl.*) ... 1326
Speech from the Throne (*Opening*) ... 1329
Szmuk, Peter (*Dem.-Appl.*) ... 1325
Tam, Long Tung (*Acc.-Grant.*) ... 1327
Tilles (Soler), Rose (*Dem.-Appl.*) ... 1325
Wass, Theodore Allan (*Dem.-Appl.*) ... 1325

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'économie des policiers provinciaux du Québec (*Formation*) ... 1331
Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières (*Formation*) ... 1331
Caisse d'épargne et d'entraide économique du Cap de la Madeleine (*Formation*) ... 1332

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Autorisées à faire des affaires — ***Licensed to do Business***

Giant Battery (Industrial Division) Co. Ltd. ... 1332
Lockport Airways Limited ... 1332
Qantas Airways Limited ... 1333
Terrex Mining Company Limited ... 1332

Chartes — Abandon de — ***Charters, — Surrender of***

A.C.L. Construction inc. ... 1335
Barclay Management Corporation ... 1335
Baris Kaplan Inc. ... 1334
Bastion inc. ... 1336
Blais & Frères inc. ... 1335
Chamtel Realties inc. ... 1334
Cimex Maintenance Company Ltd. ... 1335
Cohen Holdings Inc. ... 1333
Compagnie d'Entretien Cimex ltée (La) 1335
Deitcher Holdings Inc. ... 1333
Granata Garment Contractors Ltd. ... 1333
Harber Investments Ltd. ... 1333
House of Fashion Limited ... 1335
Investments Corporation Limited ... 1334
Montreal Die Works Limited ... 1334
Placements L.R. Delisle inc. (Les) ... 1336
Pic-Nic Products Inc. ... 1334
Produits Pic-Nic inc. ... 1334
Rivière-du-Loup Automobile inc. ... 1335
Teldor Inc. ... 1335
Tri-Vir Enterprises Inc. ... 1334

Divers — ***Miscellaneous***

Association des Anciens du Collège Bourget (L') (*Règl.-By-laws*) ... 1336
Association pour l'Éducation des Enfants Arriérés (L') (*Règl.-By-laws*) ... 1336
Beaver Equipment Limited (*Dir.*) ... 1338
Club Social Hydro-Québec La Tuque — Beaumont inc. (*Nom-Name ch.*) ... 1339
Compagnie France Film (*Dir.*) ... 1339
Construction Aggregates Corporation (*Agent*) ... 1337
Construction Nanco inc. (*Dir.*) ... 1337
Dominion Foam Corporation (*Dir.*) ... 1336
Douglas-Guardian Warehouse Corporation (*Agent*) ... 1337
Dynamic Welding Co. Ltd. (*Dir.*) ... 1338
Entreprises Duberger inc. (Les) (*Dir.*) ... 1340
Électrique de Mont-Laurier, ltée (*Dir.*) 1338
Hôpital Chibougamau limitée (*Règl.-By-laws*) ... 1338
Institut Canadien de Caractérologie (*Règl.-By-laws*) ... 1339
Koppers Products, Limited (*Agent*) ... 1338
Labelle Vending Service Co. (1960) Ltd. (*Dir.*) ... 1338
Laurentian Irish Society Inc. (The) (*Règl.-by-law*) ... 1339
Nanco Construction Inc. (*Dir.*) ... 1337
Ordre des Conquérants du Nord (*Règl.-By-laws*) ... 1338
Ostiguy (A.) & Fils inc. (*Dir.*) ... 1337
Plage Riviera (St-Joseph) ltée (*Dir.*) ... 1339
Prêt et Revenu ltée (*Erratum*) ... 1339
Savings and Investment Ltd. (*Erratum*) 1339
Société Parc-Autos de la Place de l'Hôtel de Ville (La) (*Règl.-By-laws*) ... 1336
Society of Armenians from Istanbul (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) ... 1337
Victoriaville Specialties Company Limited (*Dir.*) ... 1339

Lettres patentes — ***Letters Patent***

A. B. C. Démolition & Entreprises ltée. 1254
a b c House Inc. ... 1285
Académie Nationale de Burlesque ltée 1289
Accueil Boyer (L') ... 1254
Agence de Distribution Populaire inc. ... 1255
Agence de Recouvrement et d'Administration Laurentienne inc. ... 1255
Aladin Restaurant Inc. ... 1255
Ameublement Leger inc. ... 1256
Arber Sales Agencies Inc. ... 1256
Association canadienne des Journalistes et Écrivains du Tourisme ... 1256
Association des Anciens de Rouyn-Noranda inc. (L') ... 1257
Association des Entrepreneurs Forestiers du Québec inc. ... 1257
Association des Hommes d'affaires du Nord-Ouest inc. ... 1258
Association des Professeurs d'arts plastiques du Québec ... 1258
Au Grand Salon ltée. ... 1258
Auréa inc. ... 1259

Lettres patentes — ***Letters Patent***

(suite) — *(continued)*

Autobus St-Louis incorporée 1259
B. N. L. Furniture Inc. 1286
Bégin transport limitée 1259
Bélisle (Marcel) inc. 1260
Bernier Brake & Clutch Inc 1260
Bertoldi's Grinding Shop Ltd 1260
Binette (Roland) inc. 1260
Blue Haven Pastry & Delicatessen Inc. 1261
Bon-Mar Inc 1261
Boulangerie Joy ltée (Les) 1281
Boutique Rigaud inc. (La) 1261
Breault & frère (Granby) inc 1262
Cabane Ronde inc. (La) 1262
Carnaby Property Corp. 1262
Chez Gargantua inc 1263
Celtic inc. 1263
Centre des Mots croisés inc. 1263
Centre du Pneu de Chicoutimi inc. 1264
Centre de Services des Taxes de Montréal inc 1305
Century Plating Ltd. 1264
Cercle sportif S. H. Rosemont 1264
Clinique Familiale St-Vincent inc. 1265
Cloverdale Service Centre Inc. 1265
Club de Golf Monica inc. (Le) 1265
Club d'hospitalité Interchange inc. (Le). 1280
Club Les Kass inc. 1266
Club social Colonial inc 1266
Club social de Lachute (Le) 1266
Colonial Social Club Inc 1266
Comimpex International Inc. 1267
Companies de Gestion de Sherbrooke inc 1267
Composita inc 1267
Comptoir d'assurances J. P. Boisvert inc. (Le) 1268
Confections Marie inc. 1268
Contact Cervex inc. 1268
Cyr (Clément) inc. 1269
Danville Hosiery Inc 1269
Data Processing Staff Finders Inc 1269
De Carufel, Gagnon, Bélair & associés incorporée 1270
De Carufel, Gagnon, Bélair & Associates Incorporated 1270
Desla Inc 1270
Dimac Inc. 1270
Dubois & Nadeau inc. 1271
École Normale du Bon-Pasteur 1271
École Normale Stella Matutina 1271
Electromed Inc 1271
Élevages du Sagueany inc. (Les) 1272
Entreprises R. & H. ltée. 1297
Eskay Plastics Ltd 1272
Europe Canada Delicatessen Ltd. 1272
Fantetti Construction Ltd. 1273
Fédération de Volley-Ball du Québec 1273
Flannery (R. J.) inc. 1273
Foothills Development Inc 1274
Forget (Jacques) ltée 1274
Fortin & Larochelle ltée. 1274
Foyer de Loretteville inc 1274
Fung Wong Restaurant Ltd 1275
G. L. Interior Displays & Designs Inc. 1275
G. P. Communications Inc 1276
Gadeg inc 1276
Gatien électrique inc. 1276
Gatien Electric Inc. 1276
Gatineau Asphalte limitée 1277
Généreux (D.) & fils inc. 1277
Gestion Opera limitée 1290
Granada Vending Machines Ltd. 1277
Grimard assurances inc 1277
Guérin (R. J.) inc 1278
H. B. D. Enterprises Inc 1278
Hébert & fils inc 1278
Hôtel Bella Vista inc 1279
Immeubles Finlay inc. 1279
Industries Prestige ltée (Les) 1295
Institution des Sourds de Montréal 1279
Interchange Hospitality Club Inc. (The) 1280
Inventory Services Inc 1303
Jacob & Ratté inc. 1280
Jacques (Aurélien) ltée. 1280
Joy Bake Shops Ltd 1281
Kruger Textiles Ltd 1281
Laboratoire A. René Boily ltée. 1281
Lambert & fils ltée 1282
LaSalle Dry Kiln (1968) Inc. 1302
Laurentian Inn Inc. 1282
Lemieux (Lionel) inc. 1282
Lignes du Québec ltée (Les) 1283
Ligue Citoyens St-Hubert comté de Taillon inc 1283
Ligueurs Leduc ltée (Les) 1283
Lizotte (Armand) inc 1284
Location de garages Olivier, inc 1284
Loisirs Météor de Pointe-Jaune inc. (Les) 1284
Maison a b c 1285
Maisonneuve Tower Ltd 1285
Marak Textile Mill and Products Ltd. 1285
Mayfair Wallpaper and Paint Inc 1286
Media Mosaic Inc. 1286
Meubles B. N. L. inc 1286
Michaud (Antoine) inc. 1287
Mignault (Thomas) & fils inc. 1287
Mobilart inc. 1287
Mir construction inc. (Les) 1288
Mobergé inc 1288
Motel-Hôtel Astoria inc. 1288
Motel-Hôtel Les Cascades (1968) inc. 1289
Multi-Mecanic Inc 1289
National Burlesque Academy Ltd. 1289
Nettoyeur Provincial de Conduit d'air inc 1296
Omnium Canadien d'importation française inc. 1290
Opera Holding Limited 1290
Pageau, Motel, Lefebvre inc 1290
Paquin (W.) ltée 1291
Parem inc. 1291
Pâtisserie Poulin inc 1291
Paulcor Holdings Inc 1292
Perron automobiles (Chicoutimi) inc. 1292
Photopro inc. 1292
Pigeon (Paul) & fils inc 1293
Placements Claire France, ltée (Les). 1293
Placements Francis inc. (Les). 1293
Placements Lafleur limitée. 1293
Placements Marcoux, ltée (Les) 1294
Placements Réal inc. (Les) 1294
Plomberie St-Claude inc. 1294
Prestige Industries Ltd. 1295
Prestige Sales Inc 1295
Provincial Air Ducts Cleaners Inc 1296
Qualtex Limited. 1296
Qualtex limitée. 1296
Quebec Frame Service Inc. 1296
R. & H. Enterprises Ltd 1297
Real Peat Moss Corporation. 1297
Reliable Cartage Inc. 1297
Renfort inc. (Le). 1298
Restaurant et Taxis du Terminus Central inc. 1298
Restaurant La Rustica ltée 1301
Restaurant Services Management Ltd. 1298

Lettres patentes *Letters Patent*
(suite) *(continued)*

Phodes (Peter E.) et associés (Québec) limitée ... 1299
Rhodes (Peter E.) and Associates (Quebec) Limited ... 1299
Robitaille (Roland) inc. ... 1299
Rosa Holdings Inc. ... 1299
Roy (Jean) inc. ... 1300
Roulottes & Transport du Québec inc. ... 1300
Rousseau (Marcel) inc. ... 1300
Rustica Restaurant Ltd. (La) ... 1301
S & M Entreprises ltée ... 1301
S. O. S. Mile-End ... 1301
St. Hubert Citizens League county of Taillon Inc. ... 1283
St. Hubert Radio Centre Ltd. ... 1302
Séchoirs LaSalle (1968) inc. ... 1302
Service de Soins à domicile Ste-Foy inc. (Le) ... 1302
Service d'inventaire inc. (Les) ... 1303
Société générale de financement du Québec (La) ... 1303
Solo Chemicals Ltd. ... 1303
Spathèque ltée (La) ... 1304
Stephen Children's Wear Ltd. ... 1304
Superior Promotions Inc. ... 1304
Swingtime Fashions Inc. ... 1304
Taschereau Art Decor Inc. ... 1305
Taxi Service Centre of Montreal Inc. ... 1305
Teasdale (Monique) inc. ... 1305
Tour Maisonneuve ltée ... 1285
Trans-Mediterranean Commercial & Industrial Company Inc. ... 1306
Travel Center of Westmount Inc. ... 1306
Tremblay électrique inc. ... 1306
Trigo construction ltée ... 1307
Unibraze du Canada ltée ... 1307
Unibraze of Canada Ltd ... 1307
Univend Inc. ... 1307
Ventes Prestige inc. (Les) ... 1295
Village Grocery & Dairy Inc. ... 1308
Woo's House Restaurant Inc. ... 1308
Xebec Industries Ltd ... 1308

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Champion Lanes Inc. ... 1309
Corporation de l'Hôpital de St-Joseph-du-Lac (La) ... 1309
Lorma Realty Corp. ... 1309

Lettres patentes annulées *Annulled Letters Patent*

Baie-Comeau Tire Center Inc. ... 1309
Centre du pneu Baie-Comeau inc. ... 1309

Sièges sociaux *Head Offices*

Agence Champigny inc. ... 1343
Bankers' Trust Company (The) ... 1341
Bernard Cycles Inc. ... 1341
Bonjour Investment Corp. ... 1341
Champigny Agency Inc. ... 1343
Coronet Dry Cleaners Inc. ... 1342
Dynamic Welding Co. Ltd. ... 1340
Électrique de Mont-Laurier, ltée ... 1340
Hôtel Seville inc. ... 1340
Ideal Petroleum (1959) Ltd. ... 1340
Lanar Inc. ... 1342
Lemoyne Oil Co. Inc. ... 1341
National Petroleum Inc. ... 1342
Nettoyeurs Coronet inc. ... 1342
Place d'Armes Realty Co. Ltd. ... 1342
Placements Del-Mor inc. ... 1343
Productions Via Le Monde, Canada inc. (Les) ... 1342
Ratelle Amusements ltée ... 1343
St-Eustache Transport inc. ... 1340
Sogeval Inc. ... 1341
Woods (S.E.) Sportswear Ltd. ... 1340
Woods (S.E.) Sportswear ltée ... 1340

DEMANDES à la Législature *APPLICATIONS to Legislature*

Communauté Grecque Orthodoxe des Archanges Michel et Gabriel (La) ... 1349
Congrégation des Soeurs Antoniennes de Marie de Chicoutimi *et al.* ... 1347
Corporation de la cité des Trois-Rivières (La) ... 1350
Corporation des Maîtres en Centrale Thermique de la Province de Québec ... 1345
Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (La) ... 1343
Corporation of Chartered Municipal Officers of Quebec (The) ... 1343
Corporation of Masters in Thermal Central of the Province of Quebec (The) ... 1345
Corporation of the city of Trois-Rivières 1350
Estate Georges Clément Moïse Coutu ... 1348
Estate Henri Bernatchez ... 1349
Filles de la Sagesse (Les) ... 1349
Fédération de Montréal des Caisses Desjardins ... 1345
Greek Orthodox Community Archangels Michael and Gabriel ... 1349
Hampstead, ville-town ... 1349
Laflèche, cité-city ... 1344
Lauzon, cité-city ... 1347
Lévis, cité-city ... 1350
Montréal, ville-city ... 1345
Ste-Foy, cité-city ... 1346
St-Lambert, cité-city ... 1346
Shawinigan, cité-city ... 1348
Sherbrooke, cité-city ... 1344
Société des Soeurs des Saint-Apôtres (La) ... 1348
Société Nationale de Fiducie ... 1345
Société St-Jean Baptiste de Montréal ... 1345
Society of the Sisters of the Holy Apostles (The) ... 1348
Succession Georges Clément Moïse Coutu ... 1348

LIQUIDATION avis de *WINDING up Notices*

Porte Électronique inc. ... 1351

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Percé (Prot.) (*Dem.-Appl.*) ... 1352

Finances *Finance*

Assurances: *Insurance:*

Chicago Title Insurance Company ... 1351
Hartford Accident & Indenmity Co ... 1351

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

St-Antoine de Longueuil, par ... 1353
St-Armand-Ouest-West, par ... 1354
St-Germain de Rimouski, ville-town ... 1354
St-Joachim de Châteauguay, par ... 1354

Travail — ***Travail***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Alimentation, Jonquière (*Prél.*) 1356
Automobile, Montréal (*Prél.-Levy*) 1354
Construction, Trois-Rivières (*Prél.-Levy*) 1358
Food, Jonquière (*Levy*) 1356

Voirie — ***Roads***

Entretien de routes discontinué 1352
Maintenance of roads discontinued 1352

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Divers 1352
Miscellaneous 1352

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Coming into force of certain sections of the Act amending the Liquor Board Act 1360
Mise en vigueur de certains articles de la Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools 1360

Ratification de titres — ***Confirmation of Titles***

Foyer Ste-Luce Inc. 1362

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Amos-Est-East, munic 1370
Fort-Chambly, ville-town 1367
Gatineau, ville-town 1368
Milles-Isles, c.s.r.-r.s.b 1366
Pointe-Claire, ville-town 1364
Pont-Rouge, village 1363
St-Germain-de-Grantham, par 1371

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Professionnels — ***Professional***

Association des principaux de Le Royer – Le Gardeur (*Const.-Inc*) 1353
Association des principaix du diocèse de Sherbrooke (*Const.-Inc.*) 1353

VENTES — ***SALES***

Effets non-réclamés — ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Railway 1361

Licitation — ***Licitation***

Labonté-Laforce *et vir vs* Deradurian *et al* 1372

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Pronovost 1378
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Pronovost 1378

Chicoutimi — ***Chicoutimi***

Algonquin Capital Corporation Limited *vs* Tremblay 1378
Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Tremblay 1379

Hauterive — ***Hauterive***

Agences d'assurances de la Côte Nord inc. (Les) *vs* Desbiens 1379

Montréal — ***Montreal***

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Chateau Building Corporation 1380
Eftichidis *vs* Triantafyllon 1380
Prudential Transport Company Limited *vs* Aggrite (1962) Inc. *et al* 1381
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Chateau Building Corporation 1380

Québec — ***Quebec***

Central Mortgage and Housing Corporation (The) *vs* Côté 1382
Lessard *vs* Lachance 1382
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Côté 1382

Roberval — ***Roberval***

Central Mortage and Housing Corporation (The) *vs* Tremblay 1383
Société centrale d'hypothèques et de logement (La) *vs* Tremblay 1383

Saguenay — ***Saguenay***

Bouchard *vs* Bouchard *et al* (*Erratum*) 1383

Saint-François — ***Saint Francis***

Office du crédit agricole du Québec (L') *vs* Daigle 1384
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Daigle 1384
Steinberg *vs* St-François 1385

Taxes — ***Taxes***

Abitibi, comté county 1374
Les Écores, c.s.p.-p.s.m. (*Erratum*) 1374